

RÉQUISITOIRE
contre
LARGENT

2000-2010
Imprimé en 2011

« Le manque de sagesse des hommes les amène à goûter d'une liqueur dans laquelle, trompés par la saveur agréable, ils ne discernent pas le poison dissimulé. »

Machiavel

« Fût-il vrai qu'on dû faire encore des efforts impuissants pour réclamer les droits de l'humanité, ce serait encore un devoir de les réclamer. »

Robespierre

« Il existe une chose plus puissante que toutes les armées du monde, c'est une idée dont l'heure est venue. »

Victor Hugo

« Une idée qui n'est pas dangereuse ne mérite pas d'être appelée une idée. »

Oscar Wilde

« Qui ne peut attaquer le raisonnement attaque le raisonneur. »

Paul Valéry

« La peur du ridicule obtient de nous les pires lâcheté. Combien de jeunes velléités qui se croyaient pleines de vaillance et qu'a dégonflées tout à coup ce seul mot d'"utopie" appliqué à leurs convictions, et la crainte de passer pour chimériques aux yeux des gens sensés. Comme si tout grand progrès de l'humanité n'était pas dû à l'utopie réalisée ! »

André Gide

Une Évidence se comprend naturellement ou se démontre laborieusement.

Philippe Landeux

PHILIPPE LANDEUX

RÉQUISITOIRE

CONTRE

LARGENT

OU

THÉORIE DE L'ÉGALITÉ

RÉQUISITOIRE
Contre
LARGENT

ACCUSATEUR PUBLIC : Philippe Landeux

- 1^{er} JURÉ : Monsieur Aveugle
- 2^{ème} JURÉ : Monsieur Cupide
- 3^{ème} JURÉ : Monsieur Neurone
- 4^{ème} JURÉ : Monsieur Glouton
- 5^{ème} JURÉ : Madame Denfer
- 6^{ème} JURÉ : Madame Courtevue
- 7^{ème} JURÉ : Mademoiselle Girouette

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Mesdames et Messieurs,

Citoyennes, citoyens jurés,

Vous êtes aujourd'hui réunis pour former le tribunal de l'opinion publique et juger un monstre altéré de la sueur, du sang et des larmes des hommes qu'il tient sous son joug depuis des millénaires. Mais vous devez certainement vous étonner qu'il n'y ait personne sur le banc des accusés. Ne l'attendez pas ! Il ne viendra pas ; il est déjà là ; il est partout ; il n'est nulle part. Il lui est impossible de comparaître en chair et en os pour la bonne raison qu'il n'est pas homme.

Pour la première fois dans l'Histoire, l'Humanité que vous représentez est appelée à se prononcer sur une « convention » ou plutôt une croyance que rien n'a jamais ébranlée et qui est devenue si puissante que les hommes sont devenus ses jouets et le monde sa proie. Largent, voilà le monstre !

Non citoyens ! vous n'avez pas été conviés à une farce mais à l'action la plus prodigieuse qui se puisse accomplir. Il ne s'agit pas de nous livrer à l'acte insensé de juger un objet inerte, tel qu'un lingot d'or, ou de statuer sur une opinion, telle celle que chacun peut avoir sur la richesse ou la pauvreté, mais de savoir ce qu'est réellement Largent, d'apprécier la mesure véritable de son rôle, de connaître ses rapports avec l'Homme, de définir la position que l'Humanité doit adopter face à lui, et de régler son sort et le nôtre.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Ce qui semble une affaire entendue est pourtant loin de l'être ! Non seulement personne — à quelques exceptions près — ne voit dans Largent un ennemi, mais tout le monde semble lui dénier jusqu'à une influence sur nos vies. Bien qu'il pèse de tout son poids sur la « Société », qu'il soit le sujet de toutes les discussions et au cœur de tous les problèmes, il est disculpé avant même que son rôle et sa nature aient été sérieusement examinés.

Mais, citoyens jurés, pourquoi Largent ne pourrait-il être présumé coupable ? Parce qu'il est invisible ? Parce qu'il n'existe pas en tant que personne ? Pourtant, quand une tempête arrache un arbre qui s'écroule sur une maison, nous n'accusons ni l'arbre déraciné, ni la maison éventrée, ni le jardinier, ni l'architecte... mais le vent ! Nul ne le voit, nul ne peut lui passer les menottes, mais cela n'empêche pas de le concevoir et de l'accuser à juste titre ! La nature du vent fut longtemps un mystère, mais ses effets — la poussière qui tourbillonne, les feuilles qui frémissent, les nuages qui passent, etc. — suffisent à prouver aux hommes son existence. Il devrait en aller de même avec Largent, quoique, contrairement au vent, Largent soit en notre pouvoir. Mais voilà précisément ce qui détourne notre attention de lui ! *Largent est en notre pouvoir*. L'est-il vraiment... ou sommes-nous en le sien ?

Assurément, Largent n'est pas un individu. Pourtant, quelles sont les caractéristiques d'une personne ? Est-ce le fait d'être mortelle ? Largent a eu un début. Il n'est donc pas éternel et aura une fin. Est-ce le fait d'avoir des membres ? Toutes les institutions, toutes les organisations, toutes les entreprises dont la seule vocation est financière peuvent aisément être assimilées aux bras par lesquels la volonté de Largent s'accomplit. Est-ce le fait d'avoir une circulation sanguine ? Les unités monétaires circulent dans le corps social comme le flux sanguin dans un corps animal. Est-ce le fait d'avoir de l'appétit ? Largent s'insinue partout et dévore tout. Est-ce le fait d'exercer une influence morale ? Beaucoup n'ont d'autre obsession que de s'enrichir et sont prêts à tout pour y parvenir ; beaucoup d'autres sont dans la misère ou accablés d'ennuis à cause de l'implacable logique financière ; d'autres encore, plus rares ceux-là, fuient la richesse comme la peste. Personne n'échappe à Largent. Sous quelque forme que ce soit, son influence est avérée partout et sur tous. Est-ce le fait d'avoir de l'autorité ? Les lois de Largent, les fameuses contraintes financières, ont un empire absolu sur les

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

hommes et leurs propres lois. Est-ce le fait de réfléchir ? Si oui, peu d'hommes sont des personnes ! Est-ce le fait d'avoir une logique ? Le capitalo-libéralisme en est le fidèle et le plus soumis des interprètes. Est-ce le fait d'avoir des alliés ? Ce procès montre combien il en a ! Tous les hommes le défendent avec passion et la plupart sans raison. Est-ce le fait de pouvoir se défendre ? Ses satellites détiennent tous les pouvoirs. Est-ce le fait d'être autonome ? Personne ne le maîtrise. Et plus nous nions son pouvoir, plus il est à l'abri des critiques et des attaques, plus il a de libertés, plus son empire s'étend, plus son pouvoir s'affermir et plus il en abuse à nos dépens. En vérité, citoyens, les hommes ne lui ont jamais véritablement opposé de résistance ! Comment pourraient-ils l'inquiéter quand ils se damnent pour lui, pour la moindre de ses faveurs ?

Invisible, omniprésent, Largent est malgré tout différent d'un homme. Mais en quoi est-il différent d'un Dieu ? Si la réponse à la question concernant l'existence d'un Dieu est affaire de foi, la question de l'existence de Largent appelle une seule réponse : il existe. Les athées ne jugeraient-ils pas Dieu cruel et coupable des misères de ce monde, s'ils y croyaient ? Et les croyants n'affirment-ils pas son existence sans l'avoir jamais vu ? Or les athées ne peuvent mettre en doute l'existence de Largent qui, en tant que monnaie, s'agite dans les poches, ni les croyants refuser l'idée — inconcevable pour des athées, dans le cas de Dieu — qu'une chose invisible soit active et puissante ! Les croyants attribuent à leur Dieu des prodiges qu'ils devinent... mais il n'y a rien à deviner en ce qui concerne Largent ; il n'y a qu'à ouvrir les yeux pour voir son sceau apposé bien en évidence sur tous les fléaux.

« *Largent fait tourner le monde* », « *Largent rend fou* », « *Largent pourrait tout* », « *Largent est le nerf de la guerre* », « *Largent est roi* ». Ces expressions que chacun a un jour utilisées sont l'expression du bon sens. Ce même bon sens ne nous impose-t-il pas d'admettre ce qu'il a remarqué ? Nous ne pouvons nier ce que nous reconnaissons depuis toujours ! Ces expressions ne disent-elles pas on ne peut plus clairement que Largent tient le monde dans sa main, pour ne pas dire sous sa botte ? Et si Largent tient le monde sous sa coupe, si tout tourne autour de lui, tout se règle fatalement sur lui, tout agit ou réagit par rapport à lui, sous son regard. Ainsi, rares sont les actions humaines qui ne soient pas motivées directement ou

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

indirectement par Largent. Or, *motivées par Largent* ne signifie-t-il pas que *Largent motive nos actions* ? Comment Largent peut-il *motiver* sans être, et comment pourrait-il être sans motiver ?

Largent n'est ni homme ni Dieu ; c'est une entité monstrueuse ! S'il est impossible de juger Dieu, s'il est possible de condamner un homme, qu'en est-il pour Largent qui n'est ni l'Un ni l'autre ? Car, citoyens jurés, il ne s'agit pas seulement pour nous d'exprimer une opinion ou de ressasser des préjugés, mais, dans l'enceinte de ce tribunal, de parvenir à un verdict. Il faut donc avant tout déterminer si Largent peut être jugé par la « Société » que nous représentons. Or le tribunal de l'opinion publique n'a le pouvoir de statuer que sur les objets qui concernent les hommes en tant que membres de la Cité, qui, en portant atteinte ne serait-ce qu'à un seul Citoyen, attentent à tous les Citoyens ; bref il ne peut se prononcer qu'au sujet d'objets qui, directement ou indirectement, nous touchent tous. Largent entre parfaitement dans le cadre de nos compétences, et rien n'y entre mieux !

Cependant, un jugement implique la possibilité d'une condamnation, et une condamnation à l'encontre de Largent impliquerait que Largent la supporte *seul*. C'est précisément cette implication qui a toujours mis Largent à l'abri de tout soupçon. Car comment s'en prendre à une chose sans consistance et qui semble inexistante ? S'il n'a pas d'existence, s'il semble inaccessible, il devient absurde de le poursuivre, et plus encore de le frapper ! Mais s'il existe et fait le mal sans que nous le poursuivions, sans que nous pensions même à le poursuivre, sa puissance deviendra d'autant plus formidable qu'il sera parvenu, avec notre concours, à s'assurer l'impunité et à enchaîner nos esprits ! Or Largent est un pur produit de l'esprit humain. C'est là, dans nos têtes, dans nos esprits, que se trouve son siège inébranlable, son repaire inexpugnable. Largent est en nous, malgré nous, et chacun, sans le vouloir, sans le savoir, lui prête son crâne comme refuge et son corps comme bouclier. En un mot, chacun de nous est son complice.

Au moins savons-nous maintenant où est son repaire. Ceci devrait nous éviter de l'exonérer de ses responsabilités et d'accabler exclusivement les hommes. Mais combien serions-nous encore injustes ! Reconnaître aux hommes une part de culpabilité, ne serait-ce pas nier l'influence irrésistible de Largent ? Pouvons-nous comparer la petitesse des hommes à la

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

puissance surhumaine de Largent, et les accuser de faiblesse quand ils ne peuvent rivaliser avec lui ? Est-ce sa faute si l'insecte périt broyé sous la patte de l'éléphant ? De même, le poids de Largent écrase les hommes, au point que, d'une façon ou d'une autre, tous acceptent sa domination. Jusqu'à cette heure, le défier ne vous semblait-il pas folie ? Votre soumission n'était-elle pas si totale que jamais vous ne l'avez considéré comme un monstre ? En ce moment même, ne pensez-vous pas que Largent, quoi que l'on en dise, sera toujours et qu'il est vain de nous occuper de lui ? Pourtant, citoyens jurés, le rapport qu'il y a entre l'Homme et Largent n'est pas comparable à celui qui existe entre l'insecte et l'éléphant ! La Nature a fait de l'insecte et de l'éléphant deux êtres distincts, et établi entre eux un rapport de force éternel. En revanche, c'est l'Homme qui, pour ainsi dire, a fait Largent, qui lui a donné une existence. Largent ne vit que grâce à l'Homme. L'Homme a donc sur Largent un pouvoir de vie et de mort. Largent, lui, n'a sur l'Homme que le pouvoir qui lui est conféré par sa nature. L'Homme et Largent sont donc reliés, mais, contrairement à l'insecte et à l'éléphant, chacun a sur l'autre du pouvoir, à condition de l'exercer. Mais comment l'Homme pourrait-il aduler ou mépriser Largent et en même temps le récuser ? L'Homme n'exerce donc pas son pouvoir, et Largent exerce le sien sans frein ! Le « créateur » est ainsi devenu la proie de sa créature, comme un inconscient finit par être dévoré par le fauve qu'il a élevé. De fait, l'Homme est prisonnier de la logique monétaire. Tout a désormais un prix. Rien n'échappe à Largent ! Que nous en gagnons ou que nous en perdions, que nous en dépensions ou que nous en économisons, que nous agissions ou que nous réagissions, tout se traduit par un coût plus ou moindre, tout se pose, directement ou indirectement, en termes financiers : rien n'échappe au diktat de Largent !

Pourtant Largent est une fiction. Il n'est rien sans l'Homme. Il lui nuit, il peut même le détruire, mais il ne peut lui survivre. En revanche, l'Homme peut, s'il le veut, l'anéantir et lui survivre, mais il ne peut à la fois le conserver et s'en affranchir. Largent est en effet aussi puissant qu'il serait aisé pour l'Homme de l'abattre. Il a été mis au monde par l'Homme ; il peut en recevoir le coup fatal ! Toute la question est, pour nous, de savoir si l'Homme doit porter ce coup.

Sans aller jusqu'à considérer Largent tel que nous le livrons à ce tribunal — et nous le mettrons à nu, dépouillé de tous ses artifices

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

—, des hommes l'ont néanmoins déjà suspecté et le suspectent encore d'être mêlé à de nombreux forfaits.

Certains espèrent l'affaiblir. Mais il est puissant dès qu'il existe, parce qu'il existe pour être puissant ! En fait, ils ne savent pas ce qu'est Largent. Ils croient qu'il suffirait que les hommes ne lui prêtent plus attention pour que son pouvoir s'évanouisse et qu'il disparaisse de lui-même. En somme, ils prêchent le mépris de Largent. C'est d'ailleurs parce qu'ils le méprisent qu'ils se dispensent de s'interroger sur sa nature profonde et sur les conséquences de leurs « doctrines ». Ils ignorent également la véritable raison pour laquelle Largent doit être combattu et adoptent, sans but précis, sans perspective sociale, des moyens qui ne peuvent en rien annihiler ses effets destructeurs. Ils pratiquent en fait la politique de l'autruche. Selon les uns ou les autres, la solution consiste à prôner la gratuité, le don, le bénévolat, à faire preuve de générosité, à redistribuer les richesses, à abattre, voire à fuir la « société » de consommation, etc.. Mais en quoi les bons Samaritains, les Robin des bois et les Robinson Crusoe menacent-ils le système dont la plupart des gens, faute de mieux, ne désire pas sortir ? D'ailleurs, sortent-ils eux-mêmes du système, le remettent-ils vraiment en cause ? Non, puisque c'est avant tout les comportements qu'ils veulent changer.

Les marginaux ont toujours existé... et Largent existe encore. C'est assez dire que leur attitude et leurs idées ne l'atteignent pas. Pourquoi ? Parce qu'ils se fourvoient généralement dans deux erreurs : Ils croient que tous les hommes sont ou devraient être capables de faire montre d'autant de force morale qu'eux-mêmes, et sont en outre persuadés que la frugalité est une arme contre le « système », c'est-à-dire, au fond, contre Largent. Leur première erreur ruine les espoirs qu'ils attachent follement à la seconde. En effet, il n'est pas dans la nature des hommes de soutenir indéfiniment un gros effort et de supporter longtemps une privation artificielle. Or, la frugalité qui exige beaucoup de volonté ne peut être une arme que si tous les « Citoyens » acceptent de se restreindre et si cette restriction volontaire est temporaire, autrement dit si la frugalité remplit rapidement ses promesses, ce qu'elle ne peut pas dans ce cas. Car elle n'est pas une nouvelle conception de l'ordre social et ne peut par conséquent bouleverser le système en profondeur. Cette politique qui n'en est pas une et qui, pour être mise en œuvre, impliquerait une

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

improbable mobilisation ne réaliserait jamais la révolution tant attendue et condamnerait les « Citoyens » à une éternelle et inutile privation. Mais ces derniers, déçus de cet échec, irrités d'avoir été trompés une nouvelle fois par de faux prophètes, affamés après cette période de privation, retourneraient vite à leurs habitudes, malgré les imprécations des forcenés.

Ajoutons que la marginalité, par définition, ne convient pas à la multitude, laquelle cautionne bon gré mal gré le système que les marginaux eux-mêmes ne menacent pas puisqu'ils négligent Largent ou ne voient en lui qu'un *moyen d'échange*, que *la monnaie*. De sorte que les marginaux ont deux options, aussi mauvaises l'une que l'autre : conserver la monnaie et Largent ou supprimer la monnaie et tout moyen d'échange. Inutile de dire que, dans le premier cas, que la monnaie soit conservée telle qu'elle est ou sous une autre forme (1), Largent n'en continue pas moins de régner avec les conséquences désastreuses que cela implique, et que, dans le second cas, faute de moyen d'échange (révolutionnaire) véhiculant une nouvelle conception de l'échange et de la Société et satisfaisant le besoin économique actuel que la monnaie satisfait à sa manière, la suppression de tout moyen d'échange laisserait un vide que des hommes toujours prisonniers de la logique monétaire combleraient rapidement de la seule façon concevable pour eux, c'est-à-dire par l'adoption d'une nouvelle monnaie. Ce serait le retour à la case départ. Ces idées et leurs variantes ne mènent donc à rien.

Non, citoyens, ce n'est pas en faisant un effort sur nous-mêmes que nous troublerons Largent qui rôde autour de nous (sous sa forme matérielle). Ce réflexe est à l'épreuve depuis des siècles, sans avoir jamais donné de résultats. Ses zélateurs devraient en prendre acte et en conclurent qu'ils s'égarent. Hélas ! les hommes conviennent rarement de leurs erreurs et sont si orgueilleux qu'ils s'attribuent même tous les torts ! Alors qu'ils prétendent abattre l'empire de Largent, ils ne lui en trouvent aucun. Comment pourrait-il en avoir puisqu'il est (soi-disant) une « invention » des hommes dont chacun sait qu'ils sont incapables de se tromper ou de commettre un faux pas ? En vrais philosophes, ces penseurs

(1) Ceux qui veulent conserver la monnaie tout en reconnaissant certains de ses défauts n'envisagent généralement rien de plus qu'une modification de son fonctionnement, pour lutter, par exemple, contre la thésaurisation. C'est ainsi que la théorie de l'*Economie distributive* propose, sous le nom de *crédits*, des unités monétaires qui ne circuleraient pas (voir la note 30).

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

n'ont trouvé ni les réponses, ni les questions, et loin d'éclairer l'Homme, ils le livrent à Largent, sans même le savoir ! Ainsi, sans être loué, Largent est ignoré, protégé et invincible ! Il est vainqueur par forfait !

Au fond, les hommes n'ont jamais rien tenté de sérieux contre Largent, mais ils croient *mordicus* avoir tout essayé, ce qui les conforte dans l'idée que Largent est invulnérable. Etant universellement considéré comme invulnérable, il devient impensable de l'affronter, et personne n'envisage une telle entreprise. Largent n'est donc l'objet d'aucune contestation et, pour justifier cette résignation, l'orgueil commande aux hommes de nier jusqu'à son influence sur eux, d'entendre sans broncher les contrevérités les plus évidentes, de s'entêter dans des voies notoirement sans issue, bref d'occulter Largent qui est pourtant au centre de leur monde et (consciemment ou non) de toutes leurs préoccupations. Le voile qu'ils jettent sur la nature monstrueuse de Largent est si épais que les hommes ne sont même pas suspects de mauvaise foi quand ils soutiennent son innocence ! Comment pourraient-ils voir dans l'objet de tous leurs rêves, dans le maître de toutes leurs pensées, l'instrument de tous leurs malheurs ? Victimes de leurs illusions, esclaves de leurs certitudes, les hommes s'insurgent encore contre les rares *illuminés* qui, surmontant tous les préjugés, osent le défier. Ainsi, à la puissance intrinsèque de Largent s'ajoute l'énergique servilité des hommes.

Mais, s'ils innocentent Largent, les hommes n'en sont pas moins à la recherche d'un coupable qui, s'il n'est ni en dessous ni au-dessus d'eux, ne peut que se trouver parmi eux. Ainsi offrent-ils à Largent le réjouissant spectacle de leurs déchirements ! Ils se querellent sans fin pour attirer les faveurs de celui qui les divise et règne sur eux. Dans ce contexte, beaucoup d'hommes, plus encore que la première espèce de révoltés — les marginaux dont il a été question plus haut — ont pris le parti de s'attaquer aux privilégiés, ne menaçant ainsi jamais le despote. Le statut de privilégié indique pourtant clairement qu'ils ont eux-mêmes un maître dont ils tiennent leurs privilèges ! Il n'y a pas de nobles sans roi, pas plus qu'il n'y a de monarchie sans aristocrates ! Or, qui ignore que ces privilégiés-là doivent tout à Largent roi et que, tant que Largent existera, il y aura des privilégiés de la fortune, une aristocratie de Largent ? Pourquoi s'en prendre à eux plutôt qu'à Largent lui-même ?

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Nous voyons bien, citoyens, que les révoltés de ce second genre font désespérément la même erreur que les premiers ! Tous veulent combattre des effets sans remonter à leur cause. Tous voient les faiblesses de l'Homme, aucun la puissance de Largent. Tous font des hommes leur cible, qu'ils se visent eux-mêmes ou qu'ils visent autrui. Il est tellement plus facile d'abattre ou de culpabiliser un homme que de s'attaquer à Largent ! Mais tourmenter un faux innocent ne fait pas de lui un vrai coupable, et épargner un coupable est un crime contre l'innocence. Ainsi, les hommes n'ayant jamais envisagé la culpabilité de Largent ont toujours traqué les coupables en leur sein et ont fini par en trouver un en chaque homme. Conclusion : l'Homme est mauvais de nature. Pourtant, citoyens, il est impossible d'écarter une autre hypothèse : l'Homme est mauvais par réaction ; quelque chose le rend mauvais, plus mauvais que nature, si tant est qu'il le soit naturellement. Ne sachant pas ou ne voulant pas savoir d'où le mal provient, nous l'avons supposé inné. Mais les hommes du XXI^e siècle peuvent-ils encore entendre ce langage sans bondir ? La science ne nous confirme-t-elle pas ce que la logique démontre, à savoir que rien ne se perd, tout se transforme ; que tout effet a une cause et que toute cause est elle-même un effet ? Est-il possible de nier les actes auxquels Largent pousse les hommes ? Largent serait donc au centre de nos problèmes sans en être la cause, sans y avoir aucune part ! Il serait donc le seul paramètre qui n'exercerait pas d'influence sur les hommes tout en étant plus que n'importe quel autre omniprésent dans leur vie ! Ses effets, aussi manifestes soient-ils, ne lui seraient pas attribués sous prétexte qu'il est inconcevable que Largent soit une cause, celle de nos malheurs ! C'est pourtant ce paralogisme que les hommes tiennent pour indéniable, et auquel ils s'accrochent de toutes leurs forces. Allez donc ébranler de pareils raisonnements ! Ils soutiennent tout et son contraire ! La Vérité qui insulte leur ego est pour eux un odieux mensonge ! Mais comme ils ne peuvent ni l'ébranler ni l'admettre, ils se réfugient dans la fuite ou le fracas, la surdité ou la surenchère !

Citoyens jurés, vos visages en disent long sur le malaise que vous éprouvez ! Vous êtes des hommes et avez partagé leurs erreurs. Mais ce procès n'est pas le vôtre ! Ne confondez pas l'erreur et le crime, le martyr et le bourreau, l'Homme et Largent ! Vous n'êtes pas des accusés effrayés ; vous êtes des juges

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

imperturbables. Oubliez vos erreurs passées et soyez des Citoyens dignes de la confiance de l'Humanité ! Conscients d'avoir été faibles, vous êtes aujourd'hui plus forts ! Faites taire l'orgueil qui veut altérer votre jugement pour prolonger les temps d'insouciante servitude ! L'ignorance est une excuse légitime que la connaissance n'a plus, et vos erreurs d'hier, si vous les commettez encore, seront désormais des crimes ! Largent régna malgré nous ; il régnerait grâce à vous !

Chassez de vos esprits les terreurs que Largent vous inspire ! Ne laissez pas l'angoisse vous paralyser ! Car tout vous paralyse, et plus que tout : la ferme croyance que Largent est irremplaçable !! Vous vous dites : « *A quoi bon le dénoncer s'il est irremplaçable ?* », et, comme vous ne le dénoncez pas, il semble l'être en effet ! Or vous n'avez jamais sérieusement réfléchi à la question. Vous devez aujourd'hui briser ce cycle infernal ! L'esprit peut triompher de tout, même de ce qui semble *a priori* impossible !! Nous ne défions d'ailleurs pas les lois de la Nature ! Nous nous penchons seulement sur un élément engendré involontairement par l'Homme, et perpétué par la force des choses et les préjugés qu'il a lui-même suscités. Car, comme nous le montrerons, Largent n'a pas été pensé ; il nous a toujours échappé. Est-ce donc le fait de devoir aujourd'hui penser un paramètre essentiel de la « Société » qui vous trouble tant ? Les conséquences de ce paramètre ne méritent-elles pas cet effort, surtout quand on sait que tous les efforts pour conjurer le despotisme de Largent sans s'en prendre à Largent lui-même ont été vains et continueraient de l'être ? Il est temps de cesser de nous débattre pour nous battre enfin !

De surcroît, citoyens, rappelez-vous que vous êtes ici pour juger Largent, non pour lui trouver un successeur dans le cas où vous vous prononceriez contre lui. Nous devons essentiellement déterminer ce qu'il est et de quoi il est éventuellement coupable. Car, comment envisager sa condamnation sans être, au préalable, convaincu de ses forfaits ? C'est cette conviction que nous devons forger ; c'est sur cet aspect des choses que vous devez vous concentrer. Bien sûr, aucune mise en garde ne saurait vous distraire des inquiétudes que des siècles d'habitude et de dépendance à Largent vont soulever face aux perspectives que ce procès va ouvrir et aux métamorphoses qu'il pourrait amener ! Ces inquiétudes sont la preuve même de la place qu'occupe Largent. Mais, en songeant au vide qu'il pourrait

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

laisser, et aux influences — pourtant niées — qu'il ne pourrait plus exercer, vous risquez de reculer et d'échouer dans votre mission de salut public. Chacun sait pourtant que la nature a horreur du vide. C'est d'ailleurs en essayant d'imaginer par quoi ce vide pourrait être comblé que vous envisagez en un éclair des solutions irréalistes ou terrifiantes et que vous jetez aussitôt le bébé avec l'eau du bain. Or comment pourriez-vous concevoir judicieusement un remplaçant à Largent sans savoir exactement pourquoi il doit être remplacé ? En procédant ainsi vous brûlez les étapes et imaginez le pire, alors que le pire est sous vos yeux ! Que l'incrédulité et l'enthousiasme cèdent donc le pas à la raison ! Quand la force ne peut vous dompter, c'est l'usage inconscient ou à mauvais escient de votre liberté qui vous perd ! Méfiez-vous, vous êtes le pire de vos ennemis... après Largent !

Citoyens jurés, au cours de ce procès unique et solennel qui effrera les générations futures ne comprenant pas pourquoi juger ce monstre impalpable aura exigé de nous une abnégation surhumaine et une volonté héroïque, pourquoi une telle évidence aura nécessité une controverse incroyable et passionnée, vous aurez la possibilité d'intervenir. Ce procès sans précédent doit sonner le réveil des consciences et la révolte du genre humain. Ce jugement doit être l'acte fondateur d'une nouvelle ère. Chacun de vous a donc le Droit, et même le Devoir, de ne laisser subsister aucune ombre. Oubliez vos faiblesses et élevez-vous à la hauteur de votre mission. L'Humanité commande la fermeté ; faiblir serait la trahir, et la trahir serait notre éternel déshonneur !

Largent est à notre merci ; c'est à vous de trancher !

Monsieur Aveugle : *Monsieur l'accusateur, puisqu'il nous est permis d'intervenir, permettez-moi de faire remarquer qu'il vaudrait mieux parler de choses concrètes, des problèmes de tous les jours qui nécessitent des réponses urgentes !*

Citoyen, vous voulez du concret au lieu d'une dissertation sur Largent ! Bien ! Est-ce à dire que Largent n'est jamais impliqué dans les problèmes concrets auxquels nous sommes confrontés tous les jours et que, en nous occupant de lui, nous ne faisons que du tapage ? Vous dites : *Il vaudrait mieux...* mieux que quoi ?

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Préconisez-vous de singer les politiques qui agitent sous notre nez les problèmes et nous promettent sans cesse des améliorations sans que jamais rien ne s'améliore ? Est-ce là ce qu'il vaudrait *mieux* faire à notre tour ? Nous ne cherchons pas à donner dans l'originalité, mais pourquoi s'obstiner dans une voie sans issue dans laquelle, depuis des siècles, les hommes se bousculent ? Si cette voie avait une issue, pourquoi serions-nous encore en train de la chercher après tant de *mieux* ? et comment pourrions-nous trouver la solution en empruntant la même voie, en ayant les mêmes réflexes et le même discours que nos prédécesseurs ? Croyez-vous que le fait d'aborder différemment un problème soit un signe d'indifférence ? Soutenir une méthode nouvelle contre l'opinion générale n'est-il pas plutôt le signe d'une immense détermination et d'une réelle volonté de mettre fin aux maux de la « Société » ?

Faut-il seulement parler des problèmes ou chercher à les résoudre ? Est-ce en se lamentant sur la souffrance d'un malade et en lui prodiguant des soins superficiels éternellement provisoires qu'un médecin découvre le médicament qui guérit à jamais la maladie en question ? Quel but croyez-vous que nous poursuivions nous-mêmes ? Il est vrai que nous n'isolons pas les problèmes pour essayer de les traiter au cas par cas, que nous ne cédon pas à la mode de l'impatience... Mais quels résultats ont donné les méthodes que vous voudriez nous voir appliquer ? En revanche, démontrer — comme nous allons le faire — que Largent est la source de la plupart des problèmes ne serait-ce pas avancer vers la solution ? Séparer chaque domaine et négliger la piste de Largent, ne serait-ce pas alors au contraire s'en éloigner ? Car comment résoudre un problème particulier dont la cause ne lui est pas spécifique ? Comment même espérer le résoudre un jour, puisque cette méthode classique consiste ou conduit à occulter sa cause profonde, à nous y adapter et à essayer d'en atténuer ou d'en contenir seulement les effets ?

Méfiez-vous, citoyens ! Marcher sans jamais lever les yeux ne mène pas loin, et avancer en regardant tout le temps au loin, sans deviner les embûches, ne mène nulle part ! Oui, il y a des problèmes urgents qu'il est urgent de régler depuis des millénaires ! Allons-nous continuer à prôner éternellement l'intervention d'urgence et l'action ponctuelle ? La « Société » monétaire a des problèmes qui forment un tout que nous devons considérer d'un point de vue social ! D'ici à ce que nous soyons

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

en mesure de débarrasser la « Société » de Largent, tendons certes la main, mais ne perdons pas la tête !

Madame Denfer : *Il est trop facile, Monsieur l'accusateur, de faire de Largent un bouc émissaire, de le charger de tous les maux de la Terre !*

Citoyenne, la question n'est pas de savoir si la chose est facile, mais si elle est légitime. Il ne s'agit d'ailleurs pas, pour nous, de faire de Largent un *bouc émissaire*, mais de reconnaître formellement sa culpabilité dans les maux qui accablent la « Société », les « Citoyens » et donc les hommes sous certains rapports. De votre côté, citoyenne, qu'entendez-vous par *bouc émissaire* ? Un bouc émissaire est un coupable désigné à tort par la foule ou mis en avant par les vrais coupables. Voulez-vous dire que nous nous trompons de coupable, que Largent n'est pas coupable de tout et qu'il n'est donc coupable de rien ? Or, en admettant que nous l'accusons abusivement, peut-on avec raison ne rien lui reprocher ? Aussi minime que soit sa culpabilité, au nom de quoi refuser de l'examiner ? Votre attitude, citoyenne, ne peut amener qu'à détourner notre attention de Largent et, une fois de plus, à accabler l'Homme.

Quant à dire qu'il est facile d'accuser Largent et donc de l'attaquer, c'est s'avancer bien légèrement ! Devons-nous comprendre que vous vous détournez de Largent comme d'une proie trop facile ? Vous seriez donc capable de le balayer d'un souffle, comme par mégarde ! C'est donc la facilité qui vous rebute ! Pourtant, s'il est un trait incontestable chez l'Homme, c'est précisément celui de rechercher la facilité. Comment donc expliquez-vous que tout le monde propose de changer les choses selon des stratégies plus délirantes les unes que les autres, mais que personne n'attaque Largent de front, que personne n'ose seulement le nommer et que chacun, au contraire, fasse tout son possible pour éviter ce combat ? Si Largent était aussi faible et insignifiant que vous le sous-entendez, soyez sûre, citoyenne, qu'il serait déjà mort ! Puisqu'il est toujours là après des millénaires, puisqu'il est soi-disant trop facile de s'en prendre à lui, il faut croire que les hommes, pour une fois, recherchent la difficulté... à moins que Largent ne soit plus coriace que vous le prétendez, qu'il soit si grand que vous n'arriviez pas à le voir, et si

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

puissant qu'il soit plus facile de l'ignorer que de le défier ! Or, à l'heure où il domine manifestement le monde, refuser de l'accuser sous prétexte qu'il est trop facile de s'en prendre à lui atteste sa force et votre lâcheté ! Il nous dépasse et vous écrase ! Pour se dresser contre lui, il faut surmonter ses propres préjugés, plonger dans l'inconnu, percer mille énigmes et être résigné à voir le monde se dresser contre soi, comme vous venez de le faire ! Voilà ce qui selon vous est facile ! Voilà pourtant les épreuves les plus difficiles qu'un homme puisse rencontrer ! Comme il est commode alors de renoncer à ces épreuves en accusant ceux qui acceptent de les endurer de se livrer à la *facilité* ! Pour la plupart des gens, s'attaquer à lui est inconcevable, et, par une pirouette, vous en faites, semble-t-il, la chose la plus évidente à envisager et à entreprendre ! Escomptiez-vous vraiment que ce sophisme ferait impression sur quelqu'un d'autre que vous et vos pareils ?

Il est cependant vrai que Largent serait facile à abattre (ou plutôt à anéantir), si les hommes ne se liguèrent de fait pour lui apporter leur soutien. Car, autant il doit aujourd'hui la vie à leur aveuglement et à leur couardise, autant sa mort dépend de leur volonté. Mais d'ici à ce que l'Homme lui rende la monnaie de sa pièce, il demeurera l'ennemi le plus redoutable.

Madame Courtevue : *Mais, Monsieur l'accusateur, Largent est le moyen d'échange dont les hommes ont besoin, vous l'avez dit vous-mêmes !*

Non citoyenne ! Largent n'est pas le moyen d'échange dont nous avons besoin, mais nous avons besoin d'un moyen d'échange ! Le fait de ne pas en concevoir d'autre ne signifie pas que Largent, plus exactement la monnaie, soit le seul possible. Au mieux de leur forme, les hommes n'imaginent pas d'autre alternative à la monnaie qu'un retour au troc, ce que chacun sait être parfaitement irréaliste, le troc n'étant d'ailleurs pas un moyen d'échange, mais un mode d'échange. Enchaînés par les préjugés capitalistes, ils en reviennent donc toujours à la monnaie dont ils finissent par accepter et même ignorer les vices. Il n'est cependant pas douteux que des efforts d'imagination — dont l'Homme est assurément capable — seraient couronnés de succès, et c'est d'ailleurs dans le but de libérer son esprit logique et inventif que nous sommes réunis.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Avant de poursuivre, citoyens, il nous faut enfin savoir ce qu'est Largent et d'où il vient.

Nous avons, à plusieurs reprises, distingué la monnaie de Largent. Cette distinction est essentielle. Tous les termes académiques ou populaires utilisés pour évoquer *l'argent* ont toujours désigné exclusivement la monnaie ou se rapportent à elle. Il y a donc une multitude de mots pour traduire le même concept : l'unité de valeur ou les unités monétaires ; il n'y en avait encore aucun pour désigner ce que nous appelons ici *Largent*. Largent n'est pas la monnaie, mais sa raison d'être, son principe, sa source, sa racine. LARGENT, C'EST LA CROYANCE QUE LA NOTION DE VALEUR (MARCHANDE) EST NÉCESSAIRE POUR ÉCHANGER.

Il n'y aurait pas de monnaie, elle serait inutile, elle n'aurait aucun sens si les hommes pratiquaient une forme d'échange ne reposant pas sur la notion de valeur. Inversement, les hommes ne peuvent sortir de ce système d'échange, du système monétaire, tant qu'ils ne réalisent pas qu'il repose uniquement sur leur croyance que la notion de valeur marchande est nécessaire pour échanger, en un mot sur Largent (2). Mais comment auraient-ils pu en sortir alors qu'ils n'avaient pas de mot pour le penser judicieusement ? Ils ne pouvaient alors qu'en imaginer des déclinaisons et revenir inlassablement au système monétaire tel qu'il est, car il est tel qu'il doit être de par l'origine de la notion même de valeur marchande.

Cela dit, maintenant que nous avons établi cette distinction, maintenant que nous savons que Largent n'est pas la monnaie, il nous arrivera malgré tout, pour des raisons de facilité ou d'efficacité, d'utiliser le terme *Largent* pour désigner *la monnaie*. Il sera en effet parfois question de Largent au sens large, c'est-à-dire de Largent et de ses conséquences, la monnaie en étant une parmi d'autres. Cet emploi ne sera donc pas fondamentalement impropre, quoiqu'il serait périlleux à la longue sans la distinction que nous avons faite. En revanche, nous n'utiliserons jamais *Largent*, du moins sans précision, pour désigner le moyen d'échange du système monétaire, c'est-à-dire la monnaie seule.

(2) Cette croyance est si profonde que, face à la définition de Largent, ils soutiennent que la notion de valeur est une nécessité, non une croyance. Or cette notion est bien un concept, une idée qui n'a de réalité que dans leur esprit. C'est donc une croyance.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

D'où vient donc Largent ? De la pratique du troc. Cependant, le troc, en tant que mode d'échange ordinaire entre membres d'une même « Société », n'a pas toujours existé. Avant de pouvoir troquer, avant d'avoir quelque chose à troquer, les hommes vivaient en communauté. Chacun remplissait sa tâche, soit seul, soit avec les autres, et le produit collectif était réparti entre les membres du corps social. Il n'y avait pas de troc, car nul ne possédant rien d'extraordinaire ni rien qui ne pût se trouver à l'état brut dans la nature ou se fabriquer sans génie, il n'y avait rien à troquer. Il a fallu que les arts (3) progressent, que les hommes commencent à produire des objets rares et indivisibles pour que le troc apparaisse. Alors il n'y eut pas d'autre alternative que l'échange direct entre individus. Car les « artistes », ne pouvant se consacrer en même temps à leur art et à la quête de nourriture, devant donc vivre de leur art, n'avaient le choix qu'entre donner leur production (mais à qui ? au nom de quoi ?) en contrepartie d'une part du produit collectif ou l'échanger avec un autre individu contre une part du produit de ses efforts personnels. La première solution étant impraticable, on devine que la seconde prévalut rapidement. Ce faisant, les artistes avaient suscité des besoins nouveaux, besoins que chacun voulut assouvir. Mais pour pouvoir échanger avec eux, il fallut que chacun possédât quelque chose de particulier, ce qui n'est pas le cas lorsque les hommes s'activent ensemble, lorsque, par exemple, ils chassent ou pêchent en groupe. Chacun se mit donc à s'activer dans son coin. Les artistes échangèrent alors leurs produits avec le plus offrant (car pourquoi perdre au change quand on peut y gagner ?). Chacun s'activant désormais pour son propre compte, le troc fut dès lors possible entre tous les Citoyens devenus simples voisins, et, avec le temps, sa pratique devint courante, bien que les individus, en se repliant sur eux-mêmes, fussent autonomes, ou presque, et n'eussent plus que rarement besoin d'échanger (4).

(3) Jusqu'au XVIII^e siècle les « arts » désignaient non seulement les capacités artistiques mais aussi le savoir technique, médical, etc.

(4) Tout ceci est caricatural d'un point de vue historique, mais permet de comprendre l'origine de la notion de valeur, et donc l'origine du moyen d'échange qu'est la monnaie. En fait, l'évolution des techniques et le besoin de troquer furent sans doute moins à l'origine de l'isolement des individus au sein même du groupe que l'apparition de l'élevage et de l'agriculture. Mais ces deux évolutions s'étalèrent sur des millénaires. Le troc ne devint que très lentement une pratique courante (dans le sens de *mode normal des échanges*) et ne fut d'ailleurs jamais

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Nous allons développer les conséquences antisociales du troc. Mais avant, remarquons que ce n'est pas par calcul que les hommes adoptèrent cette pratique, mais parce qu'ils n'avaient pas d'autre possibilité. Or, c'est par la pratique du troc, par le fait d'échanger un ou des objets contre un ou plusieurs autres objets, une quantité de quelque chose contre une quantité d'autre chose, par le fait d'établir des « équivalences », que la notion de valeur (marchande) apparut à son tour (5). Les échanges entre individus

une pratique généralisée au sein de la « Société » (dans le sens où les individus, quasi autonomes, n'avaient que peu besoin d'échanger). Cela a cependant suffi pour que les hommes soient amenés à concevoir la notion de valeur (et à terme la monnaie). Un autre phénomène y a d'ailleurs contribué : les échanges entre groupes qui, comme entre individus et pour les mêmes raisons, se pratiquent également sur le mode du troc.

(5) Dans son *discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Jean-Jacques Rousseau commet trois erreurs fondamentales.

Premièrement, il suppose les hommes primitifs solitaires quand tout indique que l'Homme fut dès l'origine un être sociable, à l'instar de nombreux animaux. Dès lors, il ne pouvait découvrir les Principes de l'association politique qui régissent toute Société, aussi bien humaine qu'animale. Il pouvait d'autant moins les découvrir qu'il attribue aux riches l'initiative de former des « sociétés » à leur profit. *« Telle fut, ou dut être, l'origine de la société et des lois, qui donnèrent de nouvelles entraves au faible et de nouvelles forces au riche, détruisant sans retour la liberté naturelle, fixèrent pour jamais la loi de la propriété et de l'inégalité, d'une adroite usurpation firent un droit irrévocable, et pour le profit de quelques ambitieux assujettirent désormais tout le genre humain au travail, à la servitude et à la misère. »* Rousseau est obligé de raisonner ainsi puisqu'il suppose les hommes primitifs solitaires. Il a cependant établi que, dans de telles conditions, ils seraient frustrés et de forces équivalentes. Mais comment, parmi des hommes sans liens entre eux et sans aucune raison d'en avoir, donc incapables d'évoluer dans quelque domaine que ce soit, certains auraient-ils pu devenir riches ? Il ne peut y avoir de riches, quelle que soit l'acception de ce terme, sans société préalable. C'est parce que les hommes vivaient en Société qu'ils purent évoluer jusqu'à anéantir la Société elle-même, ce dont certains profitèrent. Bref, en niant que la Société a existé avant ce à quoi il donne ce nom et qui n'en est plus une, Rousseau a mit la charrue avant les bœufs.

Deuxièmement, bien qu'il aperçoive l'interdépendance qu'entraîne entre les hommes l'évolution de leurs capacités créatrices, il néglige sa conséquence immédiate, à savoir l'apparition d'un mode d'échange inédit : le troc. Partant, et c'est sa troisième erreur, il passe à côté des conséquences sociales ou plutôt antisociales du troc et de la monnaie. Ainsi, il écrit : *« Dès qu'il fallut des hommes pour fondre et forger le fer, il fallut d'autres hommes pour nourrir ceux-là. Plus le nombre d'ouvriers vint à se multiplier, moins il y eut de mains employées à fournir à la subsistance commune, sans qu'il y eût moins de bouches pour la consommer ; et comme il fallut aux uns des denrées en échange de leur fer, les autres trouvèrent enfin le secret d'employer le fer à la multiplication des denrées. De là naquirent d'un côté le labourage et l'agriculture, et de l'autre l'art de travailler les métaux et d'en multiplier les usages »*. Rousseau envisage si peu que

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

reposent donc sur ce que nous appelons ici *Largent*, mais nous voyons bien que les hommes n'ont pas conçu Largent pour faire reposer dessus leur système d'échange, pas plus qu'ils n'imaginèrent qu'il naîtrait du système d'échange que la force des choses leur imposa d'adopter. Ils l'ont d'ailleurs si peu conçu qu'ils ignorent encore ce qu'il est !

Une fois la pratique du troc en vigueur, il fut soumis comme toute chose à l'évolution. Or ce que nous appelons *troc*, c'est-à-dire l'échange direct entre deux individus d'un objet possédé contre un objet désiré est purement théorique en tant que système d'échange. En pratique, il est rare qu'un individu possède exactement ce que l'autre désire. Il s'ensuit que, pour qu'il y ait échange entre deux individus, il faut qu'au moins un des deux acquière au préalable, par un échange avec un tiers, ce qu'il pourra ensuite échanger avec l'autre. En somme, le troc, qui est en théorie un système d'échange direct, est en réalité un système où l'échange indirect est généralisé en pratique. Or, lorsqu'il y a échange indirect, l'objet obtenu de la tierce personne par la première et qui est ensuite échangé avec la deuxième personne, sert (pour la première personne) de moyen d'échange. Avec le temps, les hommes s'aperçurent que certains biens, initialement désirés pour eux-mêmes, jouaient fréquemment le rôle de moyen d'échange, puis que certains de ces moyens d'échange étaient plus pratiques que d'autres, et bientôt ils ne réalisèrent plus les échanges que par le biais de ces derniers (6). Le concept de

l'inégalité (en droits) soit liée à la monnaie (sans même parler de Largent) que, de toutes les évolutions et révolutions que connut l'Homme, celle du mode d'échange, pourtant capital, est la seule qu'il ne considère pas un instant. Que les lois de Largent anéantissent les Principes de l'association politique, et qu'il ne faille pas chercher plus loin la cause de l'inégalité, lui a complètement échappé.

(6) Dans son livre *Aux origines de la monnaie*, Alain Testart soutient que « *la monnaie primitive ne sert pas de moyen d'échange* ». Faisant la distinction entre payer et acheter, il voit dans ces monnaies des moyens de paiement et non d'échange, ou du moins considère-t-il qu'elles ne deviennent des moyens d'échange que parce qu'elles sont en premier lieu acceptées en tant que moyens de paiement pur, c'est-à-dire contre rien (dans le cadre d'offrandes, par exemple). Mais si un moyen d'échange est en effet un moyen de paiement, un moyen de paiement qui n'est pas un moyen d'échanger est-il une monnaie, même primitive ? Peut-on d'ailleurs parler encore de *moyen de paiement* sans abuser successivement des termes *moyen* et *paiement* ? Non. Car, il ne suffit pas qu'un individu transmette un objet à un autre pour que cet *objet* puisse être appelé *moyen*. Tout bien peut être saisi, transmis ou utilisé sans être pour autant un moyen. Pour le sujet qui nous occupe, il faut entendre par *moyen* un bien ayant une fonction, indépendamment de sa nature, et étant désiré ou utilisé en raison de

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

cette fonction. Il ne suffit pas non plus qu'un individu remette un bien à un autre pour qu'il soit permis de dire que le premier *paye* le second. Le fait de donner quelque chose (volontairement ou faute de choix) ou d'être volé (sous quelque nom que ce soit) n'a rien à voir avec le fait de payer, quand même la chose en question serait de la monnaie. Pour pouvoir parler de *paiement*, il faut évidemment qu'il y ait transmission de monnaie ou d'un bien qui puisse être considéré comme tel, mais qu'il y ait également échange.

M. Testart commet trois graves erreurs : 1) Il présente parfois des exemples de *paiement* dans lesquels il n'y a pas paiement, parce que le bien concerné, étant désiré pour lui-même, n'a pas en réalité la fonction de monnaie. 2) Il ne voit que paiements là où il y a aussi échanges. Car une monnaie, dans tous les cas, sert à acquérir ou obtenir des droits (la raison est trop complexe pour être développée ici) : droit de propriété, droit d'usage, droit de tuer (dans le cas du *wergeld*), droit de passage, droit de stationner, etc. (Par contrecoup, elle permet aussi de dépouiller quelqu'un de ces mêmes droits.) Nous parlons d'*achat*, d'échange, lorsque la monnaie sert à acquérir une chose matérielle (bien ou personne), mais si le terme *achat* est parfois impropre pour parler de l'obtention d'un droit, un paiement constitue lui aussi toujours un échange. Peu importe d'ailleurs que la monnaie soit versée avant ou après l'obtention de ce droit, que la jouissance ou l'exercice de ce droit soit anticipée, instantanée ou différée par rapport au paiement. C'est pour cela qu'une amende est un paiement, non comme le croit M. Testart parce qu'il n'y a pas d'échange, mais parce que de la monnaie est versée contre un droit usurpé, ce qui, paradoxalement, confère à ceux qui peuvent payer cette amende le droit d'enfreindre la loi. 3) Il lie la notion de monnaie à celles de dette et de crédit. Or les hommes étant de nature sociable ont fatalement des rapports entre eux, et il n'y a pas besoin d'être dans un système monétaire pour être le débiteur de quelqu'un, pas plus qu'une dette acquittée avec un bien ne fait de ce bien une monnaie. Nous disons *payer nos dettes* parce que nous acquittions généralement nos dettes avec de la monnaie (notons au passage que la monnaie sert ici de moyen d'échange et non de paiement pur), mais, hors du cadre monétaire, ces termes sont impropres et fallacieux.

Toute la question est donc de savoir ce qu'est une *monnaie* et à partir de quand il est possible et correct de parler de *monnaie primitive*.

Remarquons tout d'abord que la monnaie moderne est une unité standard désirée pour sa fonction de monnaie. Une monnaie primitive, elle, est nécessairement un bien courant qui peut aussi être désiré pour lui-même, pour sa nature. Le même bien n'est donc pas une monnaie dans tous les cas d'usage. Pour qu'il en soit une, il faut qu'il soit acquis afin d'être cédé, car c'est cette circulation qui montre qu'il n'est pas désiré pour lui-même par l'acquéreur intermédiaire, mais seulement pour sa fonction.

Ensuite, la monnaie moderne est un étalon de la valeur marchande. Une monnaie primitive, étant à l'origine de la monnaie moderne, doit elle-même être un étalon de la valeur ou du moins servir à déterminer la valeur des choses par rapport à elle. Il faut donc entrevoir dans l'usage d'un bien un étalon de la valeur marchande, même s'il peut ne pas être perçu comme tel par les intéressés, pour pouvoir dire qu'il est (dans le cadre de cet usage) une monnaie. Or si tout bien a une certaine valeur ou présente un certain intérêt, la notion de valeur *marchande*, elle, ne peut naître que du troc, que de l'échange d'objets concrets (entre individus d'un même groupe ou de groupes différents, ou entre groupes), car c'est par la mise en équivalence d'objets qu'il devient possible de concevoir cette forme de valeur exprimée en quantité d'un autre objet. Confondant valeur ou intérêt et

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

valeur marchande, M. Testart parle de moyen de paiement, donc de monnaie, à propos de cas dans lesquels il n'y a véritablement aucun échange. Mais quelle est alors la valeur marchande d'un bien qui change de mains sans contrepartie ? La notion de valeur marchande et le besoin d'un étalon « fiable » de la valeur ne peuvent naître de ce genre de pratique ; elle ne peut pas même naître de l'échange de biens contre un service. C'est donc à tort que, dans ces cas-là, M. Testart, comme d'autres avant lui, parle à propos des biens utilisés de *moyens de paiement* et de *monnaies primitives*.

Enfin, comme nous l'avons déjà dit, il ne suffit pas qu'un bien change de mains ou même soit échangé pour que cela fasse de lui une monnaie. L'Homme a la faculté de produire et d'échanger. Mais il ne faut pas confondre mode d'échange et système d'échange, objet d'échange et moyen d'échange, moyen d'échange et monnaie. Il peut y avoir mode d'échange sans monnaie (c'est le cas du troc, quoique le principe de la monnaie soit contenu dans le troc indirect) et moyen d'échange non monétaire (quoique ce cas ne se soit pas encore rencontré dans l'histoire, mais l'histoire n'est pas finie). Lorsqu'un bien est impliqué dans un échange, sans être une monnaie, il n'est rien de plus qu'un *objet* d'échange. Un troc normal implique deux objets d'échange. Un troc indirect implique trois objets d'échange, dont un sert de moyen d'échange. Un échange monétaire implique une monnaie et un objet d'échange. Il ne faut donc pas chercher, comme M. Testart, à voir en germe la monnaie chaque fois que des biens (qui constituent par définition une richesse, même pour des hommes qui ne conçoivent pas la valeur marchande) passent de mains en mains. Tout bien peut à l'occasion servir de moyen d'échange, d'intermédiaire entre deux échanges, mais, excepté la monnaie moderne, un bien n'est pas de la monnaie en soi : c'est son utilisation antérieure et/ou postérieure à un échange donné qui fait qu'il est une monnaie primitive ou en devient une.

Pour M. Testart, « *La monnaie, c'est le type de bien qui est préféré ou prescrit [par l'État ou la coutume] dans les paiements. [...] Ce bien ne sera donc pas refusé [par d'autres], pas seulement pour une question de droit, parce qu'il est interdit de le refuser, mais aussi pour une raison économique évidente : celui qui l'acquiert pouvant également s'en servir pour payer, il est avantageux de l'avoir. [...] Qu'il soit apte à servir de moyen de paiement, il le sera aussi à servir de moyen d'échange.* » (p. 29) Mais ce raisonnement repose au fond sur l'existence préalable d'une monnaie quand toute la question est précisément de savoir comment apparaît la monnaie.

L'idée de M. Testart selon laquelle un bien devient une monnaie et un moyen d'échange du fait qu'un personnage puissant, une institution ou une coutume l'exige en paiement pur (impôt, offrande), est plus que fragile. Pour commencer, il ne prend pas suffisamment en compte les conditions propres aux sociétés primitives dans lesquelles tous les individus vivent de la même manière, produisent et possèdent à peu près les mêmes choses. De l'aveu même de M. Testart, le troc à l'intérieur de ces sociétés est peu fréquent. « *Dans des sociétés sans division du travail, ils [les échanges] ne peuvent concerner que des produits dont on dirait aujourd'hui qu'ils sont "internationaux" »* (p. 42) Dès lors, en quoi consiste le fameux paiement dont il parle (en admettant qu'il s'agisse bien d'un paiement pur, et non d'un échange, ce qui alors ruinerait aussitôt la thèse de M. Testart pour qui une monnaie est au départ un moyen de paiement) ? Fatalement, à l'origine, ne peut être exigé en guise de paiement qu'un bien qui existe, utile en soi et désiré pour l'utilité directe qu'en aura le receveur, qui plus est un bien dont les individus disposent, qu'ils produisent ou qu'ils peuvent se procurer sans trop

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

de peine. Dans la plupart des cas, parler de paiement est donc abusif, puisque le payeur a cédé le bien en question contre rien et n'a pas eu besoin de l'acquérir auprès d'un tiers. Mais, d'après M. Testart, le fait d'avoir institué ce bien comme moyen de paiement pur, incite chacun à se le procurer, lui conférant ainsi le caractère de moyen d'échange. Encore faudrait-il savoir pourquoi ce paiement est institué, s'il est exigé de tous, et si chacun doit utiliser le même bien ou peut s'en acquitter avec ce qu'il a. Il serait également nécessaire de savoir pourquoi tel bien est exigé en "paiement" (sans doute pour son utilité qui l'empêche de devenir un moyen d'échange, étant toujours utilisé pour lui-même, ou, inversement, fait de lui un objet ou un moyen d'échange avant même qu'il ne soit exigé en guise de paiement), et ce qu'il advient de lui une fois versé (est-il conservé, consommé ou mis en circulation, autrement dit sert-il ou non de monnaie ?). Dans tous les cas, le fait que dans une société primitive tous les individus possèdent à peu près les mêmes choses et disposent donc du bien en question, à condition de le produire ou de le trouver, réduit fortement le besoin qu'ils peuvent avoir de se le procurer auprès d'un tiers, ce qui nous ramène au cas général dans lequel parler de « paiement » et de « monnaie » est selon nous abusif.

M. Testart appuie sa thèse sur l'origine des monnaies primitives, moyens de paiement, en évoquant soit l'exemple de civilisations peu développées qui précisément n'ont pas besoin de monnaie, et dont on voit mal comment le soi-disant paiement pur la ferait naître, soit celui de civilisations plus développées dans lesquelles la monnaie existe déjà, rendant possibles les paiements, mais ce qui n'explique pas comment elle est née. Le grand tort de M. Testart est sans doute d'avoir cherché dans une cause unique et fumeuse l'origine de la monnaie. Car il est probable, pour ne pas dire certain, que la monnaie soit apparue progressivement pour de multiples raisons et sous la pression de plusieurs évolutions : accroissement de la population, avancées des techniques, apparition de nouvelles productions, réorganisation sociale, développement des échanges internes et extérieurs, etc.

De tous ces éléments, le plus déterminant fut sans doute le dernier : les échanges extérieurs. M. Testart signale d'ailleurs avec raison que les échanges internes, entre membres d'une même société, étaient forts rares. Mais cela contredit sa thèse selon laquelle des paiements exigés à l'intérieur de la communauté seraient à l'origine de la monnaie. Certes il ne soutient pas que les paiements érigent en monnaies primitives les biens requis ; il dit que la capacité de ces biens à acquitter ces paiements suscite chez ceux qui en manquent le besoin de s'en procurer par échange auprès de ceux qui en possèdent beaucoup, de sorte qu'ils deviennent des moyens d'échange parce qu'ils sont en premier lieu des moyens de paiement. Mais étant donné que les échanges entre individus sont quasi inexistantes au sein de ces sociétés, ces biens pas plus que d'autres ne sont échangés et ils ne servent donc pas de moyens d'échange, seulement de « moyens de paiement ». Ceci conforte a priori l'idée de M. Testart. Cependant, même en admettant que des biens puissent être donnés contre rien (ce que M. Testart appelle *payer*), même en admettant qu'ils soient en réalité échangés contre des services, ces biens ne peuvent être considérés comme des monnaies primitives, comme le point de départ de l'évolution qui aboutit à la monnaie moderne, car c'est par l'échange de biens contre d'autres biens, et non contre des services et *a fortiori* contre rien, que naît la notion de valeur marchande et qu'alors un bien peut acquérir le statut d'étalon de la valeur propre à la monnaie. Que le fait d'être exigés en « paiement » prédispose certains biens à devenir des monnaies primitives est une chose ; qu'en l'état ils en soient, en est une autre.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

moyen d'échange naquit naturellement de la pratique du troc, et

En fin de compte, ne peut être considéré comme une monnaie primitive qu'un bien étant un étalon de la valeur marchande, ayant la fonction officielle de moyen d'échange et ne différant de la monnaie moderne que par son support. Le support de la monnaie primitive est standard uniquement pour ce qui est de sa nature (animaux, coquillages, tissus, bijoux, etc.) alors que celui de la monnaie moderne, quand il existe, est standard aussi bien en ce qui concerne sa matière (métal ou papier) que sa forme (calibrage, poids, inscriptions, etc.). Les monnaies primitives ont encore ceci de différent que, étant nécessairement des biens plus ou moins durables et ayant une utilité ou un intérêt propre, elles peuvent toujours être désirées pour leur nature et non pour leur fonction. Mais l'important est que le principe de la monnaie, étalon de la valeur, soit né, car dès lors ce n'est plus qu'une question de temps avant que les hommes, prisonniers du concept de valeur marchande et du besoin de monnaie, ne découvrent de meilleurs supports (le meilleur support étant l'absence de support, puisque, au fond, il ne sert qu'à véhiculer une croyance, celle que la notion de valeur et donc une unité de valeur sont nécessaires pour échanger).

La monnaie est donc le fruit d'une lente évolution qui, à travers les âges, nous permet de distinguer trois types de sociétés : les sociétés non-monétaires, les « sociétés » monétaires en puissance et les « sociétés » effectivement monétaires. Dans les premières, les échanges ne se font pas entre individus, soit parce qu'ils produisent en commun et partagent le produit collectif, soit parce que, produisant individuellement, ils sont autonomes et, au mieux, pratiquent entre eux un échange à contretemps de biens ou de services, échange qui, sur l'instant, s'apparente au don. Alors ce ne sont pas les choses qui sont échangées et mises en équivalence, mais les actes qui finissent par se compenser. Dans les secondes, les individus pratiquent le troc (de biens), que ce soit entre eux ou avec des individus appartenant à d'autres sociétés. La notion de valeur marchande naît alors, mais elle est encore floue. Les biens sont mis en équivalence de manière fantaisiste jusqu'à ce qu'une équivalence « officielle » soit adoptée ou consacrée par l'habitude. Il n'y a pas de monnaie, mais la fonction de moyen d'échange ou d'intermédiaire entre les échanges apparaît sans qu'elle soit attribuée à un bien en particulier, beaucoup la remplissant à l'occasion. La monnaie, étant un étalon de la valeur, peut néanmoins être préfigurée par un bien de référence servant non de monnaie mais d'unité de compte, la valeur des choses étant alors établie par rapport à une quantité théorique de ce bien. Enfin, dans le troisième type de « sociétés », les équivalences ne sont plus établies que par rapport à un bien consacré comme monnaie, que ce soit une monnaie dite primitive ou moderne. Toute la difficulté est de savoir quand une « société » passe du second type au troisième. Car il ne suffit pas que la monnaie apparaisse (par innovation ou importation) pour que son usage soit généralisé (à toutes les couches de la « société »). Différentes façons d'établir la valeur marchande des choses et de la manipuler cohabitent longtemps. Mais ce ne sont là que des détails. Peu importe au fond de savoir si une « société » appartient au second ou du troisième type puisque, dans l'un comme dans l'autre, les échanges reposent sur la même logique. L'essentiel est de savoir pourquoi et comment cette logique apparaît, pourquoi et comment une société non-monétaire devient petit à petit potentiellement monétaire, puis effectivement monétaire, et, surtout, ce que cela change.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

c'est encore naturellement que différents moyens d'échange furent sélectionnés. Ces premiers biens (pierres, coquillages, bijoux, etc.) ayant la fonction de moyen d'échange étaient des monnaies dites *primitives*. La monnaie telle que nous la connaissons ne fut que la standardisation par les États ou des particuliers puissants d'un ou plusieurs de ces moyens d'échange. Tantôt ils standardisèrent des monnaies primitives, tantôt ils adoptèrent un nouveau support monétaire (fer, cuivre, argent, or, etc.), mais en aucun cas ils n'inventèrent le concept même de monnaie, au sens de moyen d'échange. L'important n'est donc pas de savoir quelle était la nature ou la forme de la monnaie à telle époque, mais de comprendre que la notion de moyen d'échange et le principe de la monnaie remontent à l'origine du troc, découlent de Largent, et ne furent jamais pensés... ce qui devrait nous donner à réfléchir !

Monsieur Neurone : *Monsieur l'accusateur, il ressort de ce que vous dites que Largent est une fatalité, qu'il est inévitable, donc nécessaire et incontournable !*

Oui ! le troc a été un mode d'échange incontournable ! L'apparition de Largent était inévitable ! La monnaie a été longtemps le seul moyen d'échange possible ! Mais quand ? En des temps où, faute de technique et de savoir, les produits étaient fabriqués au compte-gouttes et ne pouvaient passer en d'autres mains que par un échange direct ou indirect entre individus. Largent est alors né. La monnaie est ensuite apparue et a à son tour perpétué Largent, les limites techniques empêchant toujours les hommes de se passer d'elle. Or quel rapport y a-t-il entre ces époques et la nôtre où personne ne produit plus rien seul, où chacun n'est plus qu'un maillon de l'immense chaîne qui, tous les jours, déverse sur le marché un flot de produits ? Si l'on considère objectivement les choses, en faisant abstraction de la monnaie, les producteurs sont un ensemble d'individus spécialisés et complémentaires (dans le cadre de leur entreprise, les entreprises étant elles-mêmes complémentaires au niveau de la « Société ») qui tous travaillent directement ou indirectement pour le marché, donc pour la « Société ». Le produit global n'est pas la somme des efforts individuels mais le fruit de leur combinaison. Au fond, les producteurs forment une communauté, au même titre

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

que les communautés primitives au sein desquelles tous les membres s'activaient ensemble, la seule différence étant que, aujourd'hui, le produit commun n'est pas partagé également ou selon les besoins, mais consommé selon le pouvoir d'achat de chacun. Une seule chose s'oppose à ce qu'ils forment réellement une communauté (d'égaux) ou une Société : la monnaie... qui impose que les travailleurs soient payés (inégalement) et consomment toujours en tant qu'individus, alors que, au fond, ils produisent en tant que Citoyens et devraient donc profiter en tant que tels des bienfaits de la Cité. La monnaie perpétue nécessairement la logique du troc, mais il n'est pas logique de conserver la monnaie alors que les échanges ne constituent plus fondamentalement un troc, et que L'argent n'a donc plus de raison d'être.

C'est ici qu'il faut comprendre les conséquences sociales du troc. Pour cela, il faut d'abord savoir comment étaient les choses avant qu'il ne les bouleverse. Nous l'avons dit, les hommes vivaient en communauté, dans des communautés réduites à quelques dizaines de membres. Tous se connaissaient. Tous participaient à la vie de la communauté. Ils assuraient ensemble leur sécurité et, dans une certaine mesure, leur subsistance (7). Ils vivaient selon les lois de l'*association politique* en vigueur dans toute union animale. Ces lois sont dictées par l'instinct de conservation. Elles poussent les animaux sociables à s'unir ou à rester unis avec des congénères, dans le but d'accroître leur sécurité personnelle. Or l'accroissement de cette dernière est dû à l'engagement tacite de chacun de défendre, dans la mesure du possible, ses associés. Chacun a donc des Devoirs envers tous les autres et doit jouir en retour de toute la sécurité que ceux-ci peuvent lui garantir. Les associés sont donc égaux en Devoirs et en Droits. L'étendue de leurs Devoirs et de leurs Droits dépend ensuite des capacités de l'espèce en question et du potentiel de l'association dont le Principe fondamental reste l'Égalité.

(7) Manger est un Droit qui découle du Droit à la Sécurité. Personne ne meurt de faim dans une communauté primitive, à moins que ce ne soit la famine pour tout le monde. Lorsque la nourriture est le fruit d'un effort collectif (chasse, pêche, récolte), elle est partagée entre les membres de la communauté. Hormis ce cas, chacun (ou chaque famille) doit se procurer sa nourriture par ses propres moyens. Néanmoins, celui qui a eu de la chance dans sa quête de nourriture ne laisse pas et n'a pas le droit de laisser son voisin malchanceux le ventre vide.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

L'Homme est un être sociable. C'est sa sociabilité qui lui fait repousser l'état de Nature et le pousse à vivre en Société. Lorsqu'il n'était qu'un animal n'obéissant qu'à ses instincts, il respectait les lois de l'association politique, sans même le savoir. Mais ses capacités particulières l'ont amené à les violer à son insu. Les capacités en question sont celles d'évoluer, de penser et de fabriquer, autant de capacités qui l'ont amené à produire et échanger. Or, pour les raisons que nous avons indiquées, la première façon possible d'échanger, et la seule alors, était de troquer. Les hommes qui vivaient en Société sans philosopher sur ce qu'elle est et doit être ont de même pratiqué ce mode d'échange sans réfléchir. D'ailleurs, de prime abord, cela ne changeait rien pour eux. Aussi ne pouvaient-ils voir en quoi ce mode d'échange pose problème et n'auraient pu y renoncer dans le cas contraire.

En apparence, le troc ne change rien. C'est au niveau des Principes de l'ordre social qu'il renverse tout. Par définition, le troc convient aux échanges entre un nombre réduit d'individus qui se connaissent et qui tous produisent ou s'activent pour avoir des produits à échanger. C'est un cadre convivial qui, *a priori*, ne diffère en rien d'une communauté. C'est là le piège ! En fait, ce cadre restreint masque les effets funestes des principes antisociaux sur lesquels ce mode d'échange repose et qui ne se font sentir que lorsque le cercle des protagonistes des échanges s'élargit. (Ceci est une des autres raisons pour lesquelles l'Homme tomba dans le piège qui se referma lentement sur lui.) Alors que, dans une communauté, les individus s'activent seuls ou en groupe pour remplir un Devoir envers elle, et profiter ensuite de ses bienfaits en tant que membres du corps social, des individus qui troquent produisent pour eux-mêmes et ne retirent que ce qu'ils obtiennent de l'échange de leur production. S'ils ont toujours l'impression de remplir ce que l'on ne peut plus appeler un *Devoir*, leurs « Droits » ne dépendent plus de la « Société », mais de leurs efforts personnels, de leur chance, du bon vouloir d'autrui, etc.. Il n'y a plus de Société. N'était la convivialité qu'offre un cadre restreint, ce serait le règne du chacun pour soi, la loi de la jungle, le retour à l'état de Nature.

Le troc donne lieu à plusieurs paradoxes. Tout d'abord, il rabaisse les Citoyens au rang d'individus, mais, en même temps, par le biais des échanges qu'il implique, il limite les distances entre les individus et maintient même entre eux des rapports

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

cordiaux. Ensuite, alors que chacun se croit autonome ou indépendant, il prouve que les protagonistes de l'échange sont complémentaires, qu'ils dépendent les uns des autres, bref qu'ils constituent, semble-t-il, une Société. Enfin, et ce n'est pas le moins subtil de ses paradoxes, le troc impose que chaque producteur se considère propriétaire de sa production pour qu'il puisse en faire ce que bon lui semble, notamment l'échanger. Autrement dit, les producteurs doivent posséder de droit ce qu'ils produisent, alors même qu'il n'y a plus de Société pour reconnaître aucun Droit, et surtout pas celui-ci. Car il n'y a de véritables Droits que dans le cadre d'une association politique, c'est-à-dire d'une Société ou d'une Cité, pour des individus qui participent à la vie de la Cité, qui remplissent chacun les mêmes Devoirs envers leurs associés ou leurs Concitoyens, et qui ainsi se garantissent mutuellement les mêmes Droits. Mais en quoi un individu qui travaille pour lui-même, au gré de sa fantaisie, remplit-il un Devoir envers les autres ? Au nom de quoi ces autres, avec lesquels il n'est pas associé, sont-ils tenus de lui reconnaître le Droit de jouir du fruit de son travail ? Dans l'état de Nature, nul n'a de Droits ; rien n'est à personne ; tout est à la disposition de celui qui a la force de s'en emparer ou de le conserver. C'est là toute la subtilité. Le troc anéantit la Société dans ses Principes, mais, en maintenant les individus à proximité, en perpétuant entre eux une certaine solidarité, fait que cette concentration d'individus en a toujours l'apparence. D'ailleurs, si le troc supprime le Devoir fondamental pour un Citoyen de participer (au sens économique du terme) à la vie de la Cité, les individus n'en conservent pas moins des liens entre eux. Ils « n'ont plus besoin » des autres au quotidien, mais comptent toujours sur eux, en cas de danger et dans les circonstances extraordinaires. A défaut de constituer une Société digne de ce nom, ils cohabitent et ont besoin de lois pour rendre cette cohabitation la plus harmonieuse possible, particulièrement en ce qui concerne les biens. En effet, autant les Principes de l'ordre social contestent aux Citoyens la Propriété de leur production qui résulte de l'accomplissement d'un Devoir envers la Cité, autant être propriétaire de sa production est d'une nécessité absolue dans un système d'échange par troc, puisque les individus doivent posséder ce qu'ils échangent. Ainsi, non seulement les hommes n'avaient pas réfléchi aux Principes de l'association

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

politique avant de pratiquer le troc, mais leur intérêt direct fut de les ignorer dès qu'ils le pratiquèrent.

Cependant, comme nous l'avons dit, les conditions du troc masquent les effets funestes de ses principes. Mais avec le temps apparut la monnaie. Il nous faut donc maintenant entrer dans la logique du troc pour comprendre combien la transition devait s'avérer catastrophique.

L'idée sur laquelle est fondée le troc est qu'il est équitable d'échanger entre eux des biens, des propriétés, d'une valeur *a priori* équivalente. Mais sur quels critères des hommes primitifs pouvaient-ils se baser pour établir la valeur « intrinsèque » des choses, concept qui, en lui-même, n'a aucun sens ? Sans doute prenaient-ils en considération le temps nécessaire pour les fabriquer, le danger bravé pour s'en emparer ou les obtenir, etc.. Inévitablement, ils firent intervenir dans les échanges la force de leur désir, la difficulté de se procurer l'objet voulu, sa rareté, etc.. Comme ils connaissaient leurs voisins, ils purent même considérer leurs besoins. Quelles que fussent leurs considérations, les échanges eurent lieu et, avec le temps, s'instaurèrent ce que nous appellerions des prix standards. Ces prix étaient alors établis non en monnaie, mais suivant une quantité d'autres biens, puis suivant une quantité d'un bien de référence. Ces biens de référence permirent aux hommes de concevoir une valeur pour chaque chose avant même qu'elle ne soit échangée, de sorte que, même lors des échanges directs (c'est-à-dire les échanges sans recours à un moyen d'échange), les considérations primitives que nous avons envisagées furent étouffées par les valeurs « officielles ». Il n'est pas difficile de comprendre comment, dans ces conditions, les productions utiles mais abondantes perdirent de la valeur au profit de biens convoités et rares, condamnant les producteurs du premier genre de biens à s'activer davantage que les autres ou à perdre au change. Néanmoins, le fait même de troquer dans un cadre restreint assurait que chacun des protagonistes de l'échange produisait quelque chose, et leur garantissait en outre la plus grande équité possible. Mais, le cadre de l'échange s'élargissant toujours plus, cette assurance finit par disparaître et tous les défauts du système apparurent au grand jour.

Le troc entretient des illusions que la monnaie dissipe. Lorsque deux individus s'échangent des biens, ils s'échangent leurs biens, les biens qu'ils ont généralement fabriqués eux-mêmes et dont la

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

loi les reconnaît propriétaires. En somme, un troc est un transfert de propriétés, c'est-à-dire de droits. Mais, n'ayant pas le même prix, c'est-à-dire la même valeur lors des échanges, les biens représentent plus ou moins de valeur et, partant, incarnent plus ou moins de droits de propriété échangeables. Il y a donc deux notions de *Propriété* : 1) une *Propriété absolue*, c'est-à-dire le droit inviolable que les individus ont sur les biens qu'ils possèdent (qu'ils les aient produits ou acquis), 2) une *propriété relative*, c'est-à-dire un droit mesurable et d'une mesure égale à la valeur que les biens possédés prennent dans le cadre de l'échange, un droit qui n'est plus un tout mais une somme de droits. La confusion est permanente entre ces deux notions de Propriété.

La monnaie perpétue ce schéma de l'échange et de la « Propriété ». Les biens, les propriétés, représentent de la monnaie. Or, une somme de monnaie, obtenue normalement suite à une vente, représente autant les biens vendus et les droits de propriété cédés que les biens d'une valeur équivalente qu'elle permettra d'acheter et sur lesquels elle confèrera le droit de propriété. La monnaie (ou une somme d'unités monétaires) symbolise le bien de référence qui, sous le troc, est acquis pour être échangé. Elle incarne donc, au même titre qu'un bien, du droit de propriété. Mais elle est plus que cela.

Sous le troc, tout bien, toute propriété, peut être échangé. De même, dans un système monétaire, tout peut être vendu. Mais, dans le cadre de l'échange monétaire, tout ne permet plus d'acheter. C'est la raison d'être de la monnaie que de faciliter les échanges et d'imposer que les achats passent tous par elle. De ce fait, étant le seul moyen de paiement accepté dans la plupart des cas, la monnaie n'incarne pas seulement du droit de propriété, elle confère seule le droit d'accéder au marché, c'est-à-dire le droit d'acheter, le droit de consommer, le droit de posséder, autrement dit le droit de profiter des bienfaits de la « Cité ». Un individu désargenté ne peut rien acheter : il n'a droit à rien, il n'a aucun droit, il n'a de fait aucune liberté. La monnaie incarne donc au final tous les droits (du moins les droits essentiels). Dès lors, le besoin fondamental des individus n'est plus, comme sous le troc, de produire des biens afin de pouvoir les échanger, mais d'avoir de la monnaie afin de pouvoir acheter et satisfaire, autant que possible, par ce seul moyen, leurs besoins et leurs envies. Or tous les moyens sont bons pour s'en procurer. Pourquoi ? Pour la simple et bonne raison qu'un

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

vendeur ne peut savoir comment son client, qu'il ne connaît pas, s'est procuré la somme qu'il réclame. La loi peut bien interdire d'acheter avec de *l'argent sale*... pour un vendeur *l'argent n'a pas d'odeur*. En pratique, la monnaie est donc autant valable entre les mains d'un travailleur l'ayant acquise honnêtement, qu'entre celles d'un voleur, d'un truand, d'un mendiant, d'un spéculateur, etc.. Elle peut rémunérer le travail comme le crime... En fait, elle paye davantage le vice que la vertu, car le vice n'hésite pas à recourir à des moyens auxquels la vertu ne s'abaisse pas. Aussi la richesse qui incarne des droits en proportion est-elle généralement l'apanage du vice et du crime. Or plus la richesse est grande, plus elle est courtisée, plus le pouvoir de corrompre qu'elle confère grandit !

Nous avons dit que, sous le troc, l'inégalité s'instaurait par le simple jeu des valeurs. Mais, par l'échange monétaire, elle s'accroît dans des proportions effrayantes. Il serait impossible d'acquérir par le troc le pouvoir que donne la richesse. Car sous le troc les individus sont tous des producteurs indépendants et quasi autonomes. Il se peut que certains aient légèrement plus que d'autres, mais aucun n'est dans la misère. Dans un système monétaire, produire ou travailler ne préserve pas de la pauvreté. Souvenons-nous que la monnaie apparaît lorsque les échanges se font plus intenses, lorsque la spécialisation de chacun s'accroît, donc à un moment où les hommes sont moins autonomes qu'ils ne l'étaient sous le troc. Il s'ensuit qu'ils sont plus dépendants les uns des autres, ce qui, pour certains, entraîne une première dévaluation de leurs productions. Cette dernière est ensuite accentuée par le fait qu'un producteur a, comme tout un chacun, besoin de monnaie et est donc à la merci de celui qui paye. Enfin, ses droits diminuent encore du fait que de l'inégalité émergent des puissants qui le dépouillent plus ou moins ouvertement par la force. La monnaie fut d'ailleurs instituée par les États (non inventée par eux) pour faciliter notamment les levées d'impôts et la rémunération des troupes.

Incarnant les droits des individus, sans même que ceux-ci en aient conscience, la monnaie est un formidable moyen d'oppression par action ou omission. Au quotidien, les masses salariées (8) sont dépouillées de leurs droits par les entreprises

(8) Entendons par *masses salariées* tous les individus, autres que les marchands et les producteurs indépendants, qui reçoivent un salaire, qu'ils soient payés à la tâche, à la journée, au mois, etc.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

qui les payent au lance-pierre. Hors de l'entreprise, elles sont ratisées par l'État, de façon directe ou indirecte. Partout, en toute occasion, celui qui a le pouvoir en vertu de sa fortune ou de sa position « sociale » peut les rémunérer chichement ou exiger d'elles en paiement ce qu'il veut, sous n'importe quel prétexte, prétexte qu'en raison de leur position d'infériorité elles sont non seulement obligées d'entendre mais encore de justifier pour ménager leur amour-propre. Mais en justifiant eux-mêmes la logique monétaire qui est la cause de leur asservissement, les hommes s'ôtent la capacité de concevoir une autre logique, en l'occurrence celle de l'association politique, celle du DROIT. Ainsi est-il dans la nature de Largent d'exercer une puissance indomptable et de donner aux hommes, à travers la monnaie, du pouvoir ou des fers. La monnaie, elle, dans laquelle les hommes persistent à ne voir autre chose qu'un moyen d'échange, facilite toutes sortes de transactions qui sont rarement des échanges et, si elle est un moyen, c'est surtout d'oppression !

Monsieur Neurone : *Largent est un moyen d'échange, peut-être d'oppression, mais il n'est certainement pas un oppresseur ! Il est un moyen pour les hommes qui sont seuls coupables de son mauvais usage ! Largent n'est qu'un moyen !*

Savez-vous seulement, citoyen, ce qu'est l'oppression ? Croyez-vous qu'il soit nécessaire que les rues soient quadrillées de baïonnettes, qu'un gouvernement instaure un régime fondé sur la force brute, la terreur et l'arbitraire, pour qu'alors seulement il soit permis de parler d'oppression ? Vous confondez *oppression* et *tyrannie*, et vous ne voyez de tyrannie que dans la dictature politique. Mais si une dictature politique s'accompagne nécessairement d'oppression, il y a oppression dès lors que les « Citoyens » sont inégaux, dès qu'est perceptible la fameuse « *fracture sociale* ». Les hommes ne sont pas moins opprimés que leurs Droits de « Citoyens » soient violés par la force, par la ruse ou de fait. Or tel est l'ordre des choses dans lequel Largent plonge les hommes. Il ne peut y avoir égalité en Droits entre les Citoyens là où l'obsession est d'établir une soi-disant équivalence de valeur entre les choses, là où les Droits fondamentaux des individus sont attachés à la monnaie et non à la Citoyenneté. L'inégalité n'est pas alors un accident ; c'est une fatalité.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Mais ce n'est pas parce que l'inégalité est une fatalité dans un système monétaire, ce n'est pas parce que, de par la nature de ce dernier, certains doivent profiter, d'autres subir, qu'il n'y a ni opprimés ni oppresseurs. Lorsque la masse vit dans la gêne voire dans la misère, bien loin des conditions répondant à la Dignité du Citoyen (9), c'est qu'elle y est contrainte et forcée d'une manière ou d'une autre. Inversement, lorsqu'un individu vit dans l'opulence au milieu d'une multitude bien moins aisée, ce n'est pas l'échange de son travail qui lui a conféré tant de richesses, ce ne sont pas ses seuls talents — si tant est qu'il en ait — qui l'ont élevé au-dessus de la masse, ce ne sont pas ses propres forces qui lui ont permis de conquérir cette position ou qui lui permettent de s'y maintenir, ce sont les aberrations intrinsèques du système monétaire, aberrations que certains qualifient pudiquement d'« *opportunités* ». En fait, la loi du plus fort est à l'état de Nature ce que la loi du plus riche est au système monétaire. Dans la mesure où Largent engendre par nature un ordre des choses inégalitaire, l'emploi de la force brute est inutile pour maintenir les inégalités. Il suffit généralement aux riches et aux puissants d'invoquer les lois de Largent (intégrées par les lois humaines) pour justifier leur politique et circonvenir les mécontents. Ils gardent cependant la force brute comme ultime recours face aux masses grondantes ou déchaînées. Mais, à moins d'être constitués en gardes bourgeoises, comme durant la Révolution française, la force des riches ne réside pas dans leurs forces propres. Elle provient, d'une part, des lois (toutes en leur faveur, puisque ce sont eux qui les font ou les font faire pour eux) et de l'appareil coercitif à leur service, d'autre part, des armées de satellites à leur solde et de courtisans à leurs pieds, sans compter les nuées d'idiots utiles et d'imbéciles heureux. Il ne faut cependant pas s'y tromper : l'emploi de la force n'est pas alors destiné à sauvegarder l'inégalité, mais seulement à protéger leurs intérêts. Que les riches d'aujourd'hui disparaissent, d'autres prendront infailliblement leurs places demain.

(9) La Dignité du Citoyen n'est pas une idée vague. Elle consiste, pour un Citoyen, à jouir de tous les Droits que la Cité reconnaît à un seul de ses Citoyens, donc à être l'égal en Droits de tous ses Concitoyens. Il est donc difficile, pour des hommes qui ignorent ce qu'est l'Égalité, de concevoir ce qu'est au juste la Dignité du Citoyen, mais il suffit de constater et même de sentir que l'inégalité règne pour pouvoir affirmer qu'il y a atteinte à la Dignité des « Citoyens ».

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

Nous disons donc que, dans un système monétaire, la force brute est aussi inutile pour maintenir l'inégalité qu'elle est incapable de l'éradiquer. La paix n'y est pourtant qu'apparente, car l'inégalité est par nature une violence faite aux « Citoyens ». Le fait de priver des individus d'une partie de leurs Droits ou de les menacer de les dépouiller un peu plus du peu dont ils jouissent encore n'est-il pas en effet exercer sur eux une violence morale, aux conséquences concrètes ? N'est-ce pas faire violence aux individus que les réduire à la famine ou leur dicter en quelque sorte leur menu ? N'est-ce pas leur faire violence que les priver de logement ou les obliger à vivre dans un réduit ? N'est-ce pas leur faire violence que les priver d'emploi, diriger leur vie, bouleverser leur famille ? N'est-ce pas de la violence que réduire quelqu'un au désespoir, le pousser au suicide ? N'est-il pas violent pour les hommes de savoir que quelqu'un peut avoir sur eux un tel pouvoir, quand même il n'en use pas ? Cette violence s'exerce certes sans arme, mais celui qui dispose du revenu d'un autre ne le tient-il pas à sa merci aussi sûrement que s'il le tenait au bout d'un fusil ?

Il paraît assez prouvé que le système monétaire est un état d'oppression. Que pourrait-il être d'autre ! Il n'est plus tout à fait l'état de Nature, qui est anarchie totale, mais il n'est pas non plus un véritable état de Société, qui est l'ordre le plus harmonieux. Il se situe entre les deux. Le troc et ensuite la monnaie soumettent en quelque sorte les hommes à la loi de la jungle, eux qui tendent à vivre en Société. Il en résulte une situation unique, aberrante, propre à l'Homme, un état qui n'est ni ordre ni désordre : une anarchie capitaliste, une « Société » individualiste, un *désordre figé*.

Mais comment expliquer le fait que peu de gens aient conscience d'être opprimés et que moins encore se sentent oppresseurs alors que l'inégalité sévit avec tout son cortège d'oppressions ? La principale cause de cette inconscience générale tient à l'ignorance de ce qu'est l'Égalité et à la croyance ridicule que, sous prétexte que tous les « Citoyens » ont le droit de voter ou de consommer (à condition bien sûr qu'ils en aient les moyens), l'Égalité règne (10). En fait, comme nous l'avons dit, les

(10) « C'est à un rétablissement de la démocratie – rôle central du suffrage universel direct, débat public libre et raisonné – qu'il est urgent de s'atteler. Le fossé qui se creuse sous nos yeux dans l'ensemble du monde occidental entre les corps représentatifs et le corps social ouvre une zone d'incertitudes pour des

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

hommes qui aspirent à la tranquillité désirent vivre en Société et veulent croire qu'ils en constituent une, même s'il est évident qu'il n'en est rien. Dès lors, ils ne peuvent comprendre le véritable sens des mots *Société, Égalité, Droit, Citoyen*, etc.. Voyant de l'Égalité en Droits là où il n'y a qu'oppression, ils ne peuvent se voir comme des opprimés, moins encore comme des oppresseurs.

Au vrai, ils ne sont pas totalement dupes. Mais, au lieu de se considérer comme des « opprimés », ils se qualifient d'« exploités ». La raison en est simple, quoique toujours inconsciente : c'est que l'état d'oppression concerne la « Société » en général, alors que l'exploitation se rapporte à leur situation de travailleurs. L'emploi de ce mot, *a priori* innocent, leur permet d'aborder le problème d'un point de vue particulier au lieu de l'embrasser dans sa globalité, d'un point de vue social. Ils réduisent ainsi la question de l'organisation sociale à une question d'organisation de l'entreprise ou du travail, et celle des Droits, à une question de salaires. Autrement dit, en jouant ainsi sur les mots, ils cautionnent le système monétaire dont ils ne dénoncent qu'un aspect et occultent paradoxalement les questions relatives à l'existence de Largent qui est au cœur de l'inégalité.

Une dernière raison pour laquelle les hommes n'ont pas conscience d'être opprimés ou de vivre dans un état d'oppression, c'est qu'ils se contentent de ce que Largent leur permet d'avoir ou de faire, c'est qu'ils comparent leur situation à des situations plus dramatiques que la leur, c'est qu'ils ont naturellement peu d'envies à satisfaire ou sont satisfaits de leur état, etc.. Or ces raisonnements portent la marque même de Largent qui divise les Citoyens et leur inculque une mentalité individualiste ! La question de savoir si un état de chose est oppressif ou non n'a rien de personnel. Être opprimé, c'est ne pas avoir les mêmes droits que tous ses « Concitoyens » et en avoir

libertés déjà fragilisées par l'offensive des marchés.» Anne-Cécile Robert, Manière de voir 83, *Le Monde diplomatique*, octobre - novembre 2005, p. 26. — Cette phrase illustre bien comment, sous prétexte de ne pas voir ou de ne pas oser défier Largent, les hommes tournent autour du pot, et pourquoi ils ne peuvent trouver la bonne solution au problème qu'ils ont mal posé. N'est-il pas en effet étonnant que l'établissement de l'Égalité entre les Citoyens n'apparaisse pas plus urgent que tout, surtout pour qui se fait le chantre de la démocratie ? Car il n'y a pas, il ne peut pas y avoir et il n'y aura jamais de véritable démocratie dans l'inégalité, sous Largent, en pleine « offensive des marchés ».

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

moins que d'autres. La question n'est donc pas de savoir si nous sommes heureux sans les Droits dont nous ne pouvons donc jouir, mais de comprendre que les Citoyens doivent être égaux en Droits, qu'ils usent ou non de tous leurs Droits, et que, même si en tant qu'individu on ne souffre apparemment pas d'être privé de certains Droits, cette privation constitue une oppression.

Maintenant, citoyen, remarquez que, dans votre objection, vous avez tantôt distingué la monnaie et Largent, tantôt confondu les deux, pour finir par ne plus voir dans Largent que la monnaie, qu'un moyen d'échange. Rappelons tout d'abord que Largent n'est pas la monnaie, mais la *croyance que la notion de valeur (marchande) est nécessaire pour échanger*. Largent est la raison d'être des unités monétaires qui servent à mesurer la valeur des choses ou à leur en attribuer une. Largent, étant une croyance, implique une certaine façon de raisonner et a donc par nature des effets sur la façon de penser des hommes. Or nous avons déjà expliqué comment cette croyance est apparue et s'est imposée aux hommes par la pratique du troc. Ce n'est donc pas à dessein que les hommes ont adopté cette croyance, puisqu'il est même inexact de dire qu'ils l'ont adoptée. Ceci pourrait suffire à balayer l'argument selon lequel *Largent n'est qu'un moyen d'échange*. Mais cet argument se rencontre trop souvent pour que nous nous contentions de si peu.

Les hommes disposent de nombreux mots (dont *l'argent*) pour désigner *la monnaie* ; d'aucun pour évoquer ce que nous appelons *Largent*. Or la monnaie, qui est en effet un moyen d'échange, ne fait que mettre en application les principes qui découlent de Largent. Qu'importe donc de constater froidement que la monnaie existe, si l'on ignore les principes qui président à son existence, si l'on ignore qu'elle n'est que le sommet de l'iceberg ? De quelle pertinence un tel constat est-il alors susceptible ? D'aucune. C'est ce que nous allons montrer.

L'idée selon laquelle Largent ne serait qu'un moyen d'échange est révélatrice de l'obsession des hommes : avoir à leur disposition un moyen d'échange. Cette obsession est tout à fait légitime, puisque des producteurs spécialisés et complémentaires ont besoin les uns des autres pour vivre et que, d'une manière ou d'une autre, ils doivent s'échanger leurs productions. Mais la nécessité d'un moyen d'échange est tellement pressante que les hommes sont plus préoccupés de conserver celui qu'ils ont que

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

de considérer ce qu'il est et de penser ce qu'un moyen d'échange digne de la Société devrait être. Croyez-vous, citoyens jurés, que les hommes se soient un jour rassemblés pour répondre à ces questions : *Sur quels Principes repose notre association ? Pourquoi avons-nous besoin d'un moyen d'échange ? A quoi et à qui doit-il servir ? Comment le mériter ? Que doit-il être ?* Non ! ils ne se sont jamais posés ce genre de questions, car alors ils auraient convenu que seuls les Citoyens peuvent en disposer, qu'il doit s'obtenir en participant à la vie de la Cité, qu'il ne peut servir qu'à acquérir des produits ou profiter des services offerts par la Cité, et que, en aucun cas, il ne doit nuire à l'égalité en Droits entre les Citoyens. Ils n'auraient donc pas adopté la monnaie qui viole tous les Principes et permet d'enfreindre tous les commandements du bon sens. Ils ne se sont pas posés ces questions parce qu'ils n'en ont jamais éprouvé le besoin, vu que, lorsqu'ils concurent le concept de moyen d'échange, ils utilisaient déjà la monnaie ou pratiquaient depuis toujours le troc dont la logique (Largent) les tenait prisonniers. Ils étaient dans la *matrice*. Depuis, aucune génération n'a osé croire qu'un élément aussi central de la vie des hommes et de la « Société » ait pu être adopté et perpétué à la légère par les précédentes. Chacune le crut tombé sous le sens et toutes tombèrent successivement dans le piège. Même quand, par miracle, il arrive à certains de s'interroger, Ô miséricorde ! ils ne peuvent se défaire des préjugés monétaires : ils intègrent de force dans leurs raisonnements des unités quelconques (mais servant fatalement à perpétuer la notion de valeur marchande, héritée du troc, et à établir une sorte de prix) et ne dépassent pas le concept d'échange entre individus (qu'il soit direct ou indirect). Il existe bien des textes sur Largent, au sens de monnaie, mais pas un texte de loi ne définit le but social de la monnaie, ni comment un moyen d'échange marqué du sceau de la « Société » doit être gagné, ni pour quoi ni par qui. Pas un ne voit dans la monnaie la matérialisation des droits des « Citoyens » et, dans sa seule existence, un obstacle éternel à l'Égalité. Pire ! la monnaie qui anéantit l'état de Droits apparaît dans les Déclarations des « droits » comme un paramètre naturel, sans autre raison que celle du fait accompli. Il existe également de nombreux livres et articles de journaux proposant ou recensant les astuces pour en gagner légalement ou illégalement ou ne pas en perdre, décrivant la façon dont elle circule, constatant froidement ou s'indignant

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

naïvement de ses effets destructeurs (11), etc., mais aucun n'avait encore distingué la monnaie de Largent et établi aussi nettement que nous le rapport entre les Droits et la fortune. Tous nos livres d'économie dissertent de Largent dans le monde et du monde de Largent... pas un ne s'est penché sur Largent lui-même (12) ! Il est au centre de tout mais n'est pas considéré comme un objet de réflexion ! Deux raisons à cela, outre celles que nous avons déjà avancées : 1) Largent est réduit à un moyen, ce qui dispense de s'y intéresser et permet aux hommes de dénoncer un bouc émissaire parmi eux, chose plus facile, plaisante et stérile ; 2) ses incohérences sont si

(11) La palme de l'indignation revient à l'hebdomadaire *Marianne* pour son n°586 (12 au 18 juillet 2008) qui titrait : « Cette société qui tourne autour d'un seul soleil... L'ARGENT ». Un mois auparavant, le n°581 (7 au 13 juin) titrait : « La dictature des spéculateurs ». Quand cet hebdo se décidera-t-il à titrer *Largent, l'ennemi à abattre* ? En septembre suivant, le quotidien *Libération*, champion toutes catégories des bonnes intentions et de la *bien-pensance*, titrait en gros « Punir l'argent fou », et en épitaphe « sept idées pour réguler les marchés financiers » (n°8518, 24 septembre 2008). Le capitalisme en tremble encore ! De pareils exemples pourraient être multipliés à l'infini.

(12) Il existe un livre de (sur) Joseph Beuys, « *Qu'est-ce que l'argent ?* » (L'Arche, Paris, 1994). Ce livre restitue un débat qui eut lieu en 1991. Voici les réponses des différents intervenants. WILLERT. « Mais quand même : "qu'est-ce que l'argent ?" "Ce n'est rien" : voilà la seule réponse possible. Mais il fonctionne. L'argent fonctionne parce que dans les têtes, justement, on ne considère pas qu'il n'est rien. » (p. 17) — EHRLICHER. « [...] l'argent n'a pas cessé de changer de nature. » (p. 18) — BEUYS. « [...] l'argent est une marchandise, c'est-à-dire une valeur économique [...] et qu'il faut en arriver à ce qu'il devienne justement un "devant-être", qu'il devienne un document juridique pour tous les processus créatifs du travail humain [...] » (p. 23) — BETHMANN. « [...] il faut considérer comme étant de l'argent : toute créance qui existe dans le domaine économique entre un partenaire économique et un autre partenaire économique et qui est exprimé en argent, qui est formulé en valeur d'argent. » (p. 26) Nous voyons que tous parlent en fait de la monnaie et qu'aucun n'approche de notre définition de Largent. La chose la plus pertinente dans ce débat a été dite par Beuys : « L'argent qui, aujourd'hui encore, est une valeur économique et qui est néfaste dans ce domaine parce qu'avec lui on peut acheter et spéculer, et qu'une polarisation des hommes a eu lieu entre employeurs et employés, doit perdre ce statut et être introduit dans ce qu'il est aujourd'hui, conformément à sa nature, dans l'état actuel de la conscience des hommes : *un régulateur de droit pour tous les processus créateurs*. Autrement dit, l'argent doit en totalité exprimer des *droits* et des *devoirs*. » (p. 51) Beuys confond en fait la notion de moyen d'échange et celle de monnaie et attend de la monnaie qu'elle tienne, en tant que moyen d'échange, un rôle qu'elle est par nature incapable de jouer. Il est vrai qu'un moyen d'échange conforme aux intérêts de la Société doit attester des devoirs accomplis et ouvrir la porte des droits. Mais la monnaie, ne l'oublions pas, impose l'inégalité et anéantit donc l'état de Droits.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

impressionnantes, les intérêts en jeu si colossaux et la puissance des riches si manifeste, que les gens préfèrent détourner les yeux et ne voir en lui qu'un moyen alors qu'il est avant tout une croyance.

Largent ne serait donc qu'un moyen d'échange. Nous avons dit qu'il était plus que la monnaie. Mais la monnaie elle-même n'est-elle *qu'un* moyen ?

Remarquons tout d'abord l'ineptie de cette réflexion. La monnaie est bien un moyen d'échange. Mais à quoi rime de dire qu'elle n'est « qu'un » moyen d'échange ? Cela n'enlève rien au fait qu'elle est un moyen d'échange, qu'elle a donc des propriétés, des effets et des conséquences ! Mais, en disant que la monnaie n'est « qu'un » moyen d'échange, les hommes cherchent, semble-t-il, à la rabaisser à moins que rien, à nier son existence ou, du moins, se croient ainsi dispensés de se poser des questions à son sujet. Largent, moins que rien ! C'est très fort — ou très perfide — de la part d'hommes pour qui il est un Dieu !

Accordons donc à la monnaie qu'elle est un moyen d'échange. En tant que moyen, elle est donc une sorte d'outil. Or la nature d'un outil est-elle indifférente ? Peut-on utiliser indifféremment un marteau, une scie, un tournevis, une brosse à dents, etc. ? Non ! ces outils permettent d'accomplir des travaux spécifiques et ne peuvent être employés l'un à la place de l'autre. Ce serait pourtant nier cette évidence que répondre, à la question *Qu'est-ce qu'un marteau ? Il n'est « qu'un » outil*, puisque, outre que cela ne répond pas à la question, ce serait sous-entendre qu'en tant qu'outil, quelle que soit sa fonction, il peut servir à tout, au gré de celui qui l'utilise, ce qui est absurde. Un outil ne peut avoir d'autre utilisation que celle à laquelle sa nature le destine. Il en va de même pour la monnaie.

Certains diront cependant qu'un outil peut être détourné de son usage propre. Soit ! Il n'en demeure pas moins qu'un marteau ne peut pas servir à grand-chose d'autre qu'à taper et qu'il ne peut aucunement remplacer ni être remplacé par une brosse à dents. Et l'inverse est encore plus vrai ! Essayez donc de vous brosser les dents avec un marteau ! Du reste, seule la monnaie nous intéresse. Quelle est donc sa fonction, sa finalité ? Acheter et payer (13). Elle n'en a pas d'autre. Le fait de permettre d'acheter

(13) Dans *Aux origines de la monnaie*, Alain Testart distingue acheter de payer, la

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

tout et n'importe quoi, de récompenser le travail comme le crime, n'est pas contraire à sa fonction. Le fait qu'un gros pouvoir d'achat confère du pouvoir tout court n'est pas une utilisation détournée de la monnaie ; c'est dans la logique des choses. Le fait de permettre de capitaliser ou d'accumuler de la monnaie, c'est-à-dire de pouvoir en mettre de côté dans un temps pour acheter dans un autre, n'est en rien contraire à sa fonction ; c'est dans sa nature. La volonté d'en gagner aux dépens de l'Humanité est insufflée par l'appétit que le manque (réel ou psychologique) stimule ou par le pouvoir que donne la richesse ; c'est une conséquence de la monnaie, mais ce n'est toujours pas détourner la monnaie elle-même de sa fonction. Ceux qui, au lieu de mettre en cause la monnaie, soutiennent qu'elle devrait être utilisée autrement, rétorqueront que, justement, ce sont les hommes qui l'utilisent à mauvais escient. Mais comment poser des barrières que la monnaie, par sa nature, lève ou n'interdit pas de franchir ? Pourquoi nier que ces usages ou ces effets, aussi indignes soient-ils, sont au fond permis par la monnaie ? Il y a une

monnaie en tant que moyen d'échange et moyen de paiement. Par payer, il entend le fait de verser une somme monétaire contre rien ou pour effacer une dette, ce qui recouvre parfois le cas des achats (qui impliquent un transfert de biens). Pour lui, la monnaie est donc principalement un moyen de paiement, puisque « *tout achat implique paiement, mais tout paiement n'implique pas achat.* » (p. 23) Ainsi, « *La fonction de moyen d'échange se déduit directement de la fonction de moyen de paiement.* » (p. 29) Il commet une grossière erreur. Car la finalité de la monnaie est de permettre d'acheter des biens ou de payer des services, c'est-à-dire de profiter du travail d'autrui sous forme de biens ou de services (ce qui, en théorie, se justifie par le fait que le payeur a gagné par son travail la somme monétaire qu'il échange contre le bien ou le service d'une valeur équivalente). Payer un service n'est pas un achat, mais reste un échange. La finalité de la monnaie est donc bien d'être un moyen d'échange, et c'est précisément parce qu'elle offre la possibilité d'acheter des biens ou de payer des services qu'elle est désirée. C'est d'ailleurs parce que le système est monétaire que les biens ont un prix et que les hommes, seuls ou en corps, ont besoin de monnaie, même s'ils ne l'utilisent pas eux-mêmes pour acheter. Car, si les échanges n'étaient pas monétaires, la monnaie, en tant que moyen de paiement tel que l'entend M. Testart, n'aurait aucune raison d'être ou ne serait pas considérée comme tel. Par exemple, pourquoi l'État lèverait-il des impôts en monnaie si les fonctionnaires et autres travailleurs à son service n'avaient pas besoin de monnaie pour vivre ? Pourquoi et comment les « Citoyens » seraient-ils financièrement endettés ? Pourquoi ferait-on la quête dans les églises ? etc. Les différentes sortes de monnaies et leurs différents emplois sont une conséquence de l'existence de la monnaie moyen d'échange, moyen d'acheter. C'est le fait que la monnaie soit un moyen d'échange, donc un « objet » convoité, qui lui permet d'être un moyen de paiement, et non l'inverse.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

profonde différence entre ce que les gentils espèrent et ce que la monnaie permet ! et c'est précisément parce qu'elle déjoue les prévisions malheureuses, les vaines espérances et les mauvais calculs qu'il faut cesser de s'aveugler à son sujet. La laisser entre les mains des hommes tout en dénonçant sa soi-disant mauvaise utilisation revient à leur fournir une arme et leur reprocher ensuite de s'en servir ; c'est se rendre complice de leur crime et être plus coupable qu'eux. Il est en outre paradoxal d'affirmer avec force que la monnaie est un moyen et, en même temps, de refuser obstinément d'en changer comme on le ferait sans hésiter pour n'importe quel autre outil s'avérant inadéquat ?

Mais dire que *la monnaie n'est qu'un moyen d'échange* sous-entend encore qu'il ne peut y avoir d'autre moyen d'échange qu'elle ou qu'un autre moyen d'échange ne changerait rien. Mais comment savoir qu'il n'y en a pas d'autre quand un tel discours annihile toute envie d'en chercher ? Et comment avancer l'idée qu'un autre moyen d'échange ne changerait rien alors que l'on ignore ce qu'il pourrait être (14) — et que l'on ne mesure déjà pas le rôle de la monnaie ? L'objet de ce procès n'est pas de répondre à ces questions, mais nous devons néanmoins montrer le ridicule de ces objections.

En tant que moyen d'échange, la monnaie est un outil, un outil qui a des caractéristiques propres et d'autres qui sont communes à tout moyen d'échange. Le fait de ne pas concevoir d'autre moyen d'échange que la monnaie n'autorise cependant pas à affirmer qu'elle est le seul possible. Nous savons d'ailleurs que la monnaie est un moyen d'échange qui impose l'inégalité en droits entre les individus, alors que le Principe fondamental de la Cité est l'Égalité entre les Citoyens. Il doit donc bien exister un moyen d'échange qui, au lieu d'anéantir les Principes de l'ordre social, les soutiendrait.

Il s'ensuit qu'il est totalement absurde de penser que deux moyens d'échange radicalement différents auraient les mêmes effets. Que les hommes ne conçoivent pas encore de véritable alternative à la monnaie (moyen d'échange qu'ils n'ont d'ailleurs pas pensé mais qui s'est imposé à eux) est une chose ; mais que sous ce prétexte, ils prétendent qu'un autre moyen d'échange (qui

(14) Ceux qui, après s'être sérieusement penchés sur la question, déclarent qu'un autre moyen d'échange ne changerait rien, envisagent en réalité des moyens d'échange toujours fondés sur l'Argent et qui ne sont que des variantes de la monnaie.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

cette fois serait rigoureusement pensé et adopté en conscience), un moyen d'échange qui n'aurait pas Largent pour base et fonctionnerait autrement que la monnaie, un moyen d'échange qui, de par sa nature, garantirait l'Égalité, bref qu'un tel moyen d'échange aurait les mêmes effets que la monnaie, en est une autre. Cela est par définition impossible.

Ici, seuls nous intéressent les effets de la monnaie, qui tiennent à ses caractéristiques. Sa fonction, en tant que moyen d'échange, est de permettre à son détenteur d'acquérir des biens et de payer des services. Mais c'est un moyen d'échange qui s'échange, qui passe de mains en mains, d'un individu à un autre. Cette caractéristique lui vient du troc, qui, rappelons-le, est un système d'échange individualiste. La monnaie confère le droit d'acheter des biens ou de payer des services parce qu'elle représente en terme de valeur l'objet qui, sous le troc, était échangé contre un autre, parce qu'elle s'obtient théoriquement en échange d'une production ou d'un travail personnel et peut donc à son tour être échangée contre un bien ou un service (qui représente du travail) d'une valeur soi-disant équivalente. Mais pour que la monnaie puisse représenter tous les biens, toutes les propriétés et en définitive toutes les activités, l'unité monétaire doit incarner peu de droit de propriété (15), autrement dit représenter une propriété de très faible valeur marchande (16). Ainsi tous les biens et services, quelle que soit leur valeur sur le moment, sont-ils représentés ou représentables par un certain nombre d'unités monétaires, nombre qui s'appelle *prix*. Les hommes ne voient plus alors dans la monnaie qu'un étalon de la valeur marchande (17) permettant d'établir des prix, et un moyen d'échange dont ils

(15) Nous disons que la monnaie incarne du droit de propriété car, quoiqu'elle serve aussi à payer des services, quoiqu'elle ne représente donc pas toujours des biens, c'est-à-dire de futures propriétés, elle est elle-même en quelque sorte possédée. Ceci masque néanmoins le fait que les échanges, même de biens, sont avant tout des échanges de travail.

(16) En fait, les premières monnaies (bœufs, aux lingots, etc.) furent souvent des biens qui avaient en eux-mêmes beaucoup de valeur. Mais leur grande valeur était un obstacle à leur fonction de moyen d'échange courant. Ceux qui, de par leur nature, ne purent être divisés en unités de moindre valeur furent abandonnés et remplacés. Les bœufs furent abandonnés ; les lingots cédèrent la place aux pièces.

(17) Cette façon de penser s'est mise en place, non pas avec les monnaies moderne, mais dès l'apparition du troc, dès que les hommes, faute de pouvoir échanger autrement, ont cherché à établir des équivalences entre les objets.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

ont besoin pour acheter des biens et jouir de services, en un mot pour consommer. Peu importe au fond qu'ils sachent ou non ce qu'est la monnaie et d'où elle vient. L'important est qu'elle matérialise le droit de consommer et l'accapare de plus en plus à mesure qu'ils se spécialisent, qu'ils ont besoin d'échanger et qu'ils n'échangent plus que par son biais.

Toutes les conséquences de la monnaie résultent de cette matérialisation, sous forme d'unités (concrètes ou virtuelles), du droit de consommer, c'est-à-dire d'accéder au marché.

La première grave conséquence de cette matérialisation est la dissociation qui s'opère entre les devoirs et les droits, puisque ces derniers, étant conférés aux individus par la monnaie, étant incarnés par les unités monétaires, ne dépendent plus des devoirs qu'ils remplissent ou non mais des unités dont ils disposent. La monnaie qui s'obtient théoriquement en échange d'une production ou d'un travail, qui confère théoriquement des droits en échange d'un devoir, transforme en pratique les droits en objets, lesquels sont à la merci de tous les attentats imaginables (vol, etc.) et de tous les accidents imprévisibles (perte, etc.), qui plus est en objets que chacun doit obtenir d'autrui (puisque c'est un moyen d'échange qui s'échange). Conséquence directe : seuls les individus participant à l'activité économique peuvent théoriquement avoir des droits (puisque la monnaie qui véhicule la notion de valeur marchande circule et se conquiert sur le marché) et l'étendue des droits de ces individus — incarnés par la quantité de monnaie dont ils disposeront à des fins personnelles — dépend en premier lieu du bon vouloir de ceux qui les paient (patrons, centrales d'achat, etc.) et ensuite de ceux qui sont en position d'exiger d'eux un paiement (État, propriétaires, etc.). En pratique, les travailleurs font profiter leur famille des droits qu'ils gagnent. L'État peut également atténuer la rigueur du système vis-à-vis de ceux qui ne travaillent pas ou ne gagnent presque rien en adoptant des lois dites *bienfaisantes*, c'est-à-dire en leur octroyant notamment des aides financières (indemnités, pensions, remboursements, primes, etc.), aides dont nombre d'individus qui ne les méritent pas parviennent vite à bénéficier.

L'échange indirect qui s'est développé sous le troc et qui est devenu le mode d'échange classique sous la monnaie n'a pas amené cette mentalité ; il en a au contraire hérité, ne faisant que pousser à l'extrême sa logique et ses conséquences.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

En matérialisant les droits (ce dont les hommes n'ont que vaguement conscience), la monnaie permet donc, d'un côté, de dépouiller les travailleurs et tous ceux qui participent à leur manière à la vie de la « Cité » hors du cadre économique (18), de l'autre, d'entretenir prévaricateurs et profiteurs en tous genres. Les hommes n'ont dès lors plus aucune idée ni de leurs Droits de Citoyens ni de leurs Devoirs et sont incapables de concevoir ce qu'est l'Égalité. Aussi ne se battent-ils pas contre Largent, pour l'Égalité, pour leurs Droits, mais pour des sous ! Même quand ils manifestent, ils se bornent, en tant que travailleurs, en tant qu'individus, à réclamer sous une forme ou sous une autre des augmentations dérisoires de salaire au lieu d'exiger l'Égalité et la reconnaissance de leur Citoyenneté, donc la reconnaissance de tous leurs Droits de Citoyens ! Ils persistent à voir dans « Largent » un moyen neutre et ne veulent pas admettre que ce soi-disant moyen les neutralise ! Ces revendications financières — que d'aucuns prennent pour le summum de l'action anti-capitaliste — n'ont pour véritable résultat qu'une perte d'énergie. Car, qu'elles soient ou non satisfaites, elles entretiennent la foi en Largent, perpétuent la logique monétaire et permettent au mieux aux travailleurs de recueillir des miettes que l'augmentation incessante des prix suffira à manger. Ces manifestations sont autant d'occasions manquées pour réveiller le sens de la Citoyenneté atrophié chez les capitalistes (19) et amener à terme le règne de l'Égalité.

Bien sûr, les travailleurs ne sont pas les seuls à être obsédés par Largent, d'autant plus que la matérialisation des droits permet d'en acquérir autrement qu'en travaillant. Nous avons déjà évoqué ceux qui fraudent l'État... Nous pourrions également parler de ceux qui vivent de vols, d'activités illégales, de trafics illicites, etc.. Tous ces actes défendus par la loi procurent

(18) Sont ainsi dépouillés, par exemple, les mères au foyer et les étudiants. Mais comment pourraient-ils en avoir conscience, vu que leurs droits de Citoyens à part entière n'ont jamais été reconnus, le capitalisme étant financièrement incapable de les assurer ? Nous pourrions également évoquer, quoique avec des nuances, le cas des retraités, des handicapés, etc.

(19) La plupart des travailleurs sont aussi des capitalistes. Car les capitalistes ne sont pas seulement les personnes qui disposent d'un capital, mais toutes celles qui, qu'elles le sachent ou non, cautionnent le capitalisme ou toute forme de système monétaire. Or toute personne qui ne voit pas dans Largent l'obstacle majeur à l'Égalité, le principal ennemi de l'Humanité et le tyran à abattre est dans ce cas.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

cependant aux intéressés de Largent (au sens de monnaie), c'est-à-dire des droits, droits que la « Société » ne leur reconnaît donc pas, mais dont ils jouissent quand même. Ceci démontre bien que les droits, en pratique, dépendent moins de la « Société » ou de la loi que de Largent. C'est là une autre conséquence du fait que les droits essentiels soient contenus dans la monnaie, au lieu d'être conférés par la Citoyenneté et subordonnés à la volonté de la Cité.

Rappelons encore que, de la même manière que la monnaie représente les biens (et le travail) qu'elle permet d'acheter, les biens représentent de la monnaie. Largent entraîne donc les hommes à vivre dans un monde où tout est payant, où tout a une valeur marchande, de sorte qu'ils ne voient plus le monde qu'à travers lui. Quoiqu'ils saisissent mal le rapport qui existe entre la monnaie et leurs droits, ils conçoivent bien l'intérêt d'en gagner plus et l'inconvénient d'en perdre. Ils laissent donc rarement passer une occasion de s'en procurer (sous forme de monnaie ou de biens) et ils évitent autant que possible d'en dépenser inutilement ; ils vendent au lieu de donner, ils essayent toujours d'avoir sans payer, ils se volent les uns les autres, etc.. Ils sont tantôt avares, tantôt avides ; tantôt mesquins, tantôt menteurs ; tantôt mendiants, tantôt voleurs, etc.. En un mot, Largent les rend vicieux.

Monsieur Cupide : *Mais rien n'empêche les hommes de ne pas l'être ! Même sans Largent, ils se battraient ! L'Homme est mauvais de nature !*

Rien n'empêche les hommes de ne pas être vicieux ! Vous supposez donc, citoyen, qu'ils pourraient être vertueux malgré Largent. Mais comment pourraient-ils se soustraire à son influence ? Même quand ils ne lui courent pas après, c'est lui qui les rattrape et les fait chanter ! Qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en aient conscience ou non, des individus pris dans un système monétaire raisonnent et réagissent chacun à leur manière, selon leur nature, mais tous par rapport à Largent et au monde tel qu'il le façonne. Dès lors, comment les hommes pourraient-ils être vertueux quand ils ne peuvent échapper à l'influence de Largent qui les pousse au vice ?

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

Vous êtes donc bien léger, citoyen, en disant que *RIEN n'empêche les hommes de ne pas être vicieux* alors que, au contraire, tout les y oblige. Vous donnez d'ailleurs une nouvelle preuve de l'influence de L'argent en affirmant que *l'Homme est mauvais de nature*. Car, citoyen, de quel Homme parlez-vous ? De quel Homme pouvez-vous parler, si ce n'est de celui que vous avez sous les yeux, de celui que vous connaissez, autrement dit de l'Homme vivant sous L'argent depuis des temps immémoriaux ? Cet Homme n'est certes pas bon. Mais affirmer que l'Homme est *mauvais de nature*, c'est aller vite en besogne ; c'est, une fois de plus, faire abstraction du contexte monétaire dans lequel il évolue et qui nécessairement le marque ; c'est trahir la faiblesse dont vous avez fait preuve, faiblesse qui consiste à ne pas voir L'argent, moins encore ses effets et, ce faisant, à faire de l'Homme la seule cause possible de tous les maux ; ce n'est rien moins que se dispenser de réfléchir.

Pourquoi l'Homme serait-il mauvais de nature ? Il n'est au fond qu'un animal. Or les animaux, même sociables, ne sont ni bons ni mauvais, ni vicieux ni vertueux. Un animal n'est pas un philosophe. Sa seule préoccupation, instinctive, est de survivre. L'Homme fut aussi dans ce cas à l'origine. Le vice est le propre de l'Homme que nous connaissons. Que lui est-il donc arrivé ? Par quoi l'espèce humaine, ou plutôt la « Société » humaine actuelle, se distingue-t-elle fondamentalement des autres ? Par le commerce, qu'elle pratique aujourd'hui sur le mode du troc (direct ou indirect avec la monnaie). Il va sans dire que le commerce qui consiste en premier lieu à échanger des objets est lié aux capacités exceptionnelles de l'Homme qui lui permettent d'en fabriquer. Ces capacités ne l'ont pourtant pas empêché de vivre longtemps en Société (20), en harmonie, à l'instar des autres espèces sociables (dont certaines ne sont d'ailleurs pas dépourvues de capacités créatives). Les hommes sont néanmoins les seuls êtres vivants qui conçoivent de produire, c'est-à-dire de fabriquer, non pour satisfaire directement leurs besoins, mais pour échanger leurs produits.

(20) Les premières monnaies (primitives) remontent à 10.000 ans (en Chine). Il est en revanche impossible de dater le premier troc. Disons 50.000 ans ou même 100.000 ans. Or l'Homme existe depuis environ 2 millions d'années (en comptant à partir de l'*Homo habilis*). Les échanges sur le mode du troc ou monétaire sont donc chose récente dans l'histoire de l'Humanité. L'Homme a en fait vécu beaucoup plus longtemps en Société, au vrai sens du terme, que sous L'argent.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

A ce stade de notre réflexion, certains diront que nous n'avons fait que confirmer l'affirmation selon laquelle l'Homme est mauvais de nature, ou tout comme, étant à jamais doué desdites capacités et donc voué à échanger. Mais ce serait supposer que nous faisons des échanges la source même du mal qui imprègne l'Homme et corrompt à jamais la « Société » humaine. Or le problème n'est pas l'échange, mais la façon d'échanger.

C'est le fait de vivre en Société qui a permis à l'Homme de développer ses capacités, et les échanges, à leur tour, renforcent le lien social... en théorie. C'est aussi ce qui se passe dans de nombreuses Sociétés animales. Mais, nous avons vu que l'Homme, étant amené à troquer finit, lui, par dissoudre la Société. Il s'agit donc de bien comprendre la différence entre *échange* et *troc*.

Le troc est un mode particulier d'échange. Il s'opère entre deux individus (ou deux groupes) et implique généralement un échange de biens. Il peut arriver que deux individus échangent un bien contre un service, voire un service contre un autre, mais cela demeure un troc, puisque l'échange a toujours lieu entre des individus. Or le troc n'est pas le seul mode d'échange possible, ce qui est plus évident encore lorsque l'on considère l'échange de services que les animaux sociables pratiquent également. Mais, chez les animaux, cet échange ne se fait pas entre individus. Il a lieu entre l'individu et le groupe : l'individu rend service au groupe en participant seul ou avec d'autres à ses activités, et reçoit en échange protection et nourriture. C'est cette dimension sociale de l'échange que l'Homme a anéanti lorsqu'il s'est mis à produire et à échanger des biens. Pour autant, ce n'est ni le fait de produire ni d'échanger des biens qui anéantit cette dimension ; c'est le fait de n'avoir eu alors d'autre possibilité, pour échanger, que de recourir au troc, lequel est encore pratiqué aujourd'hui par le biais de la monnaie. Mais, à l'heure où la plupart des travailleurs sont, au fond, des prestataires de services (21) et s'approvisionnent sur un marché alimenté par des entreprises, le concept d'échange individualiste, né du troc, soutenu par l'argent et perpétué par la monnaie, n'a, somme toute, plus de raison d'être. En pratique,

(21) Il n'y a guère que les producteurs indépendants qui puissent encore être considérés comme des producteurs de biens, durables ou consommables. Même les ouvriers ne sont pas à proprement parler des producteurs, puisqu'ils ne produisent rien seuls. En fait, les ouvriers, au même titre que n'importe quel salarié, offrent leurs services à l'entreprise et, indirectement, à la « Société ».

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

rien n'empêche plus les hommes de revenir aux Principes de l'ordre social et d'adopter enfin le mode d'échange ainsi que le moyen d'échange qui conviennent à une Société digne de ce nom. D'ici là, ils continueront à raisonner en individus plutôt qu'en Citoyens.

Or c'est précisément cette mentalité individualiste, inhérente au système monétaire et à Largent, qui induit en erreur, qui amène à confondre la mentalité des hommes dans ce contexte précis et la nature profonde de l'Homme. L'Homme, comme tous les animaux, n'aspire qu'à vivre en paix, en sécurité. Mais, pour les hommes, la paix et la sécurité, c'est-à-dire les Droits que la Société doit leur garantir en retour de leur dévouement, ne sont pas aussi élémentaires que chez les autres animaux. Leurs Droits sont aussi étendus que leurs capacités. Ils offrent donc plus de prises. Or non seulement Largent leur porte atteinte en anéantissant l'Égalité, mais la monnaie, qui alors les incarne, impose encore aux individus de se disputer ceux qu'ils parviennent à se ménager. Dès lors, comment les hommes pétris d'individualisme et contraints de s'entre-déchirer ne sembleraient-ils pas mauvais de nature ?

Vous dites, citoyen, que les hommes se battraient même si Largent n'existait pas. Mais comment pouvez-vous savoir à quoi ressemblerait le monde (la Société) et les hommes sans lui, alors que vous n'imaginez pas un instant qu'il puisse disparaître et que vous êtes manifestement incapable de l'extraire de votre raisonnement ? Ne vous en déplaît, les hommes que vous prétendez entrevoir sont en fait ceux que vous avez sous les yeux, c'est-à-dire des hommes soumis depuis toujours aux mêmes lois (les premières lois étant celles de Largent), aux mêmes tiraillements et donc portés aux mêmes passions, aux mêmes comportements. Vous n'avez donc pas démontré que les hommes se battraient quand même sans Largent ; vous avez simplement affirmé gratuitement qu'ils sont mauvais de nature et se battront toujours parce qu'ils se battent aujourd'hui. Vous avez cru nous en imposer en évoquant Largent et en sous-entendant une analyse que vous n'aviez pas faite, sinon mal, mais vous n'avez fait que nous révéler votre incapacité à le regarder en face, puisque vous le comptez pour rien.

Il est cependant vrai que les hommes se battront toujours, non parce qu'ils sont mauvais de nature, mais parce qu'il est naturel que des individus s'affrontent. Toute la question est de savoir sur

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

quel plan a lieu l'affrontement, et s'il part d'une volonté de nuire à l'autre ou génère de fait une nuisance, s'il suppose ou engendre un caractère mauvais. Or Largent place l'affrontement sur le plan des droits. C'est donc la vie même des individus qui est en jeu. Que peut-il advenir, sachant par ailleurs que Largent impose l'inégalité ? Quel genre de mentalité peut bien développer une situation dans laquelle chacun doit conquérir ses droits sur autrui, dans laquelle les uns sont exploités par d'autres qui les oppriment, quand les premiers n'ont presque rien, les autres presque tout, etc. ? Il faut être candide pour croire que d'un tel contexte pourrait sortir un jour un Homme vertueux ! Il faut inversement être aveugle ou d'une mauvaise foi sans borne pour prétendre que ce contexte est étranger à la mauvaise opinion que nous avons de l'Homme d'aujourd'hui et qu'il conserverait les mêmes traits s'il en était extrait. Mais, même en admettant que l'Homme puisse conserver dans un tout autre contexte le caractère et les réflexes que nous lui connaissons, le jugerions-nous toujours mauvais si ses actes n'avaient plus les mêmes conséquences, en un mot si les hommes, quoi qu'ils fassent, ne pouvaient plus se nuire sur le plan des droits ?

Dans tous les cas, citoyen, la question ici n'est pas de savoir si l'Homme est bon ou mauvais, si le système le rend vicieux ou si un autre système pourrait le rendre vertueux (même si cela est à espérer) ; nous ne sommes pas réunis pour discuter de la nature de l'Homme, ni pour rendre l'Homme meilleur, mais pour examiner les crimes de Largent. Nous ne l'accusons pas au nom de la morale, mais au nom de la Justice. Nous l'accusons principalement, en tant que Citoyens, d'anéantir l'Égalité et l'ordre social, de nous dépouiller de notre Citoyenneté et d'attenter à notre Dignité.

Mademoiselle Girouette : *Mais comment les hommes pourraient-ils être égaux, alors qu'ils sont naturellement différents ?*

Les hommes sont effectivement différents et le seront toujours. Il n'y a rien dans la Nature qui soit en tout point semblable à un autre échantillon de la même espèce. Ni les animaux ni les hommes n'échappent à cette loi universelle. Mais les différences naturelles entre les individus ne doivent pas entrer en ligne de

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

compte au sein du groupe qui est constitué précisément pour que chacun de ses membres échappe aux inconvénients de la solitude et aux dangers de la nature. Vous ne pouvez parler d'Égalité, c'est-à-dire faire référence aux Droits, aux Citoyens et à l'état de Société, et, en même temps, invoquer les différences entre les hommes, c'est-à-dire entre les individus, comme s'ils étaient toujours dans l'état de Nature, comme s'ils n'étaient pas Citoyens. C'est parce que les individus n'ont aucun Droit dans l'état de Nature qu'ils s'associent, qu'ils constituent des Sociétés. Or, comme nous l'avons déjà expliqué, il n'y a de Droits en Société que parce que les individus qui en font partie, les Citoyens, ont des Devoirs les uns envers les autres, les mêmes Devoirs, de sorte qu'ils se garantissent mutuellement les mêmes Droits. Un groupe, une Société, une Cité, une association politique repose donc sur le Principe fondamental d'égalité de ses Citoyens en Devoirs et en Droits, bien que chaque Citoyen, en tant qu'individu, soit naturellement, c'est-à-dire *évidemment*, différent des autres, ce que nul n'ignore, puisqu'il ne peut en être autrement.

Cette réflexion classique selon laquelle les différences naturelles (entre les hommes) rendent impossible l'égalité en Droits (entre Citoyens) trahit non seulement l'ignorance de ce qu'est un Droit, mais, plus encore, l'ignorance qu'il existe plusieurs niveaux de Droits (et de Devoirs). Il y a en effet des Devoirs et des Droits fondamentaux, des Devoirs et des Droits indirects, et des Devoirs et des Droits particuliers.

L'Égalité n'a de sens, en ce qui concerne les Devoirs, qu'au niveau des Devoirs fondamentaux, tandis qu'elle ne prend tout son sens, pour ce qui est des Droits, qu'au niveau des Droits indirects. Or invoquer les différences entre les individus, c'est faire allusion à leurs capacités ; c'est sous-entendre qu'ils ne font pas et ne peuvent pas tous faire la même chose. C'est vrai. Mais cela n'a aucune importance, puisque les compétences particulières des Citoyens n'interviennent qu'au niveau des Devoirs indirects. En clair, le Devoir des Citoyens, leur Devoir fondamental, est de participer à la vie de la Cité. La manière dont ils participent est un Devoir indirect. Quoi qu'ils fassent, et pour quelque raison que ce soit, l'important, aux yeux de la Cité, est qu'ils participent selon ce qu'elle définit elle-même comme une participation et qu'ainsi ils s'acquittent tous de leur Devoir fondamental. C'est le fait de participer, et non la manière de

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

participer, qui assure aux individus la reconnaissance par la Cité de leur statut de Citoyen et les Droits que la Citoyenneté implique. Il est d'ailleurs de l'intérêt de la Cité, et donc de l'ensemble des Citoyens, que chacun remplisse son Devoir fondamental d'une manière différente. Sans doute est-il impossible que tous les Citoyens exercent la même activité, en raison de la diversité de leurs talents, de leurs goûts, etc., mais le contraire serait-il seulement souhaitable ? Non ! Nous voyons donc que les différences naturelles entre les hommes ne sont pas un obstacle à l'égalité en Droits entre les Citoyens, que ces différences sont même un bienfait, et nous sentons combien il est perfide ou ridicule de prétendre ou sous-entendre que l'Égalité exige l'uniformité des individus, uniformité irréalisable et, qui plus est, indésirable.

Mais nous devons maintenant examiner votre réflexion, citoyenne, du point de vue des Droits. Vous dites que les hommes ne peuvent être égaux parce qu'ils sont différents. Vous sous-entendez donc que, en raison de leurs activités respectives et des Devoirs (indirects) différents qu'ils remplissent, ils ne peuvent ni ne doivent bénéficier en retour de la même chose, c'est-à-dire en fait des mêmes Droits, lesquels dépendent de la Société. Nous avons montré que ce raisonnement ne tenait pas. Nous devons encore montrer combien il est influencé par Largent.

Un individu a des Droits parce qu'il est Citoyen, et il est Citoyen quand il participe à la vie de la Cité selon ce qu'elle considère comme une participation. Autrement dit, les Droits sont liés à l'appartenance à la Cité, au statut de Citoyen, à la Citoyenneté. Or, autant le Devoir fondamental des Citoyens est de participer à la vie de la Cité, autant leur Droit fondamental est de profiter de ses bienfaits. Ces bienfaits sont le fruit des Devoirs remplis par l'ensemble des Citoyens. Lorsque les Citoyens participent à la vie de la Cité, il en résulte une production de biens ou de services dont tous les Citoyens ont le Droit de jouir, auxquels tous les Citoyens ont le Droit d'accéder. Ce Droit d'accès est un Droit indirect, puisqu'il découle du Droit fondamental de profiter des bienfaits de la Cité, et il est égal pour tous les Citoyens puisqu'il est lié à la Citoyenneté. Voilà ce que prescrivent les Principes de l'ordre social ; voilà ce que contrarient Largent et la monnaie.

Par définition, un moyen d'échange permet d'exercer le Droit d'accès au marché où biens et services sont pour ainsi dire réunis. Cela n'est pas un problème en soi. Mais aujourd'hui le

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

moyen d'échange qu'est la monnaie incarne seul ce droit. Ce sont les unités monétaires qui confèrent le pouvoir d'accéder au marché ou de consommer, non la Citoyenneté. La monnaie attente donc non seulement aux Principes, en dissociant ce Droit de la Citoyenneté, mais anéantit la Citoyenneté elle-même, en imposant l'inégalité en droits entre les individus que l'on ne peut plus objectivement et honnêtement appeler *Citoyens*. Ainsi, en disant que les hommes ne peuvent être égaux parce qu'ils sont différents, vous imputez l'inégalité en droits (notamment le droit d'accéder au marché) entre les « Citoyens » aux différences naturelles qui existent entre les individus, vous constatez un effet dont la véritable cause vous échappe et, ce faisant, vous entérinez l'ordre ou plutôt le désordre établi par L'Argent.

Imaginez, citoyens jurés, que le Droit d'accéder au marché soit lié à la Citoyenneté elle-même, que les individus puissent consommer en tant que Citoyens et non en tant que détenteurs d'une quantité d'unités (de quelque nom que ce soit) incarnant ce droit. Imaginez donc que tous les Citoyens soient fatalement égaux en Droits, comme il se doit. Ils seraient pourtant toujours différents en tant qu'individus. Mais l'Égalité étant alors inébranlable, pourrait-on encore invoquer ces différences naturelles pour essayer de rétablir l'inégalité sans passer pour un idiot ou un tyran frustré ? Que pourrait-on en retirer d'autre ? Chacun devrait donc se faire une raison et se résoudre à l'Égalité, de la même manière que des raisons absurdes sont avancées aujourd'hui par ceux qui capitulent devant L'Argent pour justifier l'inégalité. Il serait alors évident, pour des Citoyens égaux en Droits, au fait des Principes de l'ordre social et délivrés des préjugés capitalistes, que l'inégalité était liée à l'existence de L'Argent et que les différences de fortunes, reflétant soi-disant les différences entre les individus et leurs mérites personnels, ne tenaient elles-mêmes qu'à l'existence de la monnaie.

Mademoiselle Girouette : *Citoyen accusateur, vous avez dit que les Droits n'existent que dans la Cité. Mais les hommes ont des droits de par leur essence d'Homme ! « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ! »*

Citoyenne Girouette, en deux observations vous avez montré toute l'incohérence dont les hommes sont fièrement capables !

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Vous soutenez tout et son contraire ! Dans un premier temps, résignée au fait accompli, vous avez tiré prétexte des différences naturelles entre les hommes pour justifier l'inégalité sociale entre les « Citoyens », et à présent, souscrivant à une formule aussi célèbre que ridicule, vous réclamez l'Égalité innée entre les hommes ! Vous oubliez que les Droits n'existent que s'ils sont générés par quelqu'un et reconnus par quelqu'un d'autre. Les Droits ne peuvent donc être innés ou naturels (22) dans la mesure où ils doivent non seulement être générés par un Devoir (ou un faisceau de Devoirs) envers une Société mais encore être reconnus et garantis comme tels par cette Société (23). Qu'est-ce

(22) La Déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 prône en effet la théorie des droits naturels. « Les Représentants du Peuple Français, constitués en Assemblée Nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'Homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des Gouvernements, ont résolu d'exposer, dans une Déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'Homme [...] » (Préambule) « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression. » (Art. II) « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi. » (Art. IV)

(23) On ne peut souscrire à l'affirmation de Florence Gauthier qui, dans *Triomphe et mort du droit naturel en Révolution, 1789 - 1795 - 1802* (Puf, 1992, p. 100), déclare : « Aux "droits naturels de l'homme et du citoyen" était substitué [par la déclaration des droits du 29 mai 1793, enterrée par les journées des 1^{er} et 2 juin suivant et remplacée par celle adoptée le 23 juin] le concept nouveau de "droits de l'homme en société". C'est ici la société, l'ordre politique qui octroie des droits au citoyen et non plus la nature. Ici est affirmée l'autonomie du politique par rapport à l'éthique. Supprimer l'idée de droit naturel, c'est rompre avec le but humaniste de l'association politique qui est de réaliser les droits de l'homme en contraignant les pouvoirs gouvernementaux eux-mêmes à se soumettre à ce but. » On ne peut ni sous-entendre que des droits purement sociaux sont une affirmation gratuite, ni que cette conception rompt avec le but humaniste de l'association politique. Ce sont les droits naturels qui résultent d'une affirmation gratuite ; et les partisans du droit naturel n'ont pas l'exclusivité de l'humanisme, d'autant plus qu'ils prônent des droits qui soit n'ont aucune consistance sans société, soit procèdent d'une réaction au système monétaire (d'où des considérations financières) ou au droit bourgeois (d'où l'accent mis sur la propriété), soit découlent bien de l'acte d'association politique (mais qui tels quels sont infondés), et qu'ils en négligent d'autres que la logique de l'association politique permet seule de poser. En d'autres termes, le concept de droits naturels ne permet pas de définir correctement tous les Droits du Citoyen faute de ne pas prendre suffisamment en compte les rapports sociaux. En fait, Florence Gauthier commet l'erreur classique de considérer les droits tels que les définirent les bourgeois comme les seuls

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

donc une Déclaration des Droits, sinon une proclamation par la « Société » des Droits qu'elle reconnaît à ses Citoyens, voire aux hommes en général, et la preuve que les Droits n'existent pas sans cette reconnaissance (qui ne suffit d'ailleurs pas à les garantir) ?

Les hommes n'ont aucun Droit par nature. Seuls les Citoyens peuvent avoir des Droits (au vrai sens du terme). Or on ne naît pas Citoyen ; on le devient. On le devient en remplissant les Devoirs que la Cité impose à chacun de ses Citoyens. Ce n'est que lorsqu'ils sont reconnus Citoyens par la Cité que celle-ci leur reconnaît et leur garantit des Droits, cette garantie étant assurée par l'ensemble des Citoyens, plus exactement par le fait que les Citoyens ont des Devoirs les uns envers les autres. C'est ainsi, par exemple, que la Sécurité des individus, au sein d'une Société, est assurée par la force collective, autrement dit par les forces réunies des Citoyens.

Les Droits étant donc l'apanage des Citoyens, des individus qui remplissent leurs Devoirs envers une Société, il s'ensuit que les hommes n'ont aucun Droit du seul fait de naître ou d'être. Un nourrisson n'est pas Citoyen. Il ne s'acquitte pas plus de Devoirs envers la Cité qu'il n'aurait conscience d'avoir des Droits ! Cela dit, si un nourrisson n'est pas Citoyen, ses parents ont au moins des devoirs naturels envers lui, les devoirs de tout parent envers sa progéniture. Par ailleurs, nourrissons et enfants étant potentiellement de futurs Citoyens, la Cité peut se faire un devoir de les protéger, de les éduquer, de les instruire, etc. (24), devoirs

droits qui puissent être définis hors du concept de droits naturels. (La même réaction entraînant la même erreur est commise en ce qui concerne les devoirs.) Mais, si les bourgeois rejetèrent le concept de droits naturels pour assurer leurs intérêts et leurs abus, ils ne proclamèrent pas pour autant les Droits découlant directement de l'acte d'association politique et des Principes de l'ordre social. Ainsi, le droit naturel et le droit bourgeois étant les seules conceptions du droit existantes, les Droits selon les Principes de l'ordre social, les Droits dans toute leur étendue, dans toute la rigueur de la logique sociale, n'ont toujours pas été posés.

(24) « La Cité peut se faire un devoir... » La formule peut étonner, mais elle est juste. Car il serait faux de dire que *la Cité a le Devoir* de protéger (...) les enfants. Une Cité n'a de véritables Devoirs qu'envers ses Citoyens. Les nourrissons, sitôt sevrés, pourraient fort bien être chassés, comme le font certaines espèces animales. Sans être chassés, les enfants pourraient être délaissés et livrés à eux-mêmes. Pire, ils pourraient être exploités, comme cela s'est fait jusqu'au XIX^e siècle en Europe, comme cela se fait encore aujourd'hui dans de nombreux pays. L'attitude vis-à-vis des enfants dépend donc de la mentalité de l'époque. On ne

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

qui incombent en tout ou partie aux parents qui sont, pour ainsi dire, en première ligne vis-à-vis d'eux. Ainsi, sans avoir directement des Droits, un enfant — jusqu'à ce qu'il intègre librement une Cité et devienne à son tour Citoyen — peut jouir de l'attention et de la protection de la Cité. Il peut donc avoir des droits dans les faits, mais ce ne sont ni les Droits du Citoyen ni des Droits proprement dit. Ce ne sont ni des droits qu'il mérite par ses actes ni qu'il tient de la Nature mais qu'il doit à la bienveillance de la Cité. Se méprendre sur la nature de ces droits est dangereux, car cela entraîne ou résulte de la dissociation des Devoirs et des Droits, dissociation qui conduit à l'arbitraire et à l'inégalité sous prétexte d'humanité, ce qui est bien le comble de l'impolitique, pour ne pas dire de l'ineptie !

Mais cet article premier de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 que vous citez, citoyenne, présente également un danger majeur dans ce qui passe pour son plus grand mérite. C'est précisément son caractère universaliste.

L'Homme étant de nature sociable, tous les hommes vivent ou tendent à vivre en Société. Or la raison d'être de toute Société est d'assurer la sécurité de ses membres. C'est cette sécurité que les animaux sociables, poussés comme tous les animaux par l'instinct de conservation, recherchent lorsqu'ils s'associent à certains de leurs congénères. Les Devoirs et les Droits fondamentaux des Citoyens, c'est-à-dire les Principes de l'association politique, découlent directement, logiquement, de la raison d'être de la Société. Ils sont donc identiques quelle que soit la Société et, dans ce sens, on peut dire qu'ils sont universels. Mais, si les Principes de l'ordre social sont universels, si les Devoirs et les Droits fondamentaux du Citoyen sont invariables d'une Cité à une autre, les Devoirs et les Droits indirects et particuliers, eux, sont propres à chaque Société. Un même Principe ne peut recevoir partout une application uniforme. Ces variations dépendent des capacités de l'espèce animale en

peut donc dire que la Société a (par nature) des Devoirs envers les enfants, car, dans le meilleur des cas, c'est la Société elle-même qui s'impose des devoirs envers eux. Remarquons en outre que, de la même manière que les droits des enfants ne sont pas des Droits (au sens strict), les devoirs que la Société se sent envers eux ne sont pas des Devoirs (au sens strict), car ils ne découlent pas de l'acte d'association politique, ils ne sont pas prescrits par les Principes de l'ordre social, mais sont à la discrétion de la Société, ce qui explique qu'ils évoluent.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

question et de l'évolution des capacités au sein même d'une Société donnée. Ainsi, ce qu'une Cité peut garantir concrètement à ses Citoyens est différent de ce que telle autre peut garantir aux siens, même si ce que chacune d'elle leur garantit relève du même Principe. De même, ce qu'une Cité peut et doit garantir à ses Citoyens à une époque est différent de ce que cette même Cité peut et doit leur garantir à une autre époque. Inversement, les Droits que tous les Citoyens d'une Cité donnée peuvent revendiquer au nom d'un Principe dépendent des capacités de ladite Cité et des Devoirs que remplissent lesdits Citoyens, et varient donc selon les Cités. Un indien d'Amazonie ne peut prétendre, dans sa tribu, aux mêmes Droits qu'un Citoyen français. Et même si les Citoyens de deux Cités peuvent revendiquer les mêmes Droits, leurs Cités ayant le même développement, ils ne peuvent s'adresser qu'à leur Cité respective. Ainsi, un Allemand ne revendique pas de Droits en France. Des Citoyens d'une même Cité peuvent et doivent donc être égaux en Droits (fondamentaux et indirects), mais l'Égalité entre Citoyens de Cités différentes n'a aucun sens. Les Droits sont donc incontestablement liés à la qualité de Citoyen et non à celle d'Homme. Cela sera toujours vrai le jour où la Citoyenneté sera mondiale, même si, tous les hommes étant alors Citoyens, il leur sera probablement plus difficile encore de concevoir qu'ils ne sont pas Citoyens par nature et que leurs Droits ne sont pas naturels.

Enfin, les Droits sont et seront toujours le pendant de Devoirs. Pour jouir des Droits que la Cité reconnaît, il faut s'acquitter envers elle des Devoirs qu'elle impose. Or, s'il est une chose innée, c'est bien le libre arbitre (25). Tout individu, face à ses Devoirs, a donc toujours la possibilité de se dérober ou, pire, de prévariquer. Dans le premier cas, il n'est pas Citoyen et n'a pas de Droits, dans le second, il trahit la Cité et s'expose à la perte de tous ses Droits. Ainsi un détenu ne « demeure » pas l'égal en Droits d'un Citoyen. Il n'est pas ou plus Citoyen (du moins le temps de purger sa peine) ! Dans quel esprit a donc bien pu germer cet article qui défie aussi manifestement le sens commun ? Savoir qu'il fut le fruit d'une réflexion collective et

(25) Le terme « libre » ne renvoie pas à la Liberté civique, la Liberté en tant que Droit, contrairement à la confusion à laquelle donne lieu l'utilisation de ce même terme dans l'article premier de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen (« Les hommes naissent libres et égaux en droits. »).

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

élitiste et que les hommes le répètent encore deux siècles plus tard (sans plus y croire d'ailleurs) n'est guère rassurant quant à leur discernement ! Mais tout peut se comprendre. Cet article fut rédigé par des hommes soucieux d'abattre le despotisme de droit divin et qui, pour échapper à un excès, tombèrent dans un autre, celui du droit naturel. Depuis, cette erreur et ce genre d'erreur sont commis par tous. La démagogie est le piège dans lequel se précipite trop souvent la philanthropie.

En y regardant de plus près, cette erreur fut due à Largent. C'était une débandade philosophique face à la logique inégalitaire de tout système monétaire. Les hommes s'attaquèrent à l'inégalité, mais ils ne rejetèrent pas Largent, pas même la monnaie, et, tout en espérant dégager les Principes universels du DROIT, ils raisonnèrent dès lors sans aucune logique (26). Plus exactement, ils restèrent fidèles à la logique monétaire et trahirent volontairement ou inconsciemment la logique sociale. Si, appuyée sur ce seul article, cette explication est douteuse, les articles XIII, XIV et XVII de cette même Déclaration (27) la confirment. Il fallait bien que Largent les préoccupe pour que, dans ce moment solennel, en parlant de *facultés* (dans le sens de *fortune*), de *dépenses*, de *contribution*, de *quotité*, d'*assiette*, de *recouvrement* et d'*indemnités*, ils entérinent son existence et lui renouvellent ses funestes pouvoirs. Que Largent, indissociable de ces termes, soit une donnée artificielle, et que la monnaie soit par nature un facteur inégalitaire et tyrannique ne leur a pas effleuré l'esprit ! Au

(26) Ainsi la Propriété qui n'est qu'un Droit particulier, fut mise au rang des Droits fondamentaux (articles II et XVII), au même titre que la Liberté ou la Sûreté, alors qu'il n'est pas dit un mot du Droit fondamental de profiter des bienfaits de la Société, donc du Droit indirect d'accéder au marché, droit par lequel passe en grande partie la liberté des Citoyens, droit qui doit donc être égal pour tous les Citoyens et dont découle précisément le Droit de Propriété. Les hommes étaient donc déclarés égaux en droits, mais rien n'était prévu pour que les Citoyens le soient effectivement.

(27) Article XIII – « Pour l'entretien de la force publique, et pour les *dépenses* d'administration, une *contribution commune* est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs *facultés*. » — Art. XIV – « Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la *contribution publique*, de la consentir librement d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la *quotité*, l'*assiette*, le *recouvrement* et la durée. » — Art. XVII – « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable *indemnité*. »

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

contraire ! ils les ont intégrés dans leur raisonnement comme des paramètres intangibles, comme des données naturelles.

Mais que viennent donc faire des considérations financières au milieu d'une Déclaration des Droits soi-disant universelle et égalitaire ? D'un côté, il est logique de les mêler aux questions de droits, puisque c'est par la monnaie que passent les droits essentiels et bien d'autres dans un système monétaire. C'est donc à la fois reconnaître tacitement le lien entre les droits et la monnaie, et ignorer ou feindre de ne pas savoir que monnaie et Égalité sont incompatibles. D'un autre côté, il est aberrant de les évoquer, puisque les problèmes financiers ne concernent évidemment que les sujets de Largent, que les individus vivant dans des systèmes monétaires. C'est donc supposer à tort que tous les hommes, où qu'ils soient, sont dans ce cas et que toutes les générations l'ont été ou le seront à jamais. Bref, en dépit de ses intentions louables, de son caractère historique, de son aspect symbolique, et même de ses mérites, cette Déclaration, trop marquée par des préoccupations et des données temporelles, ne peut prétendre être universelle. Tendait seulement à atténuer des injustices (notamment l'ombre faite alors aux bourgeois par les nobles), elle n'aperçoit ni ne révèle la cause de l'inégalité, Largent, et fait de l'Égalité, mise en avant dans l'article premier, un mot creux.

Monsieur Aveugle : *Pour contrer l'inégalité engendrée par Largent, il suffirait que la Cité impose des revenus égaux ! Ce sont donc les hommes qui ne veulent pas être égaux !*

Citoyen, comment en deux phrases pouvez-vous dire deux choses contradictoires sans vous apercevoir de l'énormité ? Si Largent engendre l'inégalité, un système monétaire est, par définition, incompatible avec l'Égalité. De plus, l'histoire montre l'Homme en marche vers le progrès social, hostile aux privilèges, à la tyrannie, à l'exploitation de l'Homme par l'Homme, etc.. Que l'Égalité ne soit toujours pas atteinte n'autorise pas à nier la volonté et les efforts faits par les hommes dans ce sens ! Toute la question est de savoir pourquoi leurs efforts n'ont pas été couronnés de succès.

Vous laissez encore entendre, en guise de réponse, que l'Homme est mauvais et que Largent est innocent ; nous disons

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

sans détour que Largent est l'obstacle majeur à l'Égalité. Comment pouvez-vous continuer à ne pas le voir alors que les projecteurs sont braqués sur lui ? On comprend que les hommes opprimés directement par d'autres hommes et obligés de leur faire front n'aient pas songé à lui attribuer la cause profonde de leurs malheurs ? Ils ne pouvaient défier Largent qu'ils ne concevaient pas en tant qu'ennemi et que, pour diverses raisons, ils n'auraient d'ailleurs pu vaincre ! Mais avez-vous encore cette excuse, vous qui vivez sous un régime aussi « démocratique » que Largent le permet et qui n'êtes plus opprimé que par lui et ses valets ? Le réflexe de nos ancêtres était justifié par l'impression que d'autres hommes étaient seuls responsables de la tyrannie qu'ils subissaient. Aujourd'hui vous avez le même réflexe alors que Largent règne sans conteste et au grand jour ! Des rois, des puissants, des bourgeois, des intellectuels et bien d'autres sont tombés en vain sous la hache. Qui donc voulez-vous encore éliminer ? Combien vous faut-il encore de victimes pour tirer enfin les leçons de l'histoire ? Certes, citoyen, vous n'avez rien suggéré de tel, mais parmi ceux qui, de nos jours, aspirent à l'Égalité tout en partageant votre aveuglement, certains y pensent sans doute et beaucoup ignorent que telle est la voie dans laquelle la force des choses les entraînerait s'ils avaient l'occasion de mettre leurs idées à l'épreuve !

Vous dites, citoyen, que, pour réaliser l'Égalité, « *il suffirait que la Cité impose des revenus égaux* ». Il est donc temps d'exposer les principes du fonctionnement de la monnaie, fruit de Largent. Ils sont au nombre de deux.

Elle fonctionne tout d'abord selon le principe des vases communicants. Dans la mesure où elle est un moyen d'échange qui s'échange, elle circule de mains en mains, elle passe d'un individu à un autre, de sorte que, pour qu'il y ait de la monnaie ici, il faut en prendre là. Ceci explique, par exemple, pourquoi l'État, ayant besoin de moyens financiers, lève des impôts ; pourquoi il est obligé de réduire les dépenses dans un domaine quand il désire en favoriser un autre ; et pourquoi l'annonce d'une baisse d'impôts entraîne soit le sacrifice de services publics (du moins la réduction du budget qui leur est alloué), soit l'apparition de nouvelles formes de prélèvements. Ainsi les politiciens qui ne s'attaquent pas à Largent sont-ils réduits à gérer à leur manière l'inégalité, non à la résoudre. Ils se qualifient pudiquement de

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

gestionnaires, mais ce ne sont que des jongleurs, des saltimbanques.

La monnaie fonctionne enfin selon le principe de l'attraction. Dans la mesure où chaque unité monétaire incarne des droits, plus un individu en possède, plus il est riche, plus il a de droits, plus il a de pouvoir sur les choses et les hommes, plus il a l'occasion et les moyens de s'enrichir davantage. Toutes les portes s'ouvrent devant les riches ; toutes ou presque restent fermées pour les pauvres. Voilà pourquoi « *l'argent va à l'argent* » et comment le « *fossé social* » se creuse de génération en génération.

Il va sans dire que le fonctionnement même de la monnaie, ajouté aux conséquences d'un système d'échange reposant sur la notion de valeur (marchande), ne permet pas que la masse monétaire se répartisse naturellement de manière égale entre les « Citoyens ». La « Société » ne peut donc pas, qu'elle le veuille ou non, assurer à chacun des revenus égaux. Il est dès lors ridicule de faire d'un projet égalitariste voué à l'échec la chose la plus facile à entreprendre, pour ensuite imputer aux hommes, contre toute évidence, un manque de volonté égalitaire. Quand même la passion des hommes pour l'Égalité serait-elle endormie ou difficile à déceler en temps ordinaire, cela ne la démentirait pas, car ce serait par trop négliger la résignation à laquelle Largent les contraint.

Qui plus est, citoyen, en disant qu'« *il suffirait que la Cité impose des revenus égaux* », vous sous-estimez non seulement les effets inévitables de Largent et le fonctionnement de la monnaie, mais vous sous-entendez des solutions impraticables. En effet, comment établir des revenus égaux ? Cet équilibre ne pouvant être atteint ni maintenu naturellement, l'État devrait nécessairement intervenir. Il y aurait alors deux solutions possibles (en apparence) : 1) l'État devrait définir un revenu standard et l'assurer à tous les « Citoyens » en prenant aux riches pour donner aux pauvres, en interdisant de s'enrichir au-delà du seuil autorisé, 2) tous les « Citoyens » devraient être payés directement et également par l'État (28). Mais, dans un cas

(28) Il est donc trois systèmes possibles : à une extrémité, les systèmes purement capitalo-libéraux dans lesquels, sous prétexte de Liberté et de Propriété, l'État n'intervient pas, du moins pas en faveur de l'Égalité ; à l'autre, les systèmes dit communistes, dans lesquels, sous prétexte d'anti-capitalisme, l'État est partout, la Liberté et l'Égalité nulle part ; enfin, à mi-chemin entre les deux, les systèmes dans lesquels, sous prétexte d'humanité, l'État providence adopte des

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

comme dans l'autre, outre les difficultés techniques, politiques, économiques et les résistances humaines qui, au final, déjoueraient tous les calculs et feraient échouer toute expérience de ce type (29), ne sentez-vous pas toute l'absurdité de pareils systèmes ? S'il est admis que Largent engendre richesse et pauvreté, et si l'on aspire à l'Égalité, pourquoi s'accrocher à Largent dont les effets négatifs sont reconnus ? Pourquoi ne pas éradiquer directement la cause de l'inégalité au lieu de se perdre dans des jongleries grotesques et sans fin ? Car comment imaginer un instant que ces systèmes soient heureux et durables ? N'est-ce pas le comble de la démagogie que de vouloir conserver le système monétaire en lui ôtant sa logique propre, aussi catastrophique soit-elle ? N'est-ce pas ajouter l'incohérence à l'injustice ? Par ailleurs, ne serait-ce pas infliger aux hommes le supplice de Tantale que de perpétuer chez eux la soif de l'or sans jamais leur permettre de l'étancher ?

Du reste, citoyen, en focalisant sur l'inégalité des revenus, vous avez perdu de vue qu'elle n'est qu'un problème parmi une infinité d'autres également liés à Largent et à la matérialisation des droits par la monnaie ! En admettant qu'il soit possible pour un État de niveler les salaires, en quoi cela empêcherait-il les individus d'épargner, de voler ou de s'enrichir autrement que par le travail ? En quoi les individus et l'État seraient-ils libérés des préjugés capitalistes et des contraintes financières (30) ? Comment dès

« mesurette » qui n'éradique pas les inégalités mais ménagent des libertés (qui ne sont pas la Liberté).

(29) Une expérience de ce type, quoique moins ambitieuse, fut tentée durant la Révolution française sous le nom de Maximum (des prix et des salaires). Elle suscita des difficultés sans nombre et se heurta même à l'hostilité de ceux qui en avaient réclamé l'instauration.

(30) La théorie la plus audacieuse et pourtant encore incohérente est sans doute celle de l'économie distributive dite de l'abondance. Elle prône un versement mensuel à tous les Citoyens, par l'État, d'un revenu égal sous forme de crédits, c'est-à-dire d'une monnaie qui ne s'échangerait pas, mais qui serait débitée du compte des Citoyens en proportion de leurs achats, puis détruite. Cette théorie résout en apparence nombre de problèmes. Mais, à l'instar de sa monnaie, elle ne tient pas debout. En effet, c'est de l'échange d'objets entre eux que naît la notion de valeur marchande, que nous appelons Largent. Largent, à son tour, supporte le troc et engendre la monnaie, c'est-à-dire des unités de valeur qui s'échangent contre des objets ou des services. Or les crédits proposés par l'économie distributive ne s'échangeraient pas ; ils ne seraient donc pas une conséquence logique de Largent. Par contre ils serviraient à acheter des objets ou services ayant un prix, une valeur marchande, alors même que la notion de valeur

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

lors un tel État, ayant lui aussi la monnaie pour seul levier, ferait-il face aux problèmes, sinon comme tout État capitaliste ordinaire ? Et, puisqu'il est question de salaires, cet État serait-il plus à même que les États capitalistes d'en accorder un à tous les individus qui participent à la vie de la « Cité » sous une forme autre que le travail et qui sont donc Citoyens ?

Enfin, citoyen, la raison principale pour laquelle votre postulat est irrecevable, et par suite votre conclusion, c'est que l'égalité des revenus n'est pas l'égalité en Droits. Certes la monnaie incarne des droits, mais des droits tels que le système monétaire peut les concevoir et qui ne sont pas des Droits au sens propre du terme. Dans l'inégalité, parler de *droits* est un abus de langage car ils n'ont rien de commun avec ceux dont jouissent les Citoyens dans l'Égalité qui est le seul véritable état de Droits. Un revenu monétaire confère du pouvoir d'achat, c'est-à-dire le droit d'accéder au marché. Mais ce droit n'est en rien le Droit d'accès dont doivent effectivement jouir des Citoyens.

Pour commencer, ce Droit est un Droit indirect, puisqu'il découle des Droits fondamentaux à la Sécurité et à la Liberté, autrement dit du Droit fondamental pour un Citoyen de profiter des bienfaits de sa Cité, et doit donc, comme tout Droit indirect, être égal pour tous les Citoyens, égalité que la monnaie ne permet pas d'établir, si ce n'est en rêve. Ce Droit doit en outre être *constant* et égal *en permanence* (tant que l'individu est Citoyen), constance et permanence que même un État qui parviendrait à égaliser les

marchande n'aurait plus de raison d'être. Que seraient ces prix, sinon des données artificielles fruits de décisions purement arbitraires ? Pourquoi les choses auraient-elles d'ailleurs encore un prix, puisque les vendeurs n'auraient aucun intérêt à faire payer leurs marchandises ? En somme, les prix tendraient vers zéro, les revenus soi-disant fixes, vers l'infini, et le système, à sa perte. Mais pourquoi conserver ce genre de moyen d'échange quand, de fait, les droits seraient conférés par la Citoyenneté ? La réponse est simple : c'est une question de préjugés capitalistes. C'est ce qui arrive aux audacieux qui remettent tout en cause, même la monnaie, mais demeure prisonniers de la croyance que la notion de valeur (marchande) est nécessaire pour échanger, autrement dit de Largent. Ainsi, dans leur esprit, les choses doivent avoir un prix, ce qui suppose que les « Citoyens » doivent disposer d'unités (de valeur) pour acheter. Ils contestent les mécanismes de la monnaie et sapent de fait sa raison d'être (Largent), mais continuent de voir les choses à travers la notion de valeur marchande. Ils conservent donc Largent, imaginent une monnaie invraisemblable, et accouchent d'un système capitaliste artificiel qui, à la première occasion, retournerait au galop au capitalisme naturel. Il suffit, pour s'en persuader, de savoir que l'économie distributive, qui pourtant se veut égalitaire, prévoit de différencier les salaires selon les activités, donc de perpétuer le gain comme source de motivation.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

revenus ne pourrait assurer, puisqu'il est dans la nature de la monnaie d'être échangée, les droits qu'elle confère s'épuisant donc à mesure qu'ils sont exercés. Ensuite, le Droit d'accès doit être conféré par la Citoyenneté et attaché au Citoyen en question, ce qui est contraire au caractère anonyme et vagabond des unités monétaires. Pour finir, un Droit indirect n'a pas de bornes en lui-même. Il est borné extérieurement et naturellement par l'usage qu'en fait le Citoyen, par l'exercice par les autres Citoyens de ce même Droit, par le respect des Droits d'autrui, par la nature des choses et éventuellement par la loi (31). Le Droit d'accès doit donc être indéfini ou théoriquement illimité, ce qui est logique puisqu'il est conféré directement par la Citoyenneté qui ne se quantifie pas. Mais cette logique est contrariée par la monnaie qui borne le droit d'accès des individus aux sommes dont ils disposent, qui le borne donc, de façon artificielle, avant même qu'il soit exercé. Une fois de plus Largent assassine les Principes !

Monsieur Neurone : *Mais, Monsieur l'accusateur, Largent permet d'accorder une valeur aux choses ! Sans lui, plus de valeurs !*

Citoyen, vous confondez la notion de valeur et celle de valeur marchande. Rien n'a en soi de la valeur. Ce sont les hommes qui accordent une valeur aux choses, et c'est Largent (ou la monnaie) qui leur attribue ou permet de leur attribuer un prix. Or ce n'est pas parce qu'une chose n'a pas de prix qu'elle n'a aucune valeur. Plus exactement, un individu n'a pas besoin que le marché décrète le prix d'une chose pour que cette chose ait ou non de la valeur à ses yeux, c'est-à-dire de l'intérêt. Il est des choses qui n'ont de valeur que pour lui. Inversement, les prix ne reflètent souvent en rien la valeur que les individus accordent aux choses en question. Nous voyons donc que la disparition de Largent, de

(31) Par exemple, le Droit de circuler qui découle de la Liberté, est borné par l'envie de bouger du Citoyen, par les moyens de locomotion dont il dispose, par l'affluence de ses Concitoyens sur son chemin, par les murs, les fossés ou les escarpements qui naturellement empêchent de passer, par l'existence de chemins et de routes qui imposent l'itinéraire, par le respect du code de la route en ce qui concerne les automobilistes, et enfin par la loi qui peut réglementer la vitesse, le sens de circulation, interdire l'accès à certains lieux, etc.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

la monnaie et des prix n'entraînerait pas celle des valeurs. Mais ces valeurs seraient alors subjectives, non officielles ; elles seraient conçues par les individus, non dictées par le marché ; en un mot, elles seraient justes, non plus arbitraires.

D'ailleurs, que sont les prix, ces valeurs soi-disant indispensables ? Nous venons de dire qu'ils ne correspondent pas à la valeur personnelle et indéfinissable que les individus attribuent aux choses ou qu'ils leur attribueraient s'ils étaient libres de le faire. Mais correspondent-ils seulement aux choses dont ils sont sensés déterminer la valeur ? Qui n'a jamais dit : « *C'est (trop) cher pour ce que c'est !* » ou « *C'est donné !* » ? Ces deux expressions qui illustrent les cas extrêmes révèlent clairement ce que les cas intermédiaires permettent difficilement de réaliser, à savoir que les prix sont sans rapport avec les marchandises. Pour s'en persuader, il suffit de savoir comment ils se forment.

Selon la théorie économique classique, les prix résultent de la « loi » de l'offre et de la demande, c'est-à-dire de la convergence entre l'intérêt de l'entreprise de vendre à un certain prix un objet produit dans une certaine quantité et la possibilité pour les consommateurs d'acheter à ce prix. Le fait que le prix d'un objet fluctue selon la quantité produite ou vendue dit assez que ce prix ne détermine pas la valeur propre du produit à l'unité, puisqu'il varie selon des critères qui sont sans rapport avec lui. Une autre version de cette loi de l'Offre et de la Demande consiste à voir vendeur (ou producteur) et consommateur marchander et tomber d'accord sur le prix. Il est donc là encore évident que, dans la mesure où le prix dépend, d'un côté, de l'envie ou du besoin d'acheter et du pouvoir d'achat du consommateur, de l'autre, des besoins financiers, de la volonté de vendre et du caractère du vendeur, il est donc évident, disons-nous, qu'un prix variable à l'infini ne reflète pas la soi-disant valeur intrinsèque des objets, qu'un objet n'a tout simplement pas de valeur intrinsèque. En un mot, ce n'est pas l'objet qui induit un prix : c'est le prix exposé à tous les aléas qui détermine la valeur marchande momentanée de l'objet, valeur sans rapport avec l'objet lui-même.

Mais ces deux versions sur la manière dont les prix s'établissent sont en grande partie fausses. En règle générale, le prix est fixé à l'avance par le vendeur, en fonction de sa perception de ses intérêts et de son avidité, en un mot de sa politique. Les considérations et la situation des acheteurs n'entrent pas en ligne

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

de compte. C'est à prendre ou à laisser. Le prix d'un même objet varie donc selon les vendeurs et leurs humeurs, prouvant une fois de plus que les prix n'émanent pas des objets eux-mêmes, qu'ils ne traduisent en rien une valeur intrinsèque aux objets.

Ainsi, ce qui est cher aujourd'hui ne le sera pas forcément demain, et ce qui est bon marché maintenant peut valoir une fortune plus tard. De même, ce qui est rare n'est pas nécessairement cher, et ce qui est cher n'est pas nécessairement rare. Les hommes ont parfois la possibilité de donner mais sont généralement contraints de vendre. Le cas du don est donc particulier. Lorsqu'il concerne un bien acheté par le donneur, il implique que le donneur ne cherche pas à se rembourser. Lorsqu'il concerne un bien hérité ou trouvé par le donneur, il implique qu'il ne cherche pas à en tirer profit. Dans un cas comme dans l'autre, il faut que le donneur soit relativement sourd aux commandements de Largent et libéré des réflexes capitalistes. Mais, de manière générale, les hommes sont pris dans l'engrenage du système monétaire, et les choses doivent avoir un prix minimum qui est leur coût de revient, pour les entreprises, ou leur coût d'achat, pour les revendeurs en tous genres, de sorte que leur vente, à défaut de leur faire gagner quelque chose, ne leur fasse rien perdre.

Pour un commerçant, simple intermédiaire, le coût d'achat est la somme qu'il a versée pour acquérir l'objet avant de le revendre à son tour à ce prix minimum (32). Mais un commerçant doit vivre de son activité. A ce prix, il doit donc ajouter une marge bénéficiaire : le prix de son temps et de son travail. Au prix ainsi obtenu, il peut ajouter une nouvelle marge bénéficiaire dans le but, non plus de vivre, mais de s'enrichir. Au fond, ces deux marges bénéficiaires sont fixées de manière purement arbitraire, suivant l'appétit des commerçants et le prix auquel ils estiment leur travail. La somme de tous ces prix constitue le prix de vente, « le prix des objets ». Or le prix de leur marchandise, qui correspond au coût d'achat pour les commerçants, est issu du même processus. Les fournisseurs fixent eux aussi leurs prix d'après leur propre coût d'achat et les marges bénéficiaires qu'ils

(32) Nous simplifions. En fait, le coût d'achat, pour un commerçant, est constitué non seulement par le prix auquel il a acheté ses marchandises, mais aussi par le coût de leur transport, de leur conservation, de leur présentation, par les taxes que l'État prélève dessus, etc., autant de coûts imposés au vendeur et qui sont supportés au final par le client. Il s'agit, en somme, d'un coût de revient.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

veulent dégager. Les fournisseurs des fournisseurs procèdent de même. Un coût d'achat ne correspond donc pas plus qu'un prix de vente aux prix des choses, à leur valeur, mais aux marges que les différents intermédiaires se sont successivement accordés.

Il en va de même pour les entreprises qui, dans un système monétaire, sont moins faites pour produire des richesses que pour enrichir les patrons. C'est alors le patron qui tient le rôle de commerçant et fixe les prix. La différence réside dans le fait que les marges en question se confondent et sont, selon la taille de l'entreprise et la nature de la production, soit incluses dans le coût de revient soit ponctionnées sur les bénéfices. Le prix minimum global des produits (ou des services) de l'entreprise, le coût de revient de la production, correspond au coût d'achat des matières premières et autres marchandises, auquel s'ajoutent le coût de production (machines, énergie, pertes, taxes, loyer, etc.), le coût du travail des employés (salaires bruts et taxes), c'est-à-dire la *valeur ajoutée* (33), et enfin les frais divers (tenues vestimentaires, comité d'entreprise, voyages, repas, actions, pots-de-vin, loyer, etc.). A moins que le patron se considère comme un employé et intègre ses marges au coût du travail, il ne gagne rien si l'entreprise vend ses produits à ce prix minimum qui ne fait que compenser ses dépenses. Il doit alors gonfler les prix pour se constituer une marge bénéficiaire. Nous voyons donc que les prix de vente servent en partie à payer des hommes, les hommes impliqués directement ou indirectement dans l'entreprise, en partie à payer des choses. Mais ces choses qui représentent un coût pour l'entreprise n'ont elles-mêmes un prix que parce que les entreprises qui les produisent doivent payer leurs propres employés et leurs fournisseurs.

En somme, ce sont les hommes qui coûtent, qui ont un prix ; ce sont eux que l'on paye réellement, pas les objets. Les choses n'ont de prix que pour permettre aux entreprises de payer leurs employés qui, à leur tour, pourront avec leurs salaires acheter les produits d'autres entreprises qui, avec leurs recettes, paieront leurs employés, et ainsi de suite. Les prix ne reflètent donc pas la

(33) Nous aurions dû également parler des coûts de gestion, de maintenance, de distribution, de promotion, etc., autant de coûts qui, au fond, correspondent à des salaires versés par l'entreprise à des employés, que ce soit les siens ou ceux d'autres entreprises, coûts qui se rapportent aux hommes et qui entrent dans la composition ou peuvent être assimilés au coût du travail proprement dit.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

valeur des choses (34), mais représentent essentiellement le coût du travail, de sorte que, si les Citoyens étaient rémunérés autrement qu'avec de la monnaie et consommaient par le biais d'un autre moyen d'échange, les prix n'auraient aucune raison d'être et les hommes ne souffriraient pas de la disparition de la notion de valeur marchande qui n'est qu'une illusion.

Cependant, la suite ininterrompue de cause à effet permet de prendre l'effet pour la cause. Nous disons que les choses ont un prix (effet) parce que les hommes sont payés en monnaie (cause). Or il peut sembler tout aussi vrai de dire que les hommes ont besoin de monnaie (effet) parce que les choses ont un prix (cause). Mais ce raisonnement n'a que l'apparence de la vérité ; il est juste d'un point de vue individuel, mais faux dans l'absolu. Un effet disparaît avec sa cause. Ne plus payer les hommes avec de la monnaie, donc instituer un nouveau mode de rémunération et d'accès au marché ou aux choses, supprime les prix *de facto*. Par contre, il est impossible de supprimer les prix tant que les hommes sont payés en monnaie, tant que les entreprises ont besoin d'en obtenir via la vente de leurs produits. Le prix des choses est donc bien la conséquence, et non l'origine, de la rémunération du travail en monnaie. C'est pourtant ce raisonnement fallacieux que font sans s'en rendre compte ceux qui soutiennent l'impossibilité de supprimer cette dernière. Ainsi, leurs grands discours sur la nécessité de la valeur reposent sur un postulat qui n'en a lui-même aucune. Quelle ironie !

Il n'en demeure pas moins que les choses ont un prix dans un système monétaire et que, même pour un instant, ce prix détermine ce que l'on appelle leur valeur (marchande). Nous avons vu que cette valeur ne signifie rien quant aux objets eux-mêmes. Nous devons ajouter que des prix fixes ne signifient rien en eux-mêmes par rapport aux individus. En effet, que signifie un même prix pour des individus diversement fortunés ? Hormis le

(34) Disons mieux : non seulement les prix ne reflètent pas la valeur des choses, mais les choses n'ont de valeur marchande, c'est-à-dire un prix, que parce que les hommes croient qu'elles doivent en avoir une. Cette croyance (Largent) ne s'applique pas à un objet en particulier ; elle les concerne tous de manière générale. Comme ils croient que tout a un prix (acquittable en monnaie dans un système monétaire), les hommes anticipent l'acte d'achat, croient qu'ils vont avoir besoin de monnaie et exigent de la monnaie en contrepartie de leur travail. Dès lors les choses ont réellement un prix.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

cas du prix nul qui met réellement l'objet ou le service en question à portée de tous, tout prix prend une valeur différente suivant les individus et leur fortune. Ainsi, 1.000 € représentent 100 % des revenus de quelqu'un qui en gagne 1.000, mais seulement 10 % des revenus de quelqu'un qui en gagne 10.000. Dans le premier cas, ces 1.000 € représentent tous les moyens de vivre de l'intéressé ; dans le second, une partie seulement. De fait, les prix qui fixent soi-disant la valeur des choses établissent en réalité, pour chaque chose, autant de valeurs relatives qu'il y a d'individus ou de niveaux de revenus. Or, comme il est impossible que les prix soient proportionnels aux revenus ou à la fortune (35), ils sont généralement fixes. Tout est donc de plus en plus cher pour les individus de plus en plus pauvres, et inversement pour les riches. Il est d'ailleurs inexact de dire que certaines choses sont de plus en plus chères quand, en fait, leur prix les rend purement inaccessibles à de nombreuses bourses.

Enfin, le comble, c'est que la valeur même d'une unité monétaire est changeante. Que le support de la monnaie soit métallique, donc que la valeur officielle d'une pièce corresponde à la valeur de la quantité de métal qu'elle renferme, ou que la monnaie soit fiduciaire, donc que sa valeur soit pure convention, sa valeur réelle n'est pas fixe pour autant. La valeur d'une unité monétaire dépend de ce qu'elle permet d'acheter. Or elle augmente quand les prix baissent, et baisse quand ils augmentent. De même, elle augmente quand la masse monétaire diminue, et diminue quand la masse monétaire augmente. Quant aux monnaies métalliques, leur valeur réelle dépend de la quantité de métal disponible dans le pays. Plus un pays regorge de métal, moins ce métal a de valeur, moins les pièces faites de ce métal en ont ; et inversement. Le cas de l'Espagne enrichie puis ruinée par l'or des Amériques est bien connu.

Nous voyons donc que, sous quelque angle que nous abordions la question des prix et de la valeur (marchande), ces concepts n'ont aucune consistance et ont pour seule raison d'être Largent. Ils ne signifient rien pour les objets, et une infinité de choses pour les individus. Les objets coûtent mais ne valent rien. Il n'y a pas de *juste prix* ; il n'y a que des prix, des prix qui n'impressionnent

(35) Même un État qui reconnaît juste le principe de l'impôt proportionnel à la fortune est incapable de l'appliquer à la lettre, puisqu'il impose les revenus par tranche. De plus, hormis pour les impôts directs, jamais il ne prend en compte le niveau des revenus. Il viole donc le principe « juste » qu'il a lui-même reconnu.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

et n'arrêtent que les pauvres ! Les soi-disant valeurs du système monétaire sont bien plus utiles à l'oppression qu'aux échanges ! Supprimez Largent et ses valeurs hypocrites : il reste les véritables valeurs, celles que les individus accordent eux-mêmes et qui ne se mesurent pas !

Monsieur Aveugle : *D'accord, mais comment échanger sans la notion de valeur ?*

Citoyen, la façon même de poser votre question vous empêche d'y répondre. Au lieu de vous demander comment échanger sans la notion de valeur (marchande), demandez-vous d'abord pourquoi nous échangeons en y faisant appel. Vous comprendrez alors que vous ne concevez qu'une certaine forme d'échange et que vous êtes prisonnier de cette conception et de sa logique.

Pourquoi faisons-nous donc appel à la notion de valeur marchande, et à quoi cela sert-il ? Elle sert à attribuer une valeur aux choses, de sorte qu'elles puissent être échangées contre d'autres choses ou des sommes de monnaie de valeur équivalente. Cette notion permet aux individus d'échanger entre eux, de pratiquer le troc direct ou indirect (par le biais d'une monnaie), ce qui est logique puisqu'elle est née de la pratique même du troc. En fait, il est inévitable que des individus qui échangent entre eux fassent appel à la notion de valeur et, inversement, recourir à la notion de valeur est symptomatique de la conception individualiste de l'échange monétaire. Ainsi, citoyen, lorsque vous demandez comment échanger sans la notion de valeur (marchande), vous vous demandez en réalité comment peut exister l'échange individualiste sans elle. Vous prouvez que vous êtes enfermé dans la conception individualiste de l'échange où la notion de valeur a un sens et est en effet nécessaire. En clair, vous tournez en rond.

Contester la nécessité de la notion de valeur marchande (Largent) revient donc à contester la conception individualiste de l'échange. Mais, au nom de quoi la contester ? Au nom de la fonction même des échanges, au nom de leur dimension sociale.

Le troc, à l'origine de la notion de valeur marchande, n'implique pas les individus en tant que Citoyens. Il se pratique à deux, mais suppose que tous les individus produisent et échangent, de sorte qu'ils sont indépendants en apparence, mais interdépendants en

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

réalité. Sur le plan des Principes, la Société est anéantie, puisque, au lieu de participer à la vie de la Cité et de remplir ainsi envers elle le premier Devoir du Citoyen, les individus produisent pour eux-mêmes et n'attendent plus qu'elle leur garantisse le Droit qu'ont des Citoyens de profiter de ses bienfaits. Le troc nécessite cependant une « Société » qui reconnaisse aux producteurs le droit de posséder leur production, puisqu'ils doivent en être propriétaires pour pouvoir l'échanger. A défaut d'être justifiée par les Principes, la pratique du troc est acceptable lorsque les individus sont tous de petits producteurs, d'autant plus qu'elle est alors techniquement inévitable et socialement indolore. Mais avec l'évolution apparaît la monnaie qui permet de troquer de manière indirecte et perpétue la conception individualiste de l'échange, quoiqu'elle soit frappée par un État, symbole de la « Société ». Elle confère aux individus qui en sont pourvus le droit de participer aux échanges en accédant au marché. La « Société » garantit toujours aux producteurs la propriété de leur production, mais cette garantie n'intéresse plus aujourd'hui que les entreprises, les individus ne produisant plus rien seuls, à quelques exceptions près. Il y a donc entre le troc et le système monétaire, à l'heure actuelle, un dénominateur commun et trois différences fondamentales.

Le dénominateur commun est la conception individualiste des échanges, le fait que les « Citoyens » ne sont impliqués dans les échanges qu'en tant qu'individus. La première différence est que les individus ne sont plus, particulièrement aujourd'hui, des producteurs indépendants mais des travailleurs complémentaires ; la deuxième, qui découle de la première, est que la « Société » ne joue plus du tout le même rôle du point de vue des individus : sous le troc, elle leur garantit le droit de propriété sur leur production ; dans le système monétaire, elle cautionne la monnaie qui, distribuée par les entreprises, confrère aux individus le droit d'accéder au marché. La troisième différence, conséquence des deux premières, est que les biens que les individus retirent de l'échange ne sont plus la production de quelqu'un, puisque personne ne produit plus rien seul, mais sont pour ainsi dire retiré du produit commun, du produit de la « Société », puisque tout le monde contribue à la production. Ainsi, sous le troc, les individus s'échangent des propriétés, des droits ; dans un système monétaire, l'échange résulte de l'exercice par les individus de droits obtenus généralement en

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

travaillant, liés en quelque sorte à leur statut de travailleurs (36), et exercés auprès de la « Société ». La nature de l'échange n'est donc plus la même.

Ainsi, quoique la monnaie perpétue la conception individualiste des échanges et que le système monétaire soit en théorie un système d'échange individualiste, les individus, en pratique, n'échangent plus ni directement ni indirectement entre eux, et la notion de valeur marchande n'a plus de raison d'être. Autrement dit, la façon dont les hommes échangent aujourd'hui ne correspond plus à leur conception de l'échange. La réalité a évolué plus vite que les mentalités, et Largent, fondement de l'échange individualiste, est devenu un anachronisme.

Les hommes ne s'en sont pas rendus compte, mais une conception révolutionnaire de l'échange s'est développée sous Largent et malgré lui. Il ne s'agit plus d'échanges entre individus, mais d'échanges entre l'individu et la « Société ». Il ne s'agit plus d'échanger des objets contre d'autres, mais de remplir des devoirs envers la « Société », via les entreprises, afin d'obtenir des droits dans cette « Société ». Il y a donc une nette évolution dans le bon sens, vers la dimension sociale que l'échange n'aurait jamais du perdre. Certes, Largent et ses mécanismes ne permettent pas d'aller plus loin, c'est-à-dire de lier l'accès au marché à la Citoyenneté elle-même. Mais l'évolution ne s'arrêtera pas, alors que Largent, lui, arrive au terme de la sienne. La prochaine étape sera donc inévitablement l'anéantissement de Largent et la disparition de la notion de valeur marchande.

Reste à savoir comment échanger sans cette dernière. A défaut d'apporter ici la solution, posons-en au moins le principe.

Renoncer à la notion de valeur marchande, c'est rejeter tout autant l'échange des objets entre eux que l'échange entre individus, et condamner autant Largent et le système monétaire que l'inégalité en droits. C'est donc adopter une conception de l'échange radicalement différente. Nous venons de dire qu'une conception révolutionnaire de l'échange est apparue, quoiqu'elle soit encore imparfaite. Issue de l'échange entre individus, elle

(36) Lorsque les salaires sont standards, définis par des barèmes, les individus ne sont pas payés en raison de leur travail, mais en fonction de leur emploi, quelle que soit la manière dont ils le remplissent. Ceci est plus évident encore lorsque l'on considère le salaire minimum fixé par la loi, destiné à payer sur un pied d'égalité une grande partie des travailleurs qui pourtant occupent une variété infinie d'emplois.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

consiste en l'échange entre l'individu et la « Société ». Elle est imparfaite parce qu'elle ne va pas au bout de la logique sociale, étant enfermée dans le carcan de la logique monétaire. Mais nous pouvons deviner que cette conception préfigure celle de l'échange entre le Citoyen et la Cité, échange qui consistera, pour le Citoyen, à s'acquitter de ses Devoirs envers la Cité et, pour la Cité, à lui garantir ses Droits de Citoyen, dont celui de profiter de ses bienfaits et, partant, d'accéder au marché. C'est au fond le type d'échange en vigueur aujourd'hui, à cela près que les individus reçoivent de leur entreprise, non de la Cité, le droit matérialisé et dénaturé par la monnaie d'accéder au marché, que ce droit est limité et inégal, au lieu d'être indéfini et égal, et qu'ils accèdent au marché, non en tant que Citoyens, mais en tant que détenteurs de monnaie.

Tel est le mode d'échange prescrit par les Principes de l'ordre social. On voit donc à quel point sont infondées les idées de ceux qui croient qu'échanger sans recourir à la monnaie et à la notion de valeur marchande serait revenir au troc ou qui, parce qu'il est évident que certains objets ne peuvent être échangés contre d'autres, soutiennent qu'un étalon de la valeur est une absolue nécessité. Nous venons cependant de montrer que l'échange direct ou indirect d'objets entre individus n'est déjà plus la norme, et donc que l'échange monétaire, fondé sur la notion de valeur (née du troc), n'a plus en soi de raison d'être, pas plus qu'un retour au troc n'a de sens. Il n'y a pourtant pas eu de marche arrière dans l'évolution ! En finir complètement avec la notion de valeur marchande ne serait pas davantage un retour au passé. Au contraire, cette évolution, rendue possible par les évolutions en cours (notamment technologique), serait un formidable pas en avant ! L'Homme découvrirait enfin l'Égalité et ses prodiges, et réaliserait l'ampleur des crimes de L'argent.

Monsieur Cupide : *Si les Citoyens étaient égaux, ils auraient tous la même chose !*

Citoyen, vous oubliez que l'Égalité en question s'applique aux Droits, et, manifestement, ce que vous appelez *chose*, ce sont les biens, les propriétés. Vous soutenez donc qu'*avoir les mêmes Droits* serait *avoir les mêmes biens*. C'est en soi un non-sens.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

En fait, vous ne comprenez pas ce qu'est l'Égalité. Des Citoyens sont égaux en Droits lorsque, après s'être tous acquittés des mêmes Devoirs (fondamentaux) envers la Cité, celle-ci leur garantit les mêmes Droits (fondamentaux et indirects). Un Droit indirect est la possibilité de faire quelque chose ; c'est une liberté. En l'occurrence, la Cité doit garantir à tous ses Citoyens le Droit fondamental de profiter de ses bienfaits et le Droit indirect (ou la liberté) d'accéder au marché. Ce Droit indirect est égal pour tous les Citoyens du fait qu'il leur est conféré par leur Citoyenneté même, et non par des unités monétaires qui certes confèrent le droit d'accéder au marché mais seulement en proportion de la quantité d'unités dont les individus disposent. Ainsi, aujourd'hui, des riches et des pauvres, inégaux financièrement, inégaux dans le droit d'accéder au marché et de ce fait inégaux en droits tout court, ne peuvent acquérir les mêmes choses et n'ont pas en effet les mêmes choses. L'inégalité en droits implique donc des écarts importants en propriétés, ce qui, *a priori*, laisse à penser que, dans l'Égalité, les Citoyens auraient la même chose. Mais c'est négliger le fait que, quoiqu'il n'y ait pas égalité entre tous les individus dans une « Société » monétaire, des individus ayant le même revenu ou percevant le même salaire sont, eux, pour ainsi dire, égaux en droits. Or ces individus égaux au regard du système monétaire ont-ils les mêmes choses ? Non ! Pourquoi cela serait-il différent si tous les individus formant la Société, tous les Citoyens, étaient égaux en Droits ?

Cela dit, il est une raison élémentaire pour laquelle des Citoyens égaux en Droits ne peuvent avoir la même chose : c'est que, par définition, les Droits sont des libertés et que, par conséquent, les Citoyens sont libres d'en user comme il leur plaît, du moment qu'ils n'attendent pas aux Droits d'autrui. Ils exercent donc leurs Droits en fonction de leurs goûts, de leurs désirs, de leurs besoins, de leurs caractères, etc., c'est-à-dire en fonction de leur personnalité. Les différences naturelles qui existent entre les individus se reflètent dans la manière dont ils exercent leurs Droits. En outre, le Droit indirect dont il est question est celui d'accéder au marché. De l'exercice de ce Droit découle celui de Propriété, c'est-à-dire le Droit de posséder les biens retirés du marché, Droit particulier dont les Citoyens jouissent mais pour lequel le terme *exercer* ne veut rien dire. Il est donc évident que des Citoyens qui exercent différemment ce Droit (d'accéder au

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

marché), qui donc retirent du marché des biens différents, ne peuvent à l'arrivée être propriétaires des mêmes biens.

Il est une seconde raison pour laquelle votre remarque, citoyen, est ridicule : c'est que, même si un État décrétait que les Citoyens doivent posséder les mêmes choses, ce serait non seulement absurde mais il lui serait encore impossible de réaliser son projet. Mais d'abord, pourquoi faire intervenir l'État ? Parce que nous venons de voir que les différences naturelles entre les individus les portent naturellement, en tant que Citoyens, à vouloir acquérir des choses différentes, et que seul un État et ses lois, un État tyrannique de surcroît, pourraient contrarier ou espérer contrarier ce penchant naturel. Mais un État tyrannique est incompatible avec l'Égalité, puisqu'il est engendré par l'inégalité et engendre à son tour des inégalités en dépouillant la masse des « Citoyens » de droits et de libertés au profit d'une minorité de privilégiés. Combien de temps en effet faut-il aux hommes disposant du pouvoir pour en abuser, plus encore lorsque ce pouvoir est sans borne ? Il serait du reste absurde de vouloir contraindre les hommes, soi-disant au nom de l'Égalité, à posséder les mêmes choses. Car, comment définir ce qu'ils doivent posséder ? Comment une même définition conviendrait-elle à tout le monde ? Les hommes ne pouvant s'entendre ni sur les genres, ni sur les styles, ni sur les quantités, quel intérêt auraient-ils à l'uniformité des propriétés, à plus forte raison si l'on songe que seul un État tyrannique peut chercher à l'établir ? Quel intérêt aurait l'État lui-même à une entreprise contraignante pour lui, sans être heureuse pour personne ? Quel intérêt aurait-elle du simple point de vue économique, puisque fixer la quantité, le genre et le style des propriétés signifie limiter voire réduire la production, l'accroître artificiellement dans certains domaines, affaiblir ou anéantir la capacité d'exportation, interdire la concurrence et peut-être les importations, étouffer l'esprit d'initiative et le génie créatif ? En un mot, pour que cette uniformité soit possible, ne serait-ce que sur le papier, il faudrait que les hommes soient des clones, voire des robots, et que les gouvernants soient à la fois vertueux et complètement idiots. C'est assez dire qu'elle est irréalisable. Vous voyez donc, citoyen, que l'« égalité » en biens est chimérique, l'imaginer, insupportable, chercher à l'établir, criminel, et l'atteindre, impossible !

Mais votre crainte, citoyen, n'est pas seulement ridicule en elle-même, elle est aussi ridicule par rapport à notre propos. Car nous

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

faisons le procès de L'argent, pas celui du principe de l'échange par l'intermédiaire d'un moyen. Nul ici ne conteste la nécessité d'un moyen d'échange, même si la monnaie n'est pas celui qui convient à l'Égalité. Or, par définition, un moyen d'échange est un moyen qui permet aux individus qui en disposent d'accéder au marché et d'en retirer des biens à leur convenance (ou dans la mesure de leur fortune, dans le cas de la monnaie). Il s'ensuit que la production n'est pas répartie autoritairement par l'État, mais consommée librement (liberté relative sous la monnaie) par les individus. Donc, même en supposant qu'un État fixe ce que les « Citoyens » peuvent posséder (37), tous ne désireraient ni n'auraient les mêmes choses. Mais cet État serait alors tyrannique, et il n'y aurait pas plus égalité en droits qu'égalité en biens. Or, pour nous qui ne composons pas avec L'argent et l'inégalité (en droits), pour nous qui ne considérons pas comme démocratique un état dans lequel les lois ne sont pas littéralement ratifiées par le peuple, il est exclu que l'État soit tyrannique et que l'uniformité en biens soit seulement envisagée. Sachant par ailleurs que, dans l'Égalité, le Droit de consommer serait donné, non par une quantité de monnaie, mais par la Citoyenneté, que cette Citoyenneté se ferait valoir par le biais d'un moyen d'échange — dont il importe peu ici de connaître la nature —, nous pouvons affirmer que des Citoyens véritablement égaux en Droits seraient effectivement libres d'accéder au marché, donc libres d'exprimer leurs différences, et possèderaient des choses différentes.

Précisons enfin que l'Égalité ne proscriit pas la Propriété et que, quoique tous les Citoyens aient le même Droit d'accéder aux biens présents sur le marché, ces biens deviennent les propriétés privées de ceux qui ont exercé leur Droit et les ont retirés du marché. La reconnaissance du Droit (particulier) de posséder des biens (38) est essentielle, car c'est principalement au travers de ce Droit que les Citoyens jouissent en pratique du Droit

(37) Un moyen d'échange empêche l'État de dicter aux « Citoyens » ce qu'ils *doivent* posséder. L'État ne peut alors définir que ce qu'ils *peuvent* posséder.

(38) Le Droit de propriété ne porte pas sur tout et n'importe quoi. Découlant de l'exercice du Droit d'accès, qui lui-même résulte du Devoir de participer à la vie de la Cité, il ne peut porter que sur les fruits collectifs du Devoir en question, autrement dit sur des produits. Il existe bien sûr des cas particuliers, mais, dans tous les cas, la propriété exige, comme tout Droit, la reconnaissance et la garantie sociale. Rien ne peut être possédé sans l'accord, au moins tacite, de la Société.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

(fondamental) de profiter des bienfaits de la Cité. Or cette reconnaissance va de pair avec la celle de la nécessité d'un moyen d'échange, puisqu'un moyen d'échange sert aux Citoyens à exercer leur Droit d'accéder au marché, Droit qui n'a de sens que si les Citoyens sont ensuite propriétaires des biens qu'ils ont retirés du marché. Le fait de savoir que la Cité reconnaît légitime le Droit de propriété (ou de posséder) et nécessaire l'usage d'un moyen d'échange écarte non seulement l'hypothèse que des Citoyens égaux en Droits (indirects) puissent avoir les mêmes choses, mais encore que les biens, une fois acquis par les uns, appartiennent à tous. Tels sont aussi les effets de la monnaie, à la différence que les libertés qu'elle confère varient selon la fortune des individus et ne sont pas la Liberté, et que les propriétés qu'elle consacre, sur tout et n'importe quoi, ne sont pas la Propriété, Liberté et Propriété n'ayant de sens, en tant que Droits, que dans l'Égalité.

Monsieur Neurone : *Mais si les Citoyens étaient égaux en Droits quel que soit leur travail, les métiers pénibles seraient désertés !*

Est-ce là, citoyen, tout ce que vous avez trouvé comme considération pour vous convaincre que l'injustice est préférable à l'Égalité ? Est-ce avec de pareils arguments que vous espérez confondre les Principes ? Cessez donc, citoyen, de chercher à passer pour un homme sensé au lieu d'être un homme juste !

Et d'abord, qui êtes-vous pour décréter que certains métiers sont plus pénibles que d'autres ? Chaque métier a ses avantages et ses inconvénients, et ce que vous croyez être des inconvénients est sans doute perçu par d'autres comme des avantages ! Que certains métiers soient physiquement ou moralement plus durs que d'autres ne fait pas d'eux des métiers pénibles en soi. Ce qui est pénible, c'est d'exercer un métier qui ne nous convient pas. La pénibilité est une question de point de vue personnel !

Nous voyons bien cependant les métiers auxquels vous faites allusion. Ce sont les métiers fatigants, salissants, abrutissants, inintéressants, méprisés et généralement mal payés. Ne sentez-vous pas déjà, citoyen, toute la contradiction, tout le ridicule de votre réflexion ? Vous supposez que ces métiers mal payés seraient désertés si ceux qui les exercent aujourd'hui devenaient

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

les égaux de leurs Concitoyens, autrement dit si ces mêmes métiers procuraient plus de Droits. Ne serait-il pas plus judicieux de commencer par se demander pour quelles raisons certains les exercent aujourd'hui ? Il y a deux possibilités : les uns les choisissent, obéissant à leurs penchants ou à leurs intérêts ; les autres, faute de talents ou d'emploi, n'ont pas le choix, fut-ce provisoirement. En somme, personne n'a vraiment le choix, et L'Argent ne fait rien à l'affaire, si ce n'est qu'il permet de les exploiter. D'un autre côté, l'Égalité ne changerait ni leurs goûts ni leurs talents. Les métiers auxquels vous pensez ne seraient donc pas désertés comme vous l'avez prétendu... Dès lors, que croyez-vous que les individus qui les exercent préféreraient : faire un métier « pénible » doublé d'exploitation et accompagné de misère ou faire ce même métier en étant cette fois reconnus Citoyens à part entière ? Ce changement n'enlèverait-il pas beaucoup de cette soi-disant pénibilité ? Ne les amènerait-il pas au contraire à apprécier davantage leur condition, à louer l'Égalité et à aimer la Cité, leur patrie ? Il est donc pour le moins étonnant que vous tourniez en inconvénient l'amélioration considérable que l'Égalité apporterait à vos « Concitoyens », et que, ce faisant, vous sembliez louer l'inégalité qui, à vous suivre, peut seule permettre de pourvoir les emplois qui vous rebutent et que certains occupent aujourd'hui sans que l'exploitation et l'oppression dont ils sont l'objet vous révolte.

Mais admettons qu'avec le temps et grâce à l'Égalité, tous les Citoyens accèdent à l'instruction et se détournent de certains métiers, faisant par-là même sentir la nécessité de les pourvoir et le mérite aujourd'hui méconnu de ceux qui les exercent. A défaut de pouvoir remplacer les hommes par des machines, la Cité serait contrainte de trouver des solutions pour attirer des Citoyens vers ces métiers. Une première solution pourrait consister à offrir des avantages annexes (mais jamais en terme de pouvoir d'achat, ce qui serait recourir, sous une autre forme, aux solutions capitalistes) pour compenser ou du moins faire accepter leurs inconvénients. Une autre, déjà moins bonne que la première, pourrait être d'instaurer une sorte de service civil pour que tous les Citoyens, à tour de rôle, remplissent les tâches simples en elles-mêmes mais délaissées. La dernière des solutions, la pire et la plus indigne de la Cité, serait de faire appel à une main d'œuvre immigrée (39). Dans tous les cas, la Cité devra réagir,

(39) Recourir à une main d'œuvre immigrée est une solution indigne dans le sens

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

pourra réagir et réagira ! Il n'y a là rien qui puisse dissuader un Citoyen conscient de sa Dignité de lutter pour l'Égalité ! Certes la Cité aurait aussi ses problèmes ! Mais que sont les problèmes techniques, dont le système monétaire n'est pas exempt, comparés aux problèmes de Droits que ce dernier viole par nature ?

Cependant, prenez garde citoyen ! Maintenant vous affirmez que, dans l'Égalité, les métiers « pénibles » seraient désertés par les Citoyens et, dans un instant, vous soutiendrez que *les Citoyens ne pouvant être supérieurs en Droits, et ce quel que soit leur travail dans la Cité, se contenteraient du premier emploi venu !* Autrement dit, vous allez déclarer que les Citoyens se bousculeraient pour occuper les emplois dont vous venez de dire qu'ils seraient désertés ! Certains réagiraient peut-être ainsi — ce qui répond encore à votre première question —, mais croyez-vous que tous les hommes soient disposés pareillement, que tous aient les mêmes capacités et qu'ils puissent s'orienter vers un autre secteur que celui qui leur correspond le mieux ? De nos jours, Largent semble être la principale motivation. Mais grattez et vous trouverez les véritables motivations dans la nature même des individus (40) ! Car, lorsqu'il s'agit d'orienter notre vie, ce sont des considérations profondes, viscérales et invincibles, souvent même inconscientes, qui nous inspirent... pas Largent ! Il peut bien exercer un attrait passager et nous entraîner malgré nous dans une mauvaise voie, mais, sans la motivation intérieure pour ce que nous faisons, l'abandon de cette voie est certain à plus ou moins brève échéance ! Nous ne pouvons nous plaire que dans ce pour quoi nous excellons et nous n'excellons que dans ce qui nous plaît ! La misère n'arrête pas le véritable artiste ! Le meneur d'hommes né sera toujours chef ! L'altruiste ira toujours vers les autres ! etc..

Ces considérations occultent cependant le fait que la Citoyenneté et les Droits qui l'accompagnent s'obtiennent par la

où elle suppose que les Citoyens d'origine feraient faire à d'autres ce qu'eux-mêmes ne voudraient pas faire. Certes, dans la Cité des travailleurs immigrés seraient Citoyens à part entière (la Citoyenneté n'étant pas confondues avec la Nationalité), mais on ne peut se dissimuler que l'arrière pensée des Citoyens d'origine serait : *Vous pouvez venir, à condition d'être nos larbins, en quelque sorte nos esclaves !* Ce serait résoudre un problème en en créant de nouveaux.

(40) La nature d'un individu ne permet pas de prédire ce qu'il fera, mais permet à coup sûr de dire ce qu'il ne peut pas faire.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

participation à la vie de la Cité, par le Travail dans la plupart des cas, que ce Travail plaise ou non ! Celui qui veut être Citoyen, pour jouir des Droits du Citoyen, doit participer à la vie de la Cité et exercer une activité professionnelle reconnue par elle. Le Travail n'est pas fait pour plaire au Citoyen, mais pour satisfaire en priorité les besoins de la Cité ! Tant mieux si les Citoyens parviennent à conjuguer leurs goûts et leurs Devoirs, mais cela ne concerne en rien la Cité. Celle-ci n'a pas plus à s'occuper de la manière dont les Citoyens remplissent leur Devoir, sinon pour sévir quand ils ne le remplissent pas, que de la manière dont ils exercent leurs Droits, sinon pour les sanctionner quand ils en abusent. Les Citoyens sont libres et doivent assumer leur liberté. Il appartient donc aux Citoyens de choisir leur profession ou de faire le métier qu'ils peuvent. Il ne suffit pas qu'un individu ait des dispositions naturelles ou des compétences dans un domaine particulier ; encore faut-il qu'il veuille en tirer parti professionnellement, qu'il les fasse valoir et qu'enfin il retienne l'attention d'une entreprise ou crée la sienne. Dans le cas contraire, il doit servir la Cité autrement et trouver une activité alimentaire ou même un emploi définitif dans un autre domaine. Mais sa déception ne se double pas alors d'oppression ; sa position ne l'expose pas à l'exploitation. La Cité ne commettrait pas ces injustices ; elle ne frapperait pas dans leurs Droits ceux qui sont déjà atteints dans leur moral.

A ces mots, certains seront tentés de dire que le règne de l'Égalité doit être aussi, s'il est possible, celui de l'épanouissement individuel et de la liberté totale. C'est beau ! C'est profond ! Malheureusement l'Égalité ne peut exister sans la Cité, et la Cité ne peut exister sans Citoyens liés entre eux et avec elle par des Devoirs. Or ce sont les Devoirs des Citoyens qui génèrent les bienfaits de la Cité. Si personne ne s'acquittait de ses Devoirs ou si chacun faisait ce que bon lui semble, indépendamment des besoins de la Cité, qui garantirait des Droits aux Citoyens ? Qui produirait ? Qui peut croire que des individus issus du capitalisme, ignorant autant leurs Devoirs que leurs Droits, partisans du moindre effort mais avides de jouissances, s'attelleraient d'eux-mêmes à la tâche s'ils n'y étaient contraints d'une manière ou d'une autre ? Soyons sérieux ! Même en admettant que, par le plus grand des miracles, chacun se sente moralement obligé de faire quelque chose, toutes les fonctions ne seraient pas pourvues tandis que d'autres seraient plus que

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

saturées. La Cité ne peut donc pas admettre que chacun définisse lui-même ce qu'est *participer à la vie de la Cité*. Car imaginons que chacun fixe au gré de son humeur ce qu'il va faire dans la journée, son temps de travail, ses horaires, etc.. Rien ne fonctionnerait. Certes, nous avons dit que tous les goûts sont dans la nature. Mais nous supposons qu'il y avait des postes à pourvoir et que les Citoyens devraient faire des choix, à moins que, faute de postes ou de compétences, ils n'aient plus la possibilité de choisir, de sorte que, bon gré mal gré, tous les postes seraient pourvus. Ici, il s'agit de faire accroire que, sans contrainte d'aucune sorte, les Citoyens s'adonneraient à toutes les activités utiles à la Cité, se répartiraient naturellement dans tous les métiers et feraient spontanément tout ce que personne n'exigerait d'eux. Si telles devaient être les conditions de l'Égalité, il serait en effet impossible de l'atteindre, faute de système viable.

En fait, l'épanouissement personnel est, comme tant d'autres, un prétexte individualiste et capitaliste pour occulter les Principes et perpétuer l'inégalité tout en se faisant passer pour un humaniste et un révolutionnaire. Mais a-t-on bien réfléchi aux conséquences de l'Égalité, telle que nous la présentons, d'un point de vue individuel ? Qu'aurait de commun le Travail dans la Cité avec le travail dans une entreprise capitaliste ? Une même activité s'exercerait dans des conditions pratiques et morales bien différentes. Hors du Travail, la vie serait elle-même soulagée de toutes les contraintes financières et donc formidablement apaisée. Libre alors à chacun de s'adonner à ses passions et de s'épanouir ! Au lieu d'être invités à se laisser aller, les Citoyens seraient au contraire appelés à se dépasser, à mettre en valeur leurs différences, à lutter pour faire connaître et reconnaître leurs talents et leurs vertus ! Voilà le secret du dynamisme de l'Égalité !

Madame Courtevue : *Monsieur l'accusateur, vous présentez le Travail comme un Devoir. Mais qu'advviendrait-il, dans l'Égalité, d'un Citoyen au chômage ?*

Citoyenne, le Travail est une forme de participation à la vie de la Cité, participer à la vie de la Cité étant la première condition pour être Citoyen. Or, si la Citoyenneté confère des Droits, c'est l'accomplissement de Devoirs qui confère la Citoyenneté. Pour qui veut devenir ou demeurer Citoyen, travailler ou participer à la

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

vie de la Cité est donc un Devoir, non un Droit comme vous le sous-entendez.

En outre, un Droit, suivant sa nature (fondamental, indirect ou particulier), découle de l'exercice d'un Droit ou de l'accomplissement d'un Devoir. Or le Travail ne découle pas plus de l'exercice d'un Droit que de l'accomplissement d'un Devoir. Il n'est donc pas un Droit. En revanche, le fait de travailler génère des Droits. C'est donc, par définition, un Devoir.

De plus, un Droit est une liberté dont les Citoyens jouissent ou peuvent user. Si le Travail était un Droit, les Citoyens seraient donc libres de ne pas travailler. Les individus sont libres en effet de ne pas travailler, mais pas les Citoyens. Les Citoyens peuvent dans une certaine mesure choisir (en fonction de leurs goûts, de leurs compétences et des postes disponibles) ce qu'ils veulent faire comme Travail, mais n'ont pas le choix de travailler ou non. Ils doivent travailler.

Citoyenne, vous n'avez pas dit que le Travail devait être reconnu comme un Droit, mais vous êtes troublée que nous le présentions comme un Devoir, alors qu'il ne peut manifestement pas être autre chose. Pourquoi ce trouble ? Parce que le système monétaire génère du chômage et prive des individus du seul mode vraiment légitime (dans un système monétaire) d'obtenir un revenu. C'est dans cette situation aberrante qu'est née l'idée insensée du droit au travail. Cette idée n'est cependant guère plus insensée que toutes celles que les hommes se font sur les droits dans un état de non-Droit. Pourtant, n'est-il pas vain de revendiquer le travail comme un droit auprès du système même qui génère du chômage et qui, même quand il inscrit ce droit dans les textes, est incapable de le garantir ? De ce fait, ne serait-il pas totalement ridicule, de la part de véritables Citoyens, de continuer à soutenir une conception aussi absurde du Travail auprès d'une Société qui serait enfin digne de ce nom, une Société qui ne connaîtrait plus les incohérences du système monétaire et les ferait même apparaître avec éclat ? Car le chômage est un état contre-nature et un phénomène antisocial que seul Largent permet de trouver logique et de justifier contre toute évidence.

Il ne pourrait pas y avoir de chômage dans l'Égalité. Deux explications à cela :

La première, qui est une question de bon sens, c'est qu'un individu a plus de besoins et d'envies qu'il ne peut en satisfaire

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

par ses propres efforts. Plusieurs individus sont donc nécessaires pour satisfaire les besoins et les envies d'un seul. La Cité devrait donc mobiliser tous ses Citoyens pour satisfaire au mieux de ses capacités les besoins et les envies de chacun d'eux, sans pour autant y parvenir pleinement. En d'autres termes, il y aurait plus d'emplois que de Citoyens pour les occuper. Les Citoyens n'auraient donc que l'embarras du choix pour remplir leur Devoir de participer à la vie de la Cité. Il leur serait donc impossible d'être au chômage, si ce n'est volontairement, auquel cas ils ne seraient plus Citoyens (41).

La seconde, qui revêt une dimension macroéconomique mais rejoint en fait la première, c'est que les Citoyens jouiraient d'un Droit d'accéder au marché pour ainsi dire illimité. La Demande générale serait donc elle-même illimitée. Or l'Offre, donnée réelle, constituée par les biens produits et surtout les services rendus, liée à la quantité de travailleurs employée (et au potentiel mécanique), est par nature limitée et le serait toujours dans l'Égalité. Il s'ensuit que l'Offre, tirée vers le haut par une Demande colossale, augmenterait jusqu'à atteindre son niveau maximum, synonyme de plein emploi, sans pour autant atteindre celui de la Demande. Au lieu que l'Offre et la Demande soient en équilibre instable, avec toutes les conséquences économiques, généralement négatives (dites *crises*), que cela implique dans le système monétaire, le décalage énorme et inévitable qui existerait entre l'une et l'autre dans l'Égalité assurerait, paradoxalement, une stabilité économique inébranlable. Le plein emploi serait non seulement atteint mais permanent dans la Cité.

Le chômage, étant impossible dans l'Égalité, est donc bien un phénomène lié à Largent. Pourquoi ? Parce que, contrairement à l'Égalité où les Citoyens pourraient pleinement profiter des bienfaits de la Cité de par un Droit d'accéder au marché en quelque sorte illimité, créant ainsi des débouchés et des emplois dans tous les domaines, sous Largent ce « Droit » est limité par la

(41) Nous simplifions. Le chômage volontaire ou même involontaire pourrait exister. La faillite d'une entreprise serait toujours possible, quoique pour des raisons et dans des conditions différentes. Les Citoyens pourraient aussi avoir besoin de temps pour passer d'un emploi à un autre. Ces situations seraient prévues par la loi et la Citoyenneté des individus en question ne serait pas menacée. Mais ce que nous appelons ici *chômage volontaire* concerne les individus qui ne voudraient pas travailler, à l'instar de certains qui aujourd'hui profitent de la mauvaise conscience du système monétaire pour se mêler à ses victimes et usurper ainsi les aides qu'il dispense.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

monnaie et limité à un niveau généralement très bas, de sorte que l'immense majorité des individus satisfait à peine ses besoins, étouffe la plupart de ses envies et n'incite pas plus la machine économique à produire qu'à embaucher. L'Offre, qui, dans un système monétaire, n'exprime plus le volume de biens produits et de services offerts mais correspond à la somme de leurs prix, peut donc techniquement atteindre le niveau de la Demande, doit se maintenir à son niveau et s'y maintient par le jeu des prix. Dans ces conditions, une baisse de la Demande, provoquée par une baisse des salaires ou une hausse des prix, génère des invendus et une surproduction artificielle, impose aux entreprises de produire moins, cause des licenciements et fabrique des chômeurs bien réels. Le chômage à son tour entraîne la Demande à la baisse et détruit d'autres emplois (42). L'économie entre dans un cercle vicieux.

Pour sortir ou essayer de sortir de ce cercle vicieux, l'État peut tenter de relancer la Demande en imposant une augmentation (dérisoire) des salaires ou en favorisant l'emploi, c'est-à-dire en encourageant les entreprises à embaucher. Mais chacune de ces solutions a des effets pervers. Augmenter les salaires tue des entreprises et suscite l'augmentation des prix. De plus, si cette augmentation des salaires se fait en diminuant les charges patronales, l'État perd une grosse partie de ses revenus et doit compenser cette perte en mettant les « Citoyens » à contribution, ce qui réduit ou annule l'augmentation des salaires. Favoriser l'emploi consiste à baisser le coût brut ou net du travail pour les entreprises (43). *Baisser le coût brut* signifie, une fois de plus, baisser les charges que l'État fait peser sur les entreprises, ce qui crée un déficit dans les caisses de l'État, déficit que l'État est alors bien obligé de combler en imposant les « Citoyens » de façon directe ou indirecte, ce qui fait stagner voire baisser la

(42) Nous n'avons pas évoqué tous les paramètres (importations, exportations, guerres, intempéries, krachs boursiers, etc.) qui peuvent influencer à la hausse ou à la baisse la Demande ou l'Offre, qui non seulement ne remettraient pas fondamentalement en cause ce mécanisme mais montreraient combien le système monétaire est artificiel et en équilibre précaire.

(43) Nous appelons *coût brut du travail* le coût qu'un employé représente pour une entreprise, soit le salaire brut qu'elle verse à cet employé (celui-ci ne touchant en fait qu'un salaire net, la différence entre le salaire brut et le salaire net allant à l'État en tant qu'impôts ou taxes), et les charges patronales qu'elle verse à l'État. — Nous appelons *coût net* du travail pour une entreprise le salaire brut de l'employé.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Demande. *Baisser le coût net* du travail signifie autoriser les entreprises à payer moins qu'avant leurs (nouveaux) employés, ce qui les incite à embaucher mais n'augmente en rien ou très peu la Demande, pour les mêmes raisons que précédemment. Une autre solution consiste à réduire voire à supprimer les aides aux chômeurs, ce qui a des effets multiples : 1) L'État est financièrement soulagé d'un énorme poids ; 2) C'est un drame pour les vraies victimes de la crise ; 3) Les profiteurs sont contraints de se mettre au travail ; 4) La soudaine augmentation des chercheurs d'emploi entraîne les salaires à la baisse.

Au final, aucune de ces solutions, isolée ou combinée avec d'autres, ne peut garantir le plein emploi, tant les effets pervers du système monétaire sont nombreux et inattendus. Elles ont d'ailleurs toutes été essayées en France ces dernières décennies avec le succès que l'on sait ! Il est donc rare que le plein emploi soit atteint (44). Mais une situation de plein emploi n'est pas en elle-même une panacée ! Car le problème des individus, dans un système monétaire, est moins d'avoir un travail que du pouvoir d'achat. Que leur importe de travailler s'ils ne gagnent rien, s'ils sont exploités, si la prospérité ambiante n'est pour eux qu'un spectacle ? Le fait que tous les individus travaillent, qu'un équilibre optimum entre l'Offre et la Demande soit atteint (en terme de prix), ne signifie pas que les salaires sont confortables, ni que tout le potentiel productif de la « Société » est libéré. Au contraire ! Le plein emploi, dans un système capitaliste, implique souvent de mauvaises conditions de travail (45) et suppose toujours qu'un personnel nombreux soit occupé à brasser de la monnaie, autrement dit du vent. L'Offre (de biens mais surtout de services) est donc bien en deçà du potentiel productif maximum de la « Société ». C'est pourtant ce produit collectif réduit que les

(44) La période de prospérité qui a suivi la seconde guerre mondiale nous a amené à croire que le chômage est une chose anormale et symptomatique d'une période de crise. Or c'est l'inverse. Le plein emploi est une situation exceptionnelle dans un système monétaire. Le chômage n'est pas un phénomène nouveau. Chaque page de l'histoire en porte témoignage. La difficulté de le résoudre aujourd'hui en est une preuve supplémentaire.

(45) Il ne faut pas s'y tromper. Sous Largent, la richesse des uns est toujours fondée, d'une manière ou d'une autre, sur l'exploitation des autres ; et ce n'est pas parce que les exploités ne se voient pas, qu'ils n'existent pas. Lorsque les « Citoyens » d'un pays ne sont pas exploités ou du moins misérables, lorsque ce pays semble globalement riche, c'est que la misère a été exportée et les emplois mal payés, délocalisés.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

« Citoyens » se partagent, qui plus est de manière inégale. La part moyenne par « Citoyen » est déjà médiocre en théorie ; la part des « Citoyens » d'en bas, c'est-à-dire de la grande majorité des individus, est donc relativement misérable en réalité (46).

Le plein emploi, dans un système monétaire, est donc une situation non seulement rare et précaire, mais encore insatisfaisante pour les individus d'un point de vue matériel ou moral. Quand même les individus s'en contenteraient, elle serait encore méprisable du point de vue des Principes ! N'est-il pas dès lors affligeant de savoir que tous les gouvernements font ou prétendent faire du retour au plein emploi leur objectif prioritaire et s'épuisent dans un combat perdu d'avance ou pour des victoires insignifiantes ? Y a-t-il vraiment de quoi pavoiser lorsque que le chômage a reculé tel mois de 0,1 % et que des « Citoyens » ont trouvé un emploi incertain payé au lance-pierre ? La lutte stérile contre le chômage est malgré tout légitime, mais qu'y a-t-il cependant de plus légitime et fertile que l'Égalité entre les Citoyens ?

Monsieur Glouton : *Mais pourquoi les Citoyens travailleraient-ils plus si, étant égaux, ils n'avaient plus rien à (y) gagner ?*

Que cherchez-vous donc à faire, citoyen ? A défendre Largent ou à dénigrer l'Égalité ? Dans un cas comme dans l'autre, le but est manqué.

Pour pouvoir vous répondre, il nous faut tout d'abord clarifier votre question et en saisir tous les sous-entendus volontaires ou non. Vous vous demandez pourquoi les Citoyens travailleraient plus si cela ne leur rapportait plus rien, autrement dit si un surplus de travail n'était plus récompensé par un surplus de salaire, de droits ou de biens. Vous supposez donc que les Citoyens travailleraient moins dans l'Égalité que sous Largent, étant en effet impossible de les y inciter par l'appât du gain. Vous supposez donc que Largent seul motive les hommes. Vous sous-entendez en même temps qu'aujourd'hui les individus travaillent plus que la loi ne l'exige pour gagner plus que le salaire légal, et

(46) En France, environ 70 % de la population se partagent environ 30 % seulement des revenus, ceci en comptant les 20 % de la population qui ne s'en partagent que 6 %.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

que ceci est une bonne chose. Mais une bonne chose pour qui ? Pour les individus auxquels la loi accorde un salaire et des droits insuffisants et qui, pour compenser, sacrifient leur vie privée ? Pour le système qui se moque d'eux ? ou pour la Société qui n'existe pas ? Et puis est-il seulement vrai qu'aujourd'hui les hommes travaillent plus qu'il n'est exigé d'eux, et que ceux qui travaillent plus gagnent plus ? Non ! Les salariés sont contraints par la loi de travailler un certain temps et rares sont ceux qui ont la possibilité ou le désir de travailler davantage, le jeu n'en valant d'ailleurs pas la chandelle. Quant à ceux qui n'ont pas de temps de travail défini, comme les cadres, leur salaire, lui, est fixe quoi qu'ils fassent. Nous pourrions également parler de ces légions de gens qui, par nature ou parce qu'ils sont mal payés, en font le moins possible.

Vous voyez, citoyen, que la supposition sur laquelle repose votre question, à savoir que les individus, dans un système monétaire, travaillent plus pour gagner plus et gagnent plus effectivement, est fausse sinon douteuse, et que votre affirmation selon laquelle, dans l'Égalité, des Citoyens ne travailleraient pas plus qu'il ne serait exigé d'eux, est au moins aventurée, pour ne pas dire inconsistante ! Car, que savez-vous, au fond, de ce que serait le Travail dans la Cité ? Une fois de plus, vous isolez un problème de son contexte que vous ne connaissez pas, et le considérez d'après les paramètres du contexte que vous connaissez ou croyez connaître. Vous négligez le fait que l'Égalité influencerait tout et aurait ses mécanismes propres.

Pour commencer, vous oubliez que travailler ne serait plus en premier lieu une obligation pour soi-même, mais un Devoir envers la Cité. En fait, le Travail s'inscrirait dans le cadre plus large du Devoir pour un Citoyen de participer à la vie de la Cité. Or cette participation serait définie par la Cité. Appliqué au Travail, ceci signifie que les travailleurs ou les entreprises auraient une tâche à remplir et des résultats minimums (mensuels ou annuels) à atteindre, résultats exprimés en termes de ventes ou de clients (47). (Notons que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces

(47) Des résultats minimums exprimés en terme de ventes ou de clients seraient, dans un contexte où les Citoyens seraient libres et auraient un égal Droit d'accès au marché, un gage de la qualité des produits et des services. Au contraire, des résultats exprimés en terme de production n'inciteraient pas à produire de la qualité et entraîneraient les entreprises à se complaire dans la médiocrité. Il est d'ailleurs logique que les résultats soient exprimés en terme de ventes ou de clients puisque le Travail confère la Citoyenneté et le Droit d'accéder au marché,

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

résultats minimums seraient élevés, puisqu'ils seraient établis pour prouver à la Cité que les individus travaillent effectivement et méritent la Citoyenneté.) Il ne serait pas *a priori* nécessaire de travailler davantage pour être reconnu Citoyen, mais il serait impératif de satisfaire ces exigences. Le but étant imposé aux Citoyens, ceux-ci seraient libres des moyens à employer pour y parvenir, un de ces moyens étant évidemment le temps. Il n'y aurait donc pas de temps de travail déterminé. Dès lors *travailler plus*, dans le sens de *travailler plus que le nombre d'heures légal*, ne voudrait rien dire pour les Citoyens.

Nous venons de dire que les travailleurs auraient des résultats minimums à atteindre pour être reconnus Citoyens, c'est-à-dire pour obtenir ou conserver la Citoyenneté. Mais ceci est purement théorique. Dépouiller un individu de la Citoyenneté, donc de tous ses Droits, serait une sanction bien trop sévère pour être ordinaire. En pratique, des résultats négatifs exposeraient seulement à des sanctions légères mais dissuasives. Ces sanctions seraient bien sûr d'une nature inédite, mais ne porteraient pas atteinte aux Droits des Citoyens, puisque rien ne pourrait anéantir l'Égalité. Sans approfondir la question des sanctions, ce que nous n'avons pas à faire ici, ces explications sont suffisantes pour entrevoir le sens que l'expression *travailler plus* revêtirait dans la Cité. Il s'agirait en effet de travailler plus non par rapport aux autres, non par rapport à la loi, mais par rapport au temps ou aux efforts initialement prévus par les intéressés pour atteindre leurs résultats minimums et obligatoires (48). Il ne s'agirait plus de travailler plus pour gagner quelque

autrement dit le Droit, pour un Citoyen, de profiter des biens et services produits ou offerts par ses Concitoyens. Or la jouissance de ce Droit n'est justifiée que si un Citoyen procure lui aussi à ses Concitoyens l'occasion d'exercer le leur, c'est-à-dire si, en tant que travailleur, il met sur le marché des biens ou des services que les autres désirent, de la même manière que lui profite de leur Travail. Produire pour personne ou ne rien produire, c'est la même chose du point de vue des Citoyens, du point de vue de la Cité. Pourquoi la Cité accorderait-elle un Droit à un individu qui n'en génère aucun pour ses Concitoyens ?

(48) Ces résultats ne seraient pas établis pour chaque entreprise par rapport à un plan économique général, mais par rapport à chaque entreprise, à la nature de son activité, au nombre de ses employés et à son lieu d'implantation. Ils ne seraient pas non plus établis par un organisme central national, mais par une institution locale. L'objet de ces résultats ne seraient donc pas de réaliser l'équilibre économique de la Cité, mais seulement d'astreindre les entreprises à faire ce dont leur potentiel leur donnerait le Devoir. Ce ne serait donc pas la Cité, en tant que représentation de l'ensemble des Citoyens, qui déterminerait

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

chose, mais pour ne rien perdre, ou, plus exactement, pour ne pas être sanctionné... ce qui constituerait une motivation au moins aussi puissante, sinon plus, que la première.

Il faut également avoir à l'esprit que les Citoyens auraient accès au marché par le biais d'un moyen d'échange et que les entreprises seraient donc en concurrence. Or, nous l'avons dit, les travailleurs indépendants comme les entreprises auraient des résultats minimums à atteindre sous peine de sanctions. Mais comment atteindre lesdits résultats et éviter à coup sûr les sanctions sinon en s'imposant des résultats supérieurs à ceux exigés, en satisfaisant toujours la clientèle pour conserver ses clients et en gagner de nouveaux (obligeant par là les autres entreprises à adopter la même attitude), en un mot, en ne tenant plus compte des résultats minimums définis par la Cité ? L'expression *travailler plus* prendrait alors un second sens, à savoir travailler plus que ne l'exige la Cité, ce *plus* pouvant être obtenu soit par du temps de travail supplémentaire (par rapport au temps nécessaire pour satisfaire aux résultats minimums), soit par une amélioration de l'organisation du travail. En fait, il s'agirait toujours de travailler plus pour ne pas être sanctionné, mais cette considération serait bientôt étouffée par l'habitude de travailler pour satisfaire ses Concitoyens et la conscience de Devoir travailler.

Vous croyez, citoyen, que seuls des individus ne gagnant rien peuvent être motivés pour faire des heures « sup' ». Vous en déduisez que des Citoyens, gagnant tout, ne seraient pas portés à travailler plus. Mais vous négligez les conditions de travail que l'Égalité créerait et qui n'auraient rien de comparables avec les conditions actuelles. Les employés d'une entreprise seraient collectivement responsables de ses résultats aux yeux de la Cité (49). Ils feraient corps avec l'entreprise, une entreprise qui les respecterait, qui les écouterait. Ils auraient autant de raisons de

l'équilibre économique, mais la Cité, en tant qu'ensemble des consommateurs, c'est-à-dire le marché, qui inciteraient les entreprises à se dépasser pour satisfaire la Demande dans la mesure du possible, et ainsi à atteindre naturellement un équilibre impossible à prévoir.

(49) Des travailleurs indépendants auraient des résultats à atteindre et seraient personnellement contrôlés par la Cité. Mais le travail personnel de Citoyens regroupés dans une entreprise serait incontrôlable par la Cité. Celle-ci ne pourrait contrôler que les résultats de l'entreprise dans son ensemble, chaque employé en étant un représentant.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

s'investir dans leur Travail qu'ils en ont aujourd'hui d'en faire le moins possible. Pourquoi voulez-vous que des employés se démènent pour une entreprise qui les exploite et les méprise ? Inversement, que pourraient refuser des employés à une entreprise et aux collègues dont ils partageraient les destinées ? On pourrait objecter qu'un employé par trop sollicité changerait d'entreprise. Mais, de la même manière qu'aujourd'hui un employé est exploité quelle que soit l'entreprise pour laquelle il travaille, toutes les entreprises de la Cité, pressées par le marché, solliciteraient leurs employés ! En fait, des Citoyens égaux et n'ayant rien à gagner en terme de Droits travailleraient globalement mieux et plus que des individus exploités qui tendent fatalement à bâcler ou à refuser le travail au lieu de se précipiter au devant de lui.

Pourtant, quand même les Citoyens ne feraient que le minimum requis, en quoi cela serait-il un problème ? Comme nous l'avons démontré plus haut, il n'y aurait pas de chômage dans l'Égalité. Tous les Citoyens travailleraient. Mieux ! tous produiraient des biens ou rendraient des services utiles à leurs Concitoyens. Sans effort extraordinaire, la richesse générée serait déjà supérieure à celle d'un système monétaire. Dès lors, pourquoi redouter que les Citoyens ne travaillent pas plus quand, pour produire autant qu'un système monétaire, ils pourraient individuellement travailler moins ? Pourquoi défendre Largent et sauvegarder le système monétaire sous prétexte que des individus travaillent parfois plus que la moyenne pour recueillir quelques miettes, alors que ces mêmes individus, devenus Citoyens, récolteraient bien davantage sans en faire plus ?

Cela dit, nous n'avons parlé jusqu'ici que du cas le plus courant, celui des employés et des Citoyens travaillant uniquement par Devoir. Or il y aurait aussi des Citoyens aimant travailler ou aimant leur Travail : artisans, artistes, etc.. Ceux-là, par définition, travailleraient toujours par plaisir et l'Égalité, loin d'être un inconvénient, aplanirait biens des obstacles que Largent dresse devant eux. Ils ne travailleraient pas plus qu'aujourd'hui, mais ils travailleraient toujours plus que leurs Concitoyens, et dans des conditions bien meilleures.

Reste un cas particulier à examiner, celui des créateurs ou chefs d'entreprises. Votre question, citoyen, nous oblige en effet à nous demander pourquoi des Citoyens se compliqueraient la vie à créer une entreprise alors qu'ils n'auraient *a priori* rien à y gagner.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Mais ce serait croire, une fois de plus, que la création d'entreprise se ferait dans la Cité dans les mêmes conditions que sous Largent. Or, sans dire que cela deviendrait simple, cela serait assurément moins compliqué. Cela demanderait toujours du travail, mais ne ferait courir aucun risque aux intéressés, ces risques financiers qui aujourd'hui servent à justifier la fortune des patrons. Les chefs d'entreprises seraient toujours chefs, mais ils ne seraient plus seuls responsables, puisque pour la Cité l'entreprise ne serait plus incarnée par eux seuls, mais par tous les employés, eux compris. Au final, des individus obligés, en tant que Citoyens, à travailler, ne pouvant matériellement rien gagner de plus que leurs Concitoyens, mais aimant diriger et ayant un projet, n'auraient rien à perdre à tenter de le réaliser et auraient beaucoup à gagner d'un point de vue personnel. La récompense de leurs efforts ne serait plus la richesse et les flatteries, mais la satisfaction intérieure et la reconnaissance ou le respect de leurs Concitoyens.

Le besoin de reconnaissance... Voilà un des principaux moteur de l'Homme ! Voilà le mobile qui, même aujourd'hui, pousse les individus à sortir des sentiers battus, à se dépasser pour susciter l'admiration. Mais Largent nous masque cette vérité. Il donne parfois de l'éclat à la réussite, mais compromet la satisfaction du besoin de reconnaissance qu'elle est censée assouvir. En faisant de la fortune la mesure du mérite, Largent génère de la frustration aussi bien chez ceux dont le mérite n'est pas consacré par la richesse et qui sont alors sous-estimés par les autres, que chez les riches dont le mérite, quand ils en ont, brille moins que leur fortune. Du coup, ces derniers sont incapables de savoir si les autres voient en eux leur fortune ou leur mérite, s'ils les respectent ou les craignent, s'ils saluent leurs qualités ou espèrent des faveurs, si ce sont des amis ou des pique-assiettes, de sorte qu'ils ne savent pas ce qu'ils inspirent véritablement aux autres et que leur besoin de reconnaissance n'est jamais satisfait. C'est d'ailleurs parce qu'ils anticipent et redoutent ces ambiguïtés que certains refusent (inconsciemment) de s'engager sur les voies qui mènent à la richesse (50).

(50) Dans son étude *de la Démocratie en Amérique*, Tocqueville fait à propos des élus et autres fonctionnaires le constat suivant : « Dans la démocratie, les simples citoyens voient un homme qui sort de leurs rangs et qui parvient en peu d'années à la richesse et à la puissance ; ce spectacle excite leur surprise et leur envie ; ils recherchent comment celui qui était hier leur égal est aujourd'hui revêtu du droit de les diriger. Attribuer son élévation à ses talents ou à ses vertus est incommode,

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

L'Égalité, elle, ferait disparaître ces incertitudes et ces considérations parasites attachées aujourd'hui à la réussite. Les uns comme les autres pourraient sans crainte donner libre cours à leur ambition. Ne pouvant exploiter personne ni être victimes d'exploitation, ne pouvant être admirés pour autre chose qu'eux-mêmes ni être méprisés pour des futilités, les Citoyens, rassasiés matériellement, n'auraient plus qu'à s'élever moralement pour satisfaire leur besoin de reconnaissance. L'énergie ainsi dégagée, investie dans le Travail ou dans toute autre activité, serait, en outre, d'un bénéfice considérable pour la Cité.

Monsieur Neurone : *Tout ceci est bien joli, Monsieur l'accusateur, mais vous affirmez des choses sans avancer de chiffres, sans vous appuyer sur une étude précise, sans présenter d'analyse économique ou historique... Depuis le début, tout ce que vous dites n'est que suppositions ! Pourquoi, dans ces conditions, continuer à vous écouter ?*

Croyez-vous, citoyen, que des chiffres apporteraient à notre compréhension et qu'une étude historique détaillée ruinerait tout ce que le bon sens déduit et que les yeux observent ? Le troc et par suite la monnaie ont répondu à un besoin économique, et il n'est pas nécessaire de connaître l'histoire en détail pour comprendre lequel ! D'ailleurs même l'histoire est approximative sinon muette quand il s'agit de remonter dans la nuit des temps ! Nous disons que le troc n'a pas lieu d'être dans les Sociétés primitives, qu'il apparaît lorsque des individus, dotés d'un talent rare, commencent à fabriquer des objets particuliers qu'ils ne peuvent partager et qu'ils sont amenés à troquer. Seul le bon sens permet de dire que les choses se déroulèrent ainsi. Sur quoi d'autre pourrions-nous nous fonder pour comprendre l'origine du troc et de Largent ? Quel genre d'étude pourrait le confirmer ou le contredire ? En admettant même que nous puissions savoir qui fit le premier troc, quand il eut lieu et quels furent les premiers objets échangés, que saurions-nous de plus ?

car c'est avouer qu'eux-mêmes sont moins vertueux et moins habiles que lui. Ils en placent donc la principale cause dans quelques-uns de ses vices, et souvent ils ont raison de le faire. » (1835, GF-Flammarion, 1981, tome I, p. 313) La même chose peut être dite mot pour mot à propos des riches, des patrons, etc.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Nous disons donc que les hommes pratiquèrent le troc par la force des choses, qu'avec lui naquit la notion de valeur marchande que nous nommons ici *Largent* ; que la pratique de l'échange direct en théorie amena l'utilisation de divers objets de référence, autrement dit l'utilisation de moyens d'échange, permettant l'échange indirect ; que la monnaie, au sens moderne du terme, fut à la fois une évolution et une standardisation des moyens d'échange, mais non une invention (51) ; et que la monnaie, étant un étalon de la valeur, repose directement sur Largent. Mais que nous apprendrait de savoir, par exemple, que la monnaie exista en Chine 10.000 ans av. J.-C., sous forme de coquillages (cauris), puis, au 6^e siècle av. J.-C., sous forme de cauris en bronze ; que, au 3^e millénaire av. J.-C., les Egyptiens utilisaient des anneaux ou des petites pièces en or ou en argent ; que la monnaie frappée apparut en Lydie au 6^e siècle av. J.-C. et fut adoptée successivement par les Perses, les Grecs, les Barbares et même les Gaulois ? Cela ne nous apprendrait rien ! Creuser dans ce sens ne ferait qu'accaparer notre attention en pure perte... et ce temps perdu pour nous serait une victoire de plus pour Largent dont nous aurions une fois de plus poursuivi les leurre ! L'important, dans la monnaie, n'est pas de connaître les formes variées que les hommes lui ont données à travers les âges, mais de savoir ce qu'elle représente (Largent) et ce qu'elle entraîne par nature comme conséquences. Ici le bon sens prime sur la culture, et les Principes, sur les chiffres !

Mais, selon vous, tout ce que nous disons n'est que pures suppositions, affirmations gratuites ! Pourquoi ne pas être plus direct, citoyen, et déclarer que nous disons n'importe quoi ? Pourquoi ne pas soutenir que le système monétaire ne repose pas sur la notion de valeur, sur Largent ; que la monnaie, qui sert à acheter, n'incarne pas le droit d'accès au marché ; que les unités monétaires peuvent se répartir également entre les « Citoyens » ; que riches et pauvres sont égaux en droits et devant la loi ; que les travailleurs ne sont pas exploités, opprimés ; que Largent ne divise pas les hommes et que ceux-ci

(51) Les monnaies ne furent pas inventées de toute pièce, puisqu'elles reprirent à leur compte non seulement les principes des moyens d'échange en vigueur sous le troc, mais aussi leur support. Les pièces en métal, par exemple, ne firent que remplacer des objets de référence fabriqués dans le même métal. On peut néanmoins parler d'*invention*, mais uniquement en ce qui concerne leur forme qui importe peu.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

ne se damnent pas pour lui, en un mot, que le système monétaire est merveilleux, et la « Société » capitaliste, le chef d'œuvre de l'ordre social ? Mais, face aux cohortes de miséreux, face à tous les problèmes engendrés par Largent, comment pourriez-vous soutenir de telles affirmations sans rougir ?

Citoyen, vous voulez voir quand il faut comprendre, et raisonner quand il suffit de regarder. Vous voulez que les choses soient compliquées pour qu'elles soient trop compliquées pour vous et que, sous ce prétexte, vous puissiez sans honte vous en détourner ! Vous voulez des chiffres, les chiffres de quoi ? du chômage, des sans-abri, de l'inflation, du PIB, du CAC 40, des revenus individuels, des délits, du montant des escroqueries, etc. ? Pour tout connaître de ces chiffres variables et trafiqués en permanence, qui de plus n'apprennent rien d'essentiel en la matière, il vous faudrait être en permanence à l'affût ! Quand alors prendriez-vous le temps de fixer votre opinion sur Largent si telle était votre condition pour en avoir une ? Comptez-vous les gouttes qui tombent pour savoir qu'il pleut, ou des nuages noirs vous informent-ils suffisamment qu'il va pleuvoir ? Il y a des signes qui ne trompent pas !

Les spécialistes en économie, au fait de tous ces chiffres que vous réclamez, affichent fièrement leur impuissance contre les lois de Largent et se contentent d'y adapter notre monde aussi fidèlement que possible. Ils n'ont rien à dire, mais ils le disent bien ! Ils prétendent se soucier de l'Homme, mais comment pourraient-ils servir deux maîtres en même temps, quand le premier est inflexible et le second à genoux ? S'ils sont incapables de résoudre les problèmes malgré leurs compétences, comment le commun des mortels pourrait-il mettre en doute leur autorité et leurs conclusions ? Pourtant leurs raisonnements sont aussi logiques que dénués de bon sens ! Et, conséquence fatale, leurs théories sont aussi incontestées que le bon sens est banni ! Un Peuple qui se fie aux statistiques, aux indicateurs économiques et aux experts pour savoir s'il fait beau sans ouvrir sa fenêtre est un Peuple condamné à essayer tous les orages ! Pour savoir dans quoi nous patageons, est-il vraiment besoin d'un tiers fardé de diplômes brandissant des tableaux ?

Quant à savoir si ce que nous disons sur l'Égalité est utopique ou logique, vous seul pouvez en juger. Mais, là encore, quel genre d'étude scientifique ou historique pourrions-nous présenter pour vous convaincre qu'elle est le Principe fondamental de

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

l'ordre social (52) et que son règne serait aussi harmonieux que celui de Largent est calamiteux ? Où trouverions-nous les chiffres pour appuyer nos dires au sujet d'un monde que nous ne pouvons qu'imaginer quand ces chiffres sont difficiles voire impossibles à établir pour le monde que nous avons sous les yeux ? Pour autant, il ne s'agit pas de faire un acte de foi. Nous n'affirmons rien ; nous démontrons tout. Vous n'avez donc pas de chiffres à vous mettre sous la dent, mais vous pouvez toujours considérer notre raisonnement, reconnaître sa cohérence, lui trouver des failles, voire le condamner... Pourquoi pas, si vos raisons sont fondées et vos arguments, solides ! Mais que peut-on vraiment opposer aux Principes de l'Égalité si ce n'est des préjugés monétaires ou capitalistes ? Que peut-on opposer à une démonstration implacable, sinon des subterfuges perfides ? Or, qu'avez-vous fait en prétendant qu'une analyse économique ou historique pouvait seule nous autoriser à attaquer Largent et justifier que vous nous écoutiez ? Vous avez déclaré que vous ne vouliez rien entendre qui dérange vos préjugés et trouble votre foi en Largent.

(52) Ainsi Jacques Goldberg, dans *Les Sociétés animales* (Ed. delachaux et Niestlé, 2003), étudie les mœurs des animaux sociables et la sociabilité des animaux mais ne définit à aucun moment ce qu'est une Société, quels sont ses Principes, quels sont les Devoirs et les Droits des Citoyens. Obsédé par les détails, il ne voit pas les généralités. (Disons néanmoins que, s'il n'arrive pas à poser les Principes de la Société, il sait quand, malgré des apparences trompeuses, des animaux vivent ou non en Société.) Pire ! il espère trouver dans le comportement spécifique des individus de chaque espèce, autrement dit dans ce qui distingue les espèces, ce qui caractérise le phénomène social, autrement dit les Principes de la Société, identiques, selon nous, quelle que soit l'espèce. Il est évident que cette méthode sans fin — de nouvelles observations ou expériences étant toujours possibles — ne peut conduire à un tel résultat puisque, au fond, elle n'a pas pour objet d'y parvenir. Et il conclut : « [...] *une simple agrégation d'individus ne constitue pas un fait social. Pour qu'il y ait véritablement un phénomène de société, il faut que chaque individu exerce une action sur le groupe et réciproquement. Cette stimulation réciproque est propre à chaque espèce ; l'individu est attiré par les signaux envoyés par ses semblables. Ces échanges de signaux — plus seulement d'attraction — vont constituer le phénomène de communication. Toute société est un système de communication et inversement. [...] Beaucoup de recherches actuelles tendent aussi à s'orienter dans la comparaison des espèces sociales entre elles. Un travail d'approfondissement sur les structures des groupes sociaux en même temps qu'un approfondissement sur les moyens de communication vont jeter des éclairages sur bon nombre de questions restées encore sans réponse. [...]* » (p. 292, 293)

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

En somme, tout ce procès est superflu. Seul le fait que trop de gens réagissent comme vous venez de le faire le rend nécessaire. *Des Citoyens doivent être égaux en Devoirs et en Droits. Ils ne le sont pas car Largent est incompatible avec l'Égalité.* Voilà au fond tout ce qu'un « Citoyen », conscient d'être atteint dans sa Dignité, doit aujourd'hui savoir pour adopter une position ferme face à Largent ! Vous voulez faire preuve d'intelligence, alors posez l'équation sociale et cherchez comment réaliser l'Égalité ! Sorti de là, tout ce que vous prenez pour de la perspicacité n'est que de la pusillanimité, et vous seul êtes dupe !

Mais, citoyen, puisque vous voulez que nous soyons terre à terre, parlons de vous, de vous et de Largent, de vous en tant que particulier et de Largent en tant qu'innocent ! Vous prétendez donc que, parce que vous n'êtes pas assommés ici de chiffres et de précisions, notre attaque contre Largent est gratuite et calomnieuse. Pourtant, ne regardez-vous pas les prix avant d'acheter quoi que ce soit, et n'y réfléchissez-vous pas à deux fois avant de faire des dépenses conséquentes ? Nierez-vous que des raisons financières vous obligent parfois à entreprendre des démarches pénibles et incertaines ; que vous essayez de temps à autre d'obtenir des aides pécuniaires ; que la réception de factures et d'avis d'imposition vous arrache des fureurs ; que vous faites des économies en prévision de coups durs ; que les sollicitations pour des causes humanitaires ou autres vous mettent mal à l'aise, ne sachant si vous devez donner ou pas, quand encore vous pouvez ; que vous n'aimez pas être accosté dans la rue, sachant trop bien ce que, dans la plupart des cas, il va vous être demandé ; que vous craignez moins pour vos biens que pour les sommes que vous devrez déboursier en cas de vol ou d'accident ; que la maladie vous frappe d'autant plus durement qu'elle vous expose à la ruine ; que le fait de devoir payer à tout bout de champ vous exaspère ; que vous êtes sans cesse sur vos gardes pour déjouer les escrocs qui nous environnent ; qu'il vous est arrivé d'être agressé et détroussé, ou craignez de l'être ; que vous réclamez une augmentation de salaire à la première occasion ; que vous réfrénez vos envies pour ne pas déborder les limites de votre pouvoir d'achat ; que le gaspillage de fonds publics vous scandalise ; que le spectacle de l'opulence et de l'injustice vous révolte ; que Largent ne répare rien, et que votre indignation est encore plus forte quand toute réparation consiste

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

en indemnités ; que vous vous inquiétez de votre avenir d'un point de vue financier ; que vous passez votre temps à équilibrer votre budget ; etc. ; en un mot que vous consultez votre compte en banque avant de faire quoi que ce soit et que tout événement indépendant de votre volonté vous accable d'autant plus qu'il peine à le supporter ; bref que Largent est un poids ? Oseriez-vous prétendre que les fameuses *contraintes financières*, qui traduisent dans les faits la tyrannie de Largent, ne vous concernent pas ?

Du petit déjeuner où vous vous dites que vous vous êtes levé aux aurores pour aller gagner une misère, au soir où vous fermez les yeux pour ne plus penser aux tracasseries et aux frustrations, Largent pèse sur tous vos actes, toutes vos pensées, tous vos réflexes ! Que vous considériez le système trop puissant pour justifier à vos yeux votre soumission à Largent, que vous contestiez ce système sans dénoncer Largent qui en est le cœur, ou que vous renonciez à tout pour échapper à l'emprise de Largent, revient au même : vous pensez en individu, non en Citoyen ; vous cherchez le bonheur, non la JUSTICE ! Vous pliez pour ne pas être moralement brisé, vous acceptez son poids pour le trouver moins lourd ! Adoré, méprisé ou combattu, tant que Largent règne, nul ne lui échappe ! Dans un système monétaire, celui qui ne court pas après Largent, est rattrapé par lui ! Vous pouvez vous débattre, citoyen, vous pouvez appeler les savants et les rhéteurs à votre rescousse, rien ne peut changer cette Vérité : les hommes sont sous le joug de Largent.

Si vous persistiez à nier, vous seriez alors la seule personne à être épargnée par Largent ? Il est cependant facile d'imaginer sur quoi vous fonderiez cette négation : sur le fait que vous ne reconnaîtriez pas comme vôtres tous les soucis énumérés ! Mais cette liste n'était pas exhaustive, quoique admettre certains points serait déjà confirmer le principe général ! Il se pourrait également que vous soyez riche, plus riche que la situation type que nous avons décrite. Mais le fait que les riches n'aient pas tous ces soucis prouve que Largent est un poids dont ils sont soulagés ! Et encore ! Leurs soucis sont d'une autre nature !

Riches et pauvres subissent Largent, mais à des conditions différentes : les premiers doivent conserver ses faveurs, les seconds doivent les gagner. Chaque discipline a ses épreuves, et les épreuves sont proportionnelles à la catégorie ! Excepté quelques individus richissimes, même les riches comptent ! A

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

train de vie hors du commun, dépenses hors du commun ! Leurs marges sont plus larges, mais ils ont aussi des limites à ne pas franchir. Ils n'ont pas à gagner *Largent* — ou le gagnent plus facilement —, ils ont à le gérer ! Ils le cachent à l'étranger, ils le placent en bourse, ils investissent, etc.. La chose semble aisée, mais ils sont comme tous la cible des escrocs et, à moins de gérer eux-mêmes leur fortune — ce qui ne les met pas à l'abri de leurs propres erreurs de jugement —, ils doivent faire confiance à des conseillers et s'en inquiéter. Ils ont beaucoup d'amis de fortune et personne à qui se fier ! Ils peuvent perdre gros et il arrive que des riches perdent tout ! C'est dans ces moments-là que les riches, après avoir été les instruments dociles et prétentieux de *Largent*, apparaissent pour ce qu'ils sont : ses jouets ! Ils lui doivent tout ! Il les élève ; il peut les broyer ! Leurs vies semblent plus douces, mais *Largent* en est tout autant le maître !

Etant en outre des proies de choix, les riches s'entourent de sécurité, eux, leur famille et leurs biens. Ils recrutent de prétoriens et se retranchent dans des villas ou des quartiers. Maintenant, s'ils parviennent tant bien que mal à se protéger des voleurs et des kidnappeurs, ils sont, comme tout un chacun, dépouillés par l'État. (C'est justice, mais là n'est pas la question.) Quand ils doivent leur fortune à une entreprise, ce qui est généralement le cas, ils en supportent seuls tout le poids (ce qui d'ailleurs leur permet de justifier leur richesse à leurs yeux et la justifie aux yeux de la plupart des gens). Mais surtout, être riche, c'est ne pas avoir le droit d'être malheureux, du moins de le paraître. Comment pourraient-ils se plaindre au milieu des pauvres ? La chose étant indécente, le malheur les accable doublement, les détruit moralement et les conduit parfois à se détruire physiquement (notamment leurs enfants). Au final, les riches sont autant victimes de *Largent* que les pauvres ! Son poids est tout aussi lourd, à la seule différence qu'eux le portent comme un fardeau, quand les autres le traînent comme un boulet !

Monsieur Aveugle : *Monsieur l'accusateur, vous avez dit que, dans l'Égalité, le Droit d'accès au marché ne serait pas borné artificiellement, autrement dit qu'il serait sans limite ! En somme, l'Égalité ferait de tous les Citoyens des riches ! Or cela ne présente-t-il pas le risque d'en faire des êtres blasés, voire suicidaires ?*

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Serait-ce là, citoyen, une façon détournée de voler au secours de Largent ? En propageant l'idée que l'Égalité serait funeste, escomptez-vous que les « Citoyens » la prennent en horreur et bénissent Largent qui les en préserve ? Mais, quelle que soit votre arrière pensée, citoyen, c'est une bonne chose que vous ayez posé cette question.

Précisons tout d'abord que le Droit d'accès au marché ne serait illimité qu'en théorie. En réalité, son exercice rencontrerait divers types de bornes. En effet, en admettant que ce Droit soit vraiment illimité, que le pouvoir d'achat des Citoyens soit donc infini, leurs envies, elles, ne le seraient pas. Même nombreuses, elles seraient limitées. En outre, l'exercice du Droit d'accès serait, comme pour tout autre Droit (indirect), borné par le respect des Droits d'autrui et par l'exercice par les autres Citoyens de ce même Droit. Ainsi, même si le Droit d'accès était illimité, un Citoyen ne pourrait à lui seul s'approprier toute la production et jouir seul de tous les services, pour la simple raison que les autres Citoyens exerceraient eux aussi leur Droit, de sorte que le produit commun se partagerait nécessairement entre tous les Citoyens. Théoriquement, la part du produit commun retirée du marché par chaque Citoyen pourrait être égale, puisque tous les Citoyens disposeraient et exerceraient en quelque sorte la même force. Mais ce serait négliger, d'une part, les envies réelles des individus qui tous ne désirent pas les mêmes choses, ni dans les mêmes quantités, d'autre part, la rareté des produits, tous les produits étant rares à un moment ou un autre.

Le Droit d'accès s'exercerait d'ailleurs, comme aujourd'hui, selon le principe du *premier arrivé, premier servi*. Le moyen d'échange de la Cité permettrait d'accéder au marché, confèrerait à tous les Citoyens le même Droit, mais les produits deviendraient les propriétés exclusives des premiers consommateurs à avoir fait valoir leur Droit sur eux. Tous les Citoyens auraient donc les mêmes chances au départ (contrairement à ce qu'il en est aujourd'hui), et des propriétés différentes à l'arrivée. Enfin, le Droit d'accès à certains produits pourrait être limité par la loi. Ces limites légales pour des produits précis n'auraient rien à voir avec les limites imposées par Largent. Elles borneraient de façon ciblée et égale pour tous les Citoyens l'exercice du Droit d'accès,

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

alors que Largent borne, et de manière inégale, le droit d'accès (au marché) lui-même (53).

Certains trouveront contraire à l'Égalité le principe du *premier arrivé, premier servi*. Mais ne peuvent voir là une contradiction que des individus aspirant à l'égalité en biens. Or, nous l'avons déjà dit, l'Égalité en Droits n'est pas l'égalité en biens. De plus, cette égalité, qui ne peut être envisageable, quoique impraticable, que dans le cadre d'un système de répartition par l'État, rendrait inutile l'existence d'un moyen d'échange dont nous avons au contraire admis la nécessité. Il s'ensuit que l'Égalité doit recourir à un moyen d'échange et donc adopter le principe du *premier arrivé, premier servi*. Car le propre d'un moyen d'échange est de permettre aux Citoyens d'accéder au marché et d'en retirer ce qu'ils veulent, dans la mesure du possible. Ce *possible* dépend, par exemple, des produits en rayon dans les magasins. Au nom de quoi le premier Citoyen arrivé ne devrait-il pas être le premier servi ou le premier à pouvoir se servir, quel que soit le nombre de produits en rayon ? Faudrait-il attendre qu'un second Citoyen se présente ? Et pourquoi seulement un deuxième ? Pourquoi ne pas exiger que tous les Citoyens se présentent pour savoir enfin qui pourra, au nom d'un Droit commun à tous, emporter la boîte de sardines ou la tondeuse à gazon ? Et si le premier Citoyen arrivé était le seul intéressé par le produit en question ? Pourquoi alors attendre l'arrivée de Citoyens qui pourraient bien ne jamais se présenter ? Il ne serait donc pas plus juste de satisfaire le *én*ième Citoyen à faire valoir son Droit, et il est infiniment plus simple et plus logique que le premier arrivé soit le premier exaucé. Tel est aussi en apparence le principe suivi par le système monétaire, à cela près qu'il ne suffit pas d'arriver le premier (encore faut-il être argenté) et que certains produits sont à jamais inaccessibles pour beaucoup.

Pour en venir plus précisément à l'objet de votre question, citoyen, rappelons que le rôle de la Cité ou le but de l'Égalité n'est pas de faire le bonheur des hommes, mais de garantir les Droits

(53) Autrement dit, à la différence de limites légales qui, dans l'intérêt général, fixeraient la quantité de certains produits que les Citoyens pourraient acquérir durant une période, leur droit d'accès étant égal et en théorie illimité pour tous les autres produits, Largent n'établit aucune distinction entre les produits et permet en théorie d'accéder à tout, mais le pouvoir d'achat conféré par la monnaie, inégal entre les individus, limite purement et simplement le droit d'accès au marché, impose de faire des choix entre les produits et en met certains hors d'atteinte.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

des Citoyens. Or l'accès au marché est un de leurs Droits, et les Principes de l'ordre social exigent qu'il soit conféré par la Citoyenneté et ne soit pas borné artificiellement. Ce n'est pas pour contrarier L'argent ou pour réagir face au capitalisme que nous soutenons que le Droit d'accès des Citoyens au marché doit être illimité en théorie, mais parce que c'est une conséquence irréfragable de l'Égalité.

Toutefois, il est évident que le passage de l'inégalité à l'Égalité, d'un pouvoir d'achat généralement ridicule à un pouvoir d'achat universellement élevé, constituerait une révolution et opérerait des changements dans les mentalités. Mais de là à insinuer qu'un heureux changement social rendrait les individus malheureux, donc qu'ils préfèrent continuer d'être exploités et opprimés, il y a là un paradoxe que seul un sophiste peut soutenir ! Comment croire en effet que les « Citoyens » qui réclament leurs Droits à cors et à cris (sous forme d'augmentations de salaires) seraient plus accablés d'en jouir que d'en être privés ? Connaissez-vous beaucoup de riches qui se plaignent de l'être et de pauvres qui ne rêvent pas de le devenir — ne serait-ce que pour ne plus être continuellement entravés et persécutés par L'argent ou en son nom ? D'autant plus que la situation de Citoyens dans l'Égalité ne serait en rien comparable à celle de riches dans l'inégalité ! Tous auraient certes les moyens d'accéder à toutes les richesses de la Cité, mais ils ne seraient pas des riches au sens où nous l'entendons ! Leur confort ne serait pas fondé sur la misère et l'exploitation de leurs Concitoyens. Leurs libertés seraient le plus étendues possibles mais aucun n'aurait plus de Droits que les autres. Ils n'auraient pas un statut social particulier à afficher et à défendre. Ils ne seraient pas cernés d'envieux. N'ayant pas connu la frustration, ils ne considéreraient pas leur situation comme avantageuse et urgent d'en profiter. D'ailleurs ce confort ne leur serait pas imposé. Ceux qui se contenteraient de peu ne feraient pas figure de pauvres, et ceux qui s'entoureraient de beaucoup n'exciteraient la jalousie de personne. Les Citoyens auraient presque les pouvoirs de la richesse, sans avoir la vanité des riches.

En fait, citoyen, en posant cette question, vous avez projeté dans l'Égalité, dans un contexte où elle serait dépourvue de sens, une préoccupation contemporaine : l'envie d'avoir. Ainsi, en disant que les Citoyens seraient blasés, vous sous-entendiez de consommer, d'acquérir des biens. Et après ? Effectivement, dans

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

un premier temps, les Citoyens rattraperaient des années de manque jusqu'à en être blasés. Mais rapidement, voyant leurs désirs primaires comblés et étant assurés de pouvoir satisfaire leurs désirs futurs, les préoccupations d'ordre matériel ne les tourmenteraient plus et ils reporteraient leur attention sur un autre objet, vers la satisfaction de besoins plus élevés (54). Croyez-vous que l'Homme n'aurait plus rien à penser si son confort et sa Sécurité n'étaient plus un souci ? Croyez-vous qu'il puisse être à court d'idées, de rêves et d'ambition ? N'est-il pas au contraire affligé de voir aujourd'hui l'Homme essentiellement obsédé par les biens ? L'envie d'Avoir n'est jamais qu'imposée et superposée par Largent au besoin d'Etre ! Libéré de cette envie mesquine et malfaisante, l'Homme pourrait enfin se consacrer à lui-même, à sa raison d'être, à son devenir !

Enfin, citoyen, vous avez exagéré un problème que les riches connaissent et que les pauvres n'ignorent pas, de sorte que vous plaignez les riches et occultez les pauvres ! C'est un réflexe classique des obscurs que de plaindre les notables. Il s'en faut de beaucoup que tous les riches se suicident et que tous les pauvres

(54) D'après la pyramide des besoins établie par Maslow, les hommes ne peuvent se consacrer à la satisfaction d'un besoin supérieur tant que leurs besoins inférieurs ne sont pas comblés. (Nous dirions plutôt qu'un individu ne peut se consacrer à la satisfaction d'un besoin supérieur que lorsqu'il a le sentiment que les besoins inférieurs sont comblés, voire quand il ne les ressent pas ou peu, ce qui fait alors qu'un rien les comble.) Il existe, d'après Maslow, cinq classes de besoins : 1) les besoins physiologiques (manger, se vêtir, se loger, etc.), 2) le besoin de sécurité physique et morale (sécurité de l'emploi, des revenus, etc.), 3) les besoins sociaux (amour, appartenance), 4) le besoin d'estime (considération, reconnaissance, gloire, etc.), 5) le besoin d'accomplissement personnel. En théorie, Largent, pour ceux à qui il sourit, permet de satisfaire les premiers besoins et donc de se consacrer à la satisfaction des besoins supérieurs. Mais, en pratique, la satisfaction des différents besoins passe en tout ou partie par Largent qui fait planer une menace permanente sur la satisfaction des besoins primaires et compromet la satisfaction des besoins supérieurs. Les hommes sont soit accablés par la pauvreté, soit encombrés par la richesse. Ainsi, Largent fait d'eux des affamés ou des gloutons, dans tous les cas des êtres cantonnés à des préoccupations primaires. C'est là toute la différence avec l'Égalité qui, en satisfaisant les besoins primaires, permettrait non seulement aux Citoyens de se consacrer à la satisfaction des besoins supérieurs, mais encore de les satisfaire vraiment. Les Citoyens auraient donc des préoccupations différentes de celles des hommes d'aujourd'hui, d'où la difficulté pour ces derniers de s'affranchir de Largent et d'envisager sans crainte un monde sans lui, sans les besoins, les habitudes et les manques qu'il suscite, un monde dans lequel ils pourraient enfin se consacrer à la satisfaction de besoins qu'ils n'éprouvent pas ou dont ils ne conçoivent pas comment ils pourraient être comblés.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

soient heureux ! Pourtant, en cherchant bien, la cause du désespoir chez les uns et les autres est souvent la même. Autant il est ridicule de constater que *Largent ne fait pas le bonheur*, vu que ce n'est pas son rôle, autant il serait utile de réaliser qu'il fait le malheur, aussi bien public que privé ! Outre qu'il est par nature difficile pour les hommes de donner un sens ou de trouver le sens de leur vie, Largent fait peser en plus sur leurs fragiles épaules le non-sens de la « Société » ! Or, quand plus rien n'a de sens, les actes insensés deviennent logiques ! Certes l'Égalité n'apporterait pas aux hommes toutes faites les réponses qu'ils espèrent et qu'il n'appartient qu'à eux de trouver, du moins soulagerait-elle les Citoyens des tourments qu'une Société n'a pas à leur faire endurer. Elle ne rendrait pas les amours perdus, elle ne ressusciterait pas les morts, etc., mais elle écarterait le spectre de la misère, de la faillite, et de tant d'autres calamités dont on connaît l'impact dramatique sur la vie privée. En un mot, en apportant aux Citoyens tout ce qu'elle leur doit, la Cité apporterait aux hommes tout ce qu'elle peut !

Citoyen, cette question réflexe a révélé combien vous êtes imprégné par le contexte monétaire. Profitons donc de l'occasion pour parler de l'influence du contexte sur la mentalité et le comportement des hommes.

Cette influence est *a priori* indéniable. Un individu ne se construit pas à partir de rien, mais à partir de tout ce qui l'entoure. Il est impossible de dire à l'avance comment un contexte donné influencera un individu, car chaque individu présente une composante unique qui le fait réagir à sa manière. Néanmoins tout individu est marqué au plus profond de lui-même par son contexte. L'important n'est donc pas de savoir comment les individus réagissent individuellement dans tel contexte, mais de comprendre que leur attitude, quelle qu'elle soit, est une réaction par rapport à ce contexte, qu'ils sont tous, en somme, des produits de ce contexte.

La réaction des individus face à un contexte donné est le fruit de la combinaison de leur caractère, de la personnalité qu'ils se sont forgés et des possibilités que leur laisse ce contexte. Nous distinguons le *caractère*, c'est-à-dire la nature profonde des individus (doux, dur, crédule, ordonné, etc.), de la *personnalité*, car celle-ci est déjà fortement influencée par le contexte. D'un point de vue général, la vie, la façon de penser et la vision du

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

monde des individus sont marquées par la langue, la culture, l'histoire et l'actualité du pays dans lequel ils sont nés, dans lequel ils ont grandi et dans lequel ils vivent. Un petit Palestinien et un petit Israélien, par exemple, sont séparés par un monde avant même d'être nés. D'un point de vue particulier, la vie, la façon de penser et la vision du monde de chaque individu sont influencées par les parents ou la famille, par le parcours personnel, etc., qui, eux-mêmes, n'ont pas échappé à l'influence du contexte général. Ensuite, nous l'avons dit, les réactions des individus dépendent des possibilités d'action que leur laisse le contexte. Autrement dit, les individus peuvent faire des choix, et les font en fonction de leur caractère, mais il est des choix qu'ils ne peuvent ni faire ni même concevoir puisqu'ils n'existent pas alors en tant que possibilités. Ainsi, lorsque les hommes croyaient que la terre était plate et bordée au loin d'un précipice, il ne venait à l'esprit de personne de mettre le cap au large.

Le contexte conditionne la mentalité et le comportement des individus : c'est une vérité absolue. C'était vrai hier, c'est vrai aujourd'hui, ce sera encore vrai demain. Or nous vivons aujourd'hui comme hier dans un système monétaire, dans un contexte où Largent est roi. Ce serait un jeu d'enfant de démontrer que Largent, plus que tout autre chose, influe sur la marche de nos « Sociétés » et influence donc leur histoire, leur culture, leur actualité, donc les préoccupations, les idées et les actes des individus. La première conséquence de Largent n'est-elle pas d'imposer l'inégalité, de répartir les hommes en pauvres et riches ? Or un pauvre et un riche peuvent-ils appréhender le monde avec les mêmes yeux ? Le fait même de s'insurger contre l'inégalité n'est-il pas une conséquence de l'inégalité, donc une attitude provoquée par Largent ? Une autre conséquence de Largent n'est-elle pas, pour les hommes, le besoin permanent de monnaie ? Or ce besoin ne les porte-t-il pas à toutes les folies, aux trafics les plus odieux, aux projets les plus criminels, aux attitudes les plus indignes de l'Homme ? Et que sont les réactions (physiques ou morales) face à tous ces comportements sinon elles-mêmes des conséquences indirectes de Largent ? Quelle que soit l'attitude des hommes, c'est donc Largent qui leur permet ou leur impose de l'adopter.

Mais la conséquence suprême de Largent n'est-elle pas de rendre l'Égalité inconcevable ? Dès qu'on leur parle d'elle, tous les hommes formulent les mêmes objections et posent les mêmes

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

questions. Ils ne sont pourtant pas tous allés dans les écoles capitalistes. Inutile ! le système monétaire est l'école du capitalisme ! En fait, qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en aient conscience ou non, les hommes, dans un système monétaire, raisonnent par rapport à Largent et pensent à travers lui ! Sans doute est-ce là ce qu'il y a de plus insupportable pour eux, ce qui dérange le plus leur amour propre, eux qui croient être originaux et veulent être absolument libres, mais qui sont inévitablement soumis à leur contexte et aujourd'hui à Largent. C'est là une des grandes vérités que ce procès va mettre en évidence, et une des principales raisons pour laquelle nombreux sont ceux qui, pour ménager leur orgueil, se boucheront les oreilles.

Notons donc que le contexte, quel qu'il soit, déteint sur les hommes. Ceci est indéniable pour un contexte dominé par Largent... et il n'y a pas de raisons que cela ne se vérifie point pour l'Égalité. Mais il va de soi que l'Égalité, qui serait une révolution sans exemple dans l'histoire, influencerait sur les hommes autrement que Largent. Comment en effet des Citoyens égaux pourraient-ils percevoir les autres et le monde en général de la même manière que des individus inégaux ? Comment croire que des Citoyens jouissant paisiblement de leurs Droits continueraient d'entretenir entre eux les rapports qu'ont entre eux des individus condamnés à conquérir leurs droits sur leurs voisins et à les défendre contre eux ? En changeant radicalement la base des rapports sociaux, l'Égalité changerait tout ce qui touche à la Société, en commençant par la force des choses. Or comme tout ou presque est marqué d'une manière ou d'une autre par l'environnement social, tout ou presque subirait une transformation radicale.

Maintenant, il ne s'agit pas de dire que la Cité serait un monde parfait, ce qui en soi ne veut rien dire. Non ! elle aurait aussi des problèmes, mais ces problèmes seraient nouveaux tout autant que les solutions possibles. Il ne s'agit pas non plus de dire que les hommes seraient méconnaissables, mais, assurément, ils ne donneraient plus d'eux la même image qu'aujourd'hui. Car comment pourraient-ils encore faire ou vouloir ce qui n'est faisable ou envisageable que dans un système monétaire ? et comment pourraient-ils être les mêmes en ne voulant plus les mêmes choses et en faisant des choses différentes ? Même des actes identiques n'auraient plus les mêmes conséquences pour

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

eux et pour les autres, et ne pourraient donc être commis avec les mêmes intentions ou dans le même intérêt !

Monsieur Neurone : *Mais, Monsieur l'accusateur, pour que le contexte de l'Homme change, pour que l'Égalité advienne, il faut d'abord que l'Homme change lui-même !*

Citoyen, nous n'accusons pas Largent en raison de ce qu'est l'Homme, mais au nom de l'Égalité. Nous ne prôtons pas l'Égalité pour que l'Homme change, mais pour que les Citoyens jouissent enfin de tous leurs Droits. Nous devinons néanmoins que l'Homme ne pourrait être sous l'Égalité ce qu'il est sous Largent, puisque, étant toujours le produit de son contexte, il serait alors façonné différemment. Ce changement serait donc l'effet d'un contexte nouveau, non la cause de la nouveauté du contexte. Mais vous, citoyen, vous pensez que les hommes doivent changer avant le contexte, et voudriez que ce changement soit envisagé comme la priorité.

Mais pourquoi, citoyen, vouloir que l'Homme change ? Pour qu'il ne soit plus l'être vil que nous connaissons, c'est-à-dire l'être façonné par le système monétaire ? N'est-ce pas en soi reconnaître que l'Homme est le produit de son contexte et qu'il ne pourra donc changer tant qu'il sera immergé dans ce même contexte ? Dès lors, vouloir que l'Homme change avant son contexte ne revient-il pas à désirer l'impossible ? Vous pouvez prétendre, citoyen, que les hommes peuvent soudain être immaculés tout en patageant toujours dans la boue, mais, nous, nous soutenons que, pour qu'ils puissent enfin être propres, il faut d'abord changer l'eau dans laquelle ils baignent. Les hommes ne peuvent penser et agir dans un contexte comme si ce contexte n'existait pas et moins encore comme s'ils évoluaient déjà dans un autre !

Votre remarque, citoyen, repose d'ailleurs sur une confusion. Vous confondez le contexte et les hommes. Les hommes étant pour vous le contexte, il suffirait que les hommes changent pour que le contexte change de fait. Or les hommes qui entourent un individu participent certes à son contexte, mais ils ne sont pas le contexte lui-même. Le contexte est au-delà des hommes ; c'est le cadre dans lequel ils évoluent tous. Les hommes sont au contexte ce que des joueurs sont à un jeu.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

Imaginez donc, citoyens, que les hommes jouent au *Monopoly*. Chacun joue à sa manière mais tous suivent les règles du jeu. Chacun pouvant adopter une manière de jouer peut également en changer. Mais changer de manière de jouer ne change pas la nature du jeu lui-même ! Un joueur peut au mieux arrêter de jouer ; il ne peut, sous prétexte du dégoût que lui inspire le *Monopoly*, se mettre à jouer selon les règles d'un autre jeu. La chose est différente si tous les joueurs décident de jouer à un autre jeu, auquel cas rien ne les en empêche. Eh bien ! le système monétaire est un *Monopoly* grandeur nature. Les hommes sont contraints d'en suivre les règles, et les suivent même quand ils croient s'y soustraire, puisqu'il leur est impossible de quitter individuellement la partie. Autrement dit, quoi qu'ils changent en eux, quelle que soit l'attitude qu'ils adoptent face au système monétaire, ils ne l'ébranlent en rien, ils n'inquiètent en rien l'Argent qui continue donc d'exercer son influence. Même en admettant que certains hommes puissent se détacher du système monétaire au point de ne plus en subir les influences (ce qui n'est qu'une vue de l'esprit), la masse, elle, reste conditionnée par le système et le perpétue.

Les hommes ne peuvent donc changer tout en restant dans le même contexte, et ils ne changeraient pas leur contexte même en changeant personnellement (55). En fait, il n'y a qu'une solution pour que l'Homme change : c'est qu'il soit plongé dans un contexte différent ; et il n'y a qu'une manière de changer un contexte : c'est de vouloir le changer, de savoir comment et de faire tout ce qu'il faut pour. Cette méthode présente certes des difficultés, mais, à défaut d'être aisée, elle est du moins réaliste. Inversement, celle qui consiste à prêcher aux hommes de changer d'état d'esprit ou de comportement paraît plus simple à mettre en œuvre (c'est d'ailleurs pourquoi elle est la plus répandue), mais elle est en soi très complexe et d'une totale inefficacité. Il n'y a en effet rien de plus dur pour un homme que

(55) Ceci nous dispense d'aborder la question de l'école, c'est-à-dire de l'éducation ou de l'instruction des enfants, que beaucoup voient comme le principal moyen de parvenir à l'Égalité. Mais comment enseigner les Principes de l'Égalité quand l'Égalité elle-même est encore un mystère ? Pourquoi d'ailleurs l'enseigner (si tant est qu'il soit possible de le faire correctement), en ayant dans l'idée qu'elle en résultera (alors que l'on ne sait pas en quoi elle consiste), sinon précisément parce qu'elle n'existe pas encore, parce que le contexte est de nature inégalitaire ?

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

de se remettre en question, ce qui implique que seule une infime minorité peut entreprendre une telle démarche, et, y parviendrait-il, que le monde réel n'en serait pas transformé pour autant (56). Notons bien que nous ne critiquons pas ici les vertus de ces démarches, le mérite de ceux qui s'y livrent et l'intérêt qu'elles représentent d'un point de vue personnel. Nous ne faisons que signaler la nullité de leurs résultats d'un point de vue social et dénoncer les erreurs sur lesquelles elles reposent, à savoir la croyance que l'Homme est seul responsable de tout ce qui le concerne, et la confusion entre les hommes et leur contexte. C'est cette confusion qui empêche d'apercevoir le paradoxe pourtant énorme qu'il y a dans le fait de vouloir que l'Homme produit par le système monétaire change, sans changer ce qui constitue l'essence même du système monétaire, autrement dit sans s'attaquer à L'argent. C'est encore elle qui dissimule l'absurdité de vouloir que les hommes changent pour que l'Égalité soit, alors que des hommes qui n'ont jamais connu l'Égalité, qui ne savent pas en quoi elle consiste, en ignorent fatalement les effets et ne peuvent se comporter en Citoyens qu'ils ne sont pas et que, dans cette optique individualiste, ils ne deviendront jamais.

Nous disons donc qu'il est impossible de changer l'Homme directement et vain de s'y essayer, et que, en revanche, il est difficile mais possible de changer son contexte. La chose est difficile car elle exige non seulement des idées claires et justes sur le pourquoi et le comment, mais encore une adhésion populaire et des circonstances favorables. Or, par définition, des idées qui tendent à bouleverser le contexte, à menacer le système, vont à l'encontre des préjugés qu'ils inculquent. Néanmoins, avec le temps, des idées justes font toujours leur chemin dans les esprits jusqu'à devenir irrésistibles. Il suffit alors que des circonstances favorables leur rallient le peuple pour qu'elles triomphent (57). Enfin ancrées dans la réalité, les idées

(56) Les tenants de ce genre de méthode confondent le fait d'avoir une nouvelle vision personnelle du monde avec le fait de le changer vraiment pour tous les hommes.

(57) C'est ainsi, entre autres exemples, que s'établit la 1^{ère} République en France, en 1792, alors qu'il n'y avait pas de républicains déclarés en 1790. C'est Louis XVI qui, par sa fuite, en juin 1791, fit naître chez beaucoup l'idée qu'il était possible et souhaitable de se passer de roi. Le premier mouvement de tendance républicaine fut noyé dans le sang, au Champ-de-Mars, le 17 juillet 1791. Ce sont les défaites militaires, les désertions, les trahisons des officiers (tous nobles) et les menaces de représailles contre les révolutionnaires (manifeste de Brunswick), un an plus

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

d'hier deviennent les Principes du nouveau système, le contexte est transformé, les hommes en subissent les effets et changent par la force des choses. Ainsi, l'Homme peut parfois changer son contexte, et seul le contexte peut à coup sûr changer l'Homme.

Mais remarquons bien que ce processus n'exige pas des hommes une métamorphose. Adopter une idée, même audacieuse, ou adhérer à un projet, même révolutionnaire, n'implique pas de changer fondamentalement de façon de penser et de vivre, de devenir un autre homme. Une telle métamorphose a d'autant moins de raison d'être que les idées en question portent sur la Société, que le projet vise à bouleverser l'ordre des choses, que l'objectif n'est pas en soi de changer les hommes dans le futur, et qu'il n'avance à rien, de ce point de vue, qu'ils changent dans le présent. De la même manière, des hommes qui soutiennent un projet social n'ont pas à vivre et ne peuvent pas vivre dans le présent selon les lois qu'ils préconisent pour l'avenir. Comment en effet obéir à des lois désirées qui ne sont cependant pas en vigueur, et se soustraire aux lois contestées qui sont néanmoins appliquées ? Ici, par exemple, nous attaquons Largent, ce qui tend à remettre en cause la monnaie, mais nous ne prétendons pas pour autant qu'il est possible de se passer d'elle dans un système monétaire.

Ceci nous conduit encore à faire remarquer qu'un projet *social* ne peut ni ne doit être expérimenté à petite échelle, car, d'une part, il est par nature impossible de mettre en œuvre un tel projet à une autre échelle que celle de la Société, les conditions n'étant pas les mêmes, d'autre part, le simple fait que ce soit une expérience en fausserait les résultats. Ainsi, une expérience locale qui serait un succès ne prouverait pas que le projet serait viable à l'échelle d'une nation, et, inversement, un fiasco ne prouverait pas qu'il ne conviendrait pas à une Société (58). Ces expériences ne prouvent donc rien, ne servent à rien, si ce n'est à discréditer les bons projets et à encourager les mauvais, et ne peuvent par conséquent être réclamées que par les sots

tard, qui poussèrent le peuple à renverser la monarchie et le roi parjure, le 10 août 1792.

(58) Un exemple est tout trouvé : celui du troc. Il convient aux petites « Sociétés », mais il est inadapté aux grandes qui, pour cette raison, adoptent la monnaie. Il serait donc ridicule de prôner à ces dernières le retour au troc sous prétexte que toutes les expériences prouvent qu'il fonctionne bien entre une poignée d'individus.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

généreux qui les jugent indispensables, et par les dinosaures astucieux qui les savent impossibles ou vouées à l'échec. En fait, un projet social ne peut pas être considéré d'après des preuves matérielles qui n'existent pas, mais doit l'être d'après ses Principes, à l'aune du bon sens.

Enfin, citoyen, en soutenant que l'Homme doit changer avant son contexte, vous oubliez de préciser ce qu'il doit devenir, et vous négligez une chose essentielle : c'est que tous les hommes ne seront pas d'accord sur la réponse. Vous avez peut-être votre idée sur la question, mais votre voisin en a sans doute une différente. Or, étant donné qu'il y a presque autant de réponses possibles que d'individus, que personne n'est prêt à renoncer à la sienne, qu'aucune n'est donc capable de faire l'unanimité, comment espérez-vous que de ces changements individuels aussi divers qu'opposés — si tant est que les hommes puissent vraiment changer sans changer de contexte — sorte un Homme nouveau ? En supposant d'ailleurs que le contexte soit produit par les hommes, comment voulez-vous que des hommes exerçant sur le contexte des effets variés et contradictoires, s'annulant les uns les autres, parviennent à le changer ? Et surtout, pourquoi voulez-vous que le contexte change si tel n'est pas le but recherché par les hommes, quand, au contraire, leur réponse consiste généralement à l'accepter tel qu'il est pour mieux le supporter ? Ainsi, en deux mille ans, le christianisme, aussi sublime que soit cette doctrine, a peut-être accouché de Saints, il n'a pas changé le monde !

Encore n'avons-nous pas envisagé l'idée que la métamorphose des hommes ait pour but de changer le contexte de manière précise. Vous avez dit, citoyen, que l'Homme devait changer pour que l'Égalité advienne. Nous avons déjà montré combien ceci est absurde, puisque le principal obstacle à l'Égalité est Largent dont les hommes ne peuvent venir à bout par des acrobaties. Mais, élargissons et supposons qu'il soit assigné au changement des hommes le rôle de modifier n'importe quoi d'autre dans la « Société », c'est-à-dire non ce que sont les hommes, mais ce qu'ils font. Or ce que font les hommes est déterminé par le cadre social, par les lois et autres décisions gouvernementales qui circonscrivent ce qu'ils peuvent faire. Il se peut qu'il y ait des failles dans les lois, que leurs effets soient mauvais ou qu'ils ne soient pas ceux espérés, auquel cas il faut les réviser, les abroger ou les renforcer, dans tous les cas les hommes doivent prendre

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

des décisions ou agir pour que des décisions soient prises, et non se contenter de méditer sur leur propre sort. En un mot, il faut que les lois soient un objet de réflexion, et leur changement, un objectif. Espérer que le contexte change après que l'Homme ait changé lui-même, autrement dit espérer que les lois soient modifiées sans que les hommes y touchent, sans même qu'ils s'en préoccupent, c'est croire qu'elles peuvent changer par l'opération du Saint-Esprit et laisser de fait le champ libre à ceux qui y consacrent tous leurs efforts. Plus grave encore, cette conception qui fige bêtement sur place beaucoup de révoltés, prive d'un soutien précieux ceux qui, comme eux, mais moins angéliques, veulent que les choses changent, et renforce d'autant ceux qui, ayant l'avantage du contexte, veulent qu'elles perdurent.

Enfin et surtout, cette conception qui, sous prétexte de changer la « Société », consiste à faire de l'Homme le seul centre d'intérêt, le seul objet d'études et d'attentions, conduit les individus à se replier en quelque sorte sur eux-mêmes ou, du moins, à ne pas réfléchir assez à la Société, à ce qu'elle est et à ce qu'elle devrait être. Or la Société est régie par des lois qui, directement ou indirectement, imposent des devoirs aux Citoyens et définissent leurs droits (peu importe ici de savoir s'ils sont légitimes ou non). Changer la Société ou le contexte social, c'est donc changer les lois, redéfinir les devoirs et les droits, définir ce qu'est un Citoyen. Mais comment trouver de nouvelles définitions à ces derniers concepts, si l'on ne s'y intéresse pas, si l'on refuse obstinément de s'y intéresser ? De fait, les adeptes de cette méthode extravagante n'ont sur les devoirs, les droits, la Citoyenneté, sur tout ce qui touche aux rapports sociaux, que des idées vagues voire fausses. Comment, dans ces conditions, n'ayant en plus ni l'envie ni les moyens de changer quoi que ce soit au niveau de la Société, pourraient-ils y parvenir ?

En définitive, des hommes peuvent changer dans une certaine mesure tout en restant plongés dans le même contexte, mais l'Homme, lui, ne peut pas. Espérer et prôner que l'Homme change de lui-même est donc démagogique, et attendre ou vouloir qu'il change pour que son contexte soit changé n'est rien moins que mettre la charrue avant les bœufs. Seul le contexte peut changer l'Homme et lui imposer sa morale, car, de toutes les voix, il est la moins contestable. Il peut bien sûr être contesté, mais par un effort surhumain que les hommes fournissent rarement et que seul un désir de JUSTICE peut leur arracher.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Madame Denfer : *Contexte ou pas, l'Homme est égoïste, orgueilleux... Le péché est en lui ! L'argent répond à sa tentation ! L'éliminer n'extirperait donc pas le pêché du cœur de l'Homme, et L'argent réapparaîtrait tôt ou tard sous une autre forme.*

En somme, citoyenne, vous dites que les hommes font L'argent à leur image. Prenez garde ! Dans un instant vous allez nous dire que Dieu fait l'Homme à la sienne et que L'argent est donc à l'image de Dieu ! Laissez donc Dieu où il est. Nous sommes pas ici pour débattre théologie ! Nous sommes ici pour juger L'argent de notre point de vue, du point de vue des hommes, du seul point de vue possible.

Vous dites donc, citoyenne, que L'argent répond à la tentation de l'Homme, autrement dit que *l'Homme crée L'argent* pour satisfaire ses penchants. Nous pourrions démontrer la fausseté de cette assertion en rappelant son origine. Disons simplement que les hommes ont moins inventé L'argent qu'il ne s'est imposé à eux. Mais, au fond, peu nous importe de savoir d'où il vient. Il est là. Nous ne le créons pas. Depuis des milliers d'années les hommes naissent avec, et nous sommes dans le même cas ! Et même si des hommes avaient inventé L'argent dans la nuit des temps, en quoi serions-nous tenus, aujourd'hui, de respecter cette invention si elle nous paraît funeste ? Une génération n'a pas le droit d'asservir les générations suivantes à ses choix ; elle n'en a d'ailleurs pas le pouvoir. Car qui nous empêche de faire nos propres choix et de réparer les erreurs qui ont pu être commises par le passé ? Personne. Nous serions donc bien bêtes de nous croire enchaînés.

Nous disons que L'argent s'est imposé aux hommes parce que, à l'heure des premiers échanges, ils n'eurent pas d'autre alternative pour échanger que recourir au troc et à la notion de valeur (marchande). Or, depuis, aucune génération n'a davantage eu le choix. Il ne pouvait donc pas venir à l'esprit des hommes de le remettre en cause, et il s'est perpétué moins par leur volonté que par la force des choses. Cette longue coexistence a marqué les hommes au plus profond d'eux-mêmes. L'argent fait partie intégrante de leur façon de penser, au point qu'ils ne conçoivent pas le monde sans lui. Pourtant qu'y a-t-il de commun entre les conditions des hommes qui vivaient il y a des dizaines de milliers d'années, et les nôtres, au XXI^e siècle ? Nous pouvons comprendre que les hommes soient encore subjugués par les

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

préjugés ancestraux et qu'il leur soit difficile de réaliser que Largent n'a plus de raison d'être, mais ce procès doit les éclairer, et s'il apparaît que nous avons enfin la possibilité de l'éradiquer, nous serions bien lâches de le souffrir plus longtemps. Pire ! n'ignorant plus sa culpabilité et ayant le pouvoir de l'abattre, nous ne serions plus ses victimes, nous ne serions pas seulement complices de ses forfaits, nous nous rendrions pleinement coupables des fléaux dont il est la cause, que nous signalons et que chacun prétend déplorer.

Quoi qu'il en soit, il est faux et même ridicule de dire ou de sous-entendre que les hommes nés sous le règne de Largent sont responsables de son existence. Que, pétris dans le moule du système monétaire, imprégnés malgré eux des préjugés capitalistes, ils contribuent à le conserver, à le perpétuer, est une chose ; qu'ils le créent ou l'adoptent délibérément en est une autre bien différente.

Il s'ensuit qu'il est tout aussi faux et ridicule de prétendre que *Largent répond à la tentation de l'Homme*, autrement dit qu'il est le fruit du caractère des hommes ou le reflet de la nature humaine. Si les hommes, au fond, sont étrangers à son existence, pourquoi Largent serait-il une projection d'eux-mêmes ? Maintenant, il est certain que les hommes, dans un système monétaire, ont des besoins et des envies que Largent, ici au sens de monnaie, permet parfois d'assouvir. Mais c'est le contexte monétaire lui-même qui génère ces besoins et ces envies... sans quoi, pourquoi la monnaie permettrait-elle de les assouvir ? Or, c'est précisément parce que, tout en les générant, elle ne permet pas toujours de les assouvir, parce qu'elle les laisse même souvent inassouvis, qu'elle engendre la frustration, donc la tentation ; et c'est parce que cette situation est permanente que Largent affecte le caractère des hommes sur tous les plans. Nous ne nions donc pas que l'Homme actuel soit égoïste, orgueilleux, etc., mais nous savons aussi que nous ne connaissons que l'Homme écrasé par Largent, obligé de calculer et poussé à des actes qui n'ont de sens que dans un système monétaire. Vous insinuez, citoyenne, que l'Homme, sans ce poids, resterait courbé ; nous soutenons qu'il pourrait enfin se redresser et apparaître tel que nul ne l'a encore jamais vu.

En fait, citoyenne, c'est vous qui avez cédé à la *tentation* de faire le procès de l'Homme ! Remarquez au passage qu'en déclarant, à tort, que Largent était la concrétisation de ses

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

péchés, vous avez avoué, à votre insu, que Largent est un mal. Ainsi, pour ménager vos préjugés et vous dispenser de réfléchir, vous êtes prête à immoler l'Humanité à Largent ? Apprenez donc, citoyenne, que l'Homme ne se résignera jamais à des chaînes. Aucun échec ne le dissuadera de tenter à nouveau de se libérer ! Or il est clair que vous puisez en partie dans l'Histoire ces accents fatalistes. Mais parce que l'Égalité n'est pas et n'a jamais été, vous en concluez que Largent est immortel ! C'est ne rien retirer de tout ce que l'Histoire nous apprend. Largent n'est réapparu après aucune Révolution pour la simple raison qu'aucune ne le fit disparaître, car aucune n'eut ce but, pas même la Grande Révolution française qui porta haut le Principe d'Égalité. Les hommes n'étaient pas assez éclairés et, du reste, Largent n'était pas mûr. Ils ont pourtant accompli des choses impensables pour leur époque, et ce dans tous les domaines.

Faisant fi de tous ces enseignements, vous affirmez que Largent réapparaîtrait s'il était renversé ! Mais, en disant qu'il réapparaîtrait *sous une autre forme*, vous nous révélez que vous pensez moins à Largent (notion de valeur marchande) qu'à la monnaie (étalon de la valeur et unité de valeur). Vous croyez donc qu'il ne sert à rien de couper les branches puisque la racine de Largent est en l'Homme, puisque le germe est inextinguible et resterait intact. Ce raisonnement serait logique si la monnaie se confondait en effet avec Largent, et s'il était vrai que ce dernier fût la création de l'Homme.

Mais la monnaie est à la fois le fruit et le vecteur de Largent, et ce n'est pas les hommes qui inventent Largent, c'est lui qui s'implante en eux, puisque c'est le système monétaire dans lequel ils naissent qui leur inculque la croyance que la notion de valeur (marchande) est nécessaire pour échanger. Ainsi, l'Homme est en quelque sorte un champ. Il y pousse ce que son contexte y sème. Vous avez donc raison, citoyenne, quand vous pensez que, si la monnaie était coupée une année, elle repousserait l'année suivante. Mais nous ne disons pas qu'il faut se contenter de faucher la monnaie ; nous disons qu'il faut arrêter de semer Largent dans les esprits et y planter autre chose, ce que seul un système non-monétaire peut faire. Vous affirmez que cela ne servirait à rien ! Allez donc expliquer à un agriculteur qui sème de la luzerne qu'il récoltera du blé !

Pour être plus explicite, extirper Largent des esprits consiste à substituer à la monnaie un autre moyen d'échange, c'est-à-dire

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

un moyen d'échange reposant sur autre chose que Largent, inculquant donc aux hommes une autre conception de l'échange, mieux encore, une (nouvelle) conception de la Société. Or, nous l'avons dit, la seule véritable alternative à la monnaie qui n'a aucune dimension sociale et empoisonne tous les rapports sociaux serait un moyen d'échange permettant aux Citoyens d'accéder au marché en raison de leur Citoyenneté. Ainsi ne serait-il plus fondé sur Largent, c'est-à-dire sur la croyance que la notion de valeur (marchande) est nécessaire pour échanger, mais sur un Principe fondamental de l'ordre social, savoir que seuls des individus participant à la vie de la Cité et étant Citoyens ont le Droit égal d'accéder au marché de la Cité. Il ne serait donc plus vecteur d'inégalités, mais d'Égalité. Il n'entreprendrait plus les individus dans l'ignorance des Principes sociaux, mais ferait d'eux des Citoyens jouissant pleinement de leurs Droits et sachant exactement ce que doit être une Société.

Dès lors, comment Largent pourrait-il réapparaître ? La première génération de Citoyens se souviendrait du système monétaire. Mais ce souvenir, chez des hommes ayant osé terrasser Largent, favoriserait-il sa résurgence ? Certainement pas. Car, en admettant que, dans les premiers temps de l'Égalité, des difficultés fassent naître des regrets, serait-il seulement possible de réintroduire la monnaie ? Représentons-nous bien ce que cela impliquerait ! Il faudrait que l'État adopte une monnaie, en émette une certaine quantité et la distribue. Mais à qui ? Comment ? Dans quelles proportions ? Deux possibilités. Premièrement, il pourrait les répartir également entre tous les Citoyens. Mais alors, pourquoi revenir à la monnaie qui, fatalement, conférerait aux Citoyens un pouvoir d'achat infiniment moins élevé et les replongerait dans les problèmes dont ils sortiraient à peine ? De plus, personne n'ignorerait que cette égalité monétaire ne pourrait durer ne fût-ce que deux jours. Donc, deuxième possibilité, l'État pourrait envisager de répartir d'emblée inégalement les unités monétaires selon les anciens critères du capitalisme, si tant est qu'il ait vraiment des critères. Mais qui, après avoir goûté à l'Égalité, accepterait de devenir le pauvre du système ? Qui accepterait que son égal aujourd'hui soit son maître demain ? Qui même prendrait le risque d'être favorisé dans un premier temps, c'est-à-dire d'avoir autant voire moins que dans l'Égalité, sachant que la fortune est capricieuse et qu'il pourrait tout perdre par la suite ? Au final, le retour à la monnaie et à Largent trouverait des

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

résistances en chaque individu, le rendant impossible. Les difficultés probables que nous avons évoquées ne seraient donc pas un prétexte pour revenir en arrière. Au contraire, les Citoyens y puiseraient des raisons et l'énergie d'aller de l'avant.

Mais, supposons maintenant des individus nés dans l'Égalité, des Citoyens n'ayant jamais connu le système monétaire, jouissant de Droits attachés à la Citoyenneté, incapables de concevoir qu'il puisse en être autrement, ne concevant pas plus l'inégalité entre eux que nous l'Égalité, et vouant en outre au capitalisme une sainte horreur... tout cela grâce à l'usage d'un nouveau moyen d'échange. Pour que L'argent renaisse parmi eux, il faudrait qu'ils éprouvent le besoin de payer les choses et d'être payés eux-mêmes en monnaie (59). Mais, ayons toujours à l'esprit que c'est parce que les premiers producteurs n'eurent pas la possibilité d'échanger d'une autre façon qu'ils se mirent à troquer, et que nous faisons toujours du troc indirect, via la monnaie, non parce que nous le voulons, mais parce que tels sont les modes d'échange et de penser dans lesquels nous enferme le système monétaire. Or l'adoption d'un nouveau moyen d'échange serait le choix d'une génération, un choix rendu possible par l'évolution, et aurait le même genre d'effets que feu la monnaie, celui d'imposer à la Société une nouvelle logique et d'inculquer aux Citoyens une nouvelle façon de raisonner. Cette révolution, contrairement aux précédentes, ne laisserait pas un vide ; elle ne ferait pas de la logique monétaire la seule qu'ils connaissent, la seule à laquelle ils puissent se raccrocher, amenant inévitablement son retour en force. Non ! Elle tuerait cette logique en l'étouffant sous une autre. L'argent serait bel et bien mort. La notion de valeur marchande n'interviendrait plus dans les achats, et les Citoyens ne comprendraient pas plus l'intérêt de la monnaie que le sens d'un prix.

(59) Les choses ne seraient pas gratuites dans la Cité. Est gratuite une chose que l'on acquiert ou dont on profite sans contrepartie. Mais, dans la Cité, les individus ne pourraient consommer qu'à condition d'avoir participé à la vie de la Cité et d'être Citoyens. Ils ne payeraient donc pas les choses en détail, comme nous, mais, par leur participation, ils acquerraient le Droit d'accès à toute chose. Rien ne serait gratuit pour eux, même si rien ne serait payant, financièrement parlant. De même, travailler ou participer à la vie de la Cité ne serait pas un acte gratuit ou bénévole puisque, en retour, les Citoyens se verraient reconnaître la Citoyenneté, à laquelle seraient attachés leurs Droits, dont le Droit d'accès au marché qui est aujourd'hui attaché à la monnaie.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Mais, direz-vous, *Largent réapparaîtrait progressivement*. Non ! car les échanges ne peuvent pas reposer *un peu* sur la notion de valeur ; ils ne peuvent être pratiqués simultanément selon deux logiques. Soit ils reposent sur la notion de valeur, soit la notion de valeur n'intervient pas. Or celle-ci n'intervient que dans les échanges effectués sur le mode du troc ou par l'intermédiaire d'une monnaie. Nous savons par ailleurs que le troc ne peut être le mode d'échange ordinaire d'une Société développée (les individus n'étant plus des producteurs, n'ayant donc pas de production à troquer), et que la monnaie n'est pas instaurée par les individus, pas même progressivement, mais par la « Société », brusquement. Si la Société cautionne un autre moyen d'échange que la monnaie, les Citoyens n'ont d'autre choix que d'utiliser le moyen d'échange en vigueur et n'ont pas plus besoin de monnaie que la possibilité d'en instaurer une. Largent ne peut donc pas ressusciter (60).

En admettant néanmoins que des Citoyens puissent encore concevoir Largent, reste à savoir s'ils voudraient à nouveau en faire leur maître. Autant se demander si des riches veulent devenir pauvres, ou des hommes libres, esclaves. La réponse est donc négative. Mais d'aucuns diront encore qu'il y aurait des nostalgiques de l'inégalité. Quand bien même, que pourraient-ils faire ? Il va de soi qu'ils rêveraient de revenir à l'inégalité, non pour en pâtir, non pour être privés de droits (auquel cas il leur suffirait de ne pas exercer ceux que l'Égalité leur reconnaîtrait), mais pour être les « seigneurs » de la Cité et avoir plus de droits que leurs Concitoyens. Mais où ces énergumènes trouveraient-ils du soutien ? Qui parmi leurs Concitoyens leur prêterait leur concours ? Qui leur prêterait seulement l'oreille ? S'ils osaient

(60) Nous parlons ici de Largent comme fondement du mode d'échange officiel. Il est cependant vrai que les Citoyens, en tant qu'individus, auraient toujours la possibilité d'échanger directement entre eux, sans passer par le marché, sans utiliser le moyen d'échange. Ils se livreraient donc occasionnellement au troc, voire au don. Mais ces échanges marginaux ne remettraient pas en cause le mode général des échanges et ne ressusciteraient d'ailleurs pas Largent qui naît de la mise en équivalence des objets. Par définition, la notion de valeur marchande n'intervient pas dans le don. Mais elle n'interviendrait pas non plus dans ce que les Citoyens appelleraient *troc*, car, dans la Cité, les objets n'incarnant plus de droits n'auraient plus de valeur marchande sur le marché et les Citoyens ne chercheraient pas à leur en donner une dans le cadre de leurs échanges privés. Le troc consisterait alors à échanger entre individus mais pas à établir une équivalence de valeur entre les objets.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

proclamer leur but, ils verraient se dresser contre eux tous les Citoyens inquiets pour leurs Droits, de la même manière que tous les individus semblent aujourd'hui ligués pour défendre Largent. Ils seraient tout autant réduits à l'impuissance s'ils parvenaient au pouvoir après avoir avancé masqués, et ce pour toutes les raisons que nous venons de donner, mais également parce qu'ils n'auraient aucune « classe sociale » sur laquelle s'appuyer, la Cité ne connaissant d'autre classe que celle des Citoyens.

Il serait donc aussi difficile de renverser le moyen d'échange institué par la Cité qu'il est aujourd'hui impensable que Largent disparaisse ! En fait, cela serait encore plus difficile, car les Citoyens connaîtraient et jouiraient alors de leurs Droits, et sauraient qu'ils le doivent à ce nouveau moyen d'échange, tandis qu'aujourd'hui ils ignorent que la monnaie les en dépouille ! Or, quand on sait avec quelle énergie et quel succès des privilégiés défendent des droits illégitimes, on comprend qu'il serait impossible qu'une poignée de nostalgiques, sans moyens, sans cause juste, puisse dompter des Citoyens, placés dans la même situation que des privilégiés, prêts à défendre leurs Droits légitimes jusqu'à la mort.

Monsieur Cupide : *Mais les hommes ne voudront-ils pas toujours être ou avoir plus que leurs voisins ? Même sans Largent, les Citoyens chercheraient à se piétiner et trouveraient le moyen de s'escroquer les uns les autres !*

Citoyen, la Cité n'aurait pas pour fonction de changer l'Homme, mais de reconnaître et de garantir les Droits des Citoyens. Si des Citoyens égaux devaient, en tant qu'hommes, être toujours jaloux de leurs voisins, sans pouvoir leur nuire, qu'importe ?

Cela dit, il nous faut comprendre le vrai sens de votre question. Vous dites : « *les hommes ne voudront-ils pas toujours être ou avoir plus que leur voisin ?* ». Il est évident que, par « *avoir plus* », vous songez aux biens. Vous sous-entendez donc que les Citoyens voudraient toujours posséder plus que leurs voisins. C'est effectivement ce que peut croire quelqu'un qui ignore tout de l'Égalité, qui attribue aux Citoyens une mentalité de capitalistes, et qui, en fait, ignore même les effets de Largent sur lui et ses contemporains. Avant d'envisager ce que pourraient

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

vouloir les hommes dans l'Égalité, il convient donc de nous demander pourquoi ils veulent *avoir* sous Largent.

Sous le règne de Largent, et notamment aujourd'hui, tous les droits passent par la monnaie. En gagner est une nécessité absolue et devient pour beaucoup une raison de vivre. Il est d'ailleurs légitime de ne pas vouloir être pauvre au milieu d'une civilisation riche, et il est même nécessaire d'y paraître riche, car c'est à l'aune de la fortune que tout est jugé. Or la monnaie sert à acheter. Les biens témoignent de la fortune qui sous-entend des vertus. Aussi est-il plus important d'avoir de *Largent* (au sens de monnaie) et des biens que d'avoir les vertus que cela suppose. Avoir des biens est même plus important qu'avoir de Largent, car ils peuvent s'afficher et présument d'une fortune qui, même imaginaire, fait son effet sur l'observateur. Ainsi, l'obsession d'Avoir supplante le désir d'Etre. Le système monétaire et plus encore le capitalo-libéralisme ne sont pas matérialistes par hasard ! Avoir pour paraître et paraître avoir des sous ! Cette mentalité ne peut s'expliquer sans Largent... ni lui survivre ! Pourquoi vouloir avoir plus que son voisin si avoir ne signifiait plus rien du fait que, dans l'Égalité, chacun aurait les mêmes Droits et pourrait potentiellement avoir les mêmes biens ? A la propriété ne seraient plus attachées les idées de fortune et de vertu. Avoir serait une satisfaction personnelle et, aux yeux d'autrui, une preuve de rien. Que les hommes aient toujours besoin et envie d'avoir, soit ! Mais que des Citoyens veuillent encore avoir pour avoir plus que leurs voisins — c'est-à-dire avoir des biens que ces derniers dédaignent ou n'ont pu acquérir faute de chance — n'aurait plus aucun sens ! En fait, ils se soucieraient de ce que leurs voisins consomment et possèdent à peu près autant que nous nous occupons aujourd'hui de savoir combien d'air les nôtres respirent !

Quant à l'aspect « *être plus* », tout dépend, citoyen, de ce que vous entendez par là. A priori, vous pensiez à *être plus riches*. Mais comment des Citoyens, hors d'un système monétaire, pourraient-ils vouloir être financièrement plus riches les uns que les autres, alors même que les concepts de richesse et de pauvreté n'existeraient plus ? Maintenant, si vous songiez à être plus beaux, plus aimés, plus grands, plus cultivés, plus intelligents, plus célèbres, etc., alors, oui, des Citoyens voudraient sans doute toujours *être plus* que leurs voisins. Pour autant, cela

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

tiendrait-il aux mêmes causes et aurait-il les mêmes conséquences que dans un système monétaire ?

A quoi tient souvent, dans un système monétaire, le sentiment d'*être moins* ou d'*être considéré comme moins* que l'autre, sinon au fait d'être moins riche que lui ? Dans ces conditions, comment les hommes espèrent-ils ou croient-ils pouvoir révéler aux autres ce qu'ils sont, ou leur faire croire qu'ils sont plus qu'ils ne sont en réalité, sinon en devenant riches, plus riches qu'ils n'étaient et, si possible, plus riches que leurs voisins ? Peut-on en effet nier que la richesse soit perçue comme le remède miracle ? Elle efface tous les défauts et fait ressortir les qualités, même celles que l'on n'a pas (61). L'inverse est tout aussi vrai et plus dramatique encore, puisque la pauvreté fait imputer aux pauvres des défauts souvent imaginaires et dénier leurs réelles qualités. Ainsi, quelle que soit la raison pour laquelle les hommes jaloussent leurs voisins, c'est souvent par la richesse qu'ils croient pouvoir rivaliser avec eux. Mais, dira-t-on, cela n'est pas un mal, au contraire, cela favorise le dynamisme du système. Malheureusement, on ne s'enrichit pas en gardant les mains propres ; la fortune est toujours bâtie sur le dos de quelqu'un. C'est là la seconde grande différence qu'il y aurait entre des capitalistes et des Citoyens.

Pour *être plus* que leurs Concitoyens dans un domaine, que pourraient bien faire les Citoyens ? Ne pouvant se distinguer par les biens, par l'avoir, à moins de vouloir passer pour des imbéciles notoires, et n'ayant aucun moyen de paraître ce qu'ils ne seraient pas, ils auraient deux alternatives : soit dépasser leurs Concitoyens dans le domaine en question, soit les surclasser dans un autre. Il faudrait, dans tous les cas, qu'ils soient ou deviennent quelque chose, qu'ils s'évertuent à Etre, ou alors, faute de volonté ou de talents, qu'ils ravalent leur jalousie. Mais, en aucun cas, ils ne pourraient s'élever aux dépens des Droits d'autrui. Dans l'Égalité, le désir d'*être plus* demeurerait et susciterait aussi un dynamisme mais qui n'aurait plus les mêmes effets que sous Largent.

Mais, citoyen, votre question était plus subtile. Elle cachait une affirmation : *les hommes seront toujours égoïstes*. Egoïstes de

(61) Ainsi Largent détourne la plupart des individus de ce qui est honorable dans la vie ou essentiel pour la « Société », de sorte qu'il engendre des hommes vils et des « Sociétés » sans âme.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

quoi ? Qu'est-ce d'ailleurs que l'égoïsme sinon le fait d'être excessivement préoccupé par soi-même, et par quoi est-il engendré sinon par la peur d'être dépossédé ? Or la première conséquence de Largent n'est-elle pas de dépouiller les Citoyens de leurs Droits ? Jamais à l'abri, sans cesse obligés de se défendre et de conquérir des droits aux dépens d'autrui, les hommes ont peu de répit pour penser à autre chose qu'à eux-mêmes. Ils sont pareil au corbeau qui serre dans son bec un fromage et doit résister à toutes les émotions de peur de le laisser échapper. Ils se disputent un gâteau qu'ils ont fait ensemble et que Largent tranche en parts inégales. Quelle que soit la taille de ces parts, elles suscitent la convoitise des renards et l'égoïsme de tous. Ils tiennent leurs comptes comme ils numérotent leurs abattis. Largent ne les invite pas à un festin, mais à un pugilat. Pourtant, lors d'un festin où chacun est libre de se servir sur la table abondante, il y a toujours des restes et jamais de querelles entre les convives. Celui qui est affamé mange à satiété ; celui qui a un appétit d'oiseau le regarde manger sans envie. Qui se fait gloire d'avoir mangé plus que les autres ? Qui se sent lésé d'avoir mangé à sa faim ? Oubliant leur assiette, les convives n'ont-ils pas partagé plus qu'un repas ? Pourquoi les Citoyens seraient-ils égoïstes si, quoi qu'ils fassent, ils n'avaient pas à surveiller leur gamelle ni celle de leur voisin ?

Enfin, citoyen, pour faire le tour du sujet, répondons à la question récurrente et indécente complémentaire de la vôtre : *Les hommes accepteront-ils que leurs voisins aient autant qu'eux ? ou Pourquoi mon voisin aurait-il autant que moi ?*

Rappelons tout d'abord que, dans l'égalité en Droits, l'égalité en biens ne serait possible qu'en théorie. Les Citoyens n'auraient donc pas les mêmes propriétés ; ils auraient seulement les mêmes Droits. Mais auraient-ils les mêmes biens, pourraient-ils s'insurger contre l'Égalité ? Pourraient-ils revenir à l'inégalité et à la monnaie ? Nous avons vu plus haut que cela serait impossible. Ils seraient donc forcés d'accepter cette situation et, à vrai dire, n'accordant plus aux biens l'importance que nous y attachons, ils ne se poseraient pas la question. En fait, ils se poseraient la question inverse ; ils se demanderaient comment des « Citoyens » ont pu accepter si longtemps d'être inégaux en Droits, comment ils ont pu souffrir si longtemps de voir leur Dignité bafouée. Car, n'oubliez pas, citoyens jurés, que nous n'avons aujourd'hui de *Citoyens* que le titre, et que certains vous

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

le décernement pour vous endormir, d'autres, heureusement, pour vous réveiller ! N'étant égaux ni entre nous ni devant la « Société », la Cité n'existe pas et la Citoyenneté n'est à l'heure actuelle que poudre aux yeux, qu'un concept relativement vide de sens. Nous vivons bien au même endroit, mais les uns à côté des autres, ennemis les uns des autres, suspects les uns aux autres, exploités les uns par les autres.

Toutes ces questions trahissent l'état d'esprit dans lequel nous met le contexte dans lequel nous vivons. Des individus aussi incrédules devant l'Égalité et ses vertus qu'empressés de justifier l'inégalité sont nécessairement issus d'un contexte inégalitaire. De même, seuls des Citoyens (de fait ou en conscience) peuvent applaudir à l'Égalité et ses conséquences, et être inversement atterrés par l'inégalité et le système monétaire. Mais une chose est tout de même étrange et paradoxale chez les premiers. Alors qu'ils sont individualistes, qu'ils se préoccupent essentiellement d'eux-mêmes, à l'idée que leurs voisins pourraient jouir enfin de leurs Droits, ils s'intéressent soudain à eux pour les leur contester et compromettre ainsi le bonheur commun. Au lieu de songer à eux-mêmes et à tout ce que l'Égalité leur apporterait, leur première réaction est, une fois n'est pas coutume, de penser aux autres et d'exécrer l'idée que leurs Concitoyens pourraient avoir *autant qu'eux-mêmes*. Pourtant, que peut bien leur faire que leurs voisins accèdent au confort si eux-mêmes n'y perdent rien et gagnent ne serait-ce qu'en tranquillité ? Car qu'arrive-t-il lorsque les uns ont à côté et aux dépens d'autres qui n'ont pas ? Ceux qui n'ont pas font fatalement tout pour avoir en prenant d'une manière ou d'une autre à ceux qui ont, même peu. Ces derniers doivent donc rester en permanence sur leurs gardes, sous peine d'être volés, agressés, enlevés ou même tués (62). L'Égalité est donc

(62) Il n'est sans doute pas besoin d'entrer dans de longues explications concernant les diverses formes de vols dont les riches, en particulier, sont l'objet, et tout ce qu'ils font pour les prévenir. Pour ce qui est des enlèvements, pensons, par exemple, au Brésil où il ne se passe guère de jours sans qu'un membre d'une famille riche soit enlevé pour être restitué contre une rançon. Mais, pour ce qui est d'être tués, ce n'est pas dans les temps ordinaires que les riches et les privilégiés sont le plus exposés, même si le risque n'est jamais nul, mais lorsque survient une révolution, plus exactement la première phase de la Révolution. (La Révolution qui doit voir le triomphe de l'Égalité, se déroule nécessairement en deux phases éloignées dans le temps. La première, qui a déjà pour leitmotiv l'Égalité, se heurte de front aux privilégiés qui, étant les profiteurs de l'inégalité, semblent en être les seuls responsables. Le combat qui s'ensuit, occasionné par la résistance des uns et l'exaspération des autres, détourne l'attention des révolutionnaires de L'argent,

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

bien de l'intérêt de tous. Mais le mépris de l'opulence pour la pauvreté est tel qu'il conduit à commettre une grossière erreur. Ce ne sont pas les pauvres qui réclament l'Égalité, mais les Principes de l'ordre social ; et ce ne sont pas des gens intelligents qui la réprouvent, mais des êtres orgueilleux et stupides. Or des individus avec une vue aussi courte n'entraveront pas sa marche. Ils pourraient même, par leurs maladresses, avancer l'heure de son avènement (63).

Fermons cette parenthèse et venons-en, citoyen, à la deuxième partie de votre intervention. Vous dites que, *même sans Largent, les Citoyens chercheraient à se piétiner et trouveraient le moyen de s'escroquer les uns les autres !* Mais pourquoi dites-vous cela ? Parce que telle est notre réalité. Nous sommes entourés d'escrocs. L'escroquerie fait même l'objet d'émissions télévisées. Ce fléau vous paraît donc si naturel, si humain, que vous ne concevez pas qu'il puisse disparaître avec Largent qui l'engendre, et que vous voulez croire à toute force que les hommes, placés dans des conditions qui dépassent votre entendement, chercheraient encore et trouveraient toujours le moyen de s'escroquer.

si tant est qu'ils s'en soient préoccupés avant. Que les révolutionnaires sortent vainqueurs de la lutte ou qu'ils soient vaincus, la révolution, elle, est vouée à l'échec, dans le sens où, en aucun cas, elle ne peut accoucher de l'Égalité, et débouche à plus ou moins long terme sur le capitalisme ou, plus exactement, sur le capitalo-libéralisme. Mais cette première phase est nécessaire pour que les hommes puissent tirer les leçons de cet échec et comprendre, à terme, qu'inégalité et tyrannie sont moins le fait d'autres hommes que celui de Largent, et que l'Égalité ne peut ni ne doit reposer sur la volonté humaine. Toutes les révolutions passées, que ce soit en France en 1789, en Russie en 1917, en Chine en 1949 ou ailleurs, furent de ce premier type.)

(63) Toutes les révolutions sont non seulement amenées par les oppresseurs mais mises en branle par ceux qui ont tout à y perdre. De ce point de vue, la Révolution française est exemplaire. Pendant des années, les nobles sapèrent l'autorité du roi, sciant ainsi la branche sur laquelle ils étaient assis, alors que, dans le même temps, ils aigrissaient le peuple en affermissant leurs privilèges. Leur refus de renflouer les caisses de l'État entraîna la convocation des États Généraux qui donnèrent à la nation l'occasion de se redresser. Pour couronner le tout, Louis XVI, désireux de retrouver son pouvoir d'antan et comptant sur les puissances étrangères, déclara la guerre à l'Empereur d'Autriche, pour la perdre, et les revers militaires décidèrent les révolutionnaires à le renverser. La guerre est souvent le détonateur des révolutions. Les despotes croient y trouver la gloire, mais ne font souvent, à l'exemple de Napoléon III ou Nicolas II, que précipiter leur perte.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Admettons cependant, citoyen, que vous ayez raison, que l'Égalité ne ferait pas disparaître les escrocs. Est-ce pour autant un argument contre l'Égalité et favorable à Largent ? Pourquoi agiter avec inquiétude le spectre d'un fléau qui pour nous n'est pas une supposition mais une réalité ? Pourquoi d'ailleurs n'invoquez-vous pas cette réalité contre Largent au lieu de présumer que l'Égalité la reproduirait ? En un mot, l'Égalité aurait-elle elle aussi son lot d'escrocs que ceci ne devrait en rien nous dissuader de l'instaurer pour jouir de tous les bienfaits dont Largent nous prive.

Maintenant, pour vous répondre plus précisément, il nous faut d'abord définir ce qu'est *escroquer*. D'après les dictionnaires, c'est une action qui consiste à s'emparer du bien d'autrui, à se l'approprier par des moyens frauduleux, par fourberie. Or nous savons que, dans un système monétaire, les biens représentent de la valeur, de la monnaie et donc des droits. Escroquer quelqu'un consiste donc moins à le dépouiller subtilement de ses biens ou de ses deniers qu'à se procurer des droits à ses dépens. Quant aux moyens dont usent les escrocs, ils sont dits frauduleux parce qu'ils violent les lois. Mais combien d'escroqueries les lois, sous Largent, sont-elles obligées de couvrir ? Car nous voyons qu'escroquer, se procurer des droits aux dépens d'autrui, s'apparente aux échanges monétaires normaux, l'escroquerie la plus courante étant de vendre cher une chose sans valeur. A la différence des voleurs qui dépouillent leurs victimes par la force et enfreignent ouvertement les lois, les escrocs, eux, abusent de leur confiance et les dépouillent avec leur consentement ; ils agissent à la limite de la légalité, voire au nom de la loi, d'où la difficulté de les reconnaître ou de les poursuivre.

Retenons donc que le but des escrocs est de se procurer des droits sur le dos d'autrui, sous forme de biens ou de monnaie. Il est parfaitement compréhensible que, dans un système monétaire, des individus se fassent escrocs : cela rapporte généralement plus que de travailler, quoique cela puisse parfois coûter cher. En outre, escroquer est rendu possible par le fait que les droits sont matérialisés, anonymes et destinés à changer de mains. Autrement dit, le système monétaire fournit aux individus un mobile et un moyen ; la monnaie leur donne à la fois la volonté de devenir escrocs et la possibilité d'escroquer. Reste à savoir si des Citoyens voudraient et pourraient s'escroquer les uns les autres.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

Des Citoyens seraient égaux en Droits. L'Égalité serait garantie par un moyen d'échange permettant aux commerçants de constater la Citoyenneté de leurs clients et conférant à chacun d'eux un pouvoir d'achat théoriquement illimité. Le Droit d'accéder au marché d'un Citoyen serait donc exercé par le biais dudit moyen d'échange, mais serait fondamentalement attaché au Citoyen lui-même. Les Citoyens pouvant donc obtenir tout ce qui serait possible en raison de leur Citoyenneté n'auraient aucune raison de convoiter les biens d'autrui. Un Citoyen ne pourrait pas davantage accroître son Droit d'accès au marché aux dépens d'un autre, puisque ce Droit serait pour tous illimité et strictement personnel. En clair, un Citoyen ne pourrait se départir de ses Droits et nul ne pourrait les lui arracher. Pour jouir des Droits d'un autre Citoyen, sans toutefois pouvoir les lui ravir, un escroc n'aurait d'autre moyen que de le contraindre à les exercer en sa faveur. Imaginons donc que les escrocs d'aujourd'hui, au lieu de dépouiller leurs victimes de leurs avoirs, soient obligés de les traîner dans les magasins, un pistolet sur la tempe ou dans les reins, pour qu'elles leur achètent ce qu'ils désirent, et que ce manège se répète chaque fois qu'ils désirent quelque chose. Ce serait d'une incommodité extrême ! A dire vrai, la chose serait impossible ! Eh bien ! ce qui est impossible aujourd'hui serait toujours impossible dans la Cité. En supposant néanmoins qu'il y ait encore des escrocs, on ne pourrait plus parler d'escroquerie, dans la mesure où, ne pouvant être dépouillés de leurs Droits, les Citoyens « escroqués » ne perdraient rien, sinon du temps. La véritable victime des escrocs serait en fait la Cité, auprès de laquelle ils usurperaient des Droits et envers laquelle ils manqueraient à tous leurs Devoirs. Les escrocs seraient en somme considérés comme des ennemis publics.

Ainsi, dans l'Égalité, un individu n'aurait d'autre alternative pour avoir des Droits, tous les Droits possibles, que de devenir Citoyen en participant à la vie de la Cité. Les escrocs seraient éradiqués, non parce que les hommes seraient meilleurs, mais parce que le système serait juste, parce que le moyen d'échange ne serait plus mauvais, parce que les Droits n'offriraient plus de prises, n'étant plus matérialisés par des unités vagabondes comme ils le sont avec la monnaie, parce qu'enfin escroquer serait impossible et ne présenterait aucun intérêt.

Vous prétendez, citoyen, que les Citoyens trouveraient quand même le moyen de s'escroquer. Mais que pourraient-ils bien

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

escroquer ? Des sous ? Il n'y en aurait pas ! Le moyen d'échange ? Il serait inaliénable ! Des biens ? Ils ne représenteraient rien ! Or il n'y a pas d'autres objets d'escroquerie que ceux-là. Le vol pur et simple ne serait certes pas impossible en théorie, mais quel intérêt des Citoyens pouvant accéder à tout et ne tirant aucun Droit des objets auraient-ils à voler (64) ? Le vol est aujourd'hui motivé par le gain, par les droits que l'objet volé procurera directement (s'il s'agit de monnaie) ou indirectement (s'il s'agit d'un objet à revendre) ; il n'est pas un acte gratuit. Pourquoi les hommes s'y adonneraient-ils encore s'il le devenait ? D'autant plus que voler des droits pour vivre ne serait pas seulement inutile, difficile, illégal et dangereux, ce serait impossible. Car contrairement à la monnaie qui incite et permet de choisir des voies malhonnêtes pour s'en procurer, l'Égalité, elle, ne laisserait d'autres voies pour jouir de tous les Droits du Citoyen que celle du Devoir. On comprend que, sous Largent, les hommes puissent concevoir différemment leur intérêt et opter pour des moyens plus ou moins respectables afin de survivre. Mais qui, dans l'Égalité, face à une alternative du genre *tout ou rien*, pourrait voir son intérêt ailleurs que dans la Citoyenneté et, partant, l'honnêteté ? Qui, sans aucune raison valable, irait aussi manifestement à l'encontre de ses propres intérêts ? L'Égalité ne bouleverserait pas à ce point la nature humaine !

Monsieur Aveugle : *Malgré tout, Monsieur l'accusateur, sans Largent, nous n'en serions pas où nous en sommes ! Largent est un facteur de progrès !*

Effectivement, citoyen, nous n'en serions pas là sans Largent ! Ceci est aussi vrai pour le progrès qui serait bien plus avancé, que pour nos problèmes dont la plupart ne se poseraient pas ! Mais, à défaut d'être tout à fait clairvoyant, en disant que Largent nous pousse vers le progrès, vous lui avez néanmoins reconnu une influence que beaucoup lui dénie. Songez donc à cela

(64) Les objets rares ou uniques pourraient toujours, semble-t-il, faire l'objet de vol. Mais l'intérêt de les acquérir ainsi serait bien moindre que l'intérêt de demeurer Citoyen. Les collectionneurs ne sont d'ailleurs souvent que des commanditaires. Ils ne volent pas eux-mêmes. Mais qui volerait pour eux, alors que ces derniers ne pourraient rien donner en échange, du moins rien qui rivaliserait avec les Droits du Citoyen ?

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

quand, sur un autre sujet, vous soutiendrez qu'il est absolument neutre !

Il était dans la nature des choses que, au sortir de la Société primitive, lorsque les hommes inventèrent de nouveaux produits, découvrirent de nouvelles techniques de fabrication, adoptèrent de nouveaux modes de vie et multiplièrent entre eux les échanges, il était dans la nature des choses, disons-nous, que Largent apparaisse à travers le troc et se manifeste bientôt sous forme de monnaie. Mais il ne faut pas inverser les rôles. C'est parce que le génie de l'Homme s'est mis en branle que les anciennes formes d'échange devinrent inadaptées et qu'un nouveau mode d'échange, fondé sur Largent, sur la notion de valeur marchande, s'imposa. Ce n'est d'ailleurs que bien plus tard que de nouvelles nécessités économiques ou politiques imposèrent le recours à la monnaie qui est à la fois un étalon de la valeur marchande et un moyen d'échange. Autrement dit, ce n'est pas Largent qui a poussé l'Homme vers le progrès, c'est l'Homme qui, dans sa marche en avant, a fini par le concevoir. De la même manière, la monnaie permet ou du moins facilite (par rapport au troc) les échanges, mais ce sont les hommes qui inventent et produisent les objets échangés. Largent et la monnaie ne confèrent à l'Homme aucune capacité. Etre intelligent peut rendre riche, mais la fortune, elle, n'a jamais rendu personne intelligent, pour ne pas dire plus ! La source du progrès humain est en l'Homme et en lui seul. L'Homme avance quand il exploite ses capacités et il n'a pas besoin de l'aval de Largent pour les exploiter.

Les connaissances et le niveau de développement d'une civilisation donnée sont le fruit des découvertes, des inventions, des expériences et des réflexions tant passées que présentes. Chaque étape constitue un appui inébranlable pour atteindre l'étape suivante. Il n'y a pas de retour en arrière possible. Le progrès humain ne connaît que la marche avant (65). Que le

(65) On serait même tenté de dire *la marche avant accélérée*, puisque l'accumulation des découvertes permet *a priori* de découvrir plus rapidement. Mais l'accélération des découvertes, indéniable durant les deux derniers siècles, peut-elle se poursuivre indéfiniment ? Les connaissances n'atteindront-elles pas un point à partir duquel il sera plus difficile, et donc plus rare, de faire de nouvelles découvertes, si tant est qu'il y ait encore des choses à découvrir ? Etant impossible de répondre avec certitude à ces questions, il n'est pas permis de présenter l'accélération du progrès comme une règle immuable.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

mode d'échange repose sur tels principes ou tels autres, que l'économie fonctionne avec tel ou tel moyen d'échange, rien ne peut l'empêcher. La question n'est donc pas de savoir si *Largent est un facteur de progrès*, puisque l'Homme en est le seul auteur, mais s'il peut le freiner.

A quoi donc pensiez-vous, citoyen, en faisant cette réflexion ? Au fait que nous ayons atteint un certain progrès sous l'empire de Largent ? Au fait que Largent génère des frustrations et des fuites en avant qui ressemblent à du dynamisme ? Au fait que le capitalo-libéralisme a été le théâtre de l'explosion technologique ? Et après ? Cela indique que l'Homme avance, mais ne prouve en rien que Largent le fasse avancer ! En fait, les progrès spectaculaires réalisés durant les deux derniers siècles tiennent à deux causes : la première est celle que nous avons déjà indiquée, à savoir que les connaissances accumulées devaient amener de nouvelles découvertes ; la seconde est la fin de l'ancien régime qui, en raison de privilèges individuels ou collectifs, contrariait l'activité économique. Avec l'arrivée de la bourgeoisie au pouvoir, Largent accéda au trône. Enfin libres de leurs mouvements, les bourgeois s'en donnèrent à cœur joie, et c'est dans ces conditions que le progrès s'accéléra sur le plan technique. Malgré ce que nous avons dit, il semble donc qu'il y ait une corrélation étroite entre Largent et les progrès réalisés alors.

Certains expliqueront que la possibilité de faire fortune incite à entreprendre, à répandre les nouvelles découvertes, voire à investir dans la recherche, et donc que Largent est bien un facteur de progrès. Mais cet argument tourne à vide, car le système monétaire est comparé à lui-même ou, plus exactement, n'est pas comparé à un autre. Cette explication n'est au fond que le constat de l'activité humaine et une tentative d'attribuer à Largent tout le mérite des hommes, puisqu'elle suppose textuellement que, sans lui, un facteur de progrès disparaîtrait et qu'elle sous-entend en réalité que, sans lui, le progrès deviendrait impossible, qu'il y aurait même régression. Mais elle passe sous silence le fait que la liberté d'entreprendre n'est aujourd'hui accordée qu'aux riches, qu'il y a donc moins d'entrepreneurs et d'inventions ou de découvertes répandues que si tous les Citoyens avaient réellement la possibilité d'entreprendre, sans parler des motifs plus sains qui les animeraient ; que la liberté des uns se solde par l'exploitation des autres, des employés, c'est-à-dire de la grande majorité des consommateurs, donc que le

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

progrès se répand moins vite que si tous les Citoyens avaient accès aux produits nouveaux sans avoir besoin d'attendre ce que l'on appelle la « démocratisation des prix » (quand encore elle a lieu) ; que la recherche est le parent pauvre du capitalisme, donc que les découvertes, que rien n'empêche, car ne se consacrent à la recherche que des gens passionnés, ne sont pas dues à Largent.

Or, supposons maintenant une Société non-monétaire, reposant sur un moyen d'échange égalitaire : les découvertes et les inventions seraient-elles dédaignées ? Imaginons que les individus n'aient de Droits qu'à condition d'être Citoyens, et qu'être Citoyen implique de participer à la vie de la Cité : les individus auraient-ils moins besoin de travailler ? les génies cesseraient-ils de suivre leur inspiration ? découvreurs et inventeurs conserveraient-ils pour eux leurs trouvailles ? les producteurs chercheraient-ils à retenir entre leurs mains leur production ? Imaginons en outre que les Citoyens, en tant que consommateurs, aient un pouvoir d'achat en théorie illimité et réellement supérieur à celui d'aujourd'hui : les nouveaux produits ne se répandraient-ils pas à une vitesse bien supérieure, assurant ainsi un succès rapide aux inventeurs ? Imaginons par ailleurs que les entreprises soient toujours en concurrence (66) : l'innovation (que ce soit au niveau des produits, des techniques de production, etc.) ne serait-elle pas toujours un objectif ? la forte demande dont il a été question ne stimulerait-elle pas les innovations en tous genres ? Imaginons enfin que le Peuple n'ait jamais été tenu dans l'ignorance, ce qui était inévitable dans l'inégalité, que le savoir ait toujours été accessible à tous les Citoyens : qui sait si les progrès réalisés au XX^e siècle malgré des conditions longtemps défavorables n'auraient pas été accomplis dès le X^e ?

(66) C'est une erreur répandue de croire que l'Égalité proscriit la concurrence et le libéralisme. L'Égalité prescrit que les Citoyens doivent être égaux en Devoirs et en Droits. La Cité définit les Devoirs et garantit les Droits. Or, dans la mesure où la Cité reconnaît l'existence d'une entreprise, elle reconnaît que ses employés remplissent leur Devoir (de participer à la vie de la Cité) et leur garantit donc les Droits du Citoyen (dont celui de profiter de ses bienfaits, notamment en accédant au marché). Dès lors, les entreprises peuvent être en concurrence et sanctionnées au besoin par la Cité sans qu'il soit porté atteinte aux Droits des employés. Le libéralisme est toujours un stimulant économique mais n'est plus un fléau social. (Le libéralisme n'a d'ailleurs jamais été un fléau, puisqu'il n'a jamais existé, puisque nous n'avons jamais connu et ne pouvons pas connaître autre chose que le capitalo-libéralisme, c'est-à-dire un libéralisme faussé et dénaturé par Largent.)

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Il ne faut donc pas s'y tromper : ce n'est pas l'arrivée au pouvoir de Largent qui favorisa le progrès, c'est la fin de l'ancien régime qui laissa plus de libertés à plus de monde, principalement aux bourgeois. Or, plus il y a de libertés, plus une Société est juste, plus elle est riche. Cependant, la Liberté elle-même, la Liberté dont jouiraient les Citoyens dans l'Égalité, ne serait pas un facteur de progrès en soi puisque, au fond, elle n'apporterait rien à l'Homme, elle ne lui enlèverait rien non plus, mais le laisserait simplement cultiver le génie et déployer toute l'énergie qui sont en lui. On ne peut, à plus forte raison, dire que Largent est un facteur de progrès, lui qui garantit de grandes libertés à quelques-uns mais ôte ces mêmes libertés à la grande majorité. En fait, loin d'être un facteur de progrès, Largent constitue un obstacle au progrès. Entre tout le mal que les hommes font pour lui, toute l'énergie qu'ils dépensent en vain à lui courir après, et tout ce qu'ils ne peuvent faire à cause de lui (67), faites le compte ! Prenez un secteur au choix, jugez sans préjuger et vous verrez que Largent, de manière générale, est un facteur limitant ! Sur l'autoroute du progrès, il dresse des péages qui ralentissent la marche de l'Homme. Certes un péage n'empêche pas de passer, mais il fait perdre du temps pour rien !

Une fois de plus, citoyen, vous avez attribué à Largent les prodiges dont l'Homme est susceptible, tandis que votre voisin a précédemment imputé aux hommes seuls les crimes dont Largent est l'instigateur. Ne sentez-vous donc pas, citoyens jurés, combien Largent imprègne vos esprits et fausse, à son profit et au détriment de l'Humanité, votre vision des choses ?

Il est enfin temps de le clamer haut et fort : **LARGENT EST UN TYRAN** ! le plus ancien et le plus puissant tyran de tous les temps. Il s'est imposé aux hommes à leur insu ; il anéantit les Principes de l'association politique ; il instaure ou fige l'inégalité et la rend ensuite inaltérable ; il accapare les Droits, les matérialise et en dépouille les hommes ; il dispose des libertés et outrage la Dignité des Citoyens ; il édicte des lois supérieures à toutes celles que les hommes peuvent envisager ; il inspire presque tous les vices et ne commande que des crimes ; il plonge les individus, les

(67) Pensons à tous les brevets inexploités et enterrés pour préserver quelque intérêt, au fatal manque de moyens financiers, au temps nécessaire pour réunir (quand encore on y parvient) le budget indispensable pour mener à bien un projet, etc.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

entreprises et les États dans un cercle infernal ; il a sa cour, ses valets, ses satellites, ses esclaves et ses victimes, comme les despotes, sa religion, son temple et ses prêtres, comme les dieux ; il exige des hommes qu'ils lui sacrifient tout : le présent, le futur, la terre, l'air, l'eau, la faune, la flore... eux-mêmes ! Citoyens jurés, cela suffit-il à rendre Largent coupable à vos yeux ou n'est-il pas encore assez tyrannique ?

Madame Denfer : *Vous diabolisez Largent !*

Point de « diabolisation » ici, citoyenne ! Nous disons ce qu'est Largent et ce à quoi il conduit les hommes, ni plus ni moins, sans avoir la naïveté de le prendre pour la Vierge immaculée ! Nous avons expliqué les principes et montré les faits, du moins les mécanismes qui les engendrent. Oui ! ils sont terribles, plus terribles encore que nous ne l'avons suggéré. Mais si cela ne fait pas de Largent un démon, cela n'en fait pas moins un tyran ! La preuve même de sa tyrannie est dans la crainte des hommes de la dénoncer et dans leur obstination à ne pas vouloir la voir alors qu'elle crève les yeux ! Certes, tout ne peut être mis sur son compte, mais ne rien y mettre quand à l'évidence tant de choses tragiques et sordides lui doivent tout, serait démagogique, et reconnaître ses responsabilités sans le condamner serait criminel ! Maintenant libre à vous d'être cohérente avec vous-même ! Sachez seulement que de votre jugement, du jugement de chacun d'entre nous, dépend notre sort à tous !

La JUSTICE doit être ferme comme la fermeté doit être juste. Nous avons dévoilé les crimes de Largent ; nous devons maintenant présenter les faits à décharge.

Au vrai, Largent ne peut échapper qu'à une seule accusation : celle de trahison. Car ce sont bien les hommes qui, même involontairement, l'ont engendré. Il n'a fait, lui, qu'obéir à la nature immuable qui lui a été donnée. Mais que cette circonstance atténuante n'arrête pas votre bras, comme vous n'hésiteriez pas à frapper un loup sous prétexte qu'il est né loup. Il est dans sa nature d'être votre ennemi, et, par cela, vous êtes le sien. Vous avez le Droit et même le Devoir de vous défendre, et il est vital que vous le terrassiez. Mais n'en veuillez pas à l'Homme d'avoir

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

commis bien malgré lui cette erreur ; réparez-la ou reprochez-vous de la répéter.

En revanche, l'argument souvent avancé pour sa défense, et le seul qui puisse résister quelques instants à l'analyse la moins pertinente, n'est en rien à décharge. Il s'agit du fait que Largent serait, soi-disant, un moyen d'échange pratique.

Quand cela serait, l'aspect pratique d'une chose dans un domaine compense-t-il, efface-t-il, excuse-t-il les inconvénients qu'il peut présenter dans d'autres domaines ? Que nous importe que Largent soit un moyen d'échange pratique s'il permet de violer tous les Principes de l'ordre social ? En quoi cela plaide-t-il en sa faveur ? Car en regardant, même de loin, tout ce qui est pratique avec Largent, l'argument se retourne immédiatement contre lui. Il est dès lors insensé de reprocher aux hommes leurs façons d'en user et d'encenser Largent pour son aspect pratique, alors que ce dernier ouvre lui-même la porte à tous les abus !

Du reste cet aspect pratique ne concerne pas Largent, mais la monnaie, c'est-à-dire son support. La monnaie est le moyen d'échange ; Largent est le principe ou l'essence de l'échange monétaire, principe sans lequel l'existence de la monnaie n'aurait aucun sens. Rappelez-vous que nous ne jugeons pas le corps qui exécute, mais l'esprit qui commande. Or, citoyens jurés, un principe est bon ou mauvais, juste ou injuste, vrai ou faux, mais il ne saurait être pratique ou incommode. Il est donc ridicule d'invoquer cet argument pour défendre Largent.

Par ailleurs, une chose est nécessairement jugée pratique par rapport à une autre qui l'est moins. Dans le cas de la monnaie, cela peut vouloir dire deux choses : soit qu'user de monnaie est plus pratique qu'échanger les biens de façon directe, soit que la monnaie est un moyen d'échange plus pratique que d'autres.

Dans la première hypothèse, il est évident que l'usage de la monnaie offre certaines facilités par rapport au troc, puisqu'elle est précisément le moyen que les hommes, dans leur quête de facilité, ont trouvé pour perpétuer l'échange entre individus et manipuler la notion de valeur marchande née du troc. Son support a d'ailleurs évolué pour satisfaire le même souci (68). La

(68) Les premières monnaies furent des biens (coquillages, pierres, animaux, etc.) ou des objets, (haches, bûches, tissus, bijoux, etc.), puis des biens de référence (métaux, céréales, sel, etc.) dont il fallait généralement peser la quantité (ces biens pouvant servir soit de monnaie soit d'unités de compte), puis des pièces (ou des objets métalliques représentant souvent, de façon réaliste ou conventionnelle, la monnaie d'origine) émises par l'État ou de riches particuliers, tenant leur valeur

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

monnaie n'a donc pas remis en question la logique du troc, l'échange monétaire consistant en un troc indirect, mais le troc a été rendu de plus en plus abstrait par des monnaies de plus en plus maniables. Les échanges, si l'on peut dire, furent par son biais de plus en plus aisés et de moins en moins justes. Qu'importe alors l'aspect pratique de la monnaie si son usage est socialement funeste, plus funeste encore que la pratique du troc ?

Quant à la seconde hypothèse, d'après laquelle la monnaie serait plus pratique que d'autres moyens d'échange, elle n'a ni queue ni tête.

Comment en effet comparer deux moyens d'échange mettant en œuvre des principes différents ? La monnaie est *pratique* par rapport au troc dont elle perpétue à sa manière la logique de l'échange individualiste, mais elle ne saurait être le moyen d'échange d'un système dans lequel les échanges reposeraient sur une autre logique, sur la logique sociale. Ce système exigerait un moyen d'échange *conforme* à sa propre logique, un moyen d'échange qui ne pourrait être la monnaie. Il n'y a donc aucune comparaison possible entre les moyens d'échange de systèmes radicalement différents, chacun étant simplement *conforme* à la logique de son système, aucun ne pouvant en remplacer un autre dans sa fonction, même mal.

Ensuite, citoyens jurés, comment prétendre que la monnaie est un moyen d'échange plus pratique qu'un autre, alors même que l'on n'en conçoit pas d'autre ? Car, à n'en pas douter, ceux qui soutiennent une pareille affirmation n'imaginent pas d'autre moyen d'échange que la monnaie. Dans leur bouche, cette affirmation est donc gratuite. Mais, en admettant que certains aient effectivement à l'esprit d'autres moyens d'échange (autres que des dérivés de la monnaie), que certains connaissent même le moyen d'échange propre à l'Égalité, il serait encore ridicule de leur part, en raison de ce que nous avons dit à l'instant, d'établir une telle comparaison.

Il ressort donc de tout ceci que la monnaie, le seul moyen d'échange conforme au système monétaire et le seul que nous connaissions aujourd'hui, n'est ni plus ni moins pratique qu'un autre moyen d'échange, mais que c'est en tant que moyen

de la quantité de métal qu'elles contenaient ou de la volonté de l'émetteur, puis des billets d'une valeur fixée par l'État, puis des unités virtuelles, donc le concept de valeur marchande à l'état pur, sans artifices.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

d'échange qu'elle est pratique. Entendons par là que la monnaie partage avec tous les moyens d'échange possibles certaines propriétés qui, en effet, facilitent les échanges par rapport à la première forme d'échange connue, l'échange direct entre individus, mais que ce compliment ne concerne pas les propriétés spécifiques de la monnaie qui, elles, sont déplorables.

Quelles sont donc les propriétés communes à tout moyen d'échange ? Tout d'abord, un moyen d'échange, quel qu'il soit, est reconnu par tous les protagonistes de l'échange et confère seul le droit d'accéder au marché (69), c'est-à-dire à la production (biens ou services) des autres. Il consacre en propriétés privées les biens retirés du marché par son biais. Son usage suppose que les produits en tous genres se répartissent au gré des initiatives individuelles, non par l'autorité de l'État. Il s'obtient théoriquement soit par une participation à la vie de la Cité, soit par la grâce de cette dernière. Il est donc censé être, pour un vendeur, le gage de la participation de son client à la vie de la Société ou du moins de son droit de participer légitimement à l'échange, c'est-à-dire d'emporter ses produits ou de profiter de ses services. Il implique que les individus ne travaillent plus pour eux-mêmes, mais pour le marché, afin de l'obtenir. Enfin, son usage par les acheteurs atteste d'une façon ou d'une autre l'activité des vendeurs qui méritent à leur tour d'en disposer.

Ainsi, pour satisfaire l'ensemble de leurs besoins et envies, il suffit aux individus de se procurer le moyen d'échange du système dans lequel ils vivent. Ils ne produisent alors plus pour eux-mêmes, mais pour le marché, et n'ont plus à échanger directement leur production qui parfois se prête mal à l'échange direct, d'autant qu'ils produisent souvent en groupe et n'ont donc rien en propre à échanger. Un moyen d'échange favorise donc la diversification des productions, notamment en matière de services, permet de commercer à une échelle beaucoup plus grande et offre des libertés incomparables. Voilà les avantages fondamentaux de l'usage d'un moyen d'échange sur la pratique du troc ! Pourtant, si la monnaie confirme en théorie le tableau général, elle est loin de remplir en pratique toutes les exigences

(69) Le fait qu'un moyen d'échange confère seul le droit d'accéder au marché n'exclut pas que des échanges puissent encore avoir lieu, de façon marginale, entre des individus sur le mode du troc. (Cf. note 60)

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

particulières. De plus, alors que ces différents aspects sont insuffisants pour définir un moyen d'échange conforme à l'attente de Citoyens, ils vont bien au-delà du nécessaire pour caractériser la monnaie.

La monnaie est en effet reconnue par tous les protagonistes de l'échange, puisqu'elle est aujourd'hui instituée par l'État. Il semble également juste, au premier abord, de dire qu'elle confère seule le droit d'accéder au marché. Il apparaît donc, première entorse aux Principes, que le droit d'accéder au marché, droit qui devrait être reconnu aux Citoyens par la Cité, n'est pas reconnu aux individus par l'État, mais leur est conféré par la monnaie qui, de même, consacre la propriété privée sur *tout* ce qui a été payé. En outre, si le droit d'accéder au marché n'est théoriquement donné que par la monnaie, le fait que l'échange monétaire consiste en un échange de valeurs induit que toute chose représente de la valeur et peut donc, dans certains cas, soit être échangée (non en tant que moyen d'échange mais comme objet d'échange), conférant alors le même droit que la monnaie, soit être vendues, procurant ainsi de la monnaie. Inutile alors de préciser que la monnaie peut s'obtenir autrement qu'en travaillant, qu'elle ne prouve donc pas aux vendeurs que leurs clients ont travaillé pour s'en procurer et qu'elle ne peut avoir pour fonction d'être une telle preuve. Enfin, il est exagéré de dire que, dans un système monétaire, les individus ne travaillent plus pour eux-mêmes mais pour le marché, car, en réalité, ils sont toujours propriétaires de leur production ou de leur (force de) travail qu'ils doivent, suivant la logique du troc, échanger contre de la monnaie. Ceci est évident concernant les travailleurs indépendants qui travaillent seuls et vendent directement leurs produits ou leurs services (qui sont donc initialement leur propriété), mais ne l'est pas moins en ce qui concerne les employés d'une entreprise qui travaillent, non pour le marché ou la Cité, mais pour l'entreprise qui leur verse un salaire, de sorte qu'ils tiennent leurs droits de leur entreprise, et non de la Cité.

Nous voyons donc, citoyens jurés, que la monnaie laisse un grand flou quant à la manière de l'obtenir et est plus un moyen d'acquérir que d'échanger (du travail). De fait, l'échange monétaire est entouré d'autant de libertés que les droits sont affranchis de devoirs et dépourvus de garanties.

Il ne faut donc pas confondre la monnaie, moyen d'échange engendré par Largent, et le concept même de moyen d'échange.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Ce n'est pas en tant que moyen d'échange que la monnaie est condamnable, mais en tant qu'instrument de Largent. Le sort de Largent et celui de la monnaie sont donc liés malgré tout, même si un moyen d'échange est manifestement nécessaire à l'heure actuelle. Ainsi, conserver Largent faute d'imaginer un autre moyen d'échange que la monnaie ou proscrire la monnaie et l'idée même d'un moyen d'échange par rejet de Largent sont deux erreurs à éviter, la première pérennisant les méfaits de Largent, la seconde faisant perdre tous les bienfaits de l'échange indirect, l'une et l'autre de ces erreurs ramenant au même point : le système monétaire.

Il est évident que la première erreur (conserver la monnaie et Largent) est la plus fréquemment commise, puisque notre monde est toujours monétaire et que les hommes sont assez naïfs pour croire qu'il peut changer sans qu'ils n'y changent rien. Dans le meilleur des cas, cette erreur consiste à espérer l'Égalité sans remettre en question la monnaie, ce qui revient à butter inlassablement sur le mur de Largent et à tourner en rond dans le système monétaire (70). Faire la seconde erreur, à savoir proscrire tout moyen d'échange, est plus rare car elle demande plus d'audace, mais aussi plus d'angélisme. Elle consiste, en fin de compte, à espérer l'Égalité d'une « Société » égalitariste, c'est-à-dire d'un système où chacun serait l'égal de l'autre en tout, même en biens. Car, sans moyen d'échange, la répartition de la production ne peut s'effectuer que de trois façons : par troc, par l'anarchie ou par l'État. Le troc renfermant le principe d'échange individualiste est contraire aux Principes communautaires, qu'il s'agisse d'atteindre l'égalité en Droits ou l'égalité en biens : il est donc exclu. Mais s'il n'y a ni moyen d'échange ni contrôle de l'activité des individus et des échanges par l'État, si chacun est libre de consommer sans être obligé de travailler, l'anarchie règne : autant dire qu'aucune égalité, que ce soit en Droits ou en biens, n'est possible de cette façon, même en théorie. Reste donc la troisième alternative : la répartition par l'État. Les projets d'abolir purement et simplement la monnaie et l'usage de tout moyen d'échange, par réaction à Largent, reposent sur la volonté

(70) Le système monétaire est en quelque sorte une prison dont les murs seraient invisibles sans toutefois permettre de voir à travers. Les hommes ignorent donc à la fois qu'ils sont prisonniers, qu'ils ont un mur à franchir pour être libres et en quoi consiste l'Égalité qu'ils ne peuvent trouver que hors de cette enceinte.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

d'instaurer une sorte d'Égalité (71), et impliquent une obsession égalitariste. Dans de tels systèmes, chacun doit fournir sa part de Travail — ce qui, jusque là, est normal pour des Citoyens —, la production doit être partagée en parts égales afin que chacun ait la même chose que son voisin — c'est à ce niveau que la dénaturation du Principe d'Égalité intervient —, et l'État, ou tout autre autorité suprême, doit veiller sur tout et s'impliquer partout pour tout plier à ce principe dément. Ainsi, pour éviter l'écueil de l'anarchie, la « Société » sombre par la force des choses dans la tyrannie. Sans moyen d'échange, l'égalité en biens est donc la seule égalité envisageable, quoiqu'elle soit en elle-même absurde, injuste, irréalisable et tragique dans l'épreuve.

Une fois de plus, tout se joue autour de l'échange, et, aujourd'hui, la proscription de tout moyen d'échange serait plus dramatique encore que l'usage de la monnaie. Faute d'introduire dans la « Cité » des Principes aussi justes que nouveaux, véhiculés par un moyen d'échange, elle ne cesserait d'être un système monétaire ou retomberait très vite dans le troc avant de revenir très vite à la monnaie... autrement dit à la case départ. Par ailleurs, anéantir les libertés au nom de l'égalité matérielle reviendrait à anéantir l'Égalité elle-même, ce qui serait pire que conserver Largent et ses inégalités, car les inégalités subsisteraient, voire s'accroîtraient, alors que les libertés que Largent laisse malgré tout seraient étouffées. Quoique de tels projets témoignent d'une aversion certaine pour les injustices du capitalo-libéralisme, et d'une profonde générosité, ils n'en sont pas moins voués à un échec total.

Notons cependant, citoyens jurés, qu'il existe des Sociétés n'utilisant pas de moyen d'échange, sans pour autant connaître l'échec que nous annonçons. Mais ce sont des communautés réduites à quelques membres, alors que de pareils projets sont destinés à des Sociétés étendues, surpeuplées, développées, à des systèmes monétaires de longue date. La solidarité règne entre les membres de ces communautés, du fait de leur proximité, voire de leur parenté. Or, c'est là un principe que le capitalisme a sapé et sur lequel il ne faut donc pas compter *a priori*, d'autant plus que la Cité doit reposer sur les Principes fermes de l'ordre social et non sur des notions fumeuses de camaraderie.

(71) Ce genre de projet est nécessairement fondé sur un désir d'Égalité, puisqu'il vise à proscrire les inégalités inhérentes à Largent.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Il faut bien comprendre qu'il n'y a pas de retour en arrière possible (72), que le troc direct ou indirect est à jamais dépassé, que la communauté primitive n'est qu'un songe bucolique, et que nous devons avancer en partant de là où nous sommes arrivés. Renoncer à un moyen d'échange est impossible ; conserver Largent est intenable ! Remarquons d'ailleurs que, si le fait d'attaquer Largent semble encore loufoque, chaque fois que les hommes cherchent à résoudre les problèmes sociaux et à améliorer leurs rapports, ils imaginent une nouvelle conception de l'échange, à tout le moins une nouvelle façon de manipuler la monnaie. Ils ont beau dire que Largent (au sens de monnaie) est neutre, quand ils fustigent la « Société » capitaliste et envisagent de réagir, ils prônent soit un changement de mentalité à son égard — chose impossible puisque cette mentalité est l'effet de son existence —, soit un commerce parallèle aux échanges monétaires, soit une vie en marge de la « Société », soit la fuite vers un pays où le troc rivalise encore avec la monnaie. Dans tous les cas, Largent est directement responsable de leur malaise et de leurs réactions qui manquent franchement de clairvoyance et d'ambition !

Citoyens jurés, Largent subit aujourd'hui une attaque en règle, mais il est déjà contesté. Si chacun conçoit les limites du troc, chacun sait qu'il est plus équitable que l'échange monétaire. Quoique l'équité soit insuffisante pour des Citoyens (73), elle est un mieux pour des exploités, des exclus et des hommes indignés par l'injustice et l'absurdité du capitalo-libéralisme. Aussi, le troc est-il réapparu comme une riposte au système monétaire, comme un premier coup de griffe donné à Largent. En ce moment, au cœur de nos villes, l'échange se pratique parfois sur un mode qui tient à la fois du troc et de l'échange monétaire, à savoir le S.E.L.. Le S.E.L. est manifestement une réaction hostile à Largent. Mais le troc repose lui-même sur Largent. De fait, le S.E.L. repose sur

(72) Qu'il soit clair pour tout le monde qu'anéantir Largent et la monnaie, c'est aller de l'avant, et non revenir en arrière, contrairement à ce que peuvent prétendre ceux qui, de leur côté, feignent d'ignorer que chercher simplement à réduire les problèmes financiers et leurs rejets n'est rien d'autre que vouloir revenir à un temps passé et à une situation idéalisée.

(73) L'équité, principe de base de l'échange monétaire, est brandie comme l'épée de la justice mais n'est que le bouclier de Largent et de l'inégalité. Elle est le pis-aller illusoire de ceux qui ne veulent pas l'Égalité ou ne savent pas comment l'établir.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

la même base que le système monétaire classique contre lequel il s'insurge. En outre la monnaie est une évolution du troc. Un mode d'échange intermédiaire ne peut donc être qu'une régression. D'ailleurs S.E.L. signifie *Système d'Echange Local*. Ce système, comparé au système monétaire qui permet d'échanger au niveau national et même international, ne peut donc être qu'un palliatif marginal. Sa généralisation est par définition impossible ou vouée d'avance à l'échec.

Comme nous l'avons dit, la chute de Largent se produira lorsque deux évolutions seront au diapason : celle du sentiment des « Citoyens » à son égard, et celle de Largent lui-même ou, plus exactement, celle de la monnaie. Ce procès a pour but évident d'activer la première évolution, d'amorcer une prise de conscience. Quant à l'évolution de la monnaie, support de Largent, elle est dans l'ordre des choses. Les hommes l'encouragent malgré eux, de sorte qu'elle est irrésistible. Elle répond pourtant à une logique : d'une part les hommes recherchent le confort et la facilité, d'une autre tout ce qui naît, évolue et doit disparaître. Or Largent, la croyance que la notion de valeur est nécessaire pour échanger, naquit de la nécessité de troquer. Une fois Largent ancré dans les esprits, c'est son support seul qui évolua, qui évolue encore. Avec les unités monétaires virtuelles, cette longue évolution touche à sa fin, fin qui précipitera celle de Largent lui-même. Car la monnaie n'aura bientôt plus de consistance ; Largent, plus de corps ; l'âme, plus d'enveloppe. Un souffle pourra emporter le tout comme le vent disperse la fumée ! Or n'en doutons pas, tôt ou tard, une nouvelle tempête se lèvera. Les hommes éclairés, ayant le vent en poupe, saisiront l'occasion pour se dresser contre la monnaie décharnée et lui donner le coup de grâce. Ainsi s'achèvera la longue et funeste existence de Largent. Comment pourrait-il en être autrement ? Pourquoi Largent serait-il la seule chose à échapper à la mort ? Il ne lui échappera pas, à moins que, pour notre malheur, nous ne l'y soustrayions. Et encore ! Même les hommes ne peuvent s'opposer à la force des choses qu'ils engendrent et qui les entraîne à la fois. Le capitalo-libéralisme est l'ultime étape du système monétaire, la dernière marche que l'Homme, dans son inlassable quête de JUSTICE, puisse atteindre sous la domination de Largent. Mais l'histoire ne s'arrêtera pas là. La force des choses pousse l'Homme à faire un pas de plus, le pas qui écrasera Largent et fera jaillir l'Égalité. En fait, les cris de

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

triomphe du capitalo-libéralisme masquent encore à nos oreilles le glas qui sonne pour Largent. Mais le jour de réflexion est arrivé, et celui de l'Égalité est plus proche que l'on ne pense !

Citoyens jurés, Largent n'existe plus que par la fausse idée que nous nous en faisons, par l'acceptation des uns et la résignation des autres. Les hommes s'obstinent encore à le confondre avec la monnaie. Mais qui ne constate que la monnaie elle-même n'est plus rien, que la valeur (marchande) n'est qu'une abstraction, une abstraction dépourvue de signification sociale, une abstraction que seule la monnaie matérielle pouvait nous imposer comme un concept évident et indispensable. Les hommes ont des comptes en banque ; mais qu'est-ce qu'un compte, où est-il, que contient-il ? Rien ! Et pourtant, l'idée d'un compte en banque est encore aussi solide qu'un coffre-fort. Les hommes sont toujours aussi esclaves de Largent... mais où sont leurs chaînes ? Quand les échanges s'effectuaient en écus sonnants et trébuchants, elles étaient tangibles, quoique aussi aberrantes ! Maintenant qu'ils consistent en virements informatiques, en manipulation de courants d'air, les hommes ne sont plus prisonniers que de leur manque d'imagination et de courage. Les contraintes financières sont toujours invoquées, mais elles sont pure fiction. Et c'est au nom de cette fiction que les uns sont mal payés et privés de leurs Droits et que d'autres, riches de vent, les accaparent. Il viendra bien un jour où les travailleurs se demanderont sérieusement pourquoi certains sont riches, d'autres pauvres, alors qu'ils ont en commun le Travail et que seul un paramètre inexistant les sépare !

Madame Courtevue : *Monsieur l'accusateur, vous n'avez rien dit des pays sous-développés, bien plus à plaindre que nous-mêmes ! C'est pour eux qu'il faut faire quelque chose en priorité !*

Citoyenne, l'injustice ne se mesure pas entre pauvres de pays différents, mais entre riches et pauvres d'un même pays. Nous ne pouvons ni ne devons être indifférents au fait que, dans certains pays, des hommes meurent de faim et souffrent de maux atroces, mais en quoi cela devrait-il nous consoler d'être nous-mêmes dépouillés de nos Droits de Citoyens par nos propres « Concitoyens » ? Accepter notre état moralement insupportable donnera-t-il à manger aux populations affamées et pansera-t-il

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

leurs blessures ? Or si nous ne devons pas l'accepter, fatalement nous devons tout faire pour en sortir sans que rien ne nous détourne de ce but. Il ne faut pas confondre JUSTICE et humanité. Les Citoyens doivent se battre chez eux pour la JUSTICE, et les hommes (de pays différents), s'entraider par humanité. Mais que vaut l'humanité de ceux qui ne désirent pas la JUSTICE ?

Méfiez-vous ! L'attitude que vous prônez rappelle à s'y méprendre celle des colonisateurs arrogants qui prétendaient que les Peuples sauvages les attendaient comme le messie (74) et qui, sous prétexte de leur apporter les lumières du progrès, les exterminèrent, les courbèrent sous le joug, détruisirent leurs civilisations, leur imposèrent des lois inadaptées à leurs mœurs, leur transmirent des maladies, les couvrirent de dettes, etc. ? En vérité, tout ce qui leur est nécessaire, ils l'ont depuis toujours ; le superflus, ils n'en ont pas d'utilité ; la misère, c'est souvent à notre ingérence qu'ils la doivent. Dans bien des cas, la meilleure chose que nous devrions faire est de les laisser vivre comme bon leur semble et songer à guérir nos propres maux.

Citoyenne, *charité bien ordonnée commence par soi-même* ! Balayons devant notre porte avant de donner des leçons aux autres, alors même qu'ils ne nous demandent rien. Croyez-vous d'ailleurs que L'argent soit le meilleur ciment entre les Peuples ? Hormis sa dorure, croyez-vous que notre civilisation, aujourd'hui capitaliste, soit si exemplaire qu'il faille l'exporter dans tout l'univers et qu'elle serait moins bienfaisante sans les problèmes financiers qui la rongent ? Piètre docteur qu'un docteur malade ! Certes les Peuples se doivent solidarité et fraternité comme les

(74) Le terme *sous-développé* ne signifie-t-il pas que le développement atteint par les pays occidentaux est la référence absolue ? Que des pays soient plus ou moins développés que d'autres est une évidence, mais parler de *sous-développement* est absurde. Chaque pays a le niveau de développement (d'un point de vue technique, politique, culturel, etc.) correspondant à l'époque de son histoire à laquelle il se situe. Ainsi, il serait absurde de dire, par exemple, que la France du X^e siècle était sous-développée, même si elle était évidemment moins développée que celle d'aujourd'hui. Au mieux est-il permis de parler de *sous-développement* à propos de pays qui connaissent un progrès qui ne profite pas à tout le peuple, mais seulement à une minorité de leur population. De ce point de vue, tous les pays sont sous-développés. Il faudrait également distinguer les pays où le progrès est essentiellement leur œuvre, et ceux où il est en grande partie importé, car, dans ce dernier cas, les contrastes entre leurs habitants sont accentués de façon artificielle.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

Citoyens d'une même Cité (75) ; mais la solidarité, c'est mettre ensemble la main à l'ouvrage. Or vous parlez des pays « sous-développés » comme si les pays occidentaux ou occidentalisés devaient leur donner la becquée. Ils n'en demandent pas tant. Au mieux offrons-leur un exemple, laissons-les prendre chez nous ou donnons-leur ce dont ils ont réellement besoin, ce qui pour eux est un progrès. Mais cessons de vouloir leur infliger un mode de vie dont ils n'ont que faire, auquel ils ne sont pas adaptés, qui ébranle leurs structures sociales et annihile leur énergie. Laissons-les se développer à leur rythme et faire les expériences, même tragiques, dont ils doivent tirer les leçons et qui seules peuvent les fortifier dans le présent comme les préparer pour l'avenir. Nous pouvons, dans une certaine mesure, les faire profiter des progrès réalisés ici, mais à condition que cela ne les empêche pas de progresser par eux-mêmes et ne fasse pas d'eux d'éternels assistés (76). En un mot, fournissons-leur éventuellement la graine, enseignons-leur comment la cultiver, mais ne leur fourguons pas l'arbre ou seulement ses fruits !

(75) Solidarité et fraternité entre les Peuples ne sont pas des Principes de l'ordre social, puisque, d'après eux, la Cité est constituée pour protéger ses membres contre tout danger extérieur, voire intérieur. Mais dès lors que les Cités sont en paix, qu'elles n'ont pas besoin de se défendre, rien n'interdit qu'elles s'entraident. En fait, leur ardeur à s'entraider (une fois que l'harmonie règne en leur sein) est la mesure de leur humanité.

(76) La première chose est de savoir à quelle époque de leur histoire ils se situent pour pouvoir leur apporter, s'ils le désirent, un enseignement adapté, une science qui pour nous serait attardée mais qui pour eux constituerait un réel progrès. Car les progrès réalisés par les pays occidentaux sont liés à leur climat, à leur histoire, à leur culture, à leurs structures sociales, etc. Il est donc ridicule de penser que ces pays aux conditions radicalement différentes pourront, même avec beaucoup d'aide, atteindre d'un bond le degré de développement des pays occidentaux qui seuls y sont adaptés. Il faut donc, si l'on désire vraiment les aider, s'interdire de leur vendre du matériel mais leur enseigner des techniques (dans tous les domaines) qui ne réclament pas le savoir et la technologie ou même le climat des pays occidentaux, de sorte qu'ils puissent les mettre en œuvre chez eux et les répandre sans notre concours permanent. Si, malgré tout, ils désirent recevoir un enseignement élevé, il faut fonder des écoles chez eux. Il faut en effet éviter que leurs élites aillent s'instruire dans les pays occidentaux dont le mode de vie ne peut que les séduire et les retenir (privant alors leurs pays d'origine de leurs talents) ou leur manquer lorsqu'elles rentrent au pays, les rendre malheureuses ou désireuses de le reproduire. Si malgré tout leurs élites sont envoyées chez nous pour se former, il faut s'assurer qu'elles repartent bien chez elles pour qu'elles y déploient leur énergie, y répandent le savoir acquis, qu'elles soient un moteur et fassent effectivement progresser leur pays.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Quant à Largent, il est un poison pour nous, comment pourrait-il être un remède pour eux ? Ignorez-vous que les fortunes destinées aux Peuples de ces pays servent en réalité à construire des basiliques, à enrichir des mafieux, des dictateurs, des tyranneaux, etc., et qu'au final elles plongent leurs pays dans la corruption et les couvrent de dettes ? La coopération, la forme d'aide la plus fructueuse et la plus fraternelle, existe sous Largent : elle serait la seule sans lui, et serait bien plus développée. Ce qui a pu se faire malgré Largent ne pourrait qu'être mieux fait s'il n'était plus ! Pensez-vous d'ailleurs que le désir des hommes de s'entraider dépende de son existence ? Par contre, leur pouvoir de s'entraider est-il aussi indépendant de Largent ? Et cette dépendance à Largent ne les amène-t-elle pas, dans bien des cas, à fléchir leur volonté ?

Soyez donc sûre, citoyenne, que protéger Largent est un mauvais calcul si vous voulez vraiment aider ces pays. Sachez également que celui qui veut soulager l'Humanité dans sa patrie veut son bonheur partout. Mais nul ne peut faire le bonheur d'un autre à sa place, et la meilleure façon de l'aimer est de le considérer responsable, de respecter sa liberté et de se respecter soi-même.

Monsieur Glouton : *Et la nature ? Vous semblez ignorer, Monsieur l'accusateur, le fait que des Citoyens libres d'accéder au marché consommeraient et gaspilleraient bien plus qu'aujourd'hui, de sorte que toutes les ressources naturelles ne suffiraient pas à satisfaire leur appétit et que l'impact de la Cité sur l'environnement serait terrible. Le capitalisme cause des ravages ; la Cité conduirait à la catastrophe !*

La Cité conduirait à la catastrophe, dites-vous ! Mais la catastrophe ne se profile-t-elle pas déjà à l'horizon alors que l'Égalité n'est pas ? La Cité serait pire que le capitalisme d'un point de vue écologique ! C'est là une affirmation gratuite. Mais, en supposant que vous ayez raison, comment mettre un terme aux ravages causés de votre propre aveu par le capitalisme sans sortir du capitalisme ? Car, n'en doutez pas : les problèmes écologiques générés par le capitalisme, autrement dit par Largent, iront en s'accroissant et la catastrophe que vous redoutez se produira, Égalité ou pas ! Si entre deux maux, il faut

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

choisir le moindre, entre le pire assuré et l'inconnu, tout vaut mieux que le pire. Il est donc insensé, de votre part, d'amoindrir les conséquences du capitalisme, dont chacun sait qu'elles seront à terme catastrophiques, et de grossir celles de la Cité, dont en vérité vous ignorez tout, pour condamner ainsi notre seule échappatoire.

Pourquoi redouter de prime abord les conséquences de l'Égalité, qui ne pourraient être celles de Largent, qui, elles, sont effectivement redoutables, et imputer aux Citoyens les réflexes et l'attitude de nos contemporains au lieu de se demander pourquoi le capitalisme cause des ravages d'un point de vue écologique ? Avant de savoir si des Citoyens gaspilleraient ou non, si la Cité polluerait ou non, examinons donc les raisons actuelles du gaspillage et de la pollution.

Nous sommes à l'ère de ce que nous appelons la *société de consommation*. Mais le problème n'est pas dans le fait naturel et légitime pour les individus de consommer ; il est dans la manière de produire, dans les raisons et la manière de consommer, de jeter, et dans la manière de gérer les déchets. Si nous savions en amont produire sans épuiser les ressources naturelles ni polluer et, en aval, traiter tous nos déchets, la consommation et le gaspillage quelle que soit leur ampleur n'auraient aucune importance. Mais ils en ont, car tout est toujours lié, et lié aujourd'hui à Largent.

La première raison pour laquelle les hommes consomment aujourd'hui plus par envie que par besoin est leur attachement excessif aux biens, lequel est stimulé par l'inégalité (donc Largent) qui confère aux biens une signification sociale. Nous avons déjà expliqué ce processus, mais il importe de le rappeler.

La monnaie limite, qui plus est inégalement, le pouvoir d'achat des individus, de sorte qu'ils ne peuvent pas consommer librement, ce qui suscite en eux une frustration et le désir de l'assouvir. Moins ils peuvent avoir, plus ils ont envie d'avoir, envie qu'ils peuvent assouvir dans une certaine mesure avec du temps. Il demeure que, dans l'inégalité, les propriétés des individus reflètent leur niveau social, autrement dit la catégorie financière à laquelle ils appartiennent, d'où la signification sociale des biens. Or, étant insultant d'appartenir à une catégorie financière inférieure, les individus, à défaut de pouvoir monter en catégorie, cherchent, à travers l'acquisition de certains biens, à paraître plus élevés socialement qu'ils ne le sont en réalité.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

A ceci s'ajoute le fait que les hommes, étant naturellement différents, veulent se distinguer les uns des autres, et chacun, pour les raisons que nous venons de rappeler, croit y parvenir en possédant des biens que les autres n'ont pas, et si possible des biens d'une « grande » valeur pour se faire valoir et « *faire baver les autres d'envie* ». (Il va de soi que les hommes ne peuvent véritablement rivaliser et ne cherchent généralement à rivaliser qu'avec leur entourage, qu'avec les gens de la même catégorie financière qu'eux.) Ceux qui ne sont pas à la hauteur ressentent donc un sentiment d'infériorité, un sentiment insupportable (77) que seule l'acquisition de biens à la mode, avant-gardistes ou hors du commun peut estomper, croient-ils. Mais acheter ne procure qu'un soulagement passager, puisque les autres, pour les mêmes raisons, achèteront aussi et que tout sera alors à recommencer. La distinction par les propriétés, par l'Avoir, est donc une illusion. C'est néanmoins cette illusion qui encourage la course à la consommation et au gaspillage, le gaspillage résultant notamment du remplacement prématuré de biens qui auraient pu servir encore longtemps.

Une autre raison du même ordre est la volonté, pour les individus d'une catégorie financière élevée (conséquence de Largent), d'afficher leur appartenance à cette catégorie et d'en imposer aux individus des catégories inférieures. D'où leurs achats de biens somptueux et concrètement inutiles, dont la production ou l'utilisation est souvent cause de ravages ou de gaspillages monstrueux. Citons par exemple les manteaux de fourrures, les villas sur les côtes et surtout les gros véhicules, les yachts énormes et autres avions privés (78). Que des particuliers puissent posséder pour leur seul plaisir ces derniers biens qui

(77) Ce sentiment est d'autant plus insupportable qu'il n'est pas seulement une illusion, puisque les « Citoyens » sont véritablement inégaux en droits. Les individus appartenant à une catégorie financière ne seront jamais les égaux, sur quelque plan que ce soit, de ceux appartenant aux catégories financières supérieures à la leur. L'inégalité condamne donc les individus à une infériorité contre laquelle ils ne peuvent rien faire si ce n'est l'accepter. Le sentiment d'infériorité que suscite les différences en biens entre gens de la même catégorie financière est donc d'autant plus insupportable qu'il les renvoie à leur infériorité réelle, et ils l'acceptent d'autant moins qu'il leur est *a priori* possible de le faire disparaître en achetant.

(78) Dans un autre domaine, nous pourrions parler des riches collectionneurs pour le bon plaisir desquels des sites archéologiques ou historiques sont pillés et ravagés.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

consomment des quantités extraordinaires de carburant est scandaleux pour deux raisons : la première est que, même s'il est vrai que la masse pollue plus qu'une infime minorité, il est aberrant qu'un individu puisse à lui seul polluer autant qu'une multitude d'autres ; la seconde est que le carburant est une ressource naturelle aujourd'hui limitée et que les ressources naturelles sont un bien commun à l'Humanité, tout au moins à la « Société » du sol de laquelle elles sont tirées. Or le fait de payer ne légitime en rien celui de polluer l'environnement ou de gaspiller un bien commun.

Ainsi est-il dans la nature d'un système monétaire que les hommes soient matérialistes. Mais ils le sont bien davantage sous le capitalo-libéralisme. Car dans un système où toute personne physique ou morale a pour but principal de *gagner de l'argent* ou de ne pas en perdre, celui des entreprises est de faire du profit, de vendre autant que possible, de satisfaire leurs intérêts aux dépens de l'intérêt général si nécessaire. Ces dernières doivent donc inciter les individus à consommer plus que de raison en suscitant chez eux des besoins factices et vils, en exacerbant leurs frustrations, en un mot, en les abrutissant. Elles y parviennent au moyen de la publicité souvent relayée par les médias dont elle est la principale source de revenus. Dès lors, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi ce système, doté d'une capacité de production formidable et dépourvu de toute moralité, ayant remis au goût du jour la devise *du pain et des jeux*, est le théâtre d'une gigantesque gabegie.

Mais, comme nous l'avons dit, le problème n'est pas tant la consommation, fut-elle excessive, que la manière de produire et celle de traiter les déchets. Or les mêmes considérations financières prévalent aussi dans ces domaines. Les entreprises, cherchant à produire le plus possible et à moindre coût, renoncent en tout ou partie à utiliser les meilleurs matériaux (avec tous les dangers que cela implique), soit pour mettre leurs mauvais produits à portée des consommateurs modestes, soit pour hâter leur obsolescence et leur renouvellement ; elles recourent aux techniques les moins chères qui sont souvent les plus dévastatrices et les plus polluantes, tandis que les quelques emplois qu'elles procurent engagent les collectivités locales à fermer les yeux sur les destructions et la pollution générées. Ces dernières n'ont d'ailleurs pas plus les moyens financiers de nettoyer la pollution liée à l'activité des entreprises que ceux

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

nécessaires pour endiguer celle qui résulte du gaspillage de leur population.

Cependant, le manque de moyens financiers n'est pas le seul obstacle, même si les autres obstacles se rapportent eux aussi à l'Argent. Il se peut en effet que les hommes ne sachent ni comment produire sans polluer ni comment mieux traiter leurs déchets. C'est alors une question de science. Mais suffit-il que des techniques nouvelles et écologiques soient trouvées ou connues pour qu'elles soient adoptées ? Non ! Car il arrive souvent qu'elles contrarient de puissants intérêts. Ce peut être ceux des entreprises directement concernées qui, au lieu d'engager d'énormes capitaux pour convertir leur appareil productif, préfèrent continuer à produire comme elles le font depuis toujours et à en ignorer les conséquences. Par ailleurs, une entreprise qui change de méthode de production, qui adopte de nouveaux matériaux de fabrication, etc., change de fournisseurs. Si la nouveauté fait ses preuves et que toutes les entreprises du même genre l'adoptent, les fournisseurs en question meurent. L'intérêt vital de ces derniers est donc de s'opposer au progrès, de contrôler la science, d'entraver la recherche, de tromper l'opinion publique et, quand ils ne peuvent empêcher les découvertes, d'acheter les brevets pour les enterrer ou les utiliser plus tard, mais trop tard, à leur profit. D'une manière générale, de puissants intérêts financiers (les lobbies) sont liés à chaque activité économique. Tout ce qui les menace, ils l'achètent ou ils l'écrasent. Ils ne reculent devant rien pour parvenir à leurs fins. Ils sont prêts à sacrifier l'Humanité, au nom de l'Argent, pour sauvegarder leurs profits. De ce point de vue, leur plus grande astuce est de faire défendre leurs intérêts par les consommateurs qu'ils méprisent, ce à quoi ils parviennent en se déchargeant sur eux du coût (financier ou social) du progrès.

Mais, citoyen, on ne saurait négliger en la matière les conséquences de l'inégalité en droits entre les « Citoyens ». Les pauvres, étant la majorité, sont en masse les principaux pollueurs (après les entreprises) mais ne sont individuellement responsables que d'une infime partie de la pollution. Pourquoi, dès lors, un pauvre se sentirait-il concerné par les problèmes environnementaux ? Un changement de comportement de sa part dans sa manière de consommer n'a aucune incidence. Pourquoi voudrait-il d'ailleurs modifier sa manière de consommer quand, d'une part, il voit que d'autres consomment et polluent bien plus

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

que lui, quand, d'autre part, il envie ces derniers qui, quoi qu'il fasse, continueront à se goberger ? Du reste, comment pourrait-il la modifier quand il ne peut guère consommer moins, quand il n'a pas les moyens de consommer autrement, quand il ne peut acheter que ce que les entreprises produisent (généralement de manière légale) et quand la loi interdit souvent l'usage des produits les plus écologiques ?

Il faut donc nous interroger sur la manière dont les lois *humaines* se forment sous Largent (les hommes étant obligatoirement soumis à celles dictées par Largent lui-même). D'après les Principes, une loi est l'expression de la volonté générale, c'est-à-dire du Peuple. Mais, dans l'inégalité, elle est surtout l'expression de l'intérêt des puissants, des riches, des lobbies. La Démocratie ne peut pas être, et la démocratie représentative — plus exactement *le système représentatif* — n'est qu'un attrape-nigaud. Car, même quand les élus ne font pas partie des castes privilégiées ou n'en sont pas les marionnettes, l'intérêt du Peuple rejoint en grande partie celui des puissants, puisque, la loi étant « égale » pour tous, ce qui est financièrement bon pour ces derniers est souvent bon aussi pour lui, quoique dans une moindre mesure, et que ce qui est bon pour tous ou sage dans l'absolu se traduit toujours par des politiques dont il est le premier à faire les frais (79). Ainsi les véritables intérêts du Peuple ne sont jamais défendus, que la loi (éditée par les élus) n'en tienne pas compte ou qu'ils soient ignorés par le Peuple lui-même. Ainsi ceux qui polluent le plus, ceux qui sont responsables de la pollution et qui peuvent le mieux se préserver de ses effets, en un mot les riches, sont aussi ceux qui font les lois ou les influencent le plus. Ainsi, dans un monde monétaire, tout conspire contre la nature ; il ne reste, pour lutter en faveur de l'environnement, que les incantations et l'appel au sens civique des individus, armes dérisoires et illusoires face à Largent.

(79) Lorsque les émissions de gaz carbonique par les automobiles commencèrent à préoccuper les pouvoirs publics, il fut question d'obliger les constructeurs à installer des pots catalytiques. La mesure fut enterrée en raison du surcoût que cela aurait représenté pour les consommateurs. Inversement, les techniques permettant de consommer moins de carburant et donc de moins polluer sont prohibées en raison du manque à gagner pour l'État qui taxe les carburants à 80 %.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Telles sont, dans les grandes lignes, les causes profondes de la pollution et des ravages écologiques qu'occasionne le capitalisme, et les raisons pour lesquelles Largent en est le maître d'œuvre. Il est aussi impossible d'en disculper ce dernier que vain d'espérer rectifier la situation de manière significative tant qu'il règnera. La seule riposte appropriée à ces problèmes ainsi qu'à l'ensemble de nos problèmes est donc l'Égalité, car elle est le seul anticorps capable de neutraliser et de produire, dans tous les domaines à la fois, des effets inverses à ceux de l'inégalité (80). Les écologistes ne doivent pas en effet commettre dans leur domaine l'erreur que chaque spécialiste commet dans le sien, erreur qui consiste à croire que le problème dont il s'occupe peut être résolu à *coup de milliards*, puisque, même en admettant qu'il soit possible de consacrer toutes les ressources financières à la résolution d'un problème, cela non seulement ne le résoudrait pas mais encore aggraverait la situation dans tous les autres domaines. En clair, ils ne doivent pas oublier à leur tour que tout est lié. Les problèmes environnementaux ne rendent pas malade la « Société » ; c'est le fait que la « Société » soit malade qui les

(80) Dans *Comment les riches détruisent la planète*, Hervé Kempf, après avoir stigmatisé les inégalités en tous genres, à l'origine des problèmes écologiques, propose d'adopter la devise : « Liberté, écologie, fraternité ». (Editions du Seuil, janvier 2007, Paris, p. 116) Il substitue donc l'*écologie* à l'*Égalité*. Autrement dit, il ne voit d'autre remède aux problèmes écologiques générés par les inégalités que l'écologie elle-même, quand à l'évidence seule l'Égalité peut anéantir les inégalités et résoudre conséquemment les problèmes écologiques. Une pareille proposition révèle à elle seule que M. Kempf est à cent lieues de dénoncer Largent, dont il ignore tout, et qu'il ne sait pas davantage ce qu'est l'Égalité. Une phrase est très révélatrice sur ce point : « *Il n'y a pas de lien obligé entre la pauvreté et l'inégalité.* » (*ibid*, p. 48) On ne s'étonnera donc pas que M. Kempf qui s'érige en pourfendeur du capitalo-libéralisme propose à son tour, en guise de solutions, un panel de mesures capitalistes. Il nous faut d'ailleurs citer la phrase qui précède ladite devise : « *Pour y faire face [au chaos qui se profile à l'horizon], il faut connaître le but : arriver à une société sobre ; tracer la route : réaliser cette transformation dans l'équité, en faisant d'abord porter la charge sur ceux qui sont les plus dotés [...]* » Vouloir arriver à une société sobre n'implique-t-il pas de savoir ce qu'est une société tout court et de ne pas ignorer que nous ne sommes pas en société aujourd'hui ? Vouloir asseoir la transformation de la société sur l'*équité* n'est-ce pas ignorer que l'équité, arbitraire par définition, est précisément le principe sur lequel repose le capitalisme (puisque le postulat de l'échange monétaire est qu'une somme de monnaie est d'une valeur équivalente à ce qu'elle permet d'acquérir, autrement dit que l'échange travail ou biens/monnaie est toujours juste, équitable). Enfin, vouloir faire porter la charge *sur ceux qui sont les plus dotés* ne revient-il pas à dire qu'il faut faire payer les riches, en clair qu'il faut se livrer à des jongleries financières au lieu de s'attaquer à Largent lui-même.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

engendre. C'est donc la « Société » elle-même qu'il faut soigner... en lui administrant ses Principes naturels.

Pour commencer, dans l'Égalité, la Cité serait par la force des choses une véritable Démocratie ; les lois seraient véritablement l'expression de la volonté du Peuple. Car, pour les mêmes raisons que les lois sont aujourd'hui l'œuvre directe ou indirecte de ceux qui profitent le plus de l'inégalité, des Citoyens égaux en Droits auraient sur elles, directement ou indirectement, la même influence et les influenceraient dans le sens de l'intérêt général. Certes, nous avons dit plus haut que le Peuple ignore ses propres intérêts. Nous sous-entendions alors que L'argent les lui dissimule ou lui interdit d'en tenir compte parce que ses véritables intérêts sont en contradiction avec ses intérêts financiers, autrement dit avec ses droits qui priment tout. Mais des Citoyens ne craignant plus pour leurs Droits ne prêteraient plus l'oreille qu'au bon sens. Or, si les problèmes écologiques nous préoccupent alors que nous n'avons guère les moyens d'y remédier, il n'y a aucune raison de penser que la Cité qui aurait des moyens insoupçonnés de les résoudre ne s'en préoccuperait plus ! Tout porte à croire, au contraire, qu'elle s'en préoccuperait autant sinon plus que nous.

Les entreprises comme les Citoyens auraient un pouvoir d'achat en théorie illimité. (La recherche n'étant plus entravée par des questions de budget serait plus performante que jamais.) La loi pourrait donc les soumettre à des normes plus strictes et leur imposer d'adopter les techniques les plus écologiques sans qu'il leur en coûte rien, sans que cela ait aucune incidence sur les Droits de leurs employés ou ceux des consommateurs. Pourquoi, dans ces conditions, rechigneraient-elles ? Comment pourraient-elles seulement se soustraire à la volonté de la Cité, maîtresse de leur existence, et à celle des collectivités locales qui n'auraient plus besoin des ressources financières qu'elles leur procurent aujourd'hui et ne se préoccuperaient plus que de la santé de leur population ? En fait, chacun tenant ses Droits directement de la Cité, personne ne pouvant donner des Droits ni accroître les siens aux dépens d'autrui, les entreprises, aujourd'hui puissantes et influentes grâce à *l'argent* qu'elles donnent ou qu'elles retirent, n'auraient plus aucun moyen de pression sur les collectivités locales, sur les Citoyens, sur les élus, sur la recherche, sur les médias, etc.. En vérité, la pression s'exercerait en sens inverse, une pression morale, une pression dans l'intérêt commun.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

Prenons l'exemple des pêcheurs, aujourd'hui accusés à tort ou à raison de trop pêcher et de vider la mer de ses poissons, tout au moins de mettre en péril certaines espèces. Le problème ici n'est pas de savoir si ces accusations sont fondées ou non. Le problème est que les droits des pêcheurs dépendent de leurs ventes, donc du volume de leur pêche et des cours du marché. Dans ce contexte, il est légitime de leur part de contester les baisses de quotas qui leur sont imposées, même s'il est évident qu'ils ne se soucient ni du consommateur ni de l'intérêt public mais de leur seul intérêt privé, la sauvegarde de leurs profits. Mais que pourraient opposer des pêcheurs à une baisse des quotas (pouvant aller jusqu'à une interdiction temporaire de pêcher telle ou telle espèce) qui n'auraient aucune répercussion sur leurs Droits de Citoyens, autrement dit sur leur emploi et leur pouvoir d'achat ? Que les craintes des écologistes soient ou non justifiées, ils s'exécuteraient. Il serait alors possible d'aborder sereinement le débat de fond, personne ne pouvant plus être suspecté de mauvaise foi (81).

Ainsi la Cité aurait la volonté et les moyens de produire dans le plus grand respect possible de l'environnement. Mais elle aurait aussi, pour les mêmes raisons, les moyens de développer considérablement le recyclage, au point d'être capable de tout

(81) De ce point de vue, nous pouvons aussi évoquer la question des O.G.M., Organismes Génétiquement Modifiés. Le fond du débat est de savoir s'ils constituent un danger potentiel pour la santé des consommateurs et l'environnement. Mais ce n'est pas à ce niveau que le débat se situe en réalité. Aujourd'hui, les considérations d'ordre financiers prévalent. Rappelons que les espèces végétales génétiquement modifiées ne se reproduisent pas, que les agriculteurs qui y recourent sont donc obligés, chaque année, de se fournir en semences auprès des entreprises qui les produisent. L'intérêt des agriculteurs et celui des entreprises sont donc opposés pour une même raison : l'argent. La position desdites entreprises leur permet en effet ou leur permettra à terme de pratiquer les prix qu'elles voudront, des prix toujours plus élevés, et d'amasser ainsi des fortunes aux dépens des agriculteurs, perspective qui, évidemment, ne peut qu'effrayer ces derniers. Inutile de dire tout ce que les intérêts financiers en jeu font faire aux entreprises, et tout ce que les agriculteurs font pour résister à la pression, les actions des uns et des autres faussant ou détournant le débat. Mais supposons que les entreprises soient, comme il se doit, au service de la Cité, et que l'accès au marché soit, pour les Citoyens comme pour les entreprises, une question de Droit. Les entreprises productrices d'O.G.M. — si tant est qu'il en existe encore — fourniraient la Cité dont elles seraient dépendantes, elles la fourniraient non pour faire du profit, mais par Devoir, et il n'en coûterait rien aux agriculteurs de se procurer chaque année leurs semences sur le marché. Le débat pourrait alors être ramené à son véritable point : écologie et santé publique.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

recycler. Respect de l'environnement en amont de la consommation, respect de l'environnement en aval, il ne reste donc plus que la question de la consommation elle-même qui ne représenterait d'ailleurs plus un problème en soi.

Vous vous inquiétez, citoyen, du pouvoir d'achat élevé qu'auraient les Citoyens, de la consommation effrénée et du gaspillage monumental qui pourraient en résulter. En fait, les Citoyens ne consommeraient pas plus, mais mieux, voire moins (à terme). La différence aujourd'hui entre un riche et un pauvre réside moins dans la quantité que dans la qualité de ce qu'ils achètent. Les pauvres aussi mangent, s'habillent, ont des téléphones portables, des voitures, etc.. Or, que des produits soient de bonne ou de mauvaise qualité, la quantité de matière nécessaire pour les fabriquer est à peu près la même. Par contre, des produits de mauvaise qualité sont plus vite usés, donc plus vite remplacés. Au final, il est préférable, en terme de ressources naturelles (lorsque le recyclage est mal organisé), que les Citoyens acquièrent des produits de qualité, ce qu'ils feraient à n'en pas douter (82). Cela dit, les biens n'auraient plus de signification sociale. Les Citoyens n'acquerraient donc plus pour *faire de l'épate*. En outre, ils n'auraient plus de frustrations matérielles à assouvir, ils n'auraient plus besoin d'avoir pour être. Il est d'ailleurs probable que la « location » de certains biens (voitures, vélos, etc.) se développerait considérablement aux dépens de la propriété. Autant de facteurs qui feraient sans doute stagner sinon baisser le niveau de la consommation de biens qui, de toute façon, seraient autant que possible recyclables, recyclés et non-polluants.

Du reste, la véritable augmentation de la consommation des Citoyens ne porterait pas sur les biens, mais sur les services qui, d'un point de vue écologique, ne posent guère de problème. C'est en effet dans ce domaine que l'Offre et la Demande

(82) Il est préférable, par exemple, que les Citoyens consomment des produits alimentaires « bio » et/ou locaux, souvent meilleurs mais plus chers aujourd'hui, que des produits industriels et/ou venant de l'autre bout du monde, moins chers, souvent moins bons (tant sur le plan du goût que de celui de la santé) et indirectement plus polluants (méthodes de production, transport, etc.). Or il ne fait aucun doute que les Citoyens, pouvant choisir librement entre les uns et les autres, opteraient pour la qualité, ce qui stimulerait l'agriculture et l'élevage traditionnels et locaux.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

exploseraient. Vous pouvez donc être pleinement rassuré, citoyen.

Monsieur Neurone : *Il n'empêche, Monsieur l'accusateur, qu'à l'heure de la mondialisation, il est impossible d'abattre Largent. Les pays sont trop interdépendants économiquement pour qu'un seul d'entre eux puisse renoncer unilatéralement à la monnaie.*

Pourquoi, citoyen, n'exposez-vous pas ouvertement le fond de votre pensée ? Vous prétextez tacitement une impossibilité pour en conclure, sous couvert d'une apparente logique, l'impossibilité d'abattre Largent. Vous croyez qu'il serait impossible pour un pays non-monétaire d'échanger avec les pays restés monétaires, que ce pays serait donc coupé du monde. En fait, sentant, à juste titre, combien les échanges internationaux sont nécessaires, vous en concluez, non qu'il est fondamentalement impossible à un pays d'abattre Largent, mais que ce pays ne doit pas y toucher pour pouvoir continuer à importer, qu'il faut donc, puisque cela vaut pour tous les pays, le conserver partout et continuer à faire avec. Vous arriveriez d'ailleurs à cette même conclusion en raisonnant autrement, en soutenant que Largent ne peut être abattu quelque part que s'il est abattu partout en même temps, ce qui, étant en effet impossible (83), contraint chaque pays à s'abstenir à jamais.

Eh bien ! citoyen, tous ces arguments sont sans portée aucune. Une seule chose est vraie : l'interdépendance économique entre les pays, les peuples et les hommes. Mais, nous n'avons pas à expliquer ici comment une Cité ayant anéanti Largent en son sein pourrait continuer à échanger avec les autres pays. Vous pouvez cependant réfléchir à ceci : 1) Il n'y a aucune raison pour qu'un corps social purgé de Largent ne puisse pas évoluer aussi bien dans un monde monétaire qu'un individu, ayant un corps

(83) Il est impossible d'anéantir d'un coup Largent au niveau planétaire, et ce pour trois raisons simples : la première, c'est que tous les pays ne peuvent avoir cette volonté pas plus qu'une autre en même temps ; la deuxième, c'est que la fin de Largent est une question d'évolution (technique, économique, politique, etc.) et que tous les pays n'évoluent pas et n'ont pas évolué à la même vitesse, de sorte que les conditions matérielles pour passer de la monnaie à un autre moyen d'échange ne sont pas partout réunies ; la troisième, conséquence de la seconde, c'est que les pays prêts à franchir le pas ne voudront ni ne pourront attendre que les autres y soient aussi résolus.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

physique, plongé dans une « Société » monétaire ; 2) Les pays étant interdépendants, une Cité aurait autant besoin d'échanger avec les autres pays qu'eux avec elle. La question ne se poserait donc pas seulement du point de vue de la Cité, mais également du point de vue des pays monétaires. Autrement dit, l'intérêt de trouver une solution serait partagé par tous et, dès lors, une solution serait trouvée à coup sûr.

Il n'y a donc pas à s'inquiéter pour la Cité. Le problème que vous avez soulevé, citoyen, se poserait en effet, mais il n'aurait rien d'insoluble. En somme, votre réflexion hors sujet et vos craintes ne reposent sur rien et, si nous doutions de votre bonne foi, nous pourrions vous accuser d'avoir voulu sauver Largent, non en le défendant, mais en nous distrayant. Ne vous posez donc pas tant de questions et évitez de considérer Largent par rapport à autre chose que la Société. D'autant plus que, comme nous l'avons signalé, tous vos postulats sont faux.

Il est très à la mode aujourd'hui de parler de *mondialisation*, mais ce terme donne une image erronée du monde. Il nous fait croire, sous prétexte que la production et le commerce se pratiquent à l'échelle mondiale (ce qui en réalité n'est pas nouveau), que les frontières ont été repoussées si loin des pays qu'elles n'existent plus, que tous les pays du globe forment un tout. Rien ne saurait être plus à l'opposé de la Vérité. Les frontières ne se sont pas éloignées des pays, elles se sont au contraire rapprochées au plus près des individus. Elles ne sont pas tombées ; elles se sont multipliées. Le capitalo-libéralisme a ainsi achevé la dissolution des Sociétés, anéanti les vieilles solidarités qui subsistaient encore, livré chacun à lui-même. La mondialisation, ce n'est pas une Société planétaire, mais l'absence totale de Société ; ce n'est pas une patrie universelle, mais le règne du chacun pour soi ; ce n'est pas le triomphe de l'Homme, mais celui de Largent ; ce n'est pas la formation d'un tout, mais l'émergence d'un néant. Il s'ensuit qu'il est impossible, à partir de ce néant, de constituer une Société planétaire (84), les hommes ignorant ce qu'est exactement une Société tout court, et qu'il faut donc, pour parvenir un jour à un véritable ordre social mondial, que les Principes de l'ordre social soient retrouvés et mis

(84) Les mêmes raisons rendent impossible, sous l'empire de Largent, de constituer une véritable Europe, une Société européenne, une Europe *sociale et démocratique*.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

en œuvre quelque part pour que, par cet exemple, ils se diffusent partout, du moins partout où ils peuvent germer.

Inversement, un Peuple qui passerait de la monnaie à un autre moyen d'échange, un Peuple qui se constituerait véritablement en Société, passant ainsi de l'inégalité à l'Égalité, de la concentration d'individus à l'association de Citoyens, n'effectuerait pas une marche rétrograde, mais indiquerait à tous les hommes comment s'unir et aller de l'avant, dans la direction de l'unité du genre humain. Il faut le dire et insister sur ce point, car Largent trouble tellement les esprits, inverse tellement les choses, que les hommes sont systématiquement dupes des apparences et des manipulations médiatiques. S'imaginant que la mondialisation et le mondialisme sont un pas vers l'unité, quand ils ont pour but d'asseoir le règne des puissants (valets de Largent) sur la division des hommes et les décombres des nations, ils risquent fort de dénoncer longtemps comme un repli, comme une volonté réactionnaire ou nationaliste (85), tout ce qui tend à la formation de Sociétés enfin dignes de ce nom.

Ce qui nous amène à votre affirmation selon laquelle un pays isolé ne pourrait renoncer à la monnaie. Non seulement nous avons vu qu'un pays développé pourrait le faire, puisque l'absence de monnaie à l'intérieur ne l'empêcherait pas de commercer avec l'extérieur, mais nous ajoutons maintenant qu'un pays en position de le faire le devra. Car l'occasion d'anéantir Largent, qui sera le fruit de conditions très particulières, ne se présentera pas à tous les pays en même temps, et le premier auquel elle se présentera, c'est-à-dire le premier Peuple qui aura la capacité et la volonté de le faire, n'aura pas d'autre choix que de la saisir. La force des choses l'aura amené au point de son histoire où il ne lui sera pas plus possible de reculer devant sa destinée que d'attendre que les autres soient eux-mêmes prêts. D'un côté, le capitalisme l'aura enfin mis dans une position intenable, d'un autre, tous les obstacles actuels seront alors

(85) D'aucuns dénoncent déjà le « souverainisme », comme s'il pouvait exister un « ordre social » plus démocratique, plus progressiste, plus légitime que celui fondé sur la souveraineté du Peuple, comme si les Peuples, déjà dépouillés de leur souveraineté par leurs soi-disant représentants nationaux, pouvaient avoir une quelconque influence sur des décisions prises par on ne sait qui, on ne sait pourquoi, au sein d'institutions supranationales ! C'est malgré tout au niveau des nations, telles qu'elles existent aujourd'hui et depuis des siècles, que les Peuples peuvent espérer avoir un jour l'occasion de reprendre en main leurs destinées et d'écraser Largent et ses valets qui trament dans l'ombre leur asservissement.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

aplanis. Il pourra donc faire facilement ce qu'il n'ose pas même imaginer aujourd'hui.

Enfin, d'aucuns objecteront que les pays voisins ne le laisseront pas faire. Encore faudra-t-il qu'ils soient en mesure de l'en empêcher. Or, la décision d'abattre Largent ne sera prise par un pays que lorsque les hommes n'auront plus le choix, le jour où le capitalisme se sera de lui-même effondré, ce qui, à l'heure de la *mondialisation*, se produira partout en même temps. Chaque pays, notamment en occident, sera alors aux prises avec ses propres difficultés et incapable d'intervenir dans les affaires d'un autre (86). En fait, les pays occidentaux qui sont à peu près au même niveau de développement et seront dans la même situation désespérée, seront tous en quête de solutions et curieux de connaître le résultat de l'expérience révolutionnaire menée par le pionnier.

Citoyens jurés, il sera toujours possible de dire que nous avons raconté n'importe quoi, mais il sera impossible de le soutenir par la raison et par écrit, à moins de vouloir offrir un concert de fausses notes. Il est vrai que, si les hommes sont sourds, cela ne les dérangera pas.

Ainsi, *Largent tue la Société*. Nous avons constaté le décès, et une autopsie plus approfondie de ce cadavre en décomposition ne changerait en rien ce constat. Nous en avons dit beaucoup pour ceux qui ont soif, mais nous n'en dirons jamais assez pour ceux qui ne veulent pas boire. Inutile donc d'exciter la résistance par une insistance passionnée ! Il est des Vérités dont les hommes peuvent seuls se convaincre, et des victoires que seul le temps peut amener. L'heure est donc venue pour nous de conclure.

L'histoire nous a enseigné que les hommes ne peuvent juger et encore moins condamner Largent s'ils ignorent ce qu'est ou doit être exactement une Société. Or ils l'ignoreront tant qu'ils ne parviendront pas à s'affranchir de Largent, c'est-à-dire de la

(86) On dit souvent que d'un mal peut sortir un bien. La paralysie simultanée de tous les pays et la possibilité qu'il en résultera pour un pays solitaire de donner sans crainte le coup de grâce à Largent et un exemple au monde est peut-être le bien, le seul bien, mais le grand bien qui sortira de la *mondialisation*.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

croyance que la notion de valeur (marchande) est nécessaire pour échanger. Comment en effet pourraient-ils à la fois préjuger une chose nécessaire, indispensable même, et la juger condamnable ? Ce n'est pas possible. De ce fait, Largent qu'ils ne songent pas un instant à considérer fait partie intégrante de leur conception de la « Société », alors qu'il est manifestement antisocial. La boucle est bouclée.

Il était donc impossible de dénoncer Largent sans laisser entrevoir un monde sur lequel il ne règnerait pas, de même qu'il est impossible de distinguer la qualité ou le défaut d'un objet sans jamais le comparer à d'autres. Aussi avons-nous posé l'Égalité comme le Principe fondamental de l'ordre social.

Mais pourquoi avoir choisi d'opposer l'Égalité à Largent ? Tout simplement parce que le règne de Largent est au contraire celui de l'inégalité. Or comment réaliser la présence de Largent et mesurer son rôle, comment comprendre qu'il est la source de l'inégalité et que les inégalités sont liées à lui, si l'on raisonne sur la « Société » non seulement en ne lui prêtant pas attention mais encore en intégrant ses effets comme des paramètres intangibles, au lieu de concevoir un ordre social fondé sur l'Égalité, duquel il serait évidemment banni ? Du reste, nous ne sommes pas les premiers à voir dans l'Égalité le Principe fondamental de la Société. Ce Principe est affirmé depuis plus de deux siècles déjà. Il figure dans notre Constitution et même dans la devise de notre République. Il est vrai que l'on chercherait en vain sa trace dans la réalité et que, de notre côté, nous lui donnons un sens plus étendu. Mais est-ce un hasard si l'Égalité n'est pas à l'heure où Largent est tout ? Est-ce un hasard si, malgré leur intuition, nos aînés, prisonniers de Largent, ont conçu une Égalité qui se révèle sans portée ? Ils proclamèrent l'égalité des « Citoyens » devant la loi. Très bien ! Ils déclarèrent les « Citoyens » égaux en droits. Encore mieux ! Mais, ne voulant ni ne pouvant toucher à Largent, ils abandonnèrent à la monnaie l'empire sur le Droit fondamental pour tout Citoyen de profiter des bienfaits de la Cité et ne reconnurent l'égalité que pour des droits secondaires qui, dès lors, sont souvent eux-mêmes illusoires ou sans intérêt.

Nous devons donc nous référer à une autre conception de l'Égalité. Or, comme votre opinion sur Largent découlera de votre opinion sur cette conception de l'Égalité, il nous faut la rappeler.

Selon nous, l'Égalité est le Principe fondamental du Droit et de l'ordre social. Cela sous-entend que tous les Citoyens ont envers

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

la Cité les mêmes Devoirs (fondamentaux) et doivent jouir en retour des mêmes Droits (fondamentaux et indirects). En d'autres termes, la Citoyenneté définit autant les Devoirs du Citoyen que ses Droits, de sorte que Devoirs et Droits ne peuvent varier d'un Citoyen à un autre, d'autant que les Devoirs remplis par les uns génèrent ou sont la garantie des Droits des autres. A l'origine, le premier Devoir d'un Citoyen était de défendre ses Concitoyens et la Cité, puisque les hommes étaient groupés dans un souci de sécurité. La Sécurité était donc le premier Droit du Citoyen. Mais l'acception des Devoirs et des Droits s'étend à mesure que les capacités de la Société s'accroissent. Aujourd'hui, le premier Devoir du Citoyen est de participer à la vie de la Cité, selon ce que la Cité considère comme une participation. En conséquence, le premier Droit, pour un Citoyen, pour un individu dont la participation a été reconnue, est de pouvoir profiter de tous les bienfaits de la Cité. Ces bienfaits, étant le fruit de la participation des Citoyens, se présentent notamment sous forme de produits, de services, etc.. Profiter des bienfaits de la Cité étant un Droit de Citoyen, c'est donc en raison de leur Citoyenneté que les Citoyens ont le Droit d'accéder à ces produits, à ces services, en un mot au marché. Pour que les Citoyens puissent exercer ce Droit, il suffit que leur Citoyenneté soit connue ou constatée par les commerçants, les prestataires de services, etc.. Lorsqu'une Cité est composée de peu de membres, tous se connaissent naturellement. Mais lorsque les Citoyens sont nombreux et inconnus les uns des autres, la Cité doit les doter d'un moyen de faire constater partout et à tout moment leur Citoyenneté. Ce moyen est de fait un moyen d'échange, puisque, d'une part, il est le moyen pour les Citoyens d'acquérir des biens et de profiter de services en échange de leur participation à la vie de la Cité, puisque, d'autre part, il permet aux Citoyens de profiter mutuellement de leur travail, même s'il n'y a pas échange direct entre eux. Il va sans dire que ce moyen véhicule non seulement une conception de l'échange, mais aussi la conception de la Société et des rapports sociaux qui l'ont engendré, et qu'il devient ainsi, par-delà les hommes, le garant de l'Égalité. Un tel moyen est donc nécessaire pour constituer de nos jours une Cité, et même indispensable pour que l'Égalité soit inébranlable.

Nous avons mis l'accent sur le Droit d'accéder au marché, qui découle du Droit fondamental pour un Citoyen de profiter des bienfaits de sa Cité, car, le système monétaire le prouve, c'est

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

celui qui conditionne tous les autres Droits. Les Citoyens ne peuvent être égaux en Droits s'ils sont inégaux dans ce Droit-là.

Voilà ce que nous pouvons dire en quelques mots de l'Égalité telle que nous la concevons, telle que nous l'avons exposée tout au long de ce procès. Il est bien évident qu'elle est pour nous tout ce qu'il y a de juste, qu'elle relève d'une logique sociale implacable et que quiconque la conteste nie de fait que les Citoyens doivent être égaux et que les individus qui participent à la vie de ce qui est aujourd'hui la « Société » sont des Citoyens en puissance. Maintenant, nous ne pouvons forcer personne à y adhérer, mais que nul ne la rejette en se posant toujours comme le champion de l'Égalité, de la justice sociale, de l'humanité, de la liberté, de la générosité ou de quelque autre grande idée. L'expérience montre que la moindre réticence à son endroit entraîne ou repose sur une concession à Largent, et que la moindre concession à Largent assure à ce dernier une impunité totale. Ici, il n'y a pas de milieu. Largent et la monnaie ne peuvent pas disparaître en partie, pas plus que l'Égalité ne peut exister partiellement. La Société ne peut reposer sur plusieurs logiques à la fois ni mettre simultanément en œuvre, dans un même domaine, des Principes différents. Et quelle différence !

La croyance que la notion de valeur (marchande) est nécessaire pour échanger, Largent, est née de la pratique du troc, dans des temps où il était impossible d'échanger d'une autre façon. A vrai dire, l'impossibilité d'échanger autrement s'est prolongée jusqu'à nos jours, ce qui a toujours empêché les hommes d'envisager (du moins de façon réaliste) un autre mode d'échange que le troc ou le troc indirect, via la monnaie, et donc de se sentir prisonniers de Largent, à plus forte raison de le dénoncer. Mais il nous importe moins ici de savoir s'il est enfin possible d'adopter un nouveau mode d'échange que de savoir si celui qui est en vigueur aujourd'hui et qui doit tout à Largent est coupable du point de vue de la Société.

Notons tout d'abord que ce n'est ni par hasard ni par manie que nous disons que Largent doit être jugé, en premier lieu, par rapport à la Société. Largent est la raison d'être de la monnaie et le fondement du système monétaire. Or la monnaie est un moyen d'échange. En tant que tel, elle est le lien entre tous les individus qui participent au système, entre tous les individus supposés être des Citoyens. Etant au centre des rapports sociaux, et même des *conflits sociaux*, elle tient inévitablement un rôle « social » de

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

premier plan. En fait, personne ne contestera que nos « Sociétés » tournent autour d'elle. La monnaie est donc le sang du corps social, et Largent, son esprit. Ceci implique que toutes les actions des individus et de la « Société » sont conduites par Largent ou menées avec l'arrière pensée que la notion de valeur marchande est nécessaire pour échanger, que les choses doivent avoir un prix, que la monnaie est indispensable, etc.. Nous serions arrivés plus vite à cette conclusion si, au lieu de dire « Société », nous avions parlé de *système monétaire* ou de *capitalisme*, ce qui d'ailleurs aurait laissé moins de place à l'ambiguïté. Car la première conséquence de Largent est précisément d'anéantir la Société.

En effet, la notion de valeur marchande n'existe que si les choses sont échangées entre elles, si les individus échangent entre eux (de manière directe ou indirecte par le biais d'un étalon de la valeur) et sont propriétaires de leur production. Une Société qui cautionne un pareil mode d'échange ne se sent donc en rien concernée par les échanges, donc par les protagonistes des échanges, c'est-à-dire par ses propres Citoyens, lesquels n'attendent d'ailleurs rien d'elle. De fait, une telle « Société » ne voit pas dans ses « Citoyens » autre chose que des individus, des individus qu'elle livre à eux-mêmes et laisse s'entredéchirer. Certains diront que ceci n'empêche pas une Société de reconnaître ses Citoyens. Mais à quoi peut-elle les reconnaître si elle ignore que les échanges — tout ce qui les permet et tout ce qui en résulte — sont ce qu'il y a de plus important dans une Société et dans la vie des Citoyens, surtout lorsque la spécialisation des producteurs et leur interdépendance sont à leur paroxysme ; si elle ignore également qu'échanger implique de produire et que produire, étant une forme de participation à la vie de la Cité, est un Devoir envers elle ; si par ailleurs elle ignore qu'un Citoyen doit jouir de ses bienfaits et que ces bienfaits sont précisément l'objet des échanges dans lesquels, selon ce mode d'échange, la Citoyenneté n'entre pas en ligne de compte ; si donc elle ignore ce que sont les Devoirs et les Droits élémentaires du Citoyen ? Elle peut certes reconnaître des droits aux individus, des droits légitimes ou arbitraires, dans tous les cas secondaires, et leur décerner le titre de Citoyen, mais la Citoyenneté est de fait vidée de sa substance. Or s'il n'y a plus de vrais Citoyens, il n'y a plus de vraie Société.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

L'autre conséquence directe de ce mode d'échange est que rien n'a plus d'importance que d'établir une équivalence de valeur entre les choses. Les individus eux-mêmes disparaissent derrière les objets d'échange. Dans ces conditions, on comprend que l'égalité en Droits entre les Citoyens soit le cadet des soucis de la « Société ». Il lui serait d'ailleurs impossible de l'établir puisqu'il lui est déjà impossible de la concevoir (avec pertinence), ne pouvant raisonner à la fois selon deux conceptions de l'égalité, entre les objets et entre les Citoyens. Tout ce que la « Société » peut alors faire, c'est se payer de mots, se mentir à elle-même et espérer tromper les hommes.

Il résulte de ce que nous venons de dire qu'un mode d'échange basé sur la croyance que la notion de valeur marchande est nécessaire est par nature incompatible avec l'Égalité (des Citoyens en Droits et en Devoirs) et engendre fatalement un ordre des choses inégalitaire, d'abord par le simple jeu des valeurs, ensuite en raison des tares de la monnaie.

Dès lors que le Droit des individus de participer aux échanges (d'accéder au marché) dépend, non du fait qu'ils produisent, mais de la nature de leur production, non de l'intérêt ou de l'utilité que leur action a pour la Société, mais de la valeur que leur production a dans les échanges, tous ne peuvent profiter également du système, car chacun ne peut alors retirer des échanges qu'une quantité de biens ou de services d'une valeur équivalente à celle de sa propre production ou de ses propres efforts. Or la valeur des produits est purement arbitraire, qu'elle soit fixée par les puissants ou par des marchandages ; elle n'est en rien en rapport avec la reconnaissance due aux producteurs par la Société ; elle peut varier d'un instant à l'autre, et varie d'un individu à un autre, d'un type d'activité à un autre. C'est ainsi qu'un système fondé sur la notion de valeur (marchande) qui n'a de sens que si les choses ont une valeur différente, débouche inévitablement sur l'inégalité en droits entre les « Citoyens ».

La monnaie perpétue cette conséquence de la valeur marchande et l'aggrave. C'est par elle, en théorie, que se mesure la valeur des productions et donc celle des producteurs. La (soi-disant) valeur des produits est leur prix. La recette d'un producteur, moins les coûts de production et autres frais, moins le coût des invendus, constitue son revenu, c'est-à-dire son droit d'accéder à son tour au marché. Cette théorie est vraie pour les producteurs indépendants. Mais, en pratique, les producteurs

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

sont généralement des entreprises. Le salaire des employés dépend donc moins du prix auquel sont vendus les produits qu'ils fabriquent en commun au sein de leurs entreprises, que de la politique de l'entreprise pour laquelle ils travaillent. Les bénéfices pourraient être partagés également entre les employés, mais deux choses s'y opposent : la première, c'est la croyance persistante, souvent partagée par les employés eux-mêmes, que des travaux différents ont une valeur différente et méritent une rémunération différenciée ; la seconde, c'est que la monnaie, en matérialisant le droit vital d'accéder au marché, droit par lequel passent en fait la plupart des droits, place les employés dans une grande dépendance vis-à-vis de celui qui les paye, en l'occurrence l'entreprise ou le patron, qui a donc le pouvoir et *a priori* intérêt à les payer le moins possible. Les employés sont donc payés différemment et inégaux en droits. Mais, même en supposant qu'il soit possible de payer également les employés d'une même entreprise, c'est-à-dire de répartir entre eux ses bénéfices divisés en parts égales, il y aurait toujours inégalité entre les employés des différentes entreprises de la « Cité », donc entre les « Citoyens », puisque toutes les entreprises ne font pas les mêmes bénéfices. La monnaie passe donc, pour ainsi dire, une deuxième couche d'inégalités sur la « Société », de sorte que les hommes qui souvent ne grattent qu'en surface, écaillent parfois ou plutôt tentent d'écailler la couche apparente, mais ne parviennent jamais à déceler la cause profonde de l'inégalité.

A cela, certains diront que, pour établir l'Égalité, il suffirait que l'État attribue un salaire égal à tous les Citoyens, en modifiant au besoin le fonctionnement de la monnaie. Outre les raisons pratiques qui rendraient une telle égalisation des salaires extrêmement complexe et au final impossible à réaliser, deux raisons logiques suffisent à démontrer l'absurdité d'un pareil projet. Tout d'abord, la notion de valeur marchande naît du « libre » échange entre individus et n'a de sens que si les choses ont une valeur différente. La monnaie n'a donc elle-même de raison d'être que s'il y a libre échange et différence de valeur entre les emplois, ce qui, fatalement, se traduit par des inégalités de fortune et de droits. Uniformiser les revenus reviendrait donc à conserver la monnaie tout en lui ôtant sa raison d'être. Il n'y a pas besoin d'en dire davantage pour comprendre qu'un tel paradoxe

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

ferait tourner court toute expérience de ce genre, aussi légitime soit-elle.

Ensuite, un pareil projet repose sur le constat que le Droit d'accéder au marché est essentiel pour un Citoyen, sur l'intuition que ce Droit passe par la fortune ou les revenus, donc par la monnaie, sur la conviction que des Citoyens doivent être égaux en Droits, en un mot, sur la volonté d'assurer à tous les Citoyens un égal Droit d'accéder au marché. Or vouloir assurer artificiellement à tous les Citoyens un égal revenu pour qu'ils puissent jouir d'un égal Droit d'accès au marché, c'est reconnaître inconsciemment que ce Droit est un attribut de la Citoyenneté, autrement dit que ce Droit doit être conféré par la Citoyenneté elle-même, non par la monnaie. Mais dans un système monétaire le droit d'accéder au marché est par nature conféré par la monnaie. Voilà un nouveau paradoxe fatal, et toutes les jongleries financières qu'un pareil projet suppose ne servent qu'à le dissimuler aux yeux de ses promoteurs qui ne réalisent pas que leurs principes condamnent la monnaie qu'ils s'obstinent à conserver.

Ces paradoxes criants (87) ont une unique cause : Largent. Tant que les hommes n'arriveront pas à se défaire de la croyance que

(87) Les paradoxes dont il a été question ne sont pas les seuls. Les individus qui envisagent sérieusement l'égalisation des revenus soutiennent aussi que la monnaie n'est qu'un instrument mal utilisé, mais refusent de jeter cet instrument pour couper court à sa mauvaise utilisation. Ils parlent d'ailleurs de mauvaise utilisation, mais ils savent pourtant que son fonctionnement normal, « naturel », est catastrophique, c'est-à-dire que le problème vient de la monnaie elle-même, puisqu'ils veulent contrarier son fonctionnement ou modifier sa nature. Ils veulent instaurer un nouvel ordre des choses en chassant le naturel, mais ils oublient qu'il est dans la nature des choses que les artifices soient éphémères. De pareils projets ne reposent d'ailleurs pas seulement sur des paradoxes fatals, mais aussi sur des erreurs grossières. Tout d'abord, l'égalité des salaires ou des revenus n'a rien à voir avec l'Égalité en Droits, car, d'une part, des Droits conférés et limités par la monnaie, nivelés ensuite par l'État, n'ont rien à voir avec un Droit d'accès au marché conféré par la Citoyenneté et par définition illimité (au moins en théorie), car, d'autre part, une situation égalitaire voulue par les hommes et reposant sur des lois contre-nature n'a rien à voir avec une Égalité engendrée par un moyen d'échange (autre que la monnaie) et maintenue par la force des choses. De plus, conserver la monnaie tout en égalisant les salaires ou les revenus revient à tronquer la logique monétaire sans aller au bout de la logique de l'Égalité, donc à saper, d'un côté, le dynamisme du capitalisme et à saboter, de l'autre, les mécanismes de l'Égalité. En un mot, l'égalisation des revenus conserve nombre d'inconvénients du capitalisme (la monnaie, les mentalités, etc.) et ne procure aucun des avantages de l'Égalité, de sorte que de nouveaux problèmes

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

la notion de valeur marchande est nécessaire pour échanger, il leur semblera naturel et indispensable que les choses aient un prix, qu'il y ait donc une monnaie ou du moins un étalon de la valeur, et que les « Citoyens » disposent d'unités monétaires pour accéder au marché. Le système monétaire inculque cette croyance, en fait même un préjugé, et ce préjugé interdit aux hommes de concevoir un autre système d'échange que le système monétaire. C'est là le premier et le plus grand crime de Largent, celui dont tous les autres découlent. Son crime n'est pas d'enlever aux hommes la liberté de penser à son sujet, de les tenir mentalement prisonniers, mais de les condamner à vivre dans l'enfer monétaire, sans même qu'ils soient capables de voir dans la monnaie l'instrument de leurs malheurs, quoiqu'ils sachent qu'elle *ne fait pas le bonheur*. Largent n'est pas criminel et tyrannique en tant que croyance, mais en raison de ses conséquences tragiques.

Or les plus grandes tragédies furent le résultat de l'inconscience générale qui entoure la monnaie. Car les hommes qui, malgré tout, cherchent à comprendre la cause de leurs malheurs et à les conjurer, disculpent d'office la monnaie, à plus forte raison Largent, et finissent par s'en attribuer toute la responsabilité, les imputant soit à des défaillances individuelles, soit au comportement de certains, soit à un manque de volonté collective. Ils envisagent donc, comme solutions, soit un changement de comportement individuel, fondé sur la philosophie, la spiritualité, l'écologie, etc., lequel ne fait de mal à personne (tant qu'il ne sombre pas dans le fanatisme) mais est globalement sans effet ; soit des représailles contre les profiteurs de l'inégalité, lesquelles assouvissent un temps les rancœurs mais ne génèrent nullement l'Égalité ; soit l'adoption de lois ou de systèmes qui tendent à l'Égalité, voire à l'égalitarisme, et impliquent la proscription, la compression ou l'anéantissement des profiteurs du moment, lesquels engendrent au mieux le capitalo-libéralisme, au pire le communisme. Toutes ces solutions font des hommes le problème, et les deux dernières préconisent plus ou moins ouvertement la violence comme remède.

Mais les grandes tragédies ne sont que le paroxysme de la tragédie quotidienne dont la monnaie est la cheville ouvrière. Or

apparaîtraient, s'ajouteraient aux anciens et feraient regretter le régime capitaliste normal, le capitalo-libéralisme.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

la monnaie est une conséquence de Largent, de sorte que tous les effets directs et indirects de la monnaie ont eux-mêmes Largent pour origine. Ce rappel est utile car il va maintenant être uniquement question de la monnaie, et il ne faudrait pas croire que, parce que Largent n'est pas évoqué, elle doit seule porter le chapeau pour des faits dont elle n'est responsable qu'en tant qu'instrument.

Les premiers effets de la monnaie sont liés, d'une part, au fait qu'en tant que moyen d'échange elle soit indispensable ou du moins permette l'accès à tout (88), d'autre part, au fait qu'elle matérialise et confère seule le droit d'accéder au marché. Autrement dit, la monnaie transforme les Droits, évidemment convoités, en choses saisissables et valables entre toutes les mains. Elle permet donc le vol et décide certains à voler, ce qui naturellement expose chacun aux voleurs et génère chez tous les sentiments de méfiance et d'insécurité. Il faut d'ailleurs ajouter que, du fait que la monnaie soit un étalon de la valeur, tout ce qui a de la valeur représente potentiellement de la monnaie, de sorte que le vol et autres pratiques criminelles ne concernent pas seulement la monnaie, mais tout ce qui en représente et peut indirectement en procurer. La monnaie instaure donc un climat dans lequel les hommes ne craignent pas uniquement pour leurs sous, mais aussi pour leurs biens et même pour leur personne. Voici quelques *joyeusetés* auxquelles elle les expose : escroquerie, cambriolage, chantage, agression, racket, enlèvement, esclavage, prostitution, assassinat, etc..

Mais le vol de monnaie, c'est-à-dire l'obtention par la force ou la ruse des unités monétaires d'autrui, n'est qu'une façon illégale d'exploiter une propriété de la monnaie, celle de circuler, étant destinée à être échangée. Car, le fait que la monnaie circule, alors qu'elle incarne le droit d'accéder au marché, signifie que ce droit n'est pas lié à la Citoyenneté de celui qui en dispose et l'exerce. C'est cette déconnexion, en plus du fait que la monnaie soit par nature appelée à passer de mains en mains, qui rend le vol non seulement possible mais utile. Sans elle, nul ne pourrait ni jouir ni exercer d'autres droits que les siens légitimes. Ce qui

(88) La monnaie permet toujours l'accès à tout ou presque, mais n'est vraiment indispensable que lorsque la spécialisation des individus en tant que producteurs est extrême. Le problème n'est d'ailleurs pas que la monnaie, en tant que moyen d'échange, soit indispensable, mais que ce moyen d'échange indispensable qu'est la monnaie viole tous les Principes et se prête à tous les abus.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

signifie également que la légitimité du droit d'accéder au marché ne réside pas dans les actes des individus mais dans la monnaie seule. Ainsi, si toutes les unités monétaires d'un pays disparaissaient brusquement, plus personne n'aurait de droits ; les hommes ne pourraient accéder à leur propre production et, s'ils étaient assez idiots pour se croire réellement enchaînés, périraient de faim plutôt que d'exercer le Droit légitime que la monnaie incarne aujourd'hui.

La première conséquence de la circulation de la monnaie est que chacun tient ses droits d'autrui, plus exactement de la monnaie qu'il lui arrache avant d'être à son tour obligé de la céder. Dès lors, il n'est pas étonnant que les hommes se disputent sans cesse (pour) cet élément aussi volatile que vital pour tous, dont chacun désire disposer dans la plus grande quantité possible. Comment, dans ces conditions, la concorde pourrait-elle régner entre eux ? La *paix sociale* ne sera qu'un songe creux tant que sera conservée la monnaie qui, par nature, dresse les hommes les uns contre les autres et leur inspire des sentiments mesquins.

Remarquons par ailleurs que, si les individus ont des droits aux dépens d'autrui, il est également dans la logique monétaire que les « Citoyens » se dépouillent eux-mêmes de leur droit d'accès à mesure qu'ils l'exercent, qu'ils consomment, de sorte que les plus pauvres d'entre eux épuisent rapidement leurs droits et restent plus ou moins longtemps sans droit. Le système monétaire habitue ainsi les hommes à appeler « Citoyens » aussi bien les individus qui profitent très peu des bienfaits de la « Société », que ceux qui sont les seuls à en profiter. Il dénature tellement les notions de Citoyenneté et de Droits que nul n'ose voir dans la monnaie l'incarnation d'un Droit fondamental devant être égal pour tous les Citoyens, égalité incompatible avec la monnaie et qui, pour être établie, condamnerait cette dernière à disparaître.

Mais les hommes, pris dans la tourmente, ont bien d'autres préoccupations : trouver un emploi et le conserver (donc se soumettre aux exigences des entreprises) pour gagner régulièrement ce qu'ils perdent constamment, payer, choisir, sacrifier, marchander, économiser, emprunter, rembourser, accroître leurs revenus, etc.. En fait, tout dans leur vie se rapporte plus ou moins consciemment, plus ou moins directement, à des considérations financières, à leur porte-monnaie, à leur personne. Le système monétaire leur crée en permanence des problèmes

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

qu'ils doivent supporter seuls, puisqu'il appartient aux individus de se procurer de la monnaie par leurs propres moyens. Ils sont donc individualistes par la force des choses, d'autant plus que les rares fois où ils sont appelés au civisme ou rappelés à leur prétendue « Citoyenneté », c'est pour payer (l'impôt, par exemple) ou ne rien gagner (alors que *gagner de l'argent* est le leitmotiv de leurs actes).

A une autre échelle, la circulation monétaire contraint les entreprises et les États (qui cautionnent la monnaie) à avoir le même genre de préoccupations, quoique ce soit toujours les individus qui fassent réellement les frais de leurs politiques (89). Il est impossible d'énumérer ici toutes les conséquences dramatiques, visibles et invisibles, des fameuses *contraintes financières*, à quelque niveau que ce soit (politique, économique, écologique, national, international, professionnel, familial, individuel, physique, moral), tant leur liste est longue. Mais ce n'est pas un hasard si la presque totalité des faits rapportés par les médias illustre ce constat, bien qu'aucun ne songe pour autant à incriminer la monnaie.

Il est enfin inévitable que la circulation monétaire engendre des engorgements. Autrement dit, la monnaie ne peut sans cesse circuler partout sans qu'elle finisse par se concentrer quelque part. Or, concentration de monnaie signifie concentration de droits, donc pouvoir, pouvoir de capter davantage la monnaie. Il est donc naturel que la monnaie génère l'inégalité en droits et que l'inégalité en droits permette à ceux qui en bénéficient d'accroître encore à leur profit les inégalités. Dès lors, il va de soi que les individus ne pensent ni ne se comportent dans l'inégalité comme s'ils étaient des Citoyens égaux en Devoirs et en Droits. L'inégalité introduit donc des dérèglements sociaux qui, à leur tour, servent à justifier l'inégalité. Quiconque examinera de bonne foi les justifications de l'inégalité dans la « Société » s'apercevra en effet qu'elles ne reposent jamais sur les Principes de l'ordre social, mais toujours sur des prétextes eux-mêmes fondés sur l'existence de la monnaie et les préjugés monétaires.

Une dernière caractéristique de la monnaie qui matérialise le droit d'accéder au marché (ou la possibilité de payer) est de

(89) Il tellement vrai que les individus sont toujours victimes de la politique des entreprises que c'est souvent au moment où elles enregistrent des bénéfices record qu'elles décident de licencier une partie de leur personnel.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

limiter l'étendue de ce droit au nombre d'unités dont chacun dispose. (Cette limitation vaut aussi bien pour les individus que pour tous les ensembles d'individus : entreprises, États, administrations, organisations, associations, etc..) Or de l'étendue du droit d'accès, aujourd'hui proportionnelle à la richesse, dépend, tant pour les personnes physiques que morales, l'étendue non pas réelle mais financière de ce qu'elles peuvent faire. Ainsi, dans un système monétaire, les entreprises humaines sont en permanence bridées, voire empêchées, par des questions budgétaires. C'est donc le potentiel de l'Homme même que la monnaie bride. Remarquons d'ailleurs que le fait d'empêcher les uns d'acheter des produits (ou de payer des services) qui existent ou pourraient être fabriqués force les autres à limiter leur production, à moins produire, voire à ne plus produire du tout. D'un point de vue global, la monnaie a donc des effets catastrophiques : d'un côté, elle détourne souvent les personnes morales des bonnes décisions et les fait généralement opter pour la pire ou la moins mauvaise des solutions, d'un autre, elle limite la création d'emplois ou en détruit. D'un point de vue particulier, elle contraint les hommes à penser en individus, si bien qu'ils consomment le moins possible et ne s'occupent des autres que pour en être jaloux ou les mépriser, au lieu de penser en Citoyens, lesquels consommeraient sans craindre pour leurs Droits et considéreraient que le fait même de consommer revient à donner de l'ouvrage à leurs égaux.

Telles sont, citoyens, les caractéristiques de la monnaie, l'instrument par lequel se manifeste l'existence et la puissance de Largent. Chacune d'elles prise isolément a déjà des conséquences inéluctables et funestes. Mais, dans la réalité, toutes se combinent et créent une multitude de problèmes terribles et insolubles. En façonnant ainsi leur environnement, un environnement auquel ils doivent s'adapter, la monnaie offre aux hommes une vision particulière du monde et de l'Homme lui-même, une vision qu'ils tiennent pour une vérité éternelle et de laquelle la monnaie est paradoxalement absente. En fait, la monnaie fait partie du décor depuis si longtemps qu'ils ne la voient plus. Ils n'ont pas besoin de penser à elle ; ils pensent à travers elle. Avant même d'être un paramètre matériel ou réel, la monnaie est donc une donnée mentale, à l'instar de Largent. Incapables de mettre en cause la monnaie, malgré son aspect

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

palpable et ses effets visiblement dévastateurs, ils sont d'autant plus inaptes à remettre en cause Largent qui, lui, n'a aucune réalité, sinon dans leur esprit, et dont ils ne soupçonnent pas même l'existence. Aussi, quand même ils auraient l'audace d'abolir la monnaie ou de contrarier son fonctionnement naturel, ils n'anéantiraient pas Largent qui les remettrait bientôt au pas.

Mais vous, citoyens jurés, vous n'êtes plus dans ce cas. Vous n'êtes plus inconscients. Maintenant, vous savez !

Vous savez que la monnaie n'est pas rien ; qu'elle n'est pas neutre ; qu'elle a des effets exclusivement ravageurs à tous les niveaux, et ce quelle que soit la manière dont les hommes l'utilisent ; qu'il faut en purger la « Société » pour que les individus deviennent enfin les Citoyens qu'ils sont censés être.

Vous savez également qu'elle est elle-même une conséquence de Largent, c'est-à-dire de la croyance que la notion de valeur marchande est nécessaire pour échanger ; que cette croyance, qui place les objets au-dessus des hommes en faisant de la soi-disant équivalence de valeur entre les choses la seule préoccupation des échanges, impose de prendre en considération les intérêts financiers avant ceux des hommes, voire de négliger souvent ces derniers, et empêche de concevoir et, à plus forte raison, d'établir l'égalité en Droits entre les Citoyens, Principe fondamental de l'ordre social ; que Largent engendre fatalement l'inégalité en droits entre les individus, synonyme d'oppression, et détruit la Société ; qu'il est donc par nature antisocial et tyrannique.

Vous savez enfin, citoyens, que Largent engendre la monnaie qui est son support et dont l'usage perpétue à son tour Largent ; que condamner Largent impliquerait non seulement de proscrire la monnaie mais encore de la remplacer par un autre moyen d'échange ; qu'une éventuelle condamnation de Largent supposerait l'intention d'établir l'Égalité ; que l'Égalité est souhaitable et possible, à condition de reposer, non sur la volonté aléatoire des hommes et des efforts contre-nature, mais sur un nouveau moyen d'échange véhiculant et inculquant aux hommes une nouvelle conception de l'échange et de la Société. Vous devez donc distinguer le moyen d'échange qu'est la monnaie de la notion même de moyen d'échange, et ne pas hésiter à condamner Largent sous prétexte qu'un moyen d'échange est évidemment nécessaire et que l'Égalité est prétendument impossible, car il ne tient qu'à nous qu'elle devienne réalité.

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

Citoyens, vous avez été appelés pour juger Largent. Voici l'heure d'accomplir votre devoir. Pour ce procès hors du commun, nous avons dû procéder, contrairement aux usages, à l'examen des faits avant de pouvoir dresser l'acte d'accusation. A l'issue, les charges retenues contre Largent sont les suivantes :

1. Institution de la notion de valeur marchande, abstraite, aléatoire et sans aucune signification sociale, comme base des rapports sociaux ;
2. Substitution d'une logique inhumaine, individualiste et antisociale, sa logique, à la logique du DROIT ou de l'association politique ;
3. Destruction de la Société par implosion ou, du moins, obstruction à la volonté des hommes de se constituer en véritable Société ;
4. Détournement de la Société de son rôle — qui est de contrôler que les Citoyens remplissent leurs Devoirs envers elle et de leurs garantir en retour les Droits du Citoyen —, usurpation de ce rôle, du moins dans sa partie essentielle, et transmission de ce rôle à des individus ou des entreprises (90).
5. Dissociation des droits des devoirs, notamment entre le Droit de profiter des bienfaits de la Cité et le Devoir de participer à la vie de la Cité ;
6. Dénaturation des notions de Devoir et de Droit ;
7. Obstacle majeur à l'Égalité (tant en Droits qu'en Devoirs) ;
8. « Désubstantification » du concept de Citoyenneté ;
9. Incitation, le mot est faible, à l'individualisme ;
10. Maintien des hommes dans un état permanent de rivalité, de conflit ou de guerre ;
11. Mise à la disposition des hommes d'un moyen d'échange aux emplois ou aux effets dérivés multiples — oppression,

(90) En clair, sous le règne de Largent, les individus ne profitent de ce que produit la « Société » qu'à hauteur de ce que les échanges qu'ils font leur rapportent. A chacun de tirer son épingle du jeu. Profiter des bienfaits de la Société n'est donc plus un Droit garanti aux Citoyens par la Société. Largent dépouille la Société du rôle de garantir ce Droit à ses Citoyens. Plus tard, la monnaie, par laquelle passe le droit d'accéder au marché, donc de profiter des bienfaits de la « Société », confère à des individus ou des entreprises le contrôle de ce droit en ce qui concerne les individus ou les employés dont le revenu dépend d'eux. Le Droit de profiter des bienfaits de la « Société » ne dépend donc plus ni de la Société, ni même des efforts personnels, mais du bon vouloir de certains.

RÉQUISITOIRE *contre* L'ARGENT

- exploitation, corruption, spoliation, etc. — et contraires à la mission sociale d'un moyen d'échange ;
12. Introduction dans la Cité de la « loi » du plus fort, du fait de la matérialisation du droit d'accéder au marché, qui fait de lui un objet à passer, à prendre, à perdre, à protéger, à convoiter, etc. ;
 13. Exacerbation du besoin d'Avoir et détournement des hommes de la nécessité d'Etre ;
 14. Délimitation artificielle et inégale des droits, à commencer par celui d'accéder au marché ;
 15. Octroi arbitraire à une petite minorité de pouvoirs monstrueux ;
 16. Asservissement des travailleurs ;
 17. Maintien des « Citoyens » dans l'ignorance de leurs Droits, de leurs Devoirs, du sens de leur Dignité, des Principes de l'ordre social, etc. ;
 18. Anéantissement de la Liberté, réduction de toutes les libertés, falsification de tous les Droits ;
 19. Enfermement de l'Homme dans un cercle vicieux, aussi bien sur le plan physique que moral ;
 20. Incitation à des révoltes légitimes mais vouées à l'échec ;
 21. Monopolisation insidieuse du débat public ;
 22. Fournisseur officiel d'excuses à tout, même à l'injustifiable, le pire étant que les hommes, prisonniers de sa logique, les acceptent comme de juste ;
 23. Délestage sur les hommes — avec leur propre complicité — de sa culpabilité dans les maux qu'il engendre ;
 24. Systématisation du vol ;
 25. Appauvrissement de la « Société » ;
 26. Usurpation des mérites de l'Homme ;
 27. Obstruction au déploiement du génie humain ;
 28. Réduction des pouvoirs de l'Homme à faire le bien ;
 29. Pression permanente sur les décisions, les actes et la vie des hommes ;
 30. Création de problèmes insolubles de par son existence même ;
 31. Aggravation des problèmes réels par ses contraintes artificielles ;
 32. Introduction systématique d'effets pervers et fatals dans tout ce que les hommes peuvent entreprendre de noble, ces

RÉQUISITOIRE *contre* LARGENT

- entreprises étant souvent des réactions à ses injustices et aux aberrations qu'il commande ;
33. Empoisonnement et aliénation des esprits ;
 34. Incitation à la mauvaise foi, à l'aveuglement, à l'incohérence, au je-m'en-fichisme ;
 35. Incitation au mensonge, à la corruption, au crime, au meurtre ;
 36. Dévalorisation de la vie humaine, de la vie tout court ;
 37. Crime contre l'Humanité et la Nature ;
 38. Exposition des nations et du monde à des crises chroniques aux conséquences funestes ;
 39. Anachronisme ;
 40. Despotisme ;
 41. Tyrannie.

A cette évocation qui n'est sans doute pas exhaustive, n'entendez-vous pas, citoyens jurés, l'Humanité crier à Largent : *coupable ! coupable !* Tout le bien vient de l'Homme, presque tout le mal, de Largent. Vous pouvez chercher ; il n'y a pas un argument solide en sa faveur. Personne d'ailleurs ne le défend, même si tout le monde s'en accomode. En vérité, il ne mérite pas notre pitié. Il doit être condamné sans appel. Or quelle peine peut-elle mieux lui convenir que celle qui semble lui avoir été destinée ? Citoyens, l'Humanité réclame pour Largent, au nom de l'Égalité, la seule peine appropriée à sa nature et à la hauteur de ses crimes : la peine... capitale.

Mesdames et messieurs les jurés, rappelez-vous que vous devez être des Citoyens en conscience !

Affaire à suivre ...

QUESTIONS ET OBJECTIONS DES JURÉS

- M. Aveugle** : *Monsieur l'accusateur, puisqu'il nous est permis d'intervenir, permettez-moi de faire remarquer qu'il vaudrait mieux parler de choses concrètes, des problèmes de tous les jours qui nécessitent des réponses urgentes !* 11
- Mme Denfer** : *Il est trop facile, Monsieur l'accusateur, de faire de Largent un bouc émissaire, de le charger de tous les maux de la Terre !* 13
- Mme Courtevue** : *Mais, Monsieur l'accusateur, Largent est le moyen d'échange dont les hommes ont besoin, vous l'avez dit vous-mêmes !* 14
- M. Neurone** : *Monsieur l'accusateur, il ressort de ce que vous dites que Largent est une fatalité, qu'il est inévitable, donc nécessaire et incontournable !* 23
- M. Neurone** : *Largent est un moyen d'échange, peut-être d'oppression, mais il n'est certainement pas un oppresseur ! Il est un moyen pour les hommes qui sont seuls coupables de son mauvais usage ! Largent n'est qu'un moyen !* 30
- M. Cupide** : *Mais rien n'empêche les hommes de ne pas l'être ! Même sans Largent, ils se battraient ! L'Homme est mauvais de nature !* 43
- Mlle Girouette** : *Mais comment les hommes pourraient-ils être égaux, alors qu'ils sont naturellement différents ?* 47
- Mlle Girouette** : *Citoyen accusateur, vous avez dit que les Droits n'existent que dans la Cité. Mais les hommes ont des droits de par leur essence d'Homme ! « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ! »* 50

M. Aveugle : <i>Pour contrer l'inégalité engendrée par Largent, il suffirait que la Cité impose des revenus égaux ! Ce sont donc les hommes qui ne veulent pas être égaux !</i>	56
M. Neurone : <i>Mais, Monsieur l'accusateur, Largent permet d'accorder une valeur aux choses ! Sans lui, plus de valeurs !</i>	61
M. Aveugle : <i>D'accord, mais comment échanger sans la notion de valeur ?</i>	67
M. Cupide : <i>Si les Citoyens étaient égaux, ils auraient tous la même chose !</i>	70
M. Neurone : <i>Mais si les Citoyens étaient égaux en Droits quel que soit leur Travail, les métiers pénibles seraient désertés !</i>	74
Mme Courtevue : <i>Monsieur l'accusateur, vous présentez le Travail comme un Devoir. Mais qu'advierait-il, dans l'Égalité, d'un Citoyen au chômage ?</i>	78
M. Glouton : <i>Mais pourquoi les Citoyens travailleraient-ils plus si, étant égaux, ils n'avaient plus rien à (y) gagner ?</i>	83
M. Neurone : <i>Tout ceci est bien joli, Monsieur l'accusateur, mais vous affirmez des choses sans avancer de chiffres, sans vous appuyer sur une étude précise, sans présenter d'analyse économique ou historique... Depuis le début, tout ce que vous dites n'est que suppositions ! Pourquoi, dans ces conditions, continuer à vous écouter ?</i>	89
M. Aveugle : <i>Monsieur l'accusateur, vous avez dit que, dans l'Égalité, le Droit d'accès au marché ne serait pas borné artificiellement, autrement dit qu'il serait sans limite ! En somme, l'Égalité ferait de tous les Citoyens des riches ! Or cela ne présente-t-il pas le risque d'en faire des êtres blasés, voire suicidaires ?</i>	95
M. Neurone : <i>Mais, Monsieur l'accusateur, pour que le contexte de l'Homme change, pour que l'Égalité</i>	103

advienne, il faut d'abord que l'Homme change lui-même !

Mme Denfer : *Contexte ou pas, l'Homme est égoïste, orgueilleux... Le péché est en lui ! L'argent répond à sa tentation ! L'éliminer n'extirperait donc pas le péché du cœur de l'Homme, et L'argent réapparaîtrait tôt ou tard sous une autre forme.* 109

M. Cupide : *Mais les hommes ne voudront-ils pas toujours être ou avoir plus que leurs voisins ? Même sans L'argent, les Citoyens chercheraient à se piétiner et trouveraient le moyen de s'escroquer les uns les autres !* 115

M. Aveugle : *Malgré tout, Monsieur l'accusateur, sans L'argent, nous n'en serions pas où nous en sommes ! L'argent est un facteur de progrès !* 123

Mme Denfer : *Vous diabolisez L'argent !* 128

Mme Courtevue : *Monsieur l'accusateur, vous n'avez rien dit des pays sous-développés, bien plus à plaindre que nous-mêmes ! C'est pour eux qu'il faut faire quelque chose en priorité !* 137

M. Glouton : *Et la nature ? Vous semblez ignorer, Monsieur l'accusateur, le fait que des Citoyens libres d'accéder au marché consommeraient et gaspilleraient bien plus qu'aujourd'hui, de sorte que toutes les ressources naturelles ne suffiraient pas à satisfaire leur appétit et que l'impact de la Cité sur l'environnement serait terrible. Le capitalisme cause des ravages ; la Cité conduirait à la catastrophe !* 140

M. Neurone : *Il n'empêche, Monsieur l'accusateur, qu'à l'heure de la mondialisation, il est impossible d'abattre L'argent. Les pays sont trop interdépendants économiquement pour qu'un seul d'entre eux puisse renoncer unilatéralement à la monnaie.* 150

DU MEME AUTEUR

Publié

- L'argent ou l'Égalité : il faut choisir (La révolution nécessaire, laquelle ? Editions Golias, juin 2009)

Imprimé

- Principes universels de l'ordre social ou bases de la Société à usage universel (2011)
- Réquisitoire contre L'argent ou théorie de l'Égalité (2011)
- Le Civisme ou théorie de la Cité (2011)
- Le Civisme illustré (2011)

A paraître

- Robespierre, la terreur des traîtres à la nation (2011)

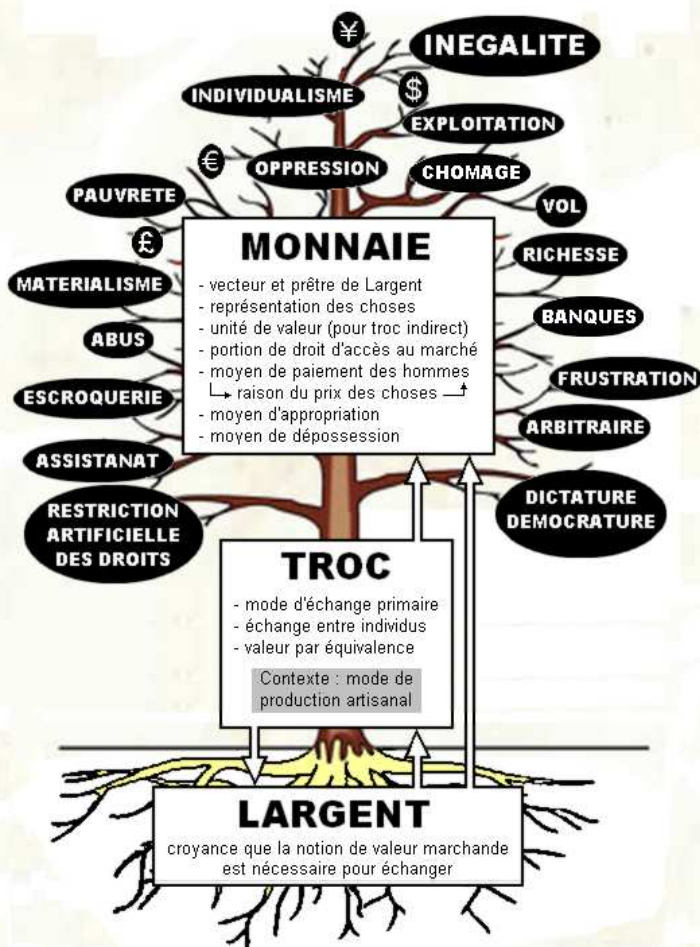
En cours d'achèvement

- Théorie de la Propriété et de la Cité
- Essai de Constitution d'une Cité — Commenté
- Robespierre et la Révolution au jour le jour
- Le Grand Comité et les Représentants en mission

Contact :
phil.ppe@live.fr

Blog :
<http://philippelandeux.hautetfort.com>

LARGENT ET LE SYSTEME MONETAIRE



Plus un mensonge est gros, plus on y croit.
Plus une vérité est grande, plus on en doute.

ISBN n°979-10-90965-00-3

Achevé d'imprimer en mai 2013
par TheBookEdition.com
à Lille (Nord-Pas-de-Calais)
Imprimé en France